

**RÉFLEXION THÉORIQUE ÉLARGIE SUR LE
CHANGEMENT DU RÔLE ÉCONOMIQUE DE L'ÉTAT
PÉRIPHÉRIQUE APRÈS L'AJUSTEMENT
STRUCTUREL**

**par
Jean-François Dionne**

**Thèse déposée à l'École
des études supérieures et de la recherche
en vue de l'obtention de
la maîtrise ès arts en science politique**

Directrice : Claire Turenne-Sjolander



**Jean-François Dionne
Université d'Ottawa
Août 1996**



National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services Branch

395 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1A 0N4

Bibliothèque nationale
du Canada

Direction des acquisitions et
des services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N4

Your file *Voire référence*

Our file *Notre référence*

The author has granted an irrevocable non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of his/her thesis by any means and in any form or format, making this thesis available to interested persons.

L'auteur a accordé une licence irrévocable et non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de sa thèse de quelque manière et sous quelque forme que ce soit pour mettre des exemplaires de cette thèse à la disposition des personnes intéressées.

The author retains ownership of the copyright in his/her thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her permission.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège sa thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

ISBN 0-612-19948-7

Canada



UNIVERSITÉ D'OTTAWA
UNIVERSITY OF OTTAWA

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE I : INTRODUCTION ET CLARIFICATION THÉMATIQUE	1
A. Problématique générale	2
B. Clarification conceptuelle et thématique	12
1. Ajustement structurel et rôle étatique	14
2. Rôle de l'État périphérique	16
3. État périphérique	21
4. Nature de la mise en contexte	25
B. Approche : construction d'un cadre interprétatif élargi	28
1. Questionnement élargi	29
2. Réflexivité	32
3. Apports théoriques	39
4. Présentation	45
 CHAPITRE II : DÉCONSTRUCTION THÉORIQUE	 47
A. Introduction	48
B. Fondements épistémologiques et politico-normatifs	54
1. Incommensurabilité inter-paradigmatique et positivisme	56
2. Incommutabilité et éclectisme inter- paradigmatique	59
3. Éclectisme et réformisme libéral	62
C. Base méthodologique et ontologique	67
1. Réflexion limitée	73
2. L'État	81
3. Le rôle économique de l'État	87
4. L'État périphérique et son rôle	

économique	91
D. Conclusion et synthèse critique	93
 CHAPITRE III : RECONSTRUCTION THÉORIQUE	 100
A. Introduction	101
B. Fondements épistémologiques et politico-normatifs	108
1. Incommensurabilité et comparabilité inter-paradigmatique	110
2. Post-positivisme	112
C. Base ontologique et méthodologique	114
1. Globalisme académique	117
2. Approche historique-structurale	118
3. Matérialisme méthodologique	119
D. Cadre théorique	120
1. Méthode des structures historiques	122
2. Ensemble analytique structurel coxien	125
3. Changement historique	127
4. État comme sphère socio-politique historique	130
5. État périphérique et révolution passive	133
6. Fonctions de l'État	135
7. Contexte externe de l'État	137
8. Utilité du cadre coxien	139
E. Observations sur l'État périphérique après l'ajustement structurel	143
1. L'État néomercantiliste-développementaliste	145
a) fonctions étatiques et paramètres	146
b) configuration des forces internes et corporatisme d'État	148
2. Changements structurels de l'État périphérique	151
a) crise du populisme	152

b)	crise de l'autoritarisme bureaucratique	154
c)	avènement de la démocratie retranchée dans une périphérie extrovertie	156
3.	Contexte externe de l'État périphérique : <i>Pax Americana</i>	159
a)	crise de l'hégémonie	161
b)	réévaluation globale du rôle étatique au niveau mondial	163
c)	intensification de l'internationalisation de l'État	167
4.	Synthèse préliminaire	170
F.	Conclusion et synthèse critique	172

CHAPITRE IV : RETOUCHE CONCEPTUELLE 178

A.	Introduction	179
B.	Paysage théorique et conceptuel de la régulation	185
1.	L'école de la régulation	189
2.	Régimes d'accumulation et modes de régulation	193
C.	Cadre métathéorique régulationniste : ontologie, méthodologie et épistémologie	197
1.	Théorisation et conceptualisation	200
2.	Sensibilité au changement "organique"	202
3.	Possibilité d'une mise en contexte	205
4.	Note épistémologique	207
D.	Éclairage théorique mexicain	208
1.	Contextualisation générale	210
a)	crise mondiale du fordisme	211
b)	crise du régime d'accumulation fordiste	212
2.	Le cas du Mexique	215
a)	néomercantilisme-développementalisme à la mexicaine	215
b)	contexte mexicain de la "crise" et de l'ajustement structurel	217
c)	extraversion et "démocratisation"	220

3.	Conclusions préliminaires	224
E.	Conclusion et synthèse critique	226
CONCLUSION		229
A.	Réflexion élargie	230
B.	Interprétation élargie	231
1.	Premier niveau d'interprétation	232
2.	Deuxième niveau d'interprétation	235
BIBLIOGRAPHIE		243

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU I

Les effets de l'ajustement et de la stabilisation sur l'intervention étatique dans l'économie	77
---	----

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1

Illustration du cadre conceptuel
de Biersteker 95

FIGURE 2

Structures historiques 124

FIGURE 3

Processus historique global 126

FIGURE 4

Modèle contextualisé du rôle
économique de l'État périphérique affecté
par l'ajustement structurel 140

Auteur : Jean-François Dionne

Titre : Réflexion théorique élargie sur le changement du rôle économique de l'État périphérique après l'ajustement structurel

Résumé :

Cette thèse tente de déterminer les prémisses épistémologiques, ontologiques et méthodologiques nécessaires à une théorisation des changements dans le rôle économique de l'État périphérique au sein du contexte de plus d'une décennie d'ajustement structurel. L'auteur affirme qu'une interprétation approfondie d'un tel phénomène doit découler d'une réflexion critique et contextuelles. Cette réflexion doit répondre librement et de façon globale au comment, pour qui et pourquoi. Elle doit cerner les éléments du problème, non seulement en tant que tel, mais également l'environnement dans lequel ils s'inscrivent, leur interdépendance réciproque, leur inter-pénétration, et leur dynamique historique. Une telle problématique théorique doit se fier sur le caractère contextualisable d'un cadre conceptuel et sur un projet normatif irrespectueux des paramètres idéo-politiques de l'ordre hégémonique.

Ainsi se résume le postulat se trouvant à la base de l'exercice entrepris dans cette dissertation. Celui-ci vise à construire une voie inter-paradigmatique pouvant servir à donner une signification élargie et contextuelles au phénomène de l'impact de l'ajustement structurel sur le rôle économique de l'État périphérique. Ce même exercice s'appuie sur une analyse métathéorique et théorique de trois approches traitant du thème. L'auteur arrive ainsi à démontrer qu'afin d'arriver à une interprétation approfondie des mutations du rôle étatique, l'approche éclectique libérale de Thomas Biersteker doit être déconstruite en faveur de l'approche néogramscienne de Robert W. Cox modifiée par l'approche régulationniste de Edward McCaughan. Les critères qui permettent d'arriver à un tel postulat sont ceux de la théorie critique, car en alimentant le questionnement élargi ils produisent une interprétation à la fois plus compréhensible (ou holistique), et plus historique (ou contextuelle) du phénomène en question.

CHAPITRE I
INTRODUCTION ET CLARIFICATION
THÉMATIQUE

A. Problématique générale

Le tiers monde a affronté collectivement des mutations structurelles fondamentales dans l'économie politique mondiale depuis près de trois décennies¹. Ces changements se sont concrétisés en problèmes particuliers auxquels ont dû faire face des populations, des États, et des organisations impliquées aux niveaux international, transnational, national, et local. La crise de la dette a constitué un de ces phénomènes mondiaux qui continuent à affecter la vaste majorité de l'humanité. Bien que les médias "reconnus", les cercles académiques dominants, et les chefs d'État puissants en ont moins à dire sur la dette du Sud, bien que l'attention se porte maintenant davantage sur la transition vers l'accumulation capitaliste au sein des anciennes démocraties populaires, bien que les banques multinationales et le système financier transnational ne craignent plus, depuis longtemps, une révolte des débiteurs², le problème de l'endettement reste entier en périphérie. Il le reste pour des centaines de millions de gens qui subissent les contrecoûts de plus d'une décennie d'ajustement structurel et de stabilisation. Il le reste aussi pour un grand nombre de pays dont le paiement des intérêts sur la dette est loin de diminuer son emprise sur les priorités du

¹Voir Robert O. SLATER, Barry M. SCHUTZ et Steven R. DORR (sous la dir. de), Global Transformation and the Third World, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1993.

²Dans ce document, le générique masculin est utilisé sans aucune discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte.

développement humain³.

Cela ne signifie point que rien n'a été fait pour alléger le fardeau de la dette depuis le déclenchement officiel de sa crise à l'échelle mondiale, soit en août 1982 alors que le Mexique déclarait ne pas pouvoir rencontrer ses obligations vis-à-vis ses créanciers⁴. Au contraire, les stratégies n'ont pas été absentes⁵. La question est toutefois de savoir quel fardeau elles ont atténué. En effet, les créiteurs internationaux, leur pays d'origine, ainsi que les bailleurs de fonds multilatéraux ont d'abord évité un bouleversement du système international en parant au plus pressé (apport de liquidités d'urgence, rééchelonnement à moyen terme). Ensuite, un ensemble de politiques furent mises en oeuvre afin de "résoudre" le problème à plus long terme du point de vue des créanciers privés (constitution de provisions pour pertes, désengagement, développement du marché secondaire des créances, échanges de dette contre fonds propres) et publics (rééchelonnement libéral à long terme, effacement de créances perdues). Les résultats de ces efforts se mesurent aujourd'hui par une situation moins critique pour l'ordre économique mondial capitaliste, une

³ Jean-Claude BERTHÉLEMY et Ann VOURC'H, Allégement de la dette et croissance, Paris, Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, 1994, p. 25-42.

⁴ Malgré son biais en faveur des interprétations orthodoxes relatant les origines de la crise de l'endettement, Stephen S. Golub offre une excellente revue de l'économie politique de la dette (dans son contexte original, c'est-à-dire en Amérique Latine). On y apprend que la crise s'est produite en raison d'une combinaison de facteurs incluant la mauvaise gestion économique des États périphériques, l'offre exceptionnellenent abondante de crédits due aux marchés des eurodevises et des pétrodollars en expansion, l'imprudence des banquiers, l'instabilité de l'économie mondiale, le revirement de la politique des taux d'intérêt américains, et la chute des cours mondiaux des matières brutes (Stephen S. GOLUB, «The Political Economy of the Latin American Debt Crisis», Latin American Research Review, 26(1), Hiver 1991, p. 185-195).

⁵ op. cit., p. 43-68.

stabilisation des transferts en capitaux du Sud au Nord, et une répartition inéquitable de la charge de la dette en faveur des créanciers privés⁶.

Stabilisation et ajustement font partie intégrante du fardeau que doit toujours assumer le tiers monde et du discours des bailleurs de fonds internationaux⁷. Ceux-ci les ont utilisé comme critères de conditionnalité à l'offre de crédit et aux autres stratégies "d'allégement" de la dette qui s'adressent aux pays dont la solvabilité est problématique⁸. En plus de contribuer fortement à une baisse importante du niveau de vie⁹, l'imposition des mesures de stabilisation et des programmes d'ajustement structurel (PAS) par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque Mondiale (BM ou BIRD)¹⁰ s'est attaquée directement à la nature du rôle

⁶ Jean-Claude BERTHÉLEMY et Ann VOUREH, Allégement de la dette et croissance, p. 71-84.

⁷ Lorsqu'il est question seulement d'ajustement structurel, nous nous référons également aux mesures de stabilisation. Lorsque des programmes d'ajustement structurel sont en vigueur, les deux coexistent habituellement.

⁸ La stabilisation constitue l'approche traditionnelle de la résorption des déséquilibres, en particulier des déséquilibres de balance des paiements (Marc RAFFINOT, De la dette extérieure et ajustement structurel, Vanves, EDICEF, 1991, p. 125). Prenant pour acquis le bon fonctionnement des mécanismes du marché (ce qui est rarement le cas dans le tiers monde), elle recherche le niveau des variables macro-économiques (ex. production, emploi, masse monétaire, etc...) susceptible d'assurer le retour à l'équilibre. La stabilisation vise ainsi à remédier à des problèmes à court terme, telle qu'une inflation cumulative, un épuisement des réserves de change, etc... La plupart du temps, les mesures de stabilisation consistent à réduire le taux de croissance et à freiner l'augmentation des revenus dans un pays par rapport à ses partenaires commerciaux. Ceci est entrepris afin de ramener les importations à un niveau compatible avec les exportations. Les programmes d'ajustement structurel sont plus complexes que les politiques de stabilisation. En effet, dans le cas de l'ajustement, le retour à l'équilibre extérieur se fait à travers un ensemble de mesures institutionnelles ou réglementaires. Celles-ci ont pour but le libre exercice des mécanismes du marché et l'élimination des obstacles à l'accumulation (*Ibid.*, p. 126). En clair, il s'agit de faire en sorte que les prix deviennent de véritables indicateurs, des indicateurs susceptibles de fournir des informations non biaisées aux producteurs sur la disponibilité des ressources et la demande de biens et services. Cela implique, notamment, que les signaux venus du marché mondial soient intégrés à la prise de décision en matière de production et d'investissement, et donc que le système de prix relatifs soit aussi proche que possible de celui du marché mondial. Réduire les obstacles à l'établissement d'une telle structure des prix relatifs, en identifiant les "distorsions" et en éliminant leurs causes constitue le noyau central des politiques d'ajustement structurel.

⁹ Voir Kevin DANAHAR et Muhammad YUNUS (sous la dir. de), 50 Years Is Enough -- the Case Against the World Bank and the International Monetary Fund, Boston, South End Press, 1994.

¹⁰ Les mesures de stabilisation et d'ajustement sont souvent associées au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque Mondiale (BM ou BIRD). Bien que n'étant pas les seuls à utiliser ces politiques comme condition au renouvellement des prêts, ces institutions ont pris le devant de la scène en ce domaine depuis la crise de la dette. Conçus à Bretton Woods en 1944 pour effectuer des tâches différentes, les rôles du FMI et de la BM dans la gestion de la dette du tiers monde divergent toujours, bien que la crise ait rapproché grandement

économique de l'État périphérique endetté.

Bien qu'en n'étant point sa cause ultime et unique, la crise de la dette et l'ajustement structurel qui en a résulté a marqué profondément la nature du redéploiement du rôle étatique dans le tiers monde; à tel point qu'il peut être considéré comme un point historique de non retour. En effet, le développement introverti, l'interventionnisme étatique étendu, le nationalisme économique, et les expériences de "déconnexion" ou tout simplement socialisantes des années soixante et soixante-dix ont été évacués par les conséquences de la crise de la dette des années quatre-vingt¹¹.

Comment est-il possible de formuler et d'accorder une signification approfondie aux changements dans le rôle économique de l'État périphérique au sein du contexte de plus d'une décennie d'ajustement structurel? Cette question constitue le point de départ et la ligne d'arrivée de cette dissertation. Elle suscite l'intérêt pour la recherche et guide son aboutissement.

Si nous adoptons comme prémisse que l'ajustement structurel,

les deux institutions (Voir Graham BIRD, «Changing Partners: Perspectives and Policies of the Bretton Woods Institutions», *Third World Quarterly*, 15(3), Septembre 1994, p. 483-502). Créé pour assurer la stabilité du système monétaire international, et faire en sorte que les balances des paiements s'équilibrent, le FMI n'est pas, à ses origines, un organisme de financement mais bien de régulation. Il dispose de moyens réduits et n'accorde qu'une aide limitée et temporaire à des conditions concurrentielles sur les marchés financiers (Marc RAFFINOT, Dette extérieure et ajustement structurel, p. 124). Pour sa part, la BM est une banque de développement à ses débuts. Elle finance des projets dont l'utilité est mesurée en terme de développement socio-économique, et non en terme d'équilibres macro-économiques. Ce financement s'effectue à des conditions favorables (*Ibid.*). Au fur et à mesure que se dessine l'épisode de la crise de la dette, la BM et le FMI voient leurs activités converger de façon plus ou moins coordonnée (Patrick LENAIN, La FMI, Paris, Édition La Découverte, 1993, p. 56-57). La gamme de prêts de la BM s'élargit pour inclure des crédits comportant des mesures destinées à rétablir les grands équilibres macro-économiques et la stabilité. De son côté, le FMI insiste de plus en plus sur la nécessité que des réformes structurelles micro-économiques et sociales soient entreprises dans le cadre de son assistance. Le FMI a toutefois une responsabilité qu'il ne partage pas avec la BM. En effet, le FMI sert d'intermédiaire et de "conseillé" entre les pays endettés et les créanciers privés (Club de Londres), d'une part, et entre ces mêmes pays et les créanciers publics (Club de Paris), d'autre part (Elmar ALVATER, Kurt HÜBNER, Jochen LORENTZEN et Raul ROJAS, The Poverty of Nations -- A guide to the Debt Crisis from Argentina to Zaire, Londres, Zed Books, 1991, p. 257). Son rôle est essentiellement de s'assurer de la solvabilité, de la responsabilité, et de l'engagement des débiteurs potentiels envers les réformes structurelles.

¹¹ Voir William R. CLINE, «Debt, Macro Policy, and State Intervention: The Next Phase For Latin America», Journal of Interamerican Studies and World Affairs, 27(4), Hiver 1985-1986, p. 155-173.

à défaut d'être une cause unique, s'avère plutôt une conjoncture importante participant néanmoins à un mouvement historique plus global qui influence le rôle de l'État dans l'économie, le sens de ce phénomène recèle donc une complexité qui demande de s'y attarder de façon approfondie. Autrement-dit, l'impact des PAS sur le rôle économique de l'État périphérique pour être expliqué dans toute sa profondeur doit faire l'objet non seulement d'une compréhension directe et immédiate de ses origines ainsi que des ses effets, mais également d'un entendement qui prend du recul par rapport aux événements conjecturaux, qui résulte donc d'une mise en contexte.

Ceci étant dit pourquoi, diraient certains, étudier un phénomène qui a fait fureur dans le monde académique des années quatre-vingt et dont l'intérêt théorique est en perte de vitesse à l'heure actuelle? D'abord, toute interprétation n'est pas satisfaisante du point de vue intellectuel, qu'importe la popularité du sujet sous observation. Ensuite, il faut se demander à qui profite cette absence progressive de l'analyse de l'impact de l'ajustement structurel sur le rôle de l'État périphérique, sûrement pas aux plus démunis de cette planète. Finalement, cette dernière remarque rejoint la première en mettant en lumière notre insatisfaction face au manque d'interprétations théoriques véritablement critiques qui s'attardent sur l'impact étatique de l'ajustement structurel de façon systématique et directe, mais également de façon globale et contextualisée tout en étant

explicitement conscientes du rôle politique de la théorisation dans la conscientisation face aux injustices.

Que faut-il retenir de l'objectif de cette dissertation d'en arriver à la construction d'un cadre interprétatif contextualisé et critique des changements du rôle étatique en périphérie à la suite de l'ajustement structurel? Premièrement, les concepts clés de notre problématique, c'est-à-dire l'impact provenant de certaines politiques, s'exerçant sur un certain rôle étatique, qui appartient à un certain type d'État, doivent se prêter à une mise en contexte. Autrement-dit, l'État périphérique, son rôle économique, et l'ajustement structurel doivent être définis le plus largement possible afin de pouvoir englober des réalités qui relient les concepts à leur environnement. Cependant, la tâche est loin d'être aussi simple, car le choix guidant la sélection des réalités qui composent le contexte du phénomène sous observation peut influencer sur l'étendue de sa mise en perspective. Il est donc primordial que la définition des composantes de l'environnement dans lequel se situent les mutations du rôle étatique soit, elle aussi, un exercice le plus libre et englobant que possible.

Comment peut-on arriver à une liberté de réflexion intellectuelle telle que sa mise au service de la découverte du thème soit véritablement contextualisée? Nous estimons qu'il faut d'abord reconnaître toute la validité de cette fameuse phrase :

«Theory is always for someone and for some purpose¹².» C'est-à-dire, que théorisation scientifique, projet politique ou idéologique, préférence normative ou culturelle, sont inséparables. Or, si ce postulat épistémologique post-positiviste est valable, cela voudrait dire qu'une réflexion théorique élargie sur les changements du rôle économique de l'État périphérique peut vraisemblablement servir un but non seulement intellectuel, mais également historique. La question est donc de savoir si, et à quel point, ce but pratique limite le champ de la mise en contexte. Il faut pouvoir identifier cette *praxis*, son potentiel réflexif, et la modifier au besoin pour étendre ce dernier. L'amalgame et la comparaison de trois approches théoriques chapeautés du projet paradigmatique de l'école critique nous aide dans l'atteinte de cet objectif.

En se demandant comment, pour qui, et pourquoi, les politiques d'ajustement structurel affectent le rôle économique de l'État dans le tiers monde, Thomas Biersteker et son approche éclectique-libérale ouvrent un cadre réflexif pouvant servir à une excellente mise en contexte du thème¹³. En suggérant une recherche s'attardant sur les mécanismes de modification du rôle étatique, sur les objectifs et intérêts servis, et inversement desservis, par ces

¹² Robert W. COX, «Critical Political Economy», dans International Political Economy --Understanding Global Disorder, sous la dir. de Björn HETTNE, Halifax, Fernwood Publishing, 1995, p. 31.

¹³ Thomas BIERSTEKER, «Reducing the Role of the State in the Economy: A Conceptual Exploration of IMF and World Bank Prescriptions», International Studies Quarterly, 34(4), Automne 1990, p. 477-492.

modifications, l'auteur engage la discussion à l'aide d'un questionnement élargi.

Malheureusement, Biersteker arrête son exploration théorique aux mécanismes fonctionnels immédiats du retrait de l'État périphérique de l'économie, au comment autrement-dit. De plus, son appareil conceptuel ne permet point une mise en contexte des différents éléments identifiés plus haut. Ceci signifie que même s'il abordait les autres interrogations, la réflexion y résultant serait limitée. D'où peut-on tenir l'origine de ce manque de réflexivité?

Il est de notre avis que le projet politico-normatif réformiste-libéral de Biersteker l'empêche d'exploiter à fond toutes les avenues théoriques que suppose sa trilogie interrogative. Entretenant une *praxis* fondamentalement conservatrice par rapport aux bases hégémoniques de l'ordre mondial, son questionnement intellectuel ne peut dépasser les exigences de leur reproduction.

S'agit-il alors pour résorber cette impasse, de compléter l'entreprise de réflexion conceptuelle de Biersteker à l'aide d'approches véritablement critiques, n'ayant pas froid aux yeux face aux questionnements potentiellement subversifs? Nous pensons que oui. Cependant, il reste qu'une analyse théorique contextualisée des mutations du rôle de l'État doit s'inscrire aussi précisément que possible dans notre problématique, c'est-à-

dire celle de l'impact de l'ajustement structurel dans l'environnement du rôle étatique tiers-mondiste.

Gardant ces exigences en tête, nous croyons que la méthode néogramscienne d'économie politique mondiale de Robert Cox offre les outils métathéoriques, théoriques, et pratiques nécessaires pour compléter le travail exploratoire de Biersteker et donc pour contribuer à une mise en contexte élargie et générale du thème. Toutefois, pour coller ce cadre interprétatif plus près encore de notre problématique, l'étude régulationniste des changements dans le rôle de l'État Mexicain depuis la crise de la dette, effectuée par Edward McCaughan¹⁴, sert à préciser davantage l'éclairage théorique coxien.

Pour résumer donc, et pour formuler l'ébauche d'une réponse anticipée à notre question centrale dont les dimensions seront précisées plus loin¹⁵, nous affirmons qu'une interprétation approfondie des mutations du rôle économique de l'État périphérique après l'ajustement structurel peut découler d'une réflexion critique et contextualisée sur ces principaux éléments. En effet, cette réflexion nous permet de répondre librement et de façon globale au comment, pour qui et pourquoi des changements dans le rôle étatique. Elle nous permet également de cerner les éléments

¹⁴ Edward J. McCAUGHAN, «Mexico's Long Crisis --Toward New Regimes of Accumulation and Domination», *Latin American Perspective*, 20(3), Été 1993, p. 6-31.

¹⁵ Comment est-il possible de formuler et d'accorder une signification profonde aux changements dans le rôle économique de l'État périphérique au sein du contexte de plus d'une décennie d'ajustement structurel?

du problème, non seulement en tant que tel, mais également l'environnement dans lequel ils s'inscrivent, leur interdépendance réciproque, et leur dynamique historique. Un questionnement intellectuel englobant les principales dimensions du thème contextualisable et irrespectueux des paramètres idéo-politiques de l'ordre établi doit donc caractériser cette réflexion pour qu'elle soit véritablement critique, et élargie. La mise en contexte de l'État périphérique, de son rôle économique, et de l'ajustement structurel doit, pour sa part, alimenter cette exploration logique étendue.

Ainsi se résume en trois phrases le postulat à la base de l'exercice entrepris dans cette dissertation. Celui-ci vise à construire un cadre donnant une signification élargie et contextualisée au phénomène qui nous intéresse ici, soit l'impact de l'ajustement structurel sur le rôle de l'État périphérique. Ce même exercice s'appuie sur une analyse métathéorique et théorique de trois approches traitant du thème en suivant les préceptes contenus dans l'axiome guidant notre recherche. En clair, nous tentons de démontrer qu'afin d'arriver à une interprétation approfondie des mutations du rôle étatique, l'approche libérale de Biersteker doit être déconstruite en faveur de l'approche néogramscienne de Cox modifiée par l'approche régulationniste de McCaughan. Les critères qui permettent d'arriver à un tel postulat sont ceux de la théorie critique, car en alimentant le

questionnement élargi ils produisent une interprétation à la fois plus compréhensible (ou holistique), et plus historique (ou contextuelle) du phénomène en question.

Le reste de l'introduction générale sert à clarifier les différents éléments de notre problématique et de notre hypothèse vus jusqu'à présent, la façon dont nous entendons traiter le thème et en construire une interprétation.

B. Clarification conceptuelle et thématique

Avant de postuler comment construire une interprétation du changement du rôle économique de l'État périphérique après l'ajustement structurel à partir d'une mise en contexte de ces éléments, un prérequis s'avère nécessaire. Il faut pouvoir s'entendre sur ces concepts. Cette nécessité ne découle pas seulement d'un désir de clarté, d'une volonté de savoir de quoi il est question ici exactement. Il s'agit également de construire le cadre conceptuel qui guide la mise en contexte, et donc l'élaboration du cadre interprétatif.

Ce cadre conceptuel doit d'abord se prêter à une mise en contexte. En effet, une mise en contexte signifie une analyse de l'ensemble des circonstances dans lesquelles s'inscrit un phénomène. Or, pour que celle-ci soit possible, le phénomène doit être relié à son contexte. Il doit être conçu comme faisant partie de celui-ci. La définition des différentes composantes du

phénomène doit pouvoir prendre en considération cette nécessité, car c'est en les reliant à leur contexte que le phénomène qu'elles représentent prend sa place dans son environnement. Par conséquent, l'État périphérique, son rôle économique, et l'ajustement structurel sont non seulement inter-reliés au sein d'un même phénomène, mais également avec leur entourage. Leur définition doit refléter cette prémisse.

Nous estimons qu'une mise en contexte des différentes dimensions de notre cadre conceptuel, de leur inter-action, et de leur inter-pénétration peut constituer une approche valable afin de leur accorder une signification profonde. Prenant pour acquis que la nature des concepts délimités à la section suivante permet et même suggère un tel exercice, cette contextualisation de l'ajustement structurel, de l'État périphérique, et de son rôle économique doit donc être élargie. C'est-à-dire qu'elle doit tenir compte non seulement du fonctionnement et de la reproduction mais également du dynamisme historique et de la dialectique du changement caractérisant la matrice agent-structure. Cette mise en contexte doit s'effectuer, non seulement dans l'action et l'interaction, mais également dans la nature propre des entités analytique. Elle doit s'établir, non seulement au niveau des formations sociales (État, action étatique, forces sociales et économie internes), mais également au niveau du contexte mondial (relations internationales, transnationales, et planétaires de

natures diverses). Elle doit finalement se situer dans la spécificité comme dans la globalité contextuelle du changement de l'action étatique au tiers monde.

1. Ajustement structurel et rôle étatique

Dans presque tous les pays du tiers monde à l'heure actuelle, des réformes économiques, des efforts visant la déréglementation et la libéralisation, des programmes d'ajustement structurel ou des mesures de stabilisation sont soit considérés, soit à l'essai, soit appliqués pleinement. Bien qu'étant très hétérogènes, ces politiques visent quasiment toutes directement ou indirectement une révision du rôle de l'État dans le sens d'une dépendance accrue sur les mécanismes du marché¹⁶. Cette constatation s'avère le point de départ de notre réflexion élargie.

A l'exception d'une poignée d'irréductibles courageux, il semble y avoir un consensus grandissant parmi les classes dirigeantes périphériques face à ce qui a été accepté comme un besoin de repenser la fonction économique de l'État d'après la science économique néo-classique et ses fondements monétaristes. Ce consensus est d'autant plus émergent qu'il est assené par les forces hégémoniques de la globalisation post-fordiste. Que sa provenance soit des économistes organiques de l'ordre établi ou des institutions multilatérales héritières de Bretton Woods pour

¹⁶ Thomas J. BIERSTEKER, «Reducing the Role of the State...», p. 477-478. James PETRAS et Howard BELL, «The IMF, Austerity and the State in Latin America», Third World Quarterly, 8(2), Avril 1986, p. 425-448.

lesquelles ils travaillent, "l'assistance" conditionnelle aux économies du Sud participe grandement à cette construction consensuelle¹⁷.

Ceci étant dit, le changement dans le rôle économique de l'État au tiers monde ne peut pas s'expliquer seulement qu'en terme d'impact de la stabilisation et de l'ajustement suite à la crise de la dette¹⁸. Il ne se réduit pas simplement à l'imposition par les créanciers internationaux et leurs acolytes étatiques d'une nouvelle stratégie de développement¹⁹. Il faut donc le contextualiser.

Les programmes d'ajustement structurel (PAS) et la crise du début des années quatre-vingt, de même que les mutations de l'action étatique en économie, s'inscrivent dans une problématique structurelle, fonctionnelle, et historique extrêmement complexe. Celle-ci se situe non seulement aux niveaux mondial et inter-étatique, mais elle se distingue également par sa présence

¹⁷ Voir The World Bank, Development in Practice -- Governance: the World Bank's Experience, Washington D.C., 1994. La Banque Mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 1991, New York, Oxford University Press, 1991.

¹⁸ Pour David E. Hojman, l'économie politique des conversions étatiques récentes en Amérique Latine à l'économie de marché libérale s'explique en fonction d'une interaction complexe et différenciée (selon les pays) entre plusieurs facteurs : "... (i) lessons learnt from the debt crisis and its immediate aftermath, (ii) more highly qualified technocrats, (iii) development of an entrepreneurial middle class, (iv) exhaustion of import substituting industrialisation, (v) a combination of tax reform, financial modernisation and export diversification, and (vi) a favourable public opinion" (David E. HOJMAN, «The Political Economy of Recent Conversions to Market Economics in Latin America», Journal of Latin American Studies, 26(1), Février 1994, p. 191).

¹⁹ D'après Barbara Stallings, les facteurs internationaux ont exercé un impact déterminant sur le rôle de l'État périphérique. Cet impact s'est fait sentir par l'intermédiaire des changements dans les marchés internationaux de biens et capitaux, par l'évolution des réseaux socio-politiques transnationaux et des conditions qui lient les acteurs nationaux et étrangers, et par la force directe ou indirecte (id est, constitution de règles du jeu) financière, politique et idéologique des créditeurs (Barbara STALLINGS, «International Influence on Economic Policy: Debt, Stabilization, and Structural Reform», dans The Politics of Economic Adjustment, sous la dir. de Stephan HAGGARD et Robert R. KAUFMAN, Princeton, Princeton University Press, 1992, p. 41-88). Toutefois, Miles Kahler, modère cette affirmation en démontrant l'origine interne des vulnérabilités externes, l'influence discontinue dans le temps et inégale dans l'espace des facteurs internationaux, l'importance des développements politiques nationaux, et l'existence de failles dans l'exercice des forces internationales néoconservatrices (Miles KAHLER, «External Influence, Conditionality, and the Politics of Adjustment», dans Ibid., p. 89-138).

différenciée au sein des formations sociales périphériques qui sont forcément hétérogènes. Ainsi conçu, l'ajustement structurel répond aux exigences d'une reformulation d'un ordre mondial et spécifiquement périphérique. Une reformulation s'inscrivant dans la crise de l'hégémonie pacifique américaine, de son système fordiste d'accumulation mondial d'après guerre, des modèles de développement périphériques introvertis, et de leurs régimes idéo-politiques s'inspirant du corporatisme.

Il n'empêche que l'épisode de la dette et de l'ajustement structurel, de même que ses causes mondiales, demeurent des points de référence utiles²⁰. Utiles car ils marquent le véritable départ d'une uniformisation idéologique et politique progressive des options économiques "viabiles" en périphérie, une uniformisation qui se poursuit toujours. Utiles car ils servent à généraliser ce phénomène à l'ensemble du tiers monde. Utiles enfin car ils servent de "moments" historiques pouvant se prêter à une mise en contexte d'où peut jaillir une interprétation complexe du changement dans le rôle économique de l'État périphérique.

2. Rôle de l'État périphérique

Nous abordons le rôle étatique dans le contexte du tiers monde surtout en terme de l'utilisation de stratégies de développement conçues en fonction d'une transformation structurelle de

²⁰ Voir Stephan Haggard et Robert R. Kaufman, «Institutions and Economic Adjustment», dans The Politics of Economic Adjustment, p. 3-40.

l'économie²¹. Il s'exerce habituellement par l'intermédiaire d'interventions indirectes²² ou/et directes²³. Il peut aussi intervenir par l'entremise de la planification économique informelle (indirecte, incitative) ou/et formelle (directe, de commande)²⁴. La nature, les visés et l'orientation générale de l'interventionnisme étatique périphérique peuvent, en principe, suivre trois voies ou trois courants²⁵.

La première voie est celle qui semble la plus en vogue à l'heure actuelle et est favorisée par l'ajustement structurel. Elle consiste pour l'État à faire en sorte que les mécanismes du marché libre rendent possible un processus de croissance continu. Dans cette optique, l'État doit intervenir de façon complémentaire à l'initiative privée, et de façon substitutive lorsque le marché ne peut fonctionner efficacement. Fondée sur l'idée d'une offre en main-d'oeuvre illimitée, cette croissance balancée et ouverte sur

²¹ Abdellatif BENACHENOU, «State and Civil Society: Prospects for the theme», dans The Role of the State in Development Processes, sous la dir. de Claude AUROI, Londres, Frank Cass, 1992, p. 9.

²² «L'intervention indirecte comprend l'organisation, la réglementation et l'incitation de l'activité des entrepreneurs privés par l'État moyennant la mise en oeuvre des instruments traditionnels de la politique économique tels : concessions, licences, différents actes juridiques, impôts, crédits, subventions, droits de douane, cours du change, contrôle des prix et des salaires, etc.» (Mieczysław SZOSTAK, «Le secteur public dans les pays du tiers monde : sa formation, son expansion», Revue Tiers Monde, 24(93), Janvier-Mars 1983, p. 55).

²³ «L'intervention directe signifie que l'État établit son contrôle direct sur une partie déterminée des forces productives en se chargeant des responsabilités d'un propriétaire de moyens de production. L'État devient alors un important patron, investisseur, producteur, vendeur et acheteur de biens, services et technologies, exportateur et importateur, créancier et débiteur, etc.» (*Ibid.*).

²⁴ «La planification économique consiste à élaborer et exécuter des plans ou des programmes de développement pour toute [ou une partie de] l'économie nationale, pour toutes [ou une partie de] ses branches et ses secteurs particuliers et pour toutes [ou une partie de] (...) différentes régions du pays. En planifiant, l'État a la possibilité de diriger [ou orienter] consciemment des processus de développement moyennant un choix anticipé des objectifs économiques et sociaux conformément aux ressources et moyens disponibles pour une action [plus ou moins] précise.» (Mieczysław SZOSTAK, «Le secteur public dans les pays du tiers monde...», p. 55).

²⁵ Moïse IKONICOFF, «Théorie et stratégie du développement : le rôle de l'État», Revue Tiers Monde, 24(93), Janvier-Mars 1983, p. 15.

l'économie internationale met l'accent sur l'interventionnisme indirect et discret²⁶.

La deuxième stratégie est celle qui semble la plus remise en cause par l'ajustement structurel. Elle met en relief un État qui se substitue partiellement au marché pour créer des pôles de développement, pour lancer et contrôler des énergies nouvelles, pour participer activement à la mise en place des secteurs stratégiques de la matrice industrielle. Tout en se rangeant dans le cadre d'une économie mixte, l'État y exerce son contrôle progressif sur l'ensemble des variables économiques afin de sortir son économie des mécanismes de production et de reproduction du sous-développement et de la dépendance. Développement introverti et intégration verticale de la structure industrielle sont les mots d'ordre de cette deuxième option. Celle-ci met l'accent sur l'interventionnisme direct accompagné parfois d'une planification informelle qui ne néglige pas l'économie de marché et la régulation indirecte²⁷.

Enfin, le troisième modèle n'a jamais vraiment démontré sa viabilité au niveau national au sein d'un ordre mondial capitaliste. Il va encore plus loin en faisant la promotion de la déconnexion et du développement autocentré ou autosuffisant²⁸.

²⁶ Moïses IKONICOFF, «Théorie et stratégie du développement...», p. 15-16.

²⁷ Ibid., p. 18-21.

²⁸ Voir Samir AMIN. Le développement inégal --essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique, Paris, Éditions de minuit, 1973.

Celui-ci vise, la plupart du temps, à effectuer une rupture plus ou moins intense vis-à-vis le système économique mondial et une institutionnalisation d'un modèle de développement socialiste ou socialisant. Étatisation de l'économie, planification poussée, stratégie "d'industries industrialisantes" ou d'autosuffisance alimentaire, les moyens utilisés défient l'ordre impérialiste et néo-colonialiste mondial²⁹.

Il est évident que cette catégorisation définitionnelle du rôle de l'État périphérique reste imparfaite (comme elle devrait l'être d'ailleurs). D'abord, les trois stratégies de développement ne constituent point historiquement des catégories hermétiques et homogènes. Certains pays ont combiné le développement extraverti avec un étatisme planificateur intensif tout en empruntant une économie mixte ayant comme souci le développement des forces de production nationale³⁰. Il reste toutefois qu'une signification élémentaire peut être accordée la plupart du temps à l'interventionnisme étatique. Celle-ci peut découler de la nature dominante des outils d'intervention (ex. directs, indirects, planificateur), de la place accordée au libre marché, et de la logique principale du modèle de développement (*id est*, extravertie ou introvertie).

Par ailleurs, le rôle économique de l'État périphérique ne

²⁹Moïse IKONICOFF, «Théorie et stratégie du développement...», p. 21-23.

³⁰Voir Frederic C. DEYO (sous la dir. de), The Political Economy of the New Asian Industrialism, Ithaca, Cornell University Press, 1987.

s'exerce point dans un vide. Son rôle s'inscrit également dans le contexte mondial. Certes, l'État dans le tiers monde peut être une instance de souveraineté, de libération, et d'autonomie nationale³¹. Cependant il peut également servir de relais dans le processus d'extraction du surplus et d'accumulation au niveau de la division internationale du travail³². Il peut fonctionner comme agent de la reproduction des divers aspects spécifiques du capitalisme mondial en économie sous-développée³³. Ou, au contraire, il peut devoir considérer le monde externe afin d'assurer sa survie et de promouvoir son autonomie³⁴.

Enfin, bien qu'il faille savoir circonscrire l'objet d'étude, il faut également se méfier d'une optique économiste du rôle de l'État. L'interventionnisme étatique affectant l'économie est une notion trop englobante pour quelle soit limitée aux politiques macro-économiques, à la production et à la consommation du secteur public, ainsi qu'à la planification. Gestion de la main-d'oeuvre, politiques d'assistance sociale, mesures affectant la santé et l'éducation d'une population, protection environnementale, tous peuvent (à la limite) faire partie du rôle économique de l'État.

³¹ Ali KAZANCIGIL, «Paradigmes de la formation de l'État moderne dans la périphérie», dans Analyses des relations internationales --approches, concepts et données, sous la dir. de Bahgat KORANYI, Montréal, Gaëtan Morin, 1987, p. 208.

³² Voir Immanuel WALLERSTEIN, The Capitalist World-Economy, Cambridge, Cambridge University Press, 1979.

³³ Kostas VERGOPOULOS, «L'État dans le capitalisme périphérique», Revue Tiers Monde, 24(93), Janvier-Mars 1983, p. 35.

³⁴ Peter B. EVANS, «Transnational Linkages and the Economic Role of the State: An Analysis of Developing and Industrialized Nations in the Post-World War II Period», dans Bringing the State Back in, sous la dir. de Theda Skocpol et al., Cambridge, Cambridge University Press, 1985, p. 192.

Il faut donc rester ouvert lorsqu'il est question de rôle économique et surtout garder à l'esprit que l'économie n'est point isolée des rapports sociaux et de leur hiérarchisation politique.

3. État périphérique

Le rôle économique est consigné à l'État périphérique dans cette dissertation. Cette expression renvoie à deux dimensions importantes qu'il faut décroisonner et définir afin d'en déduire toute la portée. Le premier concept (l'État) illumine une dimension théorique accordant traditionnellement la priorité à un processus interne-national d'ordre politique et idéologique³⁵. Dans cette optique interne, nous envisageons l'État comme le "site" de multiples déterminations et de contraintes structurelles. Il s'avère également l'espace occupé par une agence institutionnelle relativement autonome et orientée stratégiquement dans ses actions. En fait, l'État doit être conçu dans l'intersection agent-structure comme une condensation de forces sociales diverses³⁶. Il s'insère dans une conception "totale relationnelle" du Social ou de la société, où la Politique s'effectue non seulement autour de processus de construction d'entités collectives, mais également autour de structures définitionnelles³⁷.

³⁵ Ali KAZANCIGIL, «Paradigmes de la formation de l'État...», p. 191.

³⁶ Fuat E. KEYMAN, «Problematizing the State in International Relations Theory», dans Beyond Positivism --Critical Reflections on International Relations, sous la dir. de Claire TURENNE-SJOLANDER et Wayne S. COX, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1994, p. 174-177.

³⁷ Bob JESSOP, State Theory --Putting the Capitalist State in its Place, Cambridge, Polity Press, 1990, p. 248-272.

En cette ère de globalisation, de dénationalisation de l'espace politique et économique, de dépassement du clivage interne-externe, "l'imaginaire théorique" d'un État souverain agissant sur son économie nationale de façon plus ou moins autonome doit toutefois être bonifié par l'intégration d'une conception de l'externe étatique³⁸. C'est ainsi que le second concept (périphérie) désignant le tiers monde s'avère utile. Il tient son origine des approches structurelles-systémistes qui priorisent, plus ou moins selon les écoles de pensée (*id est*, théorie de la dépendance, perspective système-monde, théorie du cycle long), les processus exogènes³⁹.

Afin de comprendre dans toute sa complexité l'État périphérique et son rôle économique, il faut pouvoir dépasser l'éclairage théorique de chacune des approches individuelles. Il faut donc pouvoir insérer ces deux perspectives dans un cadre inclusif. Un cadre qui met en lumière les relations réciproques entre les trois principaux foci analytiques qui s'interpénètrent : l'État, l'économie, et l'ordre mondial⁴⁰. Ce faisant toutefois, il faut garder à l'esprit que l'État demeure une réalité incertaine et toujours en gestation dans le contexte des pays sous-développés.

³⁸ Voir Gilles BRETON, «Mondialisation et science politique : la fin d'un imaginaire théorique?», Études internationales, 24(3), Septembre 1993, p. 533-548.

³⁹ Ali KAZANCIGIL, «Paradigme de la formation de l'État...», p. 191.

⁴⁰ Hagen KOO estime que le développement de l'accumulation capitaliste et les changements socio-économiques au tiers monde sont déterminés par l'interaction réciproque du système-monde, des classes, et des facteurs étatiques. «Only by looking at interactions among these structural factors can concrete ways in which each of them influences the pattern of accumulation be illuminated.» (Hagen KOO, *World System, Class, and State in Third World Development --Toward an Integrative Framework of Political Economy*, Sociological Perspectives, 27(1), Janvier 1984, p. 33).

Il n'empêche que l'expansion continue de l'économie-monde a été accompagnée par la mondialisation de l'État, ou plus précisément du modèle étatique. En effet, alors qu'autrefois différents types de dominations politiques coexistaient, aujourd'hui l'État-nation moderne s'impose comme l'unique forme d'organisation territoriale, militaire et politique⁴¹. Ainsi, malgré la diversité culturelle, politique et économique des pays du tiers monde, ils aspirent presque universellement à se doter d'un État moderne⁴². La question est donc de savoir qu'elles sont les formations sociales qui ont réussi suffisamment à consolider leur État et son contexte économique pour que l'on puisse conceptualiser sa présence et son rôle en périphérie sans trop de difficultés.

A défaut de provenir d'un guide théorique approprié⁴³, le concept structuraliste de semi-périphérie⁴⁴, englobant habituellement les nouveaux pays industrialisés (ex. Mexique, Argentine, Brésil, les "tigres" asiatiques, etc...), peut aider à désigner les États périphériques ayant atteint un niveau de

⁴¹Kola OLUGBADE, «State of the State in the Third World», The Round Table, (309), Janvier 1989, p. 23.

⁴²Ali KAZANCIGIL, «Paradigmes de formation de l'État...», p. 189.

⁴³Nous rejetons la définition ahistorique strictement structuro-fonctionnelle et spatiale que donne Wallerstein à la division internationale du travail et aux hiérarchies internes de l'économie-monde. Elle souffre d'une logique mécaniste-économiste privilégiant la dérivation externe des phénomènes internes. Elle fait peu de place aux luttes sociales, à la hiérarchisation (non seulement spatiale mais aussi sectorielle) des relations de production, et à la contingence historique (Mark RUPERT, «Alienation, Capitalism and the Inter-State System: Toward a Marxian/Gramscian Critique», dans Gramsci, Historical Materialism and International Relations, sous la dir. de Stephen GILL, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, p. 83).

⁴⁴Se situant à mi-chemin entre le centre dominant et la périphérie dominée, la semi-périphérie se distingue par la complexité et la diversité des activités économiques des formations sociales s'y trouvant, par la puissance de leur appareil étatique et l'intégrité de leur culture. Élément structurel essentiel à l'économie-monde, la semi-périphérie sert de zone tampon absorbant ses contradictions. (Immanuel WALLERSTEIN, «Notes théoriques sur l'économie-monde capitaliste, son émergence et ses conditions», dans Le système mondial, sous la dir. de Thierry HENSTCH, Daniel HOLLY et Pierre-Yves SOUCY, Montréal, Nouvelle optique, 1983, p. 120-121. Immanuel WALLERSTEIN, «Tendances et perspectives d'avenir de l'économie-monde», Études internationales, 15(4), Décembre 1984, p. 191)

développement suffisant. Alors pourquoi ne pas parler plutôt d'État semi-périphérique? La raison est fort simple. Le concept n'a jamais été défini et employé de manière satisfaisante, ce qui en fait un outil d'interprétation vague et ambigu⁴⁵. De toute façon, il est employé dans un cadre théorique que nous rejetons.

Ceci nous emmène à préciser davantage la portée de notre propre réflexion sur l'État périphérique. Il ne faut pas hésiter à dire qu'à part quelques allusions à d'autres régions du globe, nos propos se limitent surtout au contexte étatique latino-américain, et plus précisément aux nouveaux pays industrialisés ou "semi-périphériques" de cette même région. Toutefois, vu la portée strictement théorique de notre entreprise, la référence à l'Amérique Latine se veut informelle et implicite. Seule une étude empirique proprement-dite serait en mesure de la rendre explicite et formelle. En outre, au sein même de cette catégorie de pays, le Mexique constitue, peut-être, notre point d'encrage situationnel primordial⁴⁶. La raison étant qu'une des contributions théoriques majeures à notre appareil interprétatif provient de Edward McCaughan qui se base sur cet exemple. Sa contribution vient enrichir notre construction interprétative non pas par son apport empirique mais par l'ajout conceptuel qu'elle constitue.

⁴⁵Otto HOLMAN, «Internationalization and Democratization: Southern Europe, Latin America and the World Economic Crisis», dans Gramsci Historical Materialism and International Relations, p. 220.

⁴⁶Encore là seule une étude empirique serait en mesure de confirmer cette impression. Or, ceci ne constitue point notre préoccupation actuelle.

Mais au-delà de l'éclairage conceptuel qu'offre ce cas concret, nos propos sur l'État périphérique n'entreprennent pas de généralisation empirique dans le cadre latino-américain. Les motifs qui nous poussent à dire que théoriquement nos propos se situent dans ce cadre géographique tiennent du fait que cette région a dominé l'épisode de la crise de la dette et donc son analyse, qu'il y s'avère possible d'être affirmatif quant à la consolidation de l'État⁴⁷, et que les propos de l'auteur (*id est*, Robert Cox) constituant la principale source d'inspiration s'appliquent surtout à l'Amérique Latine.

4. Nature de la mise en contexte

Pour formuler et accorder une signification approfondie aux changements dans le rôle économique de l'État périphérique après l'ajustement structurel, il faut d'abord pouvoir y réfléchir de façon contextualisée. En effet, il faut pouvoir placer ces éléments dans leur contexte, les identifier comme des parties intégrantes de celui-ci, comme des parties en interdépendance. L'imposition de PAS par le FMI ou la BM, les changements affectant l'État périphérique et son rôle, font effectivement partie

⁴⁷ En effet, se détachant d'empires (Espagne et Portugal) précapitalistes au XIX^e siècle, et accédant ainsi à l'indépendance formelle avant la consolidation de l'économie mondiale capitaliste, les territoires post-coloniaux d'Amérique Latine ont pu disposer d'une certaine autonomie afin de réaliser une accumulation capitaliste nationale, former une bourgeoisie locale, et consolider leur État respectif (Ali KAZANCIGIL, «Paradigmes de formation de l'État...», p. 204). Dans les principaux pays d'Amérique Latine contemporaine, l'État s'est par la suite développé, a promu son autonomie, et a imposé sa suprématie en tant qu'appareil et institution, en tant qu'instance incarnant l'élite publique et les groupes sociaux importants. L'État représente dans ces formations sociales l'agence principale de la structure, de l'opération, et du développement des sociétés nationales (Marcos KAPLAN, «Recent Trends of the Nation-State in Contemporary Latin America», *International Political Science Review*, 6(1), Hiver 1985, p. 81). C'est pour cette raison qu'il attire notre attention.

intégrante et également active d'un vaste univers structurel-historique. Cette appartenance est individuelle et collective. Elle définit ses éléments, comme elle s'avère définie par ses mêmes composantes. Elle est à la fois fonctionnelle et contradictoire. Elle comprend la réalité endogène comme exogène des concepts vus jusqu'à présent.

En contribuant ainsi à alimenter l'utilité d'un cadre conceptuel contextualisable pour notre hypothèse, la définition de nos concepts aide également à concevoir la forme de la mise en perspective. Ainsi, nous tentons en terminant cette section d'en présenter les caractéristiques principales. Disons, avant de procéder, que la mise en contexte des principaux éléments de notre problématique vise avant tout à répondre au questionnement (comment, pourquoi, pour qui) qui se trouve à la source de la réflexion élargie.

Au départ, il faut prendre en considération la complexité du monde réel, l'interpénétration des éléments de la réalité. La forme étatique périphérique encadre et participe à la définition de son rôle. Ce dernier, à son tour, peut exercer un impact sur la nature de l'État périphérique. Toutefois, dans notre définition du contexte entourant le thème de dissertation il faut aussi pouvoir se guider plus précisément.

Premièrement, l'État-nation périphérique constitue notre premier point d'encrage. Toutefois, celui-ci fait face à une

instance transnationalisée par l'intermédiaire de l'ajustement structurel. Son rôle économique répond également à des stimulus nationaux et internationaux. Nous en concluons que notre mise en contexte doit d'abord pouvoir s'effectuer à l'interne (au niveau national) comme à l'externe (au niveau mondial).

Ensuite, il est question de changement historique. En effet, le rôle économique de l'État change. Mais ce changement se situe, lui même, dans une mutation de l'économie politique mondiale : l'avènement de la crise de la dette, ses causes et conséquences. En outre, l'État périphérique est conçue de façon totale relationnelle; son *foci* analytique dépasse de loin l'aspect strictement institutionnel. Sa forme et la nature de ses fonctions ne sont point isolées du changement historique. L'État périphérique et son contexte interne changent donc eux aussi. La mise en contexte doit, par conséquent, être historique.

Le changement historique n'est cependant pas à sens unique. Les changements affectant le contexte de l'État périphérique et de son rôle, ne définissent point à eux seuls leurs mutations. Autrement-dit, les structures changeantes de l'action étatique encadrent plus qu'elles ne déterminent les changements, car l'État et ses fonctions définissent également le cours des événements. Ils participent même aux changements structurels en ce sens qu'ils ne sont pas les simples victimes de leur contexte mais contribuent plutôt à sa formation. Ils réagissent aux contradictions de leur

contexte dynamique et agissent sur lui à partir de leur propre dialectique. Ainsi la mise en perspective doit tenir compte des structures comme des agents, de leurs rapports dialectiques définissant la nature de leur évolution.

Toutefois, la mise en contexte doit également considérer leur fonctionnement. En effet, pour bien saisir l'essence du changement historique, il faut le comprendre comme une transition entre deux logiques d'interventionnisme étatique en périphérie. Il faut donc pouvoir expliquer ces logiques et leur reproduction contradictoire.

C. Approche : construction d'un cadre interprétatif élargi

Cette contextualisation s'avère donc la procédure choisie afin d'arriver à une formule interprétative du thème. Toutefois, sur quoi peut-elle se construire? Comment procéder à son étude? Comment peut-elle participer à notre construction d'une signification profonde des mutations du rôle économique de l'État périphérique après l'ajustement structurel? L'utilité de la mise en contexte se révèle lorsqu'elle est guidée par un questionnement intellectuel qui se veut à la fois élargi et critique. Ces caractéristiques sont à leur tour déterminées par l'ampleur du potentiel réflexif que possède le cadre épistémologique encadrant ce questionnement. Celui-ci a de sérieuses conséquences sur la perception de la réalité et de son approche, car il peut rendre une

ontologie et une méthodologie propices à une mise en perspective structuro-historique, dialectique-fonctionnelle, et interne-externe. La démonstration de cette argumentation s'effectue par l'intermédiaire d'une découverte de la nature des réponses qu'apportent trois approches théoriques (*id est*, éclectique-libérale, néogramscienne, et régulationniste) au questionnement élargi et critique, ainsi que de l'imbrication théorique de leurs contributions conceptuelles et analytiques respectives à la mise en contexte.

Ayant donc présenté et clarifié notre problématique, nous avons pour but maintenant d'exposer la mécanique de notre tentative de construire une interprétation élargie de l'impact de l'ajustement structurel sur le rôle de l'État périphérique. Elle vise également à expliquer qu'est-ce que nous entendons par interprétation élargie et comment nous pensons y arriver.

1. Questionnement élargi

En se modifiant, le rôle économique de l'État périphérique sous l'ajustement structurel répond à une problématique théorique élargie. Une réflexion sur les mutations du rôle étatique doit non seulement être orientée par le comment, mais également par le pour qui et le pourquoi du problème.

Le comment interroge le fonctionnement de cette redéfinition de la fonction étatique. Les outils avec lesquelles l'État intervenaient auparavant se modifient, soit dans leur nature, soit

dans leur présence relative. L'ajustement structurel, ou plus précisément, les mesures qu'il suppose et auxquelles doit se conformer l'État, sont, en partie, à l'origine de cette mutation. Il faut donc pouvoir expliquer comment s'effectue cet impact. Le remodelage des liens qui unissent l'État à l'économie suppose également une nouvelle mécanique d'intervention. Il s'agit donc de l'élucider.

Le rôle économique de l'État s'exerce à l'aide d'outils d'intervention. Toutefois, l'utilisation de ceux-ci ne se fait rarement sans un objectif en matière de développement, et surtout sans une stratégie afin d'y arriver. C'est pour cette raison que le pourquoi enquête sur les visées développementales de l'action étatique et les moyens employés. L'impact de l'ajustement structurel s'avère ainsi porté dans une autre dimension, mais pour se faire les PAS doivent eux aussi être mis en perspective. L'autonomie du développement national à travers la substitution aux importations ou bien l'intégration à l'économie mondiale par la substitution aux exportations, voici deux options pouvant se présenter à l'État périphérique. Se pencher sur leur nature propre, sur leurs relations d'interdépendance avec la forme de l'État périphérique, et bien sûr se demander quelle est leur place dans le contexte politico-économique hiérarchisé au niveau mondial d'où provient l'ajustement structurel, fait partie de l'interrogation du pourquoi.

Contrairement à ce que peuvent penser les statisticiens de l'économétrie, l'économie n'est point isolée du social. En fait, les rapports économiques sont des rapports sociaux et comme tout rapports sociaux, ils sont influencés par, et, influencent à leur tout un univers politique, idéologique et institutionnel, un univers en mutation. Il est important de s'en rappeler lorsque nous nous demandons pourquoi le rôle de l'État périphérique change. Mais il s'avère également important de s'y pencher car ceci justifie l'existence d'une troisième question : le pour qui.

Il est naïf de penser que les acteurs socio-économiques sont égaux en capacité et volonté d'action, de même qu'en connaissance; qu'ils peuvent ainsi potentiellement tous profiter, proportionnellement à leur effort, de la croissance économique. La distribution disproportionnée du pouvoir, les rapports de force inégaux, les conflits d'intérêts divergents, l'accumulation instable et discontinue de richesses sont des réalités historiques du capitalisme. De plus, l'action économique n'est pas séparée de l'action politique. Au contraire, l'une peut se servir de l'autre pour atteindre ses propres objectifs, et vis-versa. En se posant la question du pourquoi, il est donc compréhensible que le pour qui vient également à l'esprit. En effet, les mutations affectant le rôle étatique, l'avènement de l'ajustement structurel, la nature changeante de l'État périphérique, répondent à, et, participent aux changements des structures historiques dans lesquelles se situent

non seulement les modèles de développement mais aussi les groupes qui en profitent et ceux qui en sont exclus relativement. En clair, cela signifie qu'en modifiant son intervention économique, l'État modifie peut-être également la nature d'un univers social plus vaste, un contexte où les rapports sociaux ne doivent pas être ignorés.

2. Réflexivité

La portée critique du questionnement élargi (*id est*, du comment, pourquoi et pour qui) est essentielle. Plus elle prend du recul par rapport aux structures historiques de l'ordre socio-économique actuel, plus elle est en mesure d'éclairer notre mise en contexte. Il en va ainsi car l'environnement constituant le contexte des mutations du rôle étatique peut se voir marginalisé par une optique analytique qui postule son universalité et son intemporalité. Toutefois, si les structures même de l'action étatique sont mises sous observation, si leurs mutations historiques constituent la toile de fond de l'avènement de l'ajustement structurel et de son impact sur l'État périphérique, alors l'analyse s'y référant doit pouvoir les questionner. Ce questionnement à son tour relève un caractère critique en ce qu'il ne prend rien pour acquis, en ce qu'il conçoit la possibilité d'ordres historiques alternatifs.

Plus concrètement, l'État périphérique contextualisé subit depuis les années soixante-dix, non seulement les transformations

d'un capitalisme transnational néolibéral, d'un ordre politique international hégémonique, d'un univers idéologique mondial justifiant l'État-providence, mais également les transmutations de ses propres fondements développementalistes. Ces changements historiques sont provoqués par l'interdépendance entre le jeu complexe de forces sociales multiples et les contradictions internes des anciennes structures historiques. Une mise en contexte de l'ajustement structurel et de son impact, guidée par un questionnement élargi, ne peut ignorer le fait que, non seulement le monde change, mais que ses fondements ne sont pas fixes. Ceux-ci ne peuvent donc pas faire l'objet d'une reconnaissance. Ils doivent également subir l'interrogation intellectuelle qui guide la mise en perspective.

Comment s'assurer que l'interrogation élargie soit suffisamment critique? On ne peut tout de même pas affirmer qu'elle doit se situer à l'extérieure de l'évolution historique des structures pour l'expliquer. Celle-ci encadre non seulement l'action, mais également la pensée. Ces dernières participent également aux changements structurels. Vouloir les séparer serait commettre une grave erreur épistémologique, car la théorisation scientifique ne peut être isolée de la pensée générale. Or, si la *praxis* fait partie intégrante de la théorie, il ne faut pas la nier en stipulant la séparation de l'objet et du sujet, de l'histoire et de sa compréhension scientifique. Il ne faut pas chercher à la

marginaliser sous de faux prétextes d'objectivité. Il est impérieux de la reconnaître et de l'identifier explicitement. Tout en étant loin d'exclure l'honnêteté intellectuelle, tout en ne marginalisant point une démarche de recherche, d'exposé, et d'explication rigoureuse, le post-positivisme nous offre, dans ce cas, une avenue épistémologique sur laquelle s'engager pour assurer le potentiel critique de notre questionnement élargi.

En effet, à défaut de s'exclure de l'histoire, la théorisation peut s'inscrire consciemment dans celle-ci. Elle peut le faire en adoptant une position politico-normative vis-à-vis le changement historique. Pour ce qui est des besoins théoriques de notre mise en contexte, une orientation qui a pour but, non pas de nier le changement et son contexte, mais d'en déduire toutes les conclusions théoriques et pratiques possibles s'avère appropriée. Ainsi, moins une entreprise de réflexion se préoccupe (explicitement ou implicitement) de la préservation et du bon fonctionnement des bases fondamentales des agencements nationaux, internationaux, et mondiaux qui encadrent la vie en société capitaliste, plus elle est susceptible de participer à une mise en contexte étendue de notre champ d'investigation théorique. En effet, une telle attitude conditionne la recherche scientifique à être critique non seulement vis-à-vis le phénomène de l'impact des PAS, mais également vis-à-vis l'univers dans lequel il s'exerce.

En ce qui nous concerne, la critique est essentielle car elle

peut participer à la construction d'un projet de société humaniste en marge de l'ordre établi. Elle peut aussi participer à trouver une alternative idéologique viable à la rhétorique néoconservatrice. Comment? He bien, il faut d'abord pouvoir expliquer ce qui nous entoure en transcendant la myopie des cadres théoriques au service de la mondialisation. La conscientisation face aux injustices étant un vecteur de changement historique, il faut pouvoir comprendre l'aliénation et l'exclusion (sous toutes ses formes) produites par les forces hégémoniques de l'ordre actuel dans lesquelles s'inscrivent les mutations du rôle de l'État périphérique. En visant une compréhension englobante d'un phénomène entraînant dans son sillage des populations appauvries, exclues, injustement traitées, peut-être participons-nous ainsi à l'amélioration futur de leur existence.

Ainsi formulé, l'objectif de l'interrogation élargie peut lever les obstacles à la compréhension étendue du thème. Mais ce projet politico-normatif est plus qu'un slogan. En effet, l'acceptation de son prérequis post-positiviste, et de l'influence qu'il exerce sur la nature de la théorisation signifie que la réflexivité est utile à l'évaluation des différents éclairages paradigmatiques sur le thème de cette dissertation. Voyons pourquoi.

Notre objectif est moins d'arriver à une interprétation des mutations du rôle économique de l'État périphérique après

l'ajustement structurel, que d'arriver à construire un cadre à partir duquel l'interprétation peut s'effectuer. Certes, il faut trouver des réponses à nos trois questions (*id est*, comment, pourquoi, pour qui). Toutefois, cet exercice vise surtout à développer une voie théorique par laquelle ces réponses peuvent être formulées. Voilà la préoccupation centrale de la thèse. Nous nous engageons dans la découverte de cette voie par la mise en contexte de l'impact des PAS sur le rôle étatique. Celle-ci s'effectue à partir des observations de différents auteurs sur le sujet. Encore là, l'aspect empirique de ces observations nous intéresse peu. Ce qui compte ici, c'est l'optique théorique qui permet ces observations. La validité de celle-ci pour une interprétation élargie du thème est jugée par l'ampleur du champ exploratoire légué par les réponses à notre problématique élargie et critique.

Toutefois, la construction de notre cadre interprétatif ne s'effectue point par une simple accumulation de réponses aux trois questions provenant de sources théoriques différentes. Elle ne se résume pas à un simple amalgame de concepts et de leur organisation théorique qui permet ces réponses. Procéder ainsi constituerait un éclectisme aveugle souffrant de peu de réflexivité. Par réflexivité nous entendons une conscientisation métathéorique à trois volets : une reconnaissance des prémisses axiomatiques à l'origine de toute théorisation, une reconnaissance de la dimension

politico-normative des paradigmes et du discours scientifique qu'ils soutiennent, et surtout une affirmation que des jugements logiques et raisonnés sur le bien fondé des paradigmes sont possibles en l'absence d'un langage observatoire neutre⁴⁸.

La réflexivité nous enseigne que le cadre paradigmatique d'une théorie se positionne non seulement intellectuellement par rapport à la réalité, mais également de façon politique. La comparaison entre théorie et leur paradigme, l'amalgame d'approches théoriques différentes et de leurs conclusions pour expliquer un phénomène, ne peuvent s'effectuer sans un dialogue normatif, d'autant plus que ces mêmes paradigmes font la promotion de projets scientifiques et pratiques qui sont souvent incompatibles. Ce qui définit vraiment la construction du cadre interprétatif est ce dialogue.

Le dialogue entre paradigmes visant à bâtir un cadre pouvant aider à comprendre directement et aussi le plus globalement possible le nouveau rôle économique de l'État périphérique après l'ajustement structurel s'organise autour de la proposition suivante. Le questionnement théorique le plus propice à guider correctement une mise en contexte élargie du thème s'avère une analyse critique des mutations de l'ordre structurel historique dont l'objectif est non seulement d'expliquer mais de participer à ce changement. Reconnaître ce postulat c'est faire preuve d'un

⁴⁸ Mark NEUFELD, «Reflexivity and International Relations Theory», Millennium, 22(1), Printemps 1993, p. 55-56.

niveau élevé de réflexivité, car il suppose l'union post-positiviste de la théorisation et de la pratique idéo-politique indépendante du statut quo. En effet, rares sont les entreprises théoriques qui affirment explicitement la légitimité d'un ordre historique, la nécessité de le préserver, et donc le refus de l'analyser d'une façon critique qui peut le remettre en question. La critique dans ce cas est peut-être présente, mais elle se situe au sein des limites hégémoniques de la reproduction de l'ordre établi. Or, ces limites empêchent une véritable explication scientifique. Le couple réflexivité/post-positivisme s'avère donc essentiel.

Ceci étant dit, il n'est pas impossible de penser que le potentiel réflexif et la pertinence de l'apport conceptuel-théorique en vue de l'explication des changements du rôle étatique soient liés. La réflexivité des paradigmes d'où proviennent les contributions théoriques visant à répondre à notre interrogation élargie joue ainsi un rôle primordiale dans leur compilation. À l'aide de l'analyse épistémologique que suppose sa détermination, la réflexivité nous permet d'évaluer l'ampleur du champ critique derrière le questionnement intellectuel de différentes approches théoriques. Mais plus encore, elle indique jusqu'à quel point ces contributions peuvent participer à notre mise en contexte fonctionnelle-dialectique, interne-externe, structurelle-historique. Elle nous permet, par extension, de construire un édifice

interprétatif en se servant de matériaux provenant d'origines diverses mais toujours rendus compatibles pour assurer la cohérence du tout par rapport à notre propre cadre conceptuel contextualisable. Voici pourquoi.

Il est de notre avis qu'un désir épistémologique de comprendre globalement le changement contextualisé du rôle étatique en périphérie n'est pas sans incidences sur le reste de l'appareil métathéorique d'un paradigme. D'un point de vue ontologique, une telle épistémologie a besoin d'une perception du social qui permet l'inter-pénétration de ces composantes, qui ne prend pas pour acquis leur nature mais l'interroge plutôt dans son contexte systémique et dynamique. D'un point de vue méthodologique, cette même épistémologie doit pouvoir concrétiser son ontologie au sein d'un cadre démonstratif non déterministe et conditionnel à la dialectique historique. C'est pourquoi, le potentiel réflexif d'une entreprise théorique peut être relié au potentiel de mise en contexte que peut nous offrir son cadre conceptuel.

3. Apports théoriques

Cette dissertation a comme objectif de découvrir un cadre interprétatif qui permet de présenter comment, pourquoi, et pour qui le rôle économique de l'État périphérique change surtout à la suite de l'avènement de l'ajustement structurel. Elle postule que le potentiel réflexif au niveau paradigmatique est essentiel afin de cerner de façon critique et contextualisé les principaux

éléments de la problématique. Pour développer cette argumentation, nous voulons, non seulement saisir l'impact direct des PAS, mais également le placer dans son contexte. Cette mise en perspective doit se carburer à l'aide des observations d'auteurs qui se penchent soit directement ou indirectement sur le thème. Les origines conceptuelles et l'organisation théorique de ces observations doivent pouvoir produire un cadre interprétatif du thème qui s'accorde à nos préoccupations épistémologiques et conceptuelles.

L'analyse métathéorique des différents paradigmes pouvant contribuer à cette construction est centrale à notre dissertation. Elle permet, d'une part, que s'accumule le savoir théorique de façon cohérente. D'autre part, elle participe à la démonstration de nos postulats sur l'importance de la réflexivité théorique. Il existe différentes interprétations des mutations affectant l'État périphérique. Celles-ci sont accompagnées de différents cadres conceptuels et théoriques. En raison de leur possible incompatibilité paradigmatique, il est impossible de toutes les inclure dans un schème quelconque. La réflexivité est là pour faire le tri. Elle sert de critère pouvant évaluer jusqu'où un cadre théorique peut éclairer notre interrogation élargie, et donc jusqu'à quel point il démontre son utilité. Toutefois, la validité de ce critère d'évaluation reste à démontrer. Seule son utilisation dans le cadre de notre construction interprétative peut

contribuer à cette démonstration. D'ailleurs, celle-ci est en quelque sorte un objectif qui s'avère inséparable de celui qui vise à construire un cadre interprétatif. Les deux peuvent donc simultanément s'entraider, si je puis m'exprimer ainsi.

Dans les chapitres qui suivent, l'édifice interprétatif est édifié essentiellement à l'aide de l'apport théorique successif de trois approches. La première constitue les résultats d'une exploration conceptuelle éclectique de l'impact de l'ajustement structurel sur le rôle de l'État en périphérie effectuée par Thomas J. Biersteker. La deuxième découle de l'éclairage contextuel sur ce thème qu'offre la méthode des structures historiques développée par Robert W. Cox. Enfin, la troisième provient de l'éclairage conceptuel régulationniste appliqué par Edward J. McCaughan au cas du Mexique.

Il s'agit ici bien d'un apport théorique successif. En effet, la découverte des observations des auteurs sur le thème et l'analyse métathéorique de leur cadre théorique nous révèle la complémentarité de leurs forces et faiblesses respectives.

Biersteker apporte un éclairage conceptuel précis sur l'impact direct des PAS qui n'attend qu'à être contextualisé. Sa conceptualisation (assez générale mais pas trop vague) de l'interventionnisme étatique s'inscrit bien dans notre propre optique. Elle regroupe sous le vocable de différents régimes interventionnistes une gamme étendue d'outils d'intervention.

L'impact de l'ajustement structurel s'effectue par l'intermédiaire de l'influence des composantes des PAS sur la configuration et l'intensité du déploiement des divers outils d'intervention.

Biersteker propose un ensemble de questions théoriques dont la nature inspire le questionnement élargi qui guide notre mise en contexte. Toutefois, la portée limitée de ce questionnement chez lui, sa marginalisation, et son encadrement normatif incompatible au nôtre oblige sa révision. En effet, l'auteur se limite au comment alors même qu'il avoue la pertinence du pourquoi et pour qui. Ainsi le glissement de l'État périphérique vers un régime d'intervention plus respectueux des mécanismes de marché ne dévoile pas toute sa signification.

La réflexivité limitée de Biersteker tente d'apaiser l'évidence d'une perspective néo-positiviste limitée au point de vue critique. Celle-ci adopte une optique plus ou moins réformiste-libérale éclectique mais fondamentalement respectueuse de l'ordre établi. Ce biais politico-normatif permet à Biersteker de se contenter méthodologiquement d'une exploration conceptuelle limitée à la logique immédiate des PAS et d'un cadre conceptuel non contextualisable qui est dominé par une notion de l'État coupée ontologiquement de son contexte.

Se détachant de façon critique de la logique résolutive face à l'ordre hégémonique tout en l'incluant, adoptant un haut niveau de réflexivité, et appliquant une méthode combinant l'approche

structuraliste-fonctionnelle et dialectique-historique, Cox s'avère un auteur incontournable dans la construction de notre cadre interprétatif des mécanismes, des objectifs, et des intérêts latents de la mutation du rôle économique de l'État périphérique. En effet, il nous aide à donner une signification profonde aux mutations du rôle étatique qui manquait chez Biersteker.

Son optique néograscienne de l'ensemble socio-étatique, des relations sociales de production, et de l'ordre mondial, s'accommode admirablement avec leur inter-pénétration dans la réalité, et facilite grandement leur mise en contexte historique au niveau interne et externe. Située dans cet environnement élargi, la nature même de l'Etat périphérique, de son rôle économique, et de l'ajustement structurel est placée dans une configuration de forces structurelles-historiques englobant un monde idéologique, institutionnel, et matériel. Plus spécifiquement, les changements de la structure d'accumulation périphérique et centriste mettent en scène une reformulation hiérarchisée des rapports sociaux de production au niveau interne, de même qu'externe. Ceci constitue le point central de la modification de la fonction et de la forme étatique engendrée par l'ajustement structurel, un ajustement structurel contextualisé au sein des changements structurels périphériques et mondiaux des trois dernières décennies.

Le niveau élevé d'abstraction utilisé lorsque Cox aborde les formations sociales périphériques, de même que la problématique de

son oeuvre qui se penche principalement sur le centre de l'ordre mondial exigent une concrétisation additionnelle du thème de recherche en périphérie qui demeure au sein du paradigme critique en économie politique mondiale. Le cadre conceptuel contextualisable de l'auteur suppose l'existence de pistes observatoires sous exploitées. Le centre d'intérêt de l'organisation théorique du cadre coxien doit pouvoir être repositionné au sein des formations sociales périphériques.

Les concepts de régime d'accumulation et de mode de régulation périphériques peuvent s'avérer d'un grand secours à cet égard. S'inscrivant dans une école de pensée compatible au point de vue métathéorique à l'approche critique et réflexive de Cox, ils offrent un éclairage surtout interne du thème qui, tout en complétant le cadre théorique néogramscien, s'inscrivent également dans la problématique de cette dissertation. Ils donnent à l'ensemble socio-étatique périphérique plus de substance historique, une substance susceptible de répondre davantage à notre questionnement élargi.

Il est vrai que l'étude régulationniste effectuée par McCaughan sur les mutations affectant le modèle de développement périphérique s'applique au Mexique. Toutefois, cela nous intéresse moins que de savoir si (compte tenu de son niveau de réflexivité, de sa méthodologie, et de son ontologie) l'éclairage conceptuel de l'école de la régulation peut s'ajouter à l'appareil théorique

laissé par Robert Cox. Ainsi le Mexique n'occupe pas une place empirique dans cette dissertation. Il sert seulement d'instrument au service du déploiement d'un cadre conceptuel particulier. Il sert à voir jusqu'où les régulationnistes peuvent compléter l'approche néogramscienne et non pas comme outil d'évaluation du bien fondé de leurs postulats.

4. Présentation

Suivant l'apport successif des trois auteurs, cette dissertation est divisée en trois autres chapitres. Ceux-ci suivent l'exploration des trois approches auxquelles la construction du cadre interprétatif se réfère. Le deuxième et prochain chapitre examine les apports que nous offre Biersteker. Mais il entreprend surtout de déconstruire son cadre métathéorique afin de préparer le chemin au troisième chapitre. Celui-ci s'attarde à extirper de l'approche coxienne les éléments métathéoriques ainsi que théoriques susceptibles de justifier son inclusion comme fondation de notre cadre interprétatif. Enfin, le quatrième chapitre tente de concrétiser davantage dans le contexte périphérique les contributions du deuxième. Cet ajout à Cox doit s'effectuer en respectant les prémisses de la réflexion critique.

Schématiquement, l'exposé de chaque chapitre sert à découvrir les observations des différents auteurs sur le thème, et à déterminer jusqu'à quel point ils répondent au questionnement élargi introduit par Biersteker (*id est*, comment, pour qui et

pourquoi). En gardant comme référence la nature de notre procédure de mise en contexte et de notre cadre définitionnel (impliquant que les principaux concepts soient contextualisables), déterminer si et jusqu'à quel point le cadre théorique et conceptuel de ces observations se prêtent à une mise en contexte fait aussi partie des tâches à accomplir. Mais sans une analyse métathéorique des paradigmes à la base des trois approches, la capacité critique-réflexive de leurs contributions observatoires resterait indéterminée. C'est pour cela que ce type d'analyse est central à notre démarche.

-

CHAPITRE II

DÉCONSTRUCTION THÉORIQUE

A. Introduction

La volonté de construire un cadre interprétatif provient d'obstacles à la compréhension élargie des mutations du rôle économique de l'État périphérique après l'ajustement structurel. Bien que la nécessité de travailler avec un cadre conceptuel permettant une mise en contexte est importante, l'ampleur du questionnement intellectuel qui guide la contextualisation s'avère également crucial. En fait, dans notre problématique générale nous proposons que ces deux nécessités peuvent être reliées. En ce sens qu'un travail utilisant un schème interrogatoire limité risque d'avoir comme optique conceptuelle un cadre myope ne permettant point une mise en perspective élargie et critique. Nous identifions la source probable de cet obstacle par un manque de réflexivité empêchant une union explicite entre la pratique politique visant le changement à partir d'une conscientisation et le désir d'une compréhension scientifique du monde. La prémisse de base étant que moins la recherche scientifique s'impose des limites visant la reproduction du monde tel qu'il est organisé politiquement et idéologiquement, plus les découvertes théoriques risquent d'être enrichissantes.

Il s'avère évident que de se demander pour qui et à quelles fins profitent les changements dans la mission économique de l'État n'est pas la priorité du paradigme dominant en économie politique, soit le néo-libéralisme ou néo-classicisme. Effectivement, les

approches en économie politique internationale qui acceptent les fondements normatifs et politiques des structures de l'économie mondiale évitent les problématiques pouvant remettre fondamentalement en question les paramètres de l'ordre établi. Par conséquent, s'attarder à de "grands" auteurs orthodoxes pour démontrer les limites devant être dépassées, en ce qui concerne la réflexion théorique, constituerait un exercice peu intéressant.

Il est préférable de se pencher sur des tendances qui sont au moins ouvertes aux changements politiques et aux approches théoriques non orthodoxes. À ce titre, l'éclectique Thomas Biersteker paraît être d'une certaine utilité. Il s'attarde directement au thème de cette dissertation (*id est*, l'impact de l'ajustement structurel sur le rôle économique de l'État périphérique) en ouvrant la discussion sur un ensemble de questionnements fort prometteur⁴⁹. Son analyse de l'impact hypothétique des PAS sur l'État à l'avantage d'être précise et concise. Elle nous mène au coeur du sujet à partir d'un questionnement qui, à prime à bord, peut guider une mise en contexte des éléments thématiques. En fait, sa problématique de départ se trouve à l'origine de notre propre questionnement élargi (*id est*, comment, pourquoi, pour qui), car elle se demande de quelle façon, dans quels buts, et en fonction de quels intérêts le

⁴⁹Lorsque je mentionne l'approche théorique de Biersteker, je fais non seulement référence à l'ensemble de son oeuvre, dont l'article *Reducing the Role of the State in the Economy...*, mais également aux grands courants théoriques en économie politique "internationale" qui l'inspirent.

rôle de l'État périphérique change. Nous serions donc en droit de s'attendre à un éclairage théorique considérable de la part de Biersteker, un éclairage participant à la construction d'une interprétation critique et contextualisée.

Or, même l'éclectisme avoué de Biersteker, même son rejet du dogme néolibéral, même son approche post-behavioriste, et même son esprit réformateur n'arrivent pas à nous permettre de s'en servir pour développer tout le potentiel du comment, du pourquoi et du pour qui pouvant contextualiser le changement dans le rôle étatique en périphérie. Comment expliquer qu'un auteur, se disant aussi conciliant envers un "pluralisme critique", puisse ne pas constituer un tremplin à une réflexion élargie? L'ouverture au radicalisme académique couplée d'une problématique aussi ouverte laisserait pourtant présumer d'une liberté intellectuelle nécessaire à une véritable mise en perspective du sujet. De façon immédiate, l'esquisse du principe même de l'État, la présentation des raisons fondamentales de son intervention économique, les limites de leur mise en contexte au sein du tiers monde, mais surtout, le projet politico-normatif ainsi que l'épistémologie auxquels l'auteur adhère font comprendre l'absence d'une réponse satisfaisante au trio interrogatoire.

Mais pour organiser ces observations sur Biersteker selon notre problématique générale nous pourrions affirmer qu'à la source du problème se trouve un manque de réflexivité. L'auteur rejette

l'épistémologie post-positiviste et reste foncièrement positiviste dans ses recherches empiriques comme dans ses écrits théoriques. N'acceptant point les implications que suppose le lien entre la pratique politique et la théorisation en sciences sociales, Biersteker s'enfonce dans les marais d'une fausse objectivité camouflant un projet politico-normatif respectueux du statut quo. Son refus de se situer au niveau paradigmatique, c'est-à-dire son adhésion à un éclectisme mal défini, a pour conséquence d'amoindrir le potentiel révolutionnaire des approches radicales qu'il tente d'insérer dans un ensemble théorique néolibéral, un moule politique réformiste et une méthode behavioriste. C'est ce manque de reconnaissance de la *praxis* des écoles néomarxistes qui permet à l'auteur de les domestiquer en fonction des exigences de l'agenda moderniste. Le dialogue inter-paradigmatique devient alors une discussion académique frisant l'hypocrisie car elle affirme seulement vouloir expliquer "le mieux possible" la réalité.

Cette carence de réflexivité trahit les motifs expliquant l'absence de questionnement élargi et de cadre conceptuel contextualisable caractérisant l'étude de l'ajustement structurel chez Biersteker. Il est vrai que Biersteker postule un questionnement potentiellement critique face à l'ordre établi. Le comment, le pour qui et le pourquoi du changement dans le rôle étatique figurent au sein de sa problématique. Toutefois, l'absence de traitement des deux dernières questions, la

marginalisation totale de leur potentiel critique en conclusion, la fixation fonctionnelle avec laquelle le comment est abordé, sont là pour témoigner d'un désir de s'en tenir à des interrogations intellectuelles qui mettent leur effort au service du bon fonctionnement du statut quo. Dans ce contexte de réflexion limitée, nul n'a besoin de concepts définis de telle sorte qu'ils se prêtent à une libre mise en contexte. C'est ainsi que l'ajustement structurel, l'État, de même que son rôle économique chez Biersteker se limitent aux démarcations de cette interrogation : comment les mécanismes de l'intervention économique nationale de l'institution étatique sont affectés immédiatement et directement par les PAS.

Ces constatations sont primordiales pour la suite de la démonstration dans cette dissertation. Elles justifient le choix de Biersteker comme point de départ. Celui-ci nous offre des observations théoriques précises sur le phénomène sous observation ici. Toutefois, en étant incapable de les contextualiser de façon critique, l'auteur expose ses failles. L'origine de ces obstacles à une interprétation élargie, et surtout la nature des solutions qui peuvent servir à les dépasser, voilà ce qui nous intéresse chez Biersteker. En exposant comment la proposition d'une problématique qui s'inscrit dans notre propre projet peut se voir marginalisée théoriquement dans sa concrétisation, la critique de Biersteker et les critères de cette critique servent de fondements à l'analyse

des chapitres trois et quatre. Elle n'est pas là pour démolir Biersteker sous prétexte qu'il n'est pas réflexif et post-positiviste; l'auteur lui-même ne prétend point l'être. La critique sert plutôt à démontrer, plus clairement par la suite, en quoi et pourquoi surtout les autres approches (*id est*, néogramscienne, régulationniste) répondent davantage au questionnement élargi.

Le deuxième chapitre présentera donc une déconstruction de l'approche utilisée par Biersteker. Conforme à la méthode choisie au premier chapitre, il sera d'abord question du potentiel réflexif de Biersteker. Les conséquences ontologiques et méthodologiques du manque de réflexivité seront ensuite abordées. Les limites du cadre conceptuel dominées par une fausse conceptualisation de l'État ainsi que les failles caractérisant la démarche fonctionnaliste utilisée par l'auteur pour se servir des principaux concepts seront alors analysées à la lumière des besoins d'une mise en contexte élargie. Enfin, les énoncés, les observations et les conclusions de Biersteker sur les mutations du rôle étatique seront soumis à un examen. Cette dernière étape du premier chapitre s'attardera à une évaluation critique des possibilités qu'offre l'approche empruntée par Biersteker. Ceci s'avéra l'occasion de faire une synthèse des lacunes observées à chaque étape du chapitre et des liens métathéoriques qui unissent ces faiblesses. Cette synthèse devra nous fournir une liste des

vides théoriques à combler, et des indications quant à la nature des solutions à apporter.

B. Fondements épistémologiques et politico-normatifs

La nécessité d'utiliser une optique critique, post-positiviste, et réflexive a été identifiée au début de cette dissertation. En effet, en l'absence d'une reconnaissance explicite de l'action du sujet sur l'objet, des motivations politico-normatives de cette action, du rôle qu'elle peut jouer pour changer l'essence même de l'objet, et de la possibilité de l'évaluer à la lumière d'objectifs relevant de l'union de la théorie et de la praxis, une entreprise de recherche scientifique risque de voir son champ d'investigation pris dans le carcan des structures dominantes qui définissent l'essence de la réalité. En d'autres termes, pour mettre en contexte les mutations du rôle étatique en périphérie après l'ajustement structurel, il faut pouvoir questionner les bases même de l'ordre historique dans lesquelles elles s'inscrivent, leur évolution, leurs contradictions. Ce questionnement, cette critique, en ayant comme limite la compréhension la plus globale du phénomène, ne craint point une remise en question de la nature même des structures encadrant l'action socio-étatique, de leurs fondements. En fait, la critique peut servir au changement politique. C'est ce qui lui

donne une véritable liberté de pensée, une liberté qui doit guider notre mise en contexte.

Quitte à compléter son approche plus tard, Biersteker nous paraît prometteur comme point de départ dans la construction d'un cadre interprétatif élargi des mutations du rôle économique de l'État périphérique après l'ajustement structurel. Il amène un appareil conceptuel utile pour analyser l'effet immédiat et isolé que pourrait exercer l'ajustement structurel à travers les PAS. Toutefois, la méthode employée et l'essence des concepts n'ont pas d'autres utilités. Ils empêchent donc leur mise en contexte et limitent ainsi leur potentiel réflexif.

Pour sortir du cadre fermé présenté par Biersteker, pour apprécier à sa juste valeur sa contribution à notre construction du cadre interprétatif (*id est*, éclairage théorique de l'impact direct des PAS sur les mécanismes fonctionnels de redéfinition du rôle étatique), pour enfin partir de cet angle afin d'effectuer une mise en perspective et donc une réflexion élargie, il est nécessaire de savoir pourquoi l'entreprise théorique de Biersteker n'est point de nature propice à favoriser une véritable contextualisation du thème.

A l'origine du manque de réflexivité chez Biersteker se trouve un refus de reconnaître que le débat entre paradigmes est un débat qui peut être politique. Cet attachement à la persistance d'un critère d'évaluation scientifique neutre universel met Biersteker

dans la catégorie des auteurs positivistes. Ce refus de la commutativité normative des paradigmes en dépit de leur incommensurabilité, permet à Biersteker de s'élever en défenseur de l'éclectisme trans-paradigmatique sous les auspices d'un néobehaviorisme méthodologique. Ayant comme résultat l'apaisement des projets radicaux ou révolutionnaires, ce melting pot dévoile ses motifs conservateurs implicitement.

Ce qui suit servira à cerner la position de Biersteker sur des questions fondamentales par rapport aux sciences sociales, leur nature, leur place en société et leur évolution. Les convictions normatives de Biersteker qui sont pertinentes à la problématique de ce travail feront l'objet également d'une découverte. Cet exercice s'inspire de l'exploration réflexiviste appliquée par Mark Neufeld. Comme il a été mentionné au premier chapitre, cette façon de procéder nous fait découvrir la nature du potentiel réflexif et critique d'approches théoriques diverses, et donc leur capacité à répondre au pour qui et au pourquoi tout en incluant le comment.

1. Incommensurabilité inter-paradigmatique et positivisme

Pour réfléchir vraiment sur le processus de théorisation en sciences sociales, il faut d'abord pouvoir être conscient des prémisses et des présuppositions de base qui sont à l'origine d'une construction théorique⁵⁰. Biersteker, de même que tout bon

⁵⁰ Mark NEUFELD, «Reflexivity and International Relations Theory», *Millennium*, 22(1), Printemps 1993, p. 53-76.

chercheur positiviste ou post-positiviste adhère à ce guide⁵¹.

Toutefois, ceux qui progressent davantage vers la réflexivité reconnaissent les dimensions politico-normatives inhérentes des paradigmes et les projets normatifs que leur tradition scientifique soutient. Ceci les incite à croire à l'incommensurabilité des paradigmes. En effet, si les paradigmes n'interprètent pas simplement les faits mais décident quelle réalité doit être considérée, non seulement pour comprendre mais également pour agir sur cette réalité selon un agenda, alors, l'existence et l'utilisation de critères objectifs pour évaluer le bien fondé de postulats paradigmatiques compétitifs sont remises en question⁵².

Bien que ses travaux sur l'État Africain semblent contredire cette affirmation, Biersteker acquiesce explicitement à ce point de vue. En effet, la compréhension de l'évolution théorique en relations internationales qu'il entretient démontre une conscience des fondements contextuels et idéo-politiques de tout paradigme. Il ne peut donc y avoir aucune commune mesure entre paradigmes opposés⁵³.

Biersteker peut certes reconnaître l'incommensurabilité des paradigmes. Toutefois, cela n'en fait pas un auteur post-positiviste pour autant, ce qui peut expliquer l'absence d'oeuvres

⁵¹ Mark NEUFELD, «Reflexivity and International Relations Theory...», p. 55, 64-67.

⁵² *Ibid.*, p. 55-58, 67-69.

⁵³ Thomas J. BIERSTEKER, «Evolving Perspectives on International Political Economy: Twentieth-Century Contexts and Discontinuities», International Political Science Review, 14(4), Hiver 1993, p. 8-9.

chez lui qui tirent les implications analytiques des observations précédentes. Jim George l'étiquette plutôt comme auteur faisant partie d'une "*relatively reflective brand of positivism*"⁵⁴.

Coincées entre leur penchant progressiste (ou libéral à l'américaine) et les séquelles d'un rituel behavioriste qui les hantent toujours, les contributions de Biersteker ont pour effet de renforcer les limites discursives de l'orthodoxie néo-réaliste. Cette "marque" d'académiciens réussit certes à exposer les anomalies de l'orthodoxie positiviste et behavioriste. Anxieuse toutefois face à un sois-disant néant relativiste qu'impliqueraient un divorce avec les fondations "scientifiques" de leur discipline, elle marginalise toute tentative véritable de remise en question profonde de ces mêmes fondations⁵⁵.

Cette anxiété expliquerait l'attitude de Biersteker face aux débats métathéoriques et aux critiques épistémologiques post-positivistes. Celle-ci se résume ainsi : "merci de votre contribution intellectuelle, de vos travaux philosophiques, mais nous ne voulons plus de préfaces philosophiques; passons aux choses sérieuses (ex. études empiriques pour appuyer vos postulats)"⁵⁶.

Dans *Critical Reflections on Post-Positivism*, Biersteker s'affiche effectivement en sceptique face au post-positivism. Il

⁵⁴ Jim GEORGE, *Discourses of Global Politics -- A critical (Re)Introduction to International Relations*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1994, p. 36.

⁵⁵ *ibid.*, p. 36.

⁵⁶ *ibid.*, p. 16.

doute de la capacité des approches non behavioristes à prendre le devant de la scène, et même de la partager avec les traditions dominantes. La raison étant, selon l'auteur, que ces voies alternatives n'ont pas encore pu démontrer, de façon décisive, la plausibilité de leurs constructions théoriques⁵⁷." En effet nous dit-il, contrairement à leurs prédécesseurs positivistes, les chercheurs post-positivistes n'ont pas développé des critères d'évaluation convaincants pouvant guider un choix éclairé parmi la multitude d'explications qu'ils produisent. Or, sans de tels critères clairs et explicites, l'auteur reste sur ses gardes⁵⁸.

La réflexivité du "néo" positivisme de Biersteker a donc ses limites. Des limites qui deviennent d'autant plus évidentes au fur et à mesure que son éclectisme dévoile ses origines épistémologiques.

2. Incommutabilité et éclectisme inter-paradigmatique

De dire Neufeld, seuls ceux qui acceptent que les comparaisons inter-paradigmatiques s'avèrent toujours possibles, même en dépit de leur incommensurabilité, sont réellement réflexifs. Cette possibilité existe, car ses adeptes se fient à un jugement raisonné et logique, même en l'absence d'un langage observatoire prétendument neutre et de critères d'évaluation "objectifs". Ces

⁵⁷ Thomas J. BIERSTEKER, «Critical Reflections on Post-Positivism in International Relations», International Studies Quarterly, 33(3), Septembre 1989, p. 263-264.

⁵⁸ Ibid., p. 266.

théoriciens et chercheurs ont une conception particulière de la raison. Elle transcende l'application mécanique de critères statiques et éternels. Elle rejette à la fois le raisonnement des tenants du relativisme radical et de ceux qui croient en la vérité universelle et intemporelle des faits. Pour comparer des paradigmes incommensurables, ce raisonnement évalue logiquement le contenu politico-normatif des projets qu'ils promeuvent et le genre d'existence à laquelle ils correspondent⁵⁹.

Pour Neufeld, Biersteker ne s'apparente point à cette conception post-cartésienne du raisonnement. Toutefois, il ne fournit aucun exemple concret de cette affirmation mettant en jeu un de ses écrits. Il se sert simplement de McKinlay et de Little comme exemples de ce "post"-positivisme non réflexif⁶⁰. Or, Biersteker démontre lui-même son "anxiété cartésienne" en discutant de l'absence de critères d'évaluation et de la futilité des polémiques inter-paradigmatique⁶¹.

En établissant les paramètres épistémologiques auxquels Biersteker et son collègue, H. R. Alker, adhèrent, *The Dialectics of World Order* offre un aperçu de la façon dont ils envisagent la problématique de l'opposition incommensurable inter-paradigmatique. Au lieu d'affronter cette opposition et de s'ancrer d'un côté ou de

⁵⁹ Mark NEUFELD, «Reflexivity and International Relations...», p. 58-61.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 69-70.

⁶¹ Thomas J. BIERSTEKER, «Critical Reflections on Post-Positivism...», p. 266.

l'autre, ils la contournent par un éclectisme trouvant son origine dans ce que les auteurs appellent l'approche "intégrative dialectique"⁶². Cette dialectique est censée offrir une synthèse aux oppositions thématiques et contextuelles stériles à sens unique, au dialogue de sourds présent entre les trois paradigmes identifiés par les auteurs comme constituant l'essence du champ d'étude : l'approche traditionnelle (réalisme, idéalisme) dialectique (nationalisme contextuel, internationalisme prolétarien) et behavioriste (étatisme, néo-réalisme, libéral internationalisme). Cette synthèse, produit de la sélection des contributions d'origine diverses jugées les plus utiles, s'attarde sur les intérêts, les orientations conceptuelles, les problématiques, les thèmes, les généralisations et les théories qui peuvent unir des perspectives d'accumulation du savoir opposées. Elle contribue, aux dires des auteurs, à faire en sorte que l'étude du monde devienne réellement globale et ne privilégie point un contexte social ou une réalité nationale au dépens des autres, qu'elle soit tiers-mondiste, américaine ou autre.

Les auteurs disent participer à ce développement disciplinaire en situant leurs propres travaux au centre de l'axe contradictoire dialectique--behavioriste. De dire les auteurs, leur reformulation et défense "post"-positiviste des traditions dialectiques,

⁶² Hayward R. ALKER et Thomas J. BIERSTEKER, «The Dialectics of World Order: Notes for a Futur Archeologist of International Savoir Faire», International Studies Quarterly, 28(2), Juin 1984, p. 121-128.

"purgées" de leur élément marxiste-léniniste, s'inscrit, comme chez Hobson ou Galtung, dans une synthèse post-behavioriste, post-matérialiste qui aborde la recherche sociale de façon réflexive et transcendantale par rapport aux divisions inter-disciplinaires.

Une dialectique purgée du marxisme "vulgaire" et intégrant les meilleurs apports des positivistes, tout en rejetant leurs abus, voici en une phrase les "avantages" théoriques de cet éclectisme⁶³. Mais que dire de ses "avantages" politico-normatifs? Même Biersteker ne pourrait nier la pertinence de cette question.

3. Éclectisme et réformisme libéral

Il est douteux que ceux qui prônent la synthèse de paradigmes marxistes et non marxistes le font que pour des raisons analytiques. Simplifiant souvent la tradition théorique marxiste, passant outre nombreux développements méthodologiques récents dans l'école néomarxiste, et ainsi partant d'une mauvaise interprétation de ses travaux, ces "synthétiseurs" ont vite fait d'utiliser des qualificatifs comme réductionnisme ou économisme afin de diluer le contenu théorique et surtout la praxis révolutionnaire de ces oeuvres. Ainsi les "radicaux" sont apprivoisés, les priorités théoriques et normatives des approches non marxistes reprennent le dessus, et le tout s'effectue sous prétexte d'arriver à une "meilleure" compréhension de la réalité.

⁶³ Hayward R. Alker et Thomas J. BIERSTEKER, «The Dialectics of World Order...», p. 125-126.

Numerous recent discussions of theories of political development or comparative politics have called for or identified a process of convergence between hitherto mutually hostile non-Marxist and Marxist or neo-Marxist approaches. Behind this rapprochement, I would argue, there lies an ulterior motive: a recognition that radical critiques can no longer be ignored, and an attempt to assimilate them into non-Marxist approaches, thus distorting and neutralizing them⁶⁴.

Il est important de savoir que cette analyse de Cammack s'adresse surtout aux Étatistes. Toutefois, elle peut nous éclairer sur les conséquences possibles de l'éclectisme de Biersteker, surtout à la lumière de son projet politico-normatif réformiste libéral⁶⁵.

Se fier à une brève lecture du "pluralisme critique" que prône l'auteur serait se méprendre sur ses convictions politiques profondes. Par pluralisme critique, il est entendu ici le prix que Biersteker estime devoir payer pour tolérer l'amalgame d'approches différentes, pour justifier le caractère inclusif d'un éclectisme relativiste qu'il considère sain. Or, ce pluralisme critique doit être conçu afin de *"...reveal embedded power and authority structures, provoke critical scrutiny of dominant discourses, empower marginalized populations and perspectives, and provide a*

⁶⁴ Paul CAMMACK, «Review Article: Bringing the State Back In?», British Journal of Political Science, 19(2), Avril 1989, p. 261.

⁶⁵ La conceptualisation étatiste que Biersteker utilise pour définir l'État et son rejet du matérialisme dialectique prennent alors toute leur signification. En effet, s'il y a séparation ontologique entre l'État et le Social comme deux catégories analytiques distinctes, la nature de l'État ne peut être dérivée du mode de production ou de la dynamique des classes. Toute reconnaissance de la présence de classes ou de luttes de classes au sein du concept étatiste, de même que la possibilité d'une logique de classe dans son action deviennent, lorsqu'elles ne sont pas tout simplement marginalisées, rhétoriques (*Ibid.*, p. 263-264, 268).

*basis for alternative conceptualizations*⁶⁶. Stratégie révolutionnaire ou réformiste? On ne serait dire pour l'instant. Voyons plutôt où se situe son oeuvre, car il faut savoir faire la différence entre la rhétorique et ce que suppose la contribution intellectuelle patente d'un auteur.

S'inspirant de Lakatos et Musgrave, Biersteker interprète le développement du champ théorique en économie politique internationale au vingtième siècle à l'aide de plusieurs étapes : 1) débats internationaliste sur l'impérialisme; 2) compétition entre corporatisme, keynésiennisme et stalinisme; 3) libéralisme "incrusted" (*embedded liberalism*); 4) structuralisme, dépendance, néomarxisme; 5) convergence libérale transitoire, contradictoire et incertaine, multiplicité des alternatives⁶⁷.

Biersteker disserte sur la cinquième étape en discutant de l'absence d'une synthèse ou d'une doctrine théorique cohérente intégrant les éléments du nouveau contexte mondial (ex. l'érosion de l'État, l'expansion des nouveaux liens transnationaux, la désintégration des catégories régionales traditionnelles, le déclin de la prédominance américaine). D'après lui, les composantes d'une telle construction synthétique sont présentes et n'attendent qu'à être imbriquées. Le potentiel d'une autre évolution théorique reste donc à être utilisé pour pouvoir justifier, interpréter,

⁶⁶ Thomas J. BIERSTEKER, «Critical Reflections on Post-Positivism...», p. 264.

⁶⁷ Thomas J. BIERSTEKER, «Evolving Perspectives...», p. 7-33.

critiquer ou changer l'ordre contextuel actuel. Il s'agit, pense l'auteur, d'articuler les possibilités de l'économie globale qui ne s'appuient pas sur la dégradation de l'écologie et sur l'exploitation des inégalités⁶⁸.

Noble projet politico-normatif qui fait sûrement consensus chez ceux qui veulent "changer" le monde; mais il faut également savoir comment y arriver... Pour ce qui est des indices que laisse l'auteur, c'est-à-dire d'après son oeuvre et la place où il l'a située dans l'évolution théorique de son champ d'étude, un tel projet commencerait par le rejet de "l'utopie" d'un développement auto-centré en périphérie (donc, participation active et stratégique au sein de la division internationale du travail), et par la reconnaissance du "besoin" de prendre au sérieux les contraintes internes au développement (donc, redéfinition libérale du rôle de l'État dans l'économie, encouragement de l'entrepreneurship)⁶⁹.

Fidèle à son esprit éclectique, l'auteur souhaite une révision de la théorie de la modernisation tempérée par ce qu'il considère comme l'héritage encore "valable" des approches néomarxistes. Il situe donc son oeuvre au sein des critiques à la fois endogènes et exogènes à la tradition dépendantiste et néomarxiste⁷⁰. Il s'agit

⁶⁸ Thomas BIERSTEKER, «Evolving Perspectives...», p. 24-28.

⁶⁹ Ibid., p. 23-24.

⁷⁰ Ibid., p. 23-24.

là d'une curieuse combine, car l'auteur croit lui-même à l'inconciabilité des deux types de critique. Néanmoins, cette position paradigmatique et les prescriptions pour le tiers monde qui en découlent sont révélatrices du cadre dans lequel il envisage "favoriser le pouvoir des marginalisés".

Ce qui semble d'autant plus corroborer les limites de son réformisme promu par sa dialectique non marxiste-léniniste, c'est qu'elles s'accordent à merveille avec l'appréciation que fait l'auteur du caractère volontaire de l'établissement du régime Bretton Woods, et de l'orientation normative qui le guide, soit l'internationalisme libéral. *"Reflecting on the synthetic pluralism or cosmopolitan internationalism of our own concerns, one might view this article as the product of (...) a liberal internationalist orientation"*⁷¹.

Cette tradition intellectuelle et politique croit en la nécessité d'un leadership des démocraties capitalistes dans la construction d'un ordre mondial stable. Cette construction doit s'effectuer par l'entremise d'organisations inter-étatiques et d'instances multilatérales⁷². D'un point de vue historique, les États-Unis, aidés de plus en plus par l'Europe de l'Ouest et du Japon, ont assumé ce rôle de leadership depuis la seconde guerre mondiale pour créer un réseau d'institutions. Celles-ci disent

⁷¹ Hayward R. ALKER et Thomas J. BIERSTEKER, « The Dialectics of World Order... », p. 137.

⁷² Richard GARDNER, « The Comeback of Liberal Internationalism », *International Affairs*, 7, 1990, p. 20.

promouvoir, le "bien-être" économique, la "sécurité" collective et les "droits" de la personne. L'ONU, l'OTAN, la BM, le FMI, le GATT, etc... sont issus de cet ordre mondial libéral auquel semble adhérer Biersteker.

Or, que dire des valeurs d'un théoricien du développement qui dénonce l'exploitation et les inégalités au tiers monde, mais qui du même souffle nous dit que le système de Bretton Woods doit être préservé⁷³? Biersteker est loin d'être un conservateur. Toutefois, les changements qu'il tente d'expliquer et de favoriser avec sa méthode post-behavioriste, dialectique-non marxiste, ne pourraient saper ou remettre en question les fondements des structures libérales de l'économie mondiale. De ce fait, la nature de ses interrogations théoriques ne peuvent s'inscrire que dans le cadre d'une quête de l'amélioration du statut quo, et parfois même dans la transformation de celui-ci, mais non dans la critique de sa légitimité et de son existence.

C. Base méthodologique et ontologique

Bref, Biersteker manque de réflexivité. Bien qu'il admette l'existence d'un contenu normatif dans toute théorisation, il n'en déduit pas en pratique les conséquences épistémologiques. Pis encore, il camoufle son propre agenda politique sous un couvercle

⁷³ Thomas J. BIERSTEKER, «Evolving Perspectives...», p. 7.

éclectique dont l'effet est de faire taire les voies dissidentes par rapport à l'ordre établi. Son pluralisme est bien critique, mais cette critique ne s'exerce que selon les préceptes d'un langage scientifique, le positivisme. Ce qui en fin compte privilégie les paradigmes au service des forces libérales hégémoniques, celles qui lui ont donné naissance.

Que peuvent être les conséquences de cette carence sur le type de questionnement intellectuel, sur le cadre conceptuel, et aussi sur leur utilisation chez Biersteker? Les éléments de cette question font référence au choix d'une réalité à étudier, à la façon dont elle est perçue, et à la manière dont elle est interrogée. En gros, ces composantes nous renvoient à l'ontologie et à la méthodologie. Leur étude est centrale à notre problématique générale. En effet, elle détermine si la perception de la réalité chez un auteur peut contribuer à sa contextualisation, si sa problématique carburant la mise en perspective couvre un champ suffisamment vaste, et finalement si leur traitement théorique est compatible.

Dans notre argumentation, de même que dans notre cadre conceptuel nous postulons les conditions nécessaires à l'élaboration d'une interprétation élargie de l'impact de l'ajustement structurel sur le rôle économique de l'État périphérique. Celle-ci doit découler d'une triade réflexive, critique et contextualisée sur ses principaux éléments. Afin que

le comment, le pourquoi, et le pour qui puissent guider cette mise en perspective, le cadre conceptuel se doit de permettre une telle contextualisation. L'ajustement structurel doit être perçu comme un point de référence conjoncturel qui participe de façon importante aux mutations des structures de l'ordre mondial. Le rôle économique de l'État se catégorise, pour sa part, en trois stratégies (*id est*, extravertie, introvertie, autocentrée). Celles-ci comportent différents instruments (*id est*, indirects, directs) d'intervention étatique qui répondent dans la nature de leur déploiement à des logiques historiques internes et externes. Enfin l'État périphérique, conçu comme une condensation de forces institutionnelles, idéologiques, et sociales, se situant à l'intersection agent-structure, doit être placé dans un cadre dynamique incluant l'État-nation, l'économie, et l'ordre mondial.

Partant d'un manque de réflexivité et entretenant une perspective garante des fondements de l'ordre établi, la problématique de même que le cadre conceptuel de Biersteker souffrent de graves lacunes qui handicapent sa contextualisation critique.

La prépondérance du comment (qui reste encore à présenter) dans l'analyse des mutations du rôle économique de l'État périphérique chez Biersteker n'est pas le résultat d'une négligence ou d'un manque d'espace qu'offre un article dans une revue scientifique. Il s'agit plutôt de l'importance prépondérante que

prennent les interrogations théoriques qui visent à corriger, redresser ou rénover les structures sociales, politiques et économiques actuelles dans le cadre d'approches s'appuyant sur des projets politico-normatifs conservateurs ou réformistes⁷⁴. Bien que se demander à qui ou à quoi profite le changement des fonctions étatiques n'est point exclu, ces questions ne sont pas privilégiées par Biersteker. Il les marginalise ou les sous-utilise en raison de leur potentiel révolutionnaire qui pourrait dépasser les bornes de son réformisme libéral. Lorsqu'il y a consensus sur la légitimité d'un système social, son fonctionnement devient la priorité analytique.

Ayant à son origine une problématique strictement fonctionnelle comme le démontrera les propos qui suivent, l'étude de Biersteker ne peut situer son cadre conceptuel dans son environnement structuro-historique. Elle ne peut se prêter à une mise en contexte. Elle a donc une optique cherchant seulement à conceptualiser l'impact direct des prescriptions venant d'instances transnationales qui font la promotion de l'ajustement structurel. L'auteur nous lègue ainsi un modèle fermé mettant en jeu seulement deux variables (PAS et fonctions économiques de l'État) reliées ensemble mais détachées de leur contexte. Il peut présenter un tel cadre aussi longtemps qu'il dit limiter son analyse à une

⁷⁴ Robert W. COX, «Social Forces, State and World Orders: Beyond International Relations Theory», dans Neorealism and Its Critics, sous la dir. de Robert O. Keohane, New York, Columbia University Press, 1986, p. 208-209.

exploration logique de l'impact des PAS sur le fonctionnement du retrait de l'État périphérique. Cependant, les choses se compliquent pour nous qui désirons s'attaquer aux autres types de réflexion théorique que suscite l'étude de ce phénomène.

En effet, il s'avère impossible de se lancer directement dans la recherche des buts et des intérêts servis par la logique du réaménagement des régimes d'intervention étatique si ceux-ci sont conceptualisés *in-vitro*. Il faut pouvoir les relier à leur contexte de façon non seulement fonctionnelle et historique, car après tout il est question de changement du rôle étatique, mais également de façon interne comme externe aux formations sociales périphériques, car celles-ci ne sont pas séparées de l'économie-monde. Il est donc important de démontrer que les prémisses de base et la démarche à l'origine des concepts utilisés dans le modèle exploratoire de Biersteker sont insuffisantes et surtout inaptes à une telle contextualisation.

La conception étatiste et institutionnaliste de l'État qu'adopte Biersteker empêche de problématiser et de théoriser le lien entre l'État et son environnement interne ainsi qu'externe. Même lorsque cette problématisation du lien semble devenir possible, comme c'est le cas dans la conceptualisation du rôle économique de l'État périphérique en particulier, celle-ci se limite à l'interne. La raison étant que le contexte externe n'est point défini en terme socio-économique, mais géopolitique

seulement.

En outre, il y a l'éclectisme qui caractérise la démarche de Biersteker. L'éclectisme n'est pas en soit répugnant. C'est plutôt ce pluralisme théorique mal encre au niveau paradigmatique qui doit être rejeté ici, car il découle, non seulement d'un manque de réflexivité comme nous l'avons constaté à la section précédente, mais également de l'absence d'un lien ontologiquement défini entre l'État et son contexte comme nous le constaterons ici. Il ne lègue aucune base solide sur laquelle reposerait une construction théorique désirant se pencher sur ce lien que suppose le rôle économique de l'État.

L'éclectisme ambigu chez Biersteker n'a pas que des origines épistémologiques et des conséquences méthodologiques. Son rôle est aussi de couvrir d'un voile, pour mieux l'ignorer, l'opposition irréconciliable entre le projet révolutionnaire de la dialectique marxiste et le projet libéral ou conservateur du behaviorisme. Biersteker sait très bien qu'on ne peut être à la fois contre et pour l'ordre social actuel, qu'on ne peut vouloir à la fois son remplacement et sa consolidation. Il faut pouvoir effectuer un choix, et ce choix Biersteker l'a clairement fait en négligeant les interrogations intellectuelles qui peuvent recéler le plus de possibilité en vue d'une remise en question du statu quo.

En systématisant les propos de Biersteker, il s'avère possible de regrouper sa pensée en trois fragments ontologiques et

méthodologiques : la nature de l'État, de son rôle économique, et l'essence de ces deux entités au sein de la périphérie. Mais d'abord, abordons les limites de sa problématique et de son cadre conceptuel dans son ensemble.

1. Réflexion limitée

Frustré par le manque de discussions approfondies sur la signification du changement dans le rôle étatique engendré par l'épisode de la crise de la dette et de l'ajustement structurel, et par un discours technocratique qui caractérise l'étude de cette problématique, Thomas Biersteker tente de dépasser ces obstacles. Il le fait en s'attardant à une exploration conceptuelle de l'effet que les PAS peuvent logiquement exercer sur le rôle économique de l'État endetté. Pour se faire, il présente trois interrogations : *"Everyone seems to want to change the role of the state, but it is not clear in what ways, in whose interest, and for what ends they wish to do so"⁷⁵.* Le comment, le pour qui et le pourquoi du changement dans le rôle économique de l'État peuvent regrouper ces trois interrogations de base. Alors que le comment fait référence surtout aux mécanismes fonctionnels du changement en question, le pour qui et le pourquoi se demandent quels buts et quels intérêts sont servis et inversement desservis par cette même mutation.

Muni de ce qui semble être une problématique susceptible

⁷⁵ Thomas J. BIERSTEKER, «Reducing the Role of the State...», p. 478.

d'entraîner une réflexion élargie sur le sujet, l'auteur nous présente ses arguments de telle sorte que seulement le comment s'avère abordé. Toutefois, même au niveau de cette interrogation limitée, la logique d'enquête se situe strictement au niveau de la pure logique. Or, si limité soit-il par l'absence d'une réflexion critique et contextualisée, cet éclairage laisse supposer, comme nous pourrons le constater, un potentiel d'investigation inexploité, d'où la pertinence de Biersteker en débit (ou plutôt en raison de, ses failles, dont son manque de réflexivité post-positiviste.

Dans *«Reducing the Role of the State in the Economy...»*, Biersteker décompose premièrement le rôle économique de l'État pour qu'il soit conceptuellement analysé et catégorisé selon son intensité et sa nature. Il développe une typologie heuristique des types d'intervention économique de l'État et des régimes interventionnistes y correspondant. Voulant transcender les définitions univariables ou mono-indicatrices de l'intervention étatique, Biersteker accorde ainsi un caractère pluridimensionnel au rôle économique de l'État. L'auteur présente six outils qui peuvent être utilisés par l'État pour intervenir dans l'économie : l'influence, la contrainte, la médiation, la distribution, la production, la planification⁷⁶. L'ordre dans lequel ces moyens⁷⁷

⁷⁶First, it can attempt to **influence** the behaviour of private entrepreneurs positively, through fiscal, monetary, investment, and trade policies designed to promote, maintain, or accelerate their activity. Second, it can attempt to **regulate** or constrain their behaviour (to influence them negatively) and direct their activity into socially acceptable production through consumer or environmental protection, worker safety programs, and wages legislation. Third, it can attempt to **mediate** conflicts among capital and labor through

sont présentés illustre un accroissement du degré de l'empiétement étatique sur les mécanismes de marché.

Chaque combinaison différente de la nature de ces fonctions correspond à un régime d'intervention étatique : État minimal, néocorporatisme, keynésiennisme étendu, capitalisme d'État. Ceux-ci constituent une caractérisation historique et contextuelle de systèmes d'économie politique nationaux. Plus les outils d'intervention sont présents, plus les régimes d'intervention ont tendance à être étendu⁷⁸. Par exemple, alors que le capitalisme d'État implique un rôle important à presque tous les niveaux, l'État minimal se contente de peu d'influence, d'une contrainte modeste, d'une médiation occasionnelle, d'aucune planification, d'une distribution et d'une production minimale sinon inexistante⁷⁹. Pour les régimes qui tout en restant différents se ressemblent davantage que les deux extrêmes de l'exemple précédent, le calibrage des types d'outils compte plus. C'est-à-dire que le néocorporatisme est moins intensif que le keynésiennisme étendu car les moyens d'intervention indirects (*id est*, influence, médiation,

corporatist or less structured forms of intermediation. Fourth, it can attempt to **distribute** (or redistribute) the social and private product of capital through the use of subsidies, transfer payments, or industrial location policies. Fifth, it can attempt to **produce** goods and services itself, either by subsidizing the infrastructure necessary for an expansion of national production or by embarking on high-risk or high-capital projects through the financing and creation of state enterprises. And sixth, in some cases, it can attempt to **plan** and therefore rationalize the entire process through the establishment of comprehensive planning process." (Thomas J. BIERSTEKER, "Reducing the Role of the State..." p. 480).

⁷⁷ Ces six fonctions ne sont pas mutuellement exclusives et ne constituent qu'un inventaire partiel. Il faut également se souvenir qu'il s'agit ici de types conceptuels idéaux, savoir si certains États sont capables de les utiliser est une autre question.

⁷⁸ Pour ne pas être aveuglé par ce qui semble une série de catégories rigides peu applicables à la réalité hétérogène du tiers monde et peu compatibles avec notre cadre conceptuel, il suffit de retenir seulement ce que l'auteur tente de transmettre : plus les fonctions sont présentes ou utilisées activement, plus le régime d'intervention s'éloigne du laissez-faire économique, et vice versa.

⁷⁹ Thomas BIERSTEKER, "Reducing the role of the State...", p. 483.

distribution) sont plus présents que les moyens d'intervention directs (*id est*, contrainte, production, planification).

Deuxièmement, Biersteker concrétise l'ajustement structurel en un ensemble cohérent de politiques ayant un impact identifié. Il présente alors une ébauche des mesures d'ajustement du taux de change, de lutte à l'inflation, de gestion de la demande à la baisse, de restauration des mécanismes du marché, et de privatisation, qui font habituellement partie des PAS⁸⁰. Il élabore une série d'impacts hypothétiques sur les politiques étatiques correspondant à chacune des composantes de l'ajustement structurel (ex. réduction des dépenses publiques; augmentation des revenus publiques; libéralisation des prix, des salaires, du commerce, de l'investissement privé et d'autres transactions nationales et internationales; augmentation des taux d'intérêt, désinvestissement public, promotion de la productivité, incitatifs à l'exportation, etc...).

Troisièmement et finalement, il combine les deux ensembles conceptuels précédents pour en systématiser l'impact sur le rôle étatique. Le tableau I synthétise les observations de l'auteur⁸¹.

⁸⁰ Il s'avère évident que les quatre composantes des PAS (*id est*, privatisation, restauration des mécanismes du marché, mesures anti-inflationnistes, dévaluation) sont rarement introduites de façon isolée. De plus, elles se renforcent mutuellement et se modifient avec le temps. Enfin, les PAS ne comprennent pas nécessairement les quatre composantes présentées au tableau II dans tous les cas. Elles ont été choisies par Biersteker, car elles représentent bien la logique de l'ajustement structurel et de la stabilisation.

⁸¹ Il faut préciser que l'auteur situe ses propos aux niveaux strictement logique et conceptuel. Autrement dit, il ne nie pas la possibilité qu'empiriquement ses conclusions soient réfutées dans des études de cas où des facteurs exogènes aux PAS ont un impact important. Cette construction de logique pure explique peut-être aussi les nombreux effets indéterminés des PAS. Ce qui est incertain ou ce qui concerne la raison peut se voir déterminé par l'étude des faits, bien que les deux soient inséparables. Les observations du tableau I constituent néanmoins un bon indice de l'impact des PAS sur le rôle de l'État.

TABLEAU I

Les effets de l'ajustement et de la stabilisation sur l'intervention étatique dans l'économie (traduction libre)

Fonctions:	Influence	Contrainte	Médiation	Distribution	Production	Planification
mesures :						
Dévaluation et ajustement du taux de change	maintenue ou augmentée	effet indéterminé	effet indéterminé	réaménagé (changement dans les termes de l'échange rural-urbain)	effet indéterminé	effet indéterminé
Mesures anti-inflationnistes	augmentée	légère baisse	réaménagé	baisse	baisse	baisse
Restauration des mécanismes du marché	réaménagé	légère baisse	effet indéterminé	baisse significative	effet indéterminé	effet indéterminé
Privatisation	effet indéterminé	réaménagé	effet indéterminé	effet indéterminé	baisse dramatique	baisse

Source : Thomas BIERSTEKER, «Reducing the Role of the State in the Economy: A Conceptual Exploration of IMF and World Bank Prescriptions», *International Studies Quarterly*, 34(4), Automne 1990, p. 488.

Il pourrait donc, logiquement, y avoir retrait de l'intervention économique de l'État à la suite de la mise en vigueur d'un PAS. L'impact des prescriptions du FMI et de la BM pourrait, en principe, déplacer le centre de gravité de l'interventionnisme étatique. Ainsi, les régimes Keynésiens étendus ou du type Capitalisme d'État (*Wider Keynesianism/State capitalism*) seraient abandonnés au profit des régimes néocorporatistes ou du type État minimal (*Neo-Corporatism/Minimalist state intervention*).

Cependant, cette diminution du rôle étatique ne devrait pas être univoque. En effet, l'auteur estime qu'en dernière analyse «...stabilization and structural adjustment programs associated with the Bank and the Fund do not appear to form a blanket attack

*with the Bank and the Fund do not appear to form a blanket attack on state intervention in the economy*⁸². Concrètement, cela signifie que malgré le mouvement général vers un État moins impliqué dans la planification économique et/ou la production de biens et services, certaines fonctions économiques se verraient maintenues ou même renforcées (ex. influence et médiation), alors que d'autres seraient réaménagées sans perdre leur pertinence (ex. contrainte, médiation et distribution).

S'il s'avère analysé conceptuellement comme le fait l'auteur, le rôle économique de l'État endetté est en mutation. Une mutation où la diminution du rôle est certes présente, mais ne constituerait point le phénomène ayant le plus de potentiel explicatif. En effet, le retrait étatique de l'activité économique n'est que partiel et même contradictoire dans certains cas (en ce sens qu'il augmente dans certaines fonctions). Il relève toutefois une signification profonde, en ce sens qu'il tend à s'orienter vers un régime interventionnisme plus respectueux des mécanismes du libre marché, en ce sens que celui-ci favorise les outils d'intervention indirects. Toutefois, le retrait non univoque de l'État témoigne d'une signification stratégique par rapport à son contexte, c'est-à-dire non seulement par rapport aux exigences des institutions financières multilatérales et de l'économie mondiale, mais également par rapport aux classes ou groupes sociaux ainsi qu'aux

⁸²Thomas J. BIERSTEKER, «Reducing the Role of the State...», p. 489.

structures économiques internes. Or, Biersteker néglige cette impression en raison de son manque de réflexivité, car il ne peut répondre aux pourquoi et pour qui de sa problématique.

Ces réflexions nous ramènent effectivement aux questions posées mais non traitées par Biersteker, et surtout au pourquoi et pour qui de la mutation du rôle étatique. L'auteur est pleinement conscient du fait que les changements dans la nature de l'intervention économique de l'État peuvent supposer des changements de stratégies de développement, d'objectifs différents à poursuivre, d'une nouvelle gamme d'intérêts politico-économiques à satisfaire et d'une nouvelle légitimité à élaborer. Il va même jusqu'à dire que les PAS ont d'importantes implications politiques quant aux relations de production internes, et ultimement à la position des pays dans la division internationale du travail.

Toutefois, en s'interrogeant sur le changement dans la logique économique de l'État, Biersteker se limite au déroulement du mécanisme de la réduction du rôle, donc au comment du problème. En se restreignant à cet aspect, l'auteur néglige ainsi les deux autres interrogations toutes aussi importantes au point de vue théorique et pratique. Tout en reconnaissant cette lacune, Biersteker se justifie en arguant que les trois interrogations peuvent être disloquées malgré leur interdépendance.

The central focus of this study, however, is not on why or for whom, but rather on how the state intervenes in the economy. While the issues are closely related, and

*it is difficult to develop an inventory of different forms of state economic intervention without considering why the state intervenes in the first place, they may be separated analytically*⁸³.

Comme consolation, il nous présente une série de propositions de recherche plus englobantes à la fin de son texte. Celles-ci touchent à la nature de l'État, de son intervention et de ses modèles ou stratégies de développement après l'ajustement structurel. L'auteur s'engage alors dans l'élaboration d'une série d'hypothèses pouvant être à l'origine d'études empiriques s'inspirant de sa construction conceptuelle. Nous avons droit ainsi à des énoncés traitant des capacités de l'État affectées par les mesures du FMI et de la BM (ex. incapacité de diriger l'intervention de régulation en faveur du secteur privé, compromission de la base fiscale et paralysie de l'État, crise de légitimité et de représentativité politique, etc...) ⁸⁴. Toutefois, la logique de ces propositions suit toujours une ligne principalement fonctionnelle et arrive mal à se détacher du comment pour aborder le pourquoi et le pour qui.

D'ailleurs, même si ces questions étaient abordées, elles auraient une valeur limitée compte tenu de la nature méthodologiquement restreinte de l'exploration conceptuelle. Toutefois, peut-on faire abstraction de cet obstacle et imposer

⁸³ Thomas J. BIERSTEKER, «Reducing the Role of the State...», p. 479-480.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 489-490.

notre propre problématique élargi au cadre conceptuel légué par Biersteker? Non, car il est vraisemblable que celui-ci a été élaboré en fonction des besoins théoriques et normatifs limités de Biersteker. Autrement-dit, il est fort probable que ce cadre ne soit pas contextualisable, car non seulement ne sert-il pas à une *praxis* critique questionnant théoriquement l'existence historique du contexte, mais il s'inscrit également, et ce de manière épistémologique, dans une logique scientifique non réflexive niant la validité d'une telle entreprise. Tentons de tirer les leçons de ce cadre non contextualisable pour les prochains chapitres en commençant par la conceptualisation bierstekerienne de l'État.

2. L'État

Pourquoi faut-il s'attarder premièrement à la conception de l'État qu'utilise l'auteur? Qu'est-ce qui peut justifier une discussion de l'État dans le cadre de notre dissertation? L'État périphérique constitue la pierre angulaire de notre cadre conceptuel. C'est lui, par l'intermédiaire de son rôle économique, qui est affecté par l'ajustement structurel, c'est à lui que s'adresse les mesures de stabilisation, et c'est encore lui qui réagit à ces mesures. En outre, et c'est ce qui est encore plus crucial, la définition de l'État comme site historique de multiples déterminations, de multiples contraintes, mais aussi de multiples actions lui donne son caractère contextualisable. Celui-ci peut alors se propager à ce qui nous intéresse plus particulièrement

chez l'État, c'est-à-dire son rôle. Ce fait est particulièrement évident chez Biersteker où une conception étatique détachée de son environnement ne peut servir de base solide à une conception claire et contextualisable de son rôle.

La définition que Biersteker retient de l'État fait référence aux institutions ayant une capacité d'influencer et de structurer la société⁸⁵. Cette conception répond bien aux besoins limités qu'exige l'entreprise conceptuelle dans laquelle elle s'inscrit. Toutefois, elle reste insuffisante face aux exigences d'une réflexion élargie qui requiert une contextualisation. En effet, cette conception ne nous permet pas de détacher notre réflexion de la logique fonctionnelle du rôle économique de l'État et donc du comment. Elle ne permet pas d'inscrire historiquement une typologie des fonctions étatiques dans le cadre de ses structures socio-économiques.

Biersteker est conscient de la simplicité et des limites de sa conceptualisation de l'État. D'ailleurs, il choisit celle-ci en décomposant une perception plus complexe. Celle-ci amalgame les conceptualisations de Anthony Giddens et Ralph Miliband sur l'État comme appareil et comme système soumis à cet appareil. Toutefois, il arrive toujours mal à se détacher du biais institutionnel de la définition qui guide son exploration conceptuelle et semble ignorer les liens qui unissent l'État au Social.

⁸⁵ Thomas J. BIERSTEKER, «Reducing the Role of the State...», p. 480.

...the state can be defined as consisting of those institutions of governance -the bureaucracy, the police, the military, the judiciary, the legislative assemblies- ordinarily as the apparatus of government and the system of order or domination they enforce, either through coercion or appeals to legitimacy⁸⁶.

Il nie, à l'instar de Theda Skocpol, la possibilité d'un État statique, unifié, figé. Il croit plutôt à un État au pouvoir et à la capacité contestable ou problématique⁸⁷. Il écrit ces lignes afin de faire savoir aux lecteurs qu'il est en connaissance de cause lorsqu'il limite la portée de la conception utilisée dans son travail. Soit, mais la base de ses connaissances ne laisse que des indices insuffisants pour le développement d'une conception élargie de l'État; une conception qui permet la recherche à partir d'un cadre élargi. Il faut donc aller chercher ailleurs pour compléter sa vision de l'État.

Dans *Multinationals, the State, and Control of the Nigerian Economy*, Biersteker développe et applique davantage sa compréhension de l'État. Toutefois, ses dires contribuent à confirmer le biais institutionnel observé jusqu'à présent et la place donnée à l'école étatiste⁸⁸ (*state centered*) dans l'appareil conceptuel.

⁸⁶ Thomas J. BIERSTEKER, «Reducing the Role of the State...», p. 480.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 48-49.

⁸⁸ Cette mouvance académique fut popularisée aux États-Unis par l'ouvrage de Theda Skocpol et al., *Bringing the State Back In*, pendant la deuxième moitié des années quatre-vingt.

...[T]he state is defined as the institutions of government and its individual representatives which together possess legitimate means of coercion and an ability to tax and plan fiscal policy on a national level. The state provides for the defence, welfare, and security of the entire population and moderates conflicts among fractions of capital. It is also capable of autonomous actions, acting in its own interests, against the prevailing concerns of local capital, foreign capital, labour, or the peasantry⁸⁹.

Ceux qui appuient cette tendance étatiste estiment qu'il existe des processus et des forces politiques distinctes modelant la forme et les fonctions de l'État, lui léguant ainsi une autonomie véritable et importante vis-à-vis la société civile. Cette autonomie provient du pouvoir discrétionnaire et indépendant des gestionnaires ainsi que du pouvoir infrastructurel qui reflète l'aptitude de l'État à pénétrer, à contrôler, à superviser et à discipliner la société. Ils arguent que l'État est un ensemble institutionnel possédant une centralité unique au sein des formations nationales et internationales. Bref, l'État est une force en elle-même et ne reflète pas seulement la dynamique de l'économie et/ou de la société civile⁹⁰.

Le thème, cher à Skocpol, du rôle de l'État comme acteur et comme force exerçant des effets indépendants sur les dynamiques sociales et économiques, semble particulièrement pertinent pour

⁸⁹Thomas J. BIERSTEKER, Multinationals, the State, and Control of the Nigerian Economy, Princeton, Princeton University Press, 1987, p. 70

⁹⁰Bob JESSOP, State Theory -- Putting the Capitalist State in its Place, Cambridge, Polity Press, 1990, p. 278-279.

interpréter la notion de l'État empruntée par Biersteker. D'autant plus que Skocpol prévoit des variations dans le degré d'autonomie, de capacité, et de volonté étatique à suivre une stratégie indépendante par rapport aux instances non étatiques (le FMI et la BM en ce qui concerne l'objet d'étude de Biersteker)⁹¹.

La question à considérer ici n'est pas tant de savoir si Biersteker suit ou non l'approche étatiste et de le critiquer en tant que protagoniste de cette méthode de recherche⁹². L'origine des concepts qu'utilise l'auteur et les possibilités théoriques qu'ils offrent s'avèrent plus importants⁹³. Or, la conception qu'a Biersteker de l'État, compte tenu sa parenté avec celle des Étatistes, souffre de graves lacunes. Celles-ci obligent un dépassement et une reformulation de la nature de l'État. Une reformulation qui réponde aux besoins d'une contextualisation du changement dans le rôle de l'État périphérique après l'ajustement structurel. Quelles sont ces lacunes?

Les failles se trouvent aux niveaux ontologique et méthodologique. Ontologiquement, il y a une séparation claire et simple entre État et société pour les Étatistes. Méthodologiquement, cela a pour conséquence une analyse qui, après

⁹¹ Bob JESSOP, State Theory...., p. 281-282.

⁹² Il est d'ailleurs évident qu'il s'affiche à part de ce mouvement académique dans son différents écrits. Son approche dialectique face aux relations entre, d'une part, les multinationales et l'État, et, d'autre part, entre les structures de l'économie mondiale et les stratégies de développement est pertinente à ce titre.

⁹³ En fait, il est possible que l'origine de la définition qu'il donne au concept étatique colle mal à sa propre démarche théorique.

avoir postulé cette séparation, étudie l'État en tant que tel et postule son influence et sa direction des sphères économiques et sociales. Or, l'État et la société dans laquelle se situe l'économie sont interdépendants et s'interpénètrent de façons multiples. Toute approche qui postule la primauté d'une des sphères sur l'autre empêche d'explorer et de comprendre les interactions changeantes entre les deux. Or, qu'est-il de plus important à étudier que les liens entre l'économie et l'État lorsque les fonctions économiques de l'État sont sous observation, comme chez Biersteker⁹⁴?...

En outre, les dimensions territoriales et internationales de l'État sont cruciales chez les Étatistes, bien qu'ils font preuve d'une optique limitée. Ces dimensions servent à conceptualiser l'État comme un ensemble structurel distinct possédant sa propre histoire. Une histoire relativement indépendante du développement de l'économie capitaliste, car elle le précède, le transcende et l'influence. C'est encore cette double dimension qui donne à l'État sa spécificité de laquelle les Étatistes dérivent sa politique et ses structures⁹⁵. Biersteker affirme, peut-être par inadvertance, son adhésion à cette notion de l'État : *"...the state (...) is territorial, and is partially constituted by the*

⁹⁴ Bob JESSOP, State Theory..., p. 285-286.

⁹⁵ E. Fuat KEYMAN, «Problematizing the State in International Relations Theory», dans Beyond Positivism --Critical Reflections on International Relations, sous la dir. de Claire TURENNE-SJOLANDER et Wayne S. COX, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1994, p. 158-159.

international system within which it resides"».

A défaut d'une définition de ce qu'il entend par système international, Biersteker nous donne peu d'indices qui puissent contredire la notion réaliste de ce concept, c'est-à-dire l'ensemble des relations inter-étatiques. Or, les limites de cette conception sont bien connues. En effet, la nature des relations internationales est beaucoup trop complexe pour la réduire à la géopolitique. Faire ainsi, c'est se limiter seulement à une dimension du contexte externe de l'État. Il appert, par conséquent, que l'isolement interne de l'État tel que défini par les Étatistes est complété par cet isolement externe. Voilà donc encore une autre raison qui incite au dépassement de la notion étatiste de l'État pour pouvoir effectuer une contextualisation de sa nature.

3. Le rôle économique de l'État

L'éclectisme trans-paradigmatique découlant de l'absence de dialogue politico-normatif entre les paradigmes chez Biersteker, caractérise la façon dont il aborde les motifs se trouvant à la source de l'intervention étatique dans l'économie. Ceci est aussi une conséquence de la pauvreté de sa définition de l'État. En effet, ne pouvant permettre une intégration conceptuelle de la notion de l'État et de son contexte socio-économique, l'auteur

⁹⁶ Thomas J. BIERSTEKER, «Reducing the Role of the State...», p. 480.

laisse libre cours à la construction d'une base instable sur laquelle repose l'analyse du lien entre les deux réalités.

Citant Bob Jessop, il nous apprend qu'au fond marxistes et libéraux partagent, à un haut niveau d'abstraction, la même vision du rôle de l'État dans l'économie. Que cela tienne du besoin d'atténuer les contradictions du mode de production capitaliste ou qu'il s'agit simplement de surmonter des performances économiques modestes pour des besoins politiques conjoncturels, l'État doit de toute façon intervenir⁹⁷... La chose est donc résolue, pense Biersteker, passons à autre chose!

Certes, l'objectif premier de l'auteur n'est point de s'étendre sur une conception de la nature fondamentale du rôle économique de l'État. Il tente plutôt de fournir une liste de diverses propositions traitant du sujet et d'apporter des nuances aux différentes écoles de pensée tout en les regroupant tant bien que mal. À nous de choisir, peu importe là n'est pas l'objet de l'exposé...

Toutefois, ce n'est pas une série de prémisses plus ou moins incompatibles et contradictoires, réunies artificiellement, qui fournissent une optique claire à travers laquelle une interprétation de l'essence du rôle étatique peut s'effectuer. À moins d'un choix paradigmatique défini et justifié pour situer théoriquement les liens entre l'économie et l'État, comment

⁹⁷ Thomas J. Biersteker, «Reducing the Role of the State...», p. 478-479.

répondre aux questions qui interrogent les mutations non seulement dans la logique mais également dans les visées et les intérêts que supposent ces liens?...

Loin d'être présent seulement dans son étude de l'impact de l'ajustement structurel, l'éclectisme est une caractéristique particulière et généralisée chez Biersteker. Il en fait usage dans ses deux principaux ouvrages. Ce mode d'apprentissage, que l'auteur désigne comme étant dialectique, est en fait soit une confrontation empirique d'une série de théories différentes⁹⁸, ou soit l'utilisation de différents postulats d'appartenance paradigmatique diverse pour l'analyse des dimensions d'un problème⁹⁹.

Cette technique est loin de faire l'unanimité, comme en témoignent les critiques. Dans le premier ouvrage d'envergure, cet éclectisme juxtapose une vérification empirique behavioriste à des approches théoriques qui se prêtent mal à ce genre d'exercice. Cela amène, par exemple, le désagrégement du dynamisme théorique d'une approche holistique comme l'école de la dépendance en une série de propositions séparées et statiques pour fins de vérification¹⁰⁰. Dans son deuxième livre qui traite du contrôle de l'État nigérien sur son économie nationale et sur le capital

⁹⁸ Thomas J. BIERSTEKER, Distortion or Development? Contending Perspectives on the Multinational Corporation, Cambridge, Massachusetts, The MIT Press, 1973.

⁹⁹ Thomas J. BIERSTEKER, Multinationals, the State, and Control...

¹⁰⁰ Richard SANDBROOK, «Evaluating Conflicting Perspectives on the Multinational Corporation», Africa Today, 27(4), Troisième trimestre 1980, p. 45-46.

étranger, cette méthode aboutit à l'imposition d'une série de questions théoriques et empiriques d'une nature qui ne s'accorde pas à la problématique et aux conclusions de toutes les approches utilisées. Ceci incite l'auteur à des critiques injustifiées, par exemple, sur la "myopie" des approches dépendantistes et marxistes par rapport à l'existence de programmes économiques dont l'initiative vient de l'État. Le fait est que ces approches s'intéressent moins à cette question qu'à savoir si ces programmes peuvent conduire les pays du Sud à un développement capitaliste soutenu ou autocentré¹⁰¹. L'éclectisme Bierstekerien s'avère également un piètre guide dans son analyse, car la confusion de ses conclusions laissent le lecteur perplexe¹⁰².

Certes, comme le dirait Paul Cammack, «[s]tudies pitched in the middle of nowhere are not likely to lead anywhere...¹⁰³». Mais au-delà des problèmes immédiats engendrés par un éclectisme mal orienté d'un point de vue paradigmatique, cette approche "pluraliste" révèle aussi comme nous l'avons constaté une épistémologie et un projet normatif qu'il faut comprendre afin d'en déduire l'ensemble des raisons justifiant sa révision ou son rejet.

¹⁰¹ Sakah MAHMUD, «Indigenization, Development and Dependence in Nigeria», *Africa Today*, 33(4), Troisième trimestre 1986, p. 80.

¹⁰² Thomas J. BIERSTEKER cité par Adebayo OLUKOSHI, «Book Reviews», *Change and Development*, 20(2), Avril 1989, p. 323-326. *op.cit.*, p. 79-80.

¹⁰³ Paul CAMMACK, «Review Article: Bringing the State Back In?», p. 287.

4. L'État périphérique et son rôle économique

A l'instar de ses autres écrits, Biersteker ne problématise point l'État périphérique en tant que tel dans son article sur l'impact des PAS¹⁰⁴. La définition de l'État qu'il utilise se veut suffisamment générale pour qu'elle puisse prétendre s'appliquer universellement. Comme nous l'indiquons au premier chapitre, nous convergeons en ce sens. À savoir si, ou à quel point les formations étatiques en périphérie et leur rôle ont effectivement réussi à se consolider suffisamment restent toutefois des questions importantes non abordées par Biersteker. Pour notre part, nous esquivons la question en prenant pour acquis qu'empiriquement nos propos sur l'État périphérique s'appliquent probablement davantage au contexte des NPI d'Amérique Latine.

Notre convergence avec l'auteur ne s'arrête pas seulement ici, car pour ce qui est du rôle économique de l'État des pays sous-développés proprement-dit, Biersteker ne fait que fournir encore une liste d'explications, superposant ainsi un ensemble de raisons plus ou moins incohérentes à l'éclectisme ambigu déjà noté auparavant. Ce qui retient surtout notre attention ici, c'est la logique qui ressort de cet amalgame. Le rôle de l'État périphérique ne peut dériver que du contexte national, et ce même s'il y a réaction à l'environnement externe de la part de l'État.

¹⁰⁴ Voir Martin CARNOY, The State and Political Theory, Princeton, Princeton University Press, 1984, p. 172-207.

Que cela soit du ressort d'un héritage post-colonial étatiste, d'un besoin de légitimité politique ou d'un nationalisme anti-dépendantiste, les facteurs expliquant le rôle économique de l'État sous-développé ne s'inscrivent qu'à l'interne en dernière instance, d'après les indications de Biersteker¹⁰⁵.

Nous constatons donc encore le résultat d'une conception de l'État, de son rôle et de sa dimension externe qui s'avère isolationniste et insuffisant, en ce sens qu'elle ne nous dit point comment le contexte externe peut s'avérer relié au contexte interne et à l'État en même temps¹⁰⁶. Or, sans ce lien et sans une perspective inclusive caractérisant la nature de ces dimensions, une poursuite de pistes théoriques qui s'attardent à une réflexion critique élargie (pour qui et pourquoi) reste limitée.

Biersteker a raison de dire que l'État périphérique peut constituer une instance de souveraineté, de libération ou d'autonomie. Toutefois, il faut lier ces fonctions dialectiquement à leur rôle externe¹⁰⁷. D'autres éléments explicatifs de la fonction étatique peuvent dériver d'une conception dynamique de la division internationale du travail. En adoptant cette prémisse, nous remédions à l'isolationnisme de l'approche utilisée par Biersteker. En empruntant cette voie nous devons toutefois

¹⁰⁵ Thomas J. BIERSTEKER, «Reducing the Role of the State...», p. 479.

¹⁰⁶ E. Fuat KEYMAN, «Problematising the State...», p. 153-181.

¹⁰⁷ Ali KAZANCIGIL, «Paradigmes de la formation de l'État moderne dans la périphérie», dans Analyse des relations internationales, sous la dir. de Bahgat KORANY et al., Montréal, Gaëtan Morin, 1987, p. 208.

rehausser le potentiel réflexif de notre construction interprétative.

D. Conclusion et synthèse critique

Si le cadre théorique et la conceptualisation de l'État périphérique de Biersteker, ne répondent pas aux besoins d'une réflexion élargie, ne permettent point une mise en contexte et nous pousse à aller chercher ailleurs, pourquoi s'être attardé à cet auteur? Dans ce deuxième chapitre nous avons constaté comment la problématique de Biersteker n'arrive pas à décoller de sa logique fonctionnelle pour aborder des questions plus "dérangeantes". Il ne s'agit point d'une simple négligence de la part de l'auteur due au manque d'espace que fournit son article. C'est fondamentalement son approche méthodologique, et le cadre normatif-épistémologique dans lequel elle s'inscrit qui empêchent une réflexion élargie. De plus, privé de cet intérêt pour une réflexion élargie, l'auteur peut très bien s'accommoder ontologiquement d'un cadre conceptuel non contextualisable. Vu l'importance que recèle une telle mise en contexte afin d'effectuer une réflexion élargie sur le problème, il faut donc repenser ce cadre en fonction d'une résolution des lacunes observées. Cette résolution implique nécessairement le rejet des bases ontologiques et épistémologiques sur lesquelles Biersteker appuie son analyse. Alors, était-il nécessaire d'effectuer tout cet exercice pour constater les conséquences d'un

manque de réflexivité?

Comme il a été postulé au premier chapitre, il est de notre avis que le potentiel réflexif s'avère l'élément crucial d'une interprétation élargie des mutations du rôle économique de l'État périphérique après l'ajustement structurel. L'analyse de Biersteker aide à démontrer cette affirmation par la négative. C'est-à-dire que le manque de réflexion chez l'auteur empêche sa problématique élargie (comment, pourquoi et pour qui) de guider son exploration théorique du thème. Ce constat resterait banale si ce n'était du fait que malgré l'absence de réflexions contextualisés, les observations de Biersteker, si limitées soient-elles, supposent la pertinence d'une telle considération élargie. Elles peuvent, par conséquent, servir de pistes de départ pour notre propre entreprise. D'autant plus que Biersteker nous éclaire sur les embûches à éviter, et surtout sur la façon de les éviter.

Qu'est-ce que Biersteker peut nous léguer? Comment peut-on s'en servir? Qu'est-ce qu'il faut en faire? Qu'est-ce qu'il nous enseigne? Voici certaines des questions auxquelles cette dernière section de ce chapitre tentera de répondre.

Il faut premièrement considérer les observations de Biersteker à la lumière de ce qu'il vise dans son article : une exploration définitionnelle de l'impact hypothétique des prescriptions du FMI et de la BM sur le rôle économique des États endettés du tiers monde. À cet égard, l'auteur nous lègue un appareil conceptuel

(voir figure 1) qui n'attend qu'à être modifié, bonifié et contextualisé. L'impact de l'ajustement structurel s'y mesure sur l'ensemble des outils (le régime interventionniste) avec lesquels l'État agit sur l'économie. Autrement-dit, l'action de l'institution étatique sur l'économie est affectée par les PAS, car ceux-ci modifient le poids relatif des composantes du régime d'intervention.

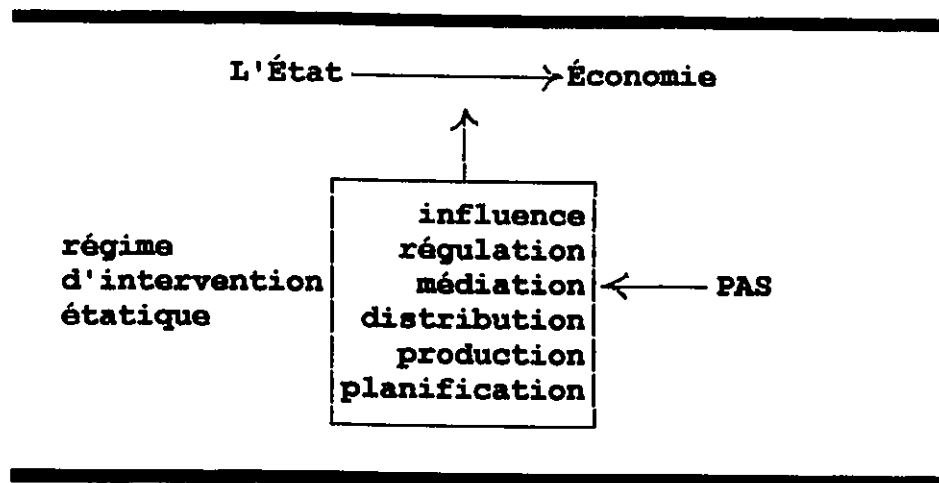


Figure 1

ILLUSTRATION DU CADRE CONCEPTUEL DE BIERSTEKER

Les effets notés par Biersteker de l'ajustement structurel sur l'intervention étatique en économie périphérique s'inscrivent donc dans ce cadre conceptuel fermé. Celui-ci permet d'établir avec précision la mécanique des changements en cours. Les indices que nous offre le tableau I sont particulièrement révélatrices d'un changement dans le rôle économique de l'État. L'interventionnisme

étatique est définitivement en reformulation stratégique face à l'impact conceptualisé de l'ajustement structurel. La production de biens et services, ainsi que la planification économique sont délaissées par l'État. L'action gouvernementale en économie se définit davantage en terme d'intervention indirecte. Toutefois, même au sein de cette catégorie, les fonctions qui exigent le moins d'ingérence sont davantage favorisées que celles qui en impliquent plus. En effet, alors que les fonctions étatiques d'influence et de médiation sont réaménagées (à la hausse dans le premier cas), les fonctions de contrainte et de distribution sont réaménagées à la baisse. La logique du retrait de l'État est donc clairement isolée, mais quelle est sa signification?

Le mécanisme de la réduction du rôle étatique recèle une signification, car il ne s'effectue point dans le néant. Il suppose nécessairement de nouveaux rapports entre l'État d'une part, et le contexte socio-économique national ainsi que mondial, d'autre part. Il s'avère possible que la forme de l'État, sa nature même, soit affectée par son nouveau rôle économique. De plus, c'est à l'intérieur de ces nouveaux rapports que de nouvelles stratégies étatiques en matière économique peuvent voir le jour. Biersteker peut difficilement s'attarder à cette problématique en raison des limites de son épistémologie et de son cadre conceptuel.

La signification du changement dans la logique des fonctions économiques de l'État ne constitue point le domaine auquel l'auteur

s'intéresse. Il dit se pencher seulement sur la nature de ces mécanismes strictement à l'aide d'une spéculation conceptuelle. À ce titre, son travail laisse des pistes de recherche intéressantes. Toutefois, la problématique qui guide son exploration conceptuelle se veut plus large et laisse le lecteur s'interroger sur des questions qui pourrait facilement être utilisées afin d'enquêter sur cette signification.

Il n'est donc pas déraisonnable de voir si les outils développés ou utilisés lors de la construction du modèle explicatif de Biersteker, illustré à la figure 1, pourraient constituer un tremplin vers un autre type d'exploration. Celle-ci aurait pour but de compléter les deux autres réflexions théoriques que Biersteker dit ne pas pouvoir analyser, soit le pourquoi et le pour qui du changement.

Malheureusement, il est maintenant évident que l'optique fonctionnelle et sa logique *stricto-census* du modèle explicatif fermé ne peuvent être surmontées à moins d'une remise en question fondamentale de la nature de ses composantes. L'essence de l'État, de son rôle économique, et sa mise en perspective au sein de la périphérie est insuffisante, essentialiste, isolationniste, et ambiguë. Cette ontologie myope a comme conséquence méthodologique d'empêcher une mise en contexte des éléments explicatifs cruciaux critiqués ici, et ceux (comme l'ajustement structurel) qui peuvent également nous être utiles. Or, cette contextualisation pourrait

briser l'éprouvette dans laquelle ces composantes analytiques se trouvent et les soumettre à une investigation théorique d'une toute autre nature.

Toutefois, il faut également penser à ce que dirait l'auteur s'il apprenait l'objectif de ce travail, et en particulier, ce que nous entendons faire avec les pistes exploratoires qu'il nous laisse. Il n'est pas évident qu'il acquiescerait à l'ouverture de sa boîte analytique pour mieux en développer le potentiel réflexif, du moins dans le sens et dans le but que nous cherchons. Il est possible qu'en se demandant à quels intérêts profite la mutation du rôle économique de l'État et pour quelles fins elle s'avère dirigée, Biersteker introduit sans l'entamer une discussion ne pouvant toucher certaine marge de ce qu'un projet politico-normatif libéral prend pour acquis. Ayant à l'appui une épistémologie néo-positiviste et un éclectisme qui voile les conséquences sur la praxis qu'implique l'incommensurabilité inter-paradigmatique, le "pluralisme" de Biersteker a pour conséquence de limiter l'étendue de la réflexivité du questionnement réellement critique, donc élargi.

Pour transcender le cadre conceptuel limité de l'effet des PAS sur le rôle économique de l'État, il faut pouvoir redéfinir ces concepts afin de les relier à leur contexte. La nature de l'État doit pouvoir inclure l'essence ontologique de son environnement et sa complexité. En plus de suivre également ce précepte, le

fondement du rôle économique de l'État en périphérie doit aussi s'appuyer sur une idée cohérente de la forme historique qu'aborde l'instance étatique au tiers monde. L'ajustement structurel, pour sa part, nécessite un élargissement conceptuel dépassant la seule réalité, si importante soit-elle, des politiques du FMI et de la BM. Celles-ci ont besoin d'être mises en perspective.

Une réflexion théorique élargie sur la mutation du rôle économique de l'État à l'aide d'une mise en contexte du mécanisme, des raisons, des objectifs et des intérêts servis par l'impact de l'ajustement structurel au sens large, voici en une phrase ce à quoi nous aspirons. Pour répondre à autre chose qu'aux questions qui se préoccupent de la logique fonctionnelle de ce phénomène, il ne faut pas prendre les structures historiques de l'ordre socio-économique actuel pour acquises. Il faut pouvoir étendre sans contraintes politico-normatives ou épistémologiques la réflexion théorique. Le prochain chapitre s'attardera à présenter les outils d'une telle réflexion.

CHAPITRE III
RECONSTRUCTION THÉORIQUE

A. Introduction

Aux trois questions interrogeant les mutations du rôle économique de l'État périphérique suite à l'ajustement structurel, Thomas Biersteker se contente de répondre directement au comment de la chose. Alors même qu'il postule lui-même la pertinence du trio interrogatoire, il le marginalise en pratique. Se faisant toutefois, il ouvre la porte à la concrétisation d'une problématique élargie. En effet, les mécanismes fonctionnelles de la reconfiguration du rôle étatique, présentés par Biersteker, supposent implicitement une définition, des objectifs, et des conséquences. Or, ceux-ci ne sont point théorisés par l'auteur. Peut-on alors reprendre sa problématique en complétant son exploration? Oui, mais comme il a été démontré au dernier chapitre, ceci est possible à condition d'élucider les raisons expliquant l'absence de réflexion élargie chez lui et d'en déduire des solutions pour surmonter l'obstacle ainsi conçu.

Comme nous laisse entendre cet exercice effectué au deuxième chapitre, l'impasse majeure chez Biersteker qui empêche l'élaboration d'une interprétation élargie se situe au niveau épistémologique. Son refus d'un langage scientifique post-positiviste transcendant l'incommensurabilité inter-paradigmatique évoque son évacuation de la pertinence du contenu politico-normatif des sciences sociales. Cette position a pour effet de nier à la théorisation son caractère critique ou conservateur par rapport à

l'ordre existant, ainsi que les conséquences de ce caractère. Elle le nie, mais elle ne l'efface point. Elle sert plutôt à camoufler sous un éclectisme "objectif" une *praxis* conservatrice bien à elle.

Les structures communes de la pensée et de l'action en société capitaliste étant prise pour acquises et faisant l'objet d'une acceptation implicite chez un réformiste comme Biersteker, nul n'est surpris de l'absence d'un questionnement théorique potentiellement perturbateur. Partant de cette carence de réflexivité, nul n'est aussi surpris d'un cadre conceptuel dont l'optique d'observation ne se prête pas à une véritable mise en contexte historique. En effet, si l'environnement dans lequel l'État périphérique, son rôle économique, de même que l'ajustement structurel est conçu comme encadrant légitimement l'action humaine qu'il s'agit d'expliquer selon des lois intemporelles et universelles, à quoi peut donc servir une mise en perspective critique qui prend le contexte comme objet historique?... L'ajustement structurel réduit aux politiques du FMI, l'État périphérique coupé ontologiquement de son contexte socio-économique interne et externe, le rôle étatique n'abordant aucune véritable logique vraisemblable face à son entourage, telles sont les composantes d'un cadre conceptuel non contextualisable; telles sont les conséquences d'un manque de réflexivité.

Face à cette impasse, le chapitre qui suit a pour but de proposer une reconstruction théorique à partir de ce qui a été

retenu chez Biersteker (*id est*, la démonstration d'une reformulation stratégique du rôle de l'État périphérique après l'ajustement structurel) tout en évitant ses faiblesses. Il s'agit donc d'étudier les possibilités qu'offre un cadre paradigmatique radicalement différent de celui utilisé par l'auteur précédent : un paradigme véritablement post-positiviste, critique par rapport à l'ordre social, et qui peut éclaircir les différentes dimensions du thème d'une façon contextuelle, une approche réflexive quoi.

L'objectif primordial de cette dissertation consiste à trouver des pistes de réflexion théorique pouvant éclairer trois questionnements intellectuels. Ceux-ci doivent porter sur les changements du rôle économique engendrés par l'ajustement structurel en périphérie. Le cadre théorique et conceptuel choisi comme alternative à celui de Biersteker et conforme aux prescriptions établies au premier chapitre doit fournir les outils nécessaires pour débroussailler les pistes conduisant à une compréhension contextualisée du comment, pour qui et pourquoi des mutations dans l'interventionnisme étatique. À ce titre, le paradigme critique en relations internationales (ou plutôt économie politique mondiale) concrétisé chez Robert W. Cox¹⁰⁸, constitue une option théorique viable. En effet, les outils méthodologiques, théoriques et conceptuels de l'auteur permettent cette

¹⁰⁸ Curieusement, Cox refuse d'être identifié au paradigme critique, bien qu'il avoue y participer (Robert W. COX «Critical Political Economy», dans International Political Economy --Understanding Global Disorder, sous la dir. de Björn HETTNE, Halifax, Fernwood Publishing, 1995, p. 32).

contextualisation. De plus, ses observations sur le thème répondent en bonne partie aux interrogations d'une réflexion élargie. Il n'est donc pas surprenant de trouver chez Cox un potentiel réflexif considérable.

Notre choix s'arrête donc à Cox parce qu'il peut servir à établir les bases d'une interprétation élargie en surmontant les obstacles identifiés lors de la déconstruction de l'approche de Biersteker tout en donnant une signification profonde aux pistes théoriques que ce dernier nous a légué malgré toutes ses lacunes. Mais ce qui en soit justifie la contribution de Cox et de surcroît le rôle de ce chapitre par rapport à la problématique générale, c'est qu'il sert à démontrer une deuxième fois (cette fois-ci à la positive) notre postulat central, à savoir l'importance de la réflexivité dans la construction d'un cadre interprétatif élargi.

En se détachant de manière critique de la logique "*problem-solving*" présente chez Biersteker, et ce sans la négliger, Cox permet d'aborder l'interrogation théorique élargie sans préjugés en faveur de l'ordre historique établi. Par conséquent, l'auteur ne craint point la compréhension globale des phénomènes, une compréhension qui tire sa source de l'étude historique de la dialectique des structures. Cette dernière a pour effet de sortir l'analyse de son carcan fonctionnaliste dans lequel règne en maître absolu le comment. Par ailleurs, la reconnaissance d'une comparabilité post-positiviste des paradigmes incommensurables

offre à Cox l'opportunité de positionner clairement sa méthode. L'éclectisme ambigu fait donc place à un matérialisme historique suffisamment flexible pour expliquer la complexité des changements.

Ce que la panoplie conceptuelle du modèle explicatif fermé de Biersteker ne peut nous permettre de faire, le cadre théorique de Cox l'effectue. Alors que Biersteker fonctionne au niveau de la logique pure, Cox inscrit sa démarche théorique dans les structures du contexte historique. Alors que Biersteker isole l'impact de l'ajustement structurel, Cox livre une perspective théorique ouverte, pour ne pas dire éclatée. Celle-ci permet de situer l'État, son rôle, et les mutations l'affectant à la suite de l'ajustement structurel dans leur environnement non seulement fonctionnel-statique, mais également historique-dynamique. Cet environnement se définit par un ensemble de structures dont le fonctionnement, l'impact et les modifications sont des éléments historiques qui ne découlent d'aucune loi "scientifique" mais bien des luttes sociales contingentes. Ce même environnement englobe aussi un vaste univers humain allant des idées au matériel en passant par l'institutionnel, un univers inter, intra, et supra social (les post-structuralistes en seront confondus!). Appliquée à un ensemble inter-relié incluant l'État, les forces sociales et l'ordre mondial, la méthode des structures historiques prépare le terrain à une réflexion élargie des mutations dans le rôle économique de l'État périphérique.

En effet, Cox sert à mettre en contexte au niveau interne comme externe les mécanismes, les objectifs, et les intérêts latents de la mutation du rôle économique de l'État périphérique. L'ajustement structurel marque une transition pour la forme et le rôle de l'État périphérique. D'un néomercantilisme-développementalisme, l'État se dirige vers un modèle extraverti. Au niveau interne, la gestion corporatiste sous les auspices du populisme ou de l'autoritarisme bureaucratique laisse la place à une démocratisation sélective et une modification des réseaux de soutien étatique et de clientèle politique. Ces réajustements sont inévitables car l'État périphérique ne vise plus à copier la société de consommation à l'aide d'une stratégie de développement introverti et d'un engagement direct en faveur de l'autonomie économique nationale. L'État s'assure maintenant, par l'intermédiaire des exportations, que son économie puisse répondre le plus efficacement possible aux exigences de l'accumulation mondiale.

La mise en contexte à l'externe des mutations affectant le rôle de l'État périphérique et de l'ajustement structurel aide à définir les nouvelles fonctions étatiques. Cox place ces changements dans le contexte de la crise de l'ordre mondial hégémonique d'après guerre et du déploiement des forces de la mondialisation. La crise de la *Pax Americana* engendre la désintégration du bloc historique néolibéral au centre et

néomercantiliste en périphérie. Les éléments de cette désintégration sont l'inflation et la dette. Des modifications structurelles fondamentales en ce qui concerne l'économie politique capitaliste mondiale de même qu'au niveau des formations sociales centristes peuvent expliquer les résultats de l'effondrement de l'ordre historique établi au sortir de la deuxième guerre mondiale. Les conséquences sur l'État périphérique de ces transformations sont observables à travers l'optique de l'accroissement du phénomène de l'internationalisation de l'État soutenue par l'ajustement structurel.

Malheureusement, la qualité de cette mise en contexte externe ne trouve pas son équivalent lorsque Cox disserte sur le contexte interne des mutations du rôle de l'État périphérique après la crise de la dette. Comme le démontrera la présentation de ses observations sur l'État post-ajustement structurel, le manque de traitement du sujet est évident¹⁰⁹. En fait, le niveau élevé d'abstraction utilisé lorsque l'auteur aborde les formations sociales périphériques, et ses priorités de recherche dirigées au centre de l'ordre mondial, ne peuvent que produire des guides théoriques approximatifs face au besoin d'une compréhension directement reliée au thème de cette dissertation. Néanmoins, les pistes qu'il nous laisse pour poursuivre notre interrogation

¹⁰⁹ Il faut, par contre, donner le bénéfice du doute à un auteur qui écrit en 1987 sur un sujet toujours en évolution incertaine. D'ailleurs, rares sont les écrits à l'époque qui s'attardent de façon approfondie sur le rôle de l'État périphérique après l'ajustement structurel. Celui-ci, en effet, ne fait que commencer à démontrer toute l'étendue de ses effets. D'autre part, il faut (au risque de se répéter plus tard) rappeler que la problématique de l'oeuvre coxienne ne touche pas directement celle de cette thèse.

élargie font en sorte que ce manquement est largement compensé par l'éclairage théorique apporté. En effet, l'ampleur des progrès enregistrés par l'inclusion de Cox dans notre quête explicative élargie justifie amplement l'utilisation de son cadre théorique.

Ce chapitre s'efforcera donc à prendre dans l'ensemble de l'oeuvre de Cox les éléments épistémologiques, ontologiques, méthodologiques et théoriques qui sont en mesure de résoudre les impasses observées au chapitre précédent. Malgré les avantages évidents (au point de vue des possibilités du questionnement théorique élargi) qui seront découverts dans l'approche coxienne, il deviendra évident que ses conclusions sur le thème de recherche n'arrivent pas à éclairer de façon précise toutes les facettes de la problématique théorique avec laquelle l'auteur nous permet d'aborder le sujet d'étude.

B. Fondements épistémologiques et politico-normatifs

Notre appareil épistémo-politique se base sur une idée succincte de nos objectifs théoriques et pratiques. Notre questionnement théorique se doit de ne rien ménager, car rien ne devrait être à l'abri de l'investigation intellectuelle, même pas les fondements "objectifs" de celle-ci. Pourquoi d'ailleurs en serait-il autrement lorsque le but de ce questionnement est, non seulement d'expliquer et de comprendre le plus globalement possible

ce qui nous entour, mais également de donner les outils interprétatifs qui peuvent participer au changement radical de cet entourage.

Il est de notre avis que le potentiel réflexif d'un cadre épistémologique peut servir d'indice afin d'évaluer l'ampleur du champs théorique couvert par la problématique d'une approche donnée. La logique de cet argument veut qu'un auteur doit non seulement reconnaître le contenu politico-normatif des paradigmes, mais doit aussi en évaluer les conséquences pour l'explication scientifique. Pour se faire, cette dernière ne peut nier l'entrelacement de l'objet et du sujet, leur effet réciproque, le devoir donc du chercheur d'effectuer un choix quant à l'optique pratique (au sens large) qu'il impute à sa recherche et ses effets sur la théorisation. En ce qui concerne notre objet d'étude, plus un projet normatif se veut critique, plus il possède théoriquement les outils qui peuvent servir à notre construction. Le couple post-positivisme/réflexivité est donc essentiel, car rares sont les paradigmes qui admettent explicitement être limités dans leur interrogations intellectuelles en raison d'une *praxis* conservatrice. Ils tentent plutôt d'élever leur recherche au rang des sciences pures, de la physique, à la recherche de lois objectives, donc non normatives.

Contrairement à la nature interrogative du cadre théorique dans lequel s'inscrit Biersteker, les questionnements que permet

celui qui abrite Cox, et qu'il a lui-même grandement développé, font fi de la légitimité des fondements politiques et normatifs qui ont dominé le paysage idéologique du monde occidental capitaliste depuis la deuxième guerre mondiale. Le comment, le pour qui, et le pourquoi des changements du rôle économique de l'État périphérique sont donc libérés d'une contrainte emprisonnant la réflexion théorique dans les paramètres de ce qui s'avère "acceptable" pour la préservation de l'essence historique du statut quo. La présence et l'utilisation du trio interrogatoire ne sont donc plus taboues, car l'objectif n'est plus d'améliorer ou de consolider l'ordre établi, mais bien de le critiquer pour le changer. Par extension, futiles sont les tentatives de camoufler l'option paradigmatique d'un auteur par un éclectisme ambigu. Un choix clair, guidé par une logique post-positiviste et une pratique révolutionnaire, voilà ce que Cox nous propose, voilà ce dont nous avons besoin.

Cette partie du troisième chapitre vise donc à démontrer l'étendue du potentiel réflexif et ses conséquences chez Cox.

1. Incommensurabilité et comparabilité inter-paradigmatique

L'approche coxienne est réellement réflexive, car elle suppose une incommensurabilité inter-paradigmatique couplée d'une comparabilité politico-normative¹¹⁰. Pour Cox, la théorisation constitue une entreprise politico-normative découlant de

¹¹⁰ Mark NEUFELD, «Reflexivity and International Relations Theory», Millennium, 22(1), Printemps 1993, p. 70-71.

l'expérience humaine dans l'espace et dans le temps¹¹¹. La tâche de tout chercheur ou théoricien est d'être non seulement conscient de cette réalité mais d'en tirer les conséquences pratiques. Ces dernières doivent pousser à la réflexion sur le processus de théorisation, et au développement d'un cadre analytique qui établit sa "perspective" politico-normative sur les perspectives idéologiques des différents paradigmes.

Rompant ainsi avec la notion positiviste de la correspondance théorique au réel, Cox nous propose une voie épistémologique qui offre la possibilité d'un choix clair entre paradigmes incommensurables. Ce choix s'effectue, d'une part, à partir de l'évaluation de deux perspectives qui caractérisent les différents paradigmes, et, d'autre part, à partir d'une prise de position sur leur projet social. Ces deux perspectives, qui accouchent de modes de théorisation différents, sont l'approche *problem-solving* ou résolutive, et l'approche critique.

Alors qu'il a déjà été question de la perspective résolutive chez Biersteker et de ces lacunes face aux besoins critiques d'une réflexion élargie¹¹², peu a été dit jusqu'à présent sur celle à

¹¹¹ L'aspect normatif d'une construction intellectuelle prend ici une tournure non seulement inévitable, comme c'est le cas dans l'analyse bierstekerienne des facteurs influençant l'évolution de l'orientation théorique. Le projet politique doit aussi faire intentionnellement partie de la théorisation. L'approche gramscienne vis-à-vis la théorisation «...insists upon an ethical dimension to analysis, so that the questions of justice, legitimacy and moral credibility are integrated sociologically into the whole and into many of its key concepts» (Stephen GILL, «Epistemology, Ontology and the Italian School», dans Gramsci: Historical Materialism and International Relations, sous la dir. de Stephen GILL, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, p. 24).

¹¹² Cox la qualifie d'approche «...distinguished by the fact that it takes the world as it finds it, with the prevailing social and power relationships and the institutions into which they are organized, as the given framework for action». Par conséquent, «[p]roblem-solving theories can be represented (...) as serving particular national, sectional, or class interests, which are comfortable within the given order.» (Robert, W. COX, «Social Forces, State and World Orders: Beyond International Relations Theory», dans Neorealism and its Critics, sous la dir. de Robert O. KEOHANE, New York, Columbia University Press, 1986, p. 207-208, 217-218)

laquelle Cox, et nous même, adhérons : l'approche critique. Celle-ci ne s'embarrasse point de l'ordre établi dans son questionnement théorique, mais s'en préoccupe plutôt pour le remettre en question. C'est ce qui amène Cox à affirmer que *"[c]ritical theory contains problem-solving theories within itself, but contains them in the form of identifiable ideologies, thereby pointing to their conservative consequences..."*¹¹³. Le questionnement théorique de la perspective critique tente ainsi de transcender les contraintes structurelles actuelles ou passées en s'interrogeant sur leur origine, leur fonctionnement, et leur disparition ou modification futur. Les seuls paramètres qui guident la pensée critique sont une insatisfaction face au contexte, pris pour acquis par l'optique résolutive, et un désir de changement viable¹¹⁴.

2. Post-positivisme

Dans ce contexte épistémologique, la science pour Cox est une question de rigueur dans le développement conceptuel et l'étude empirique¹¹⁵. Elle doit pouvoir expliquer l'action sociale, les structures sociales et les changements sociaux en se servant de

¹¹³Robert, W. COX, «Social Forces, State and World Order...s, p. 209.

¹¹⁴C'est ce désir de changement qui différencie la praxis des deux perspectives et qui éclaire davantage leur intégration au sein de l'approche coxienne. «...[C]ritical theory can be a guide to strategic action for bringing an alternative order, whereas problem-solving theory is a guide to tactical actions which (...) sustain the existing order»(Ibid., p. 210). Cette praxis est guidée par un désir d'engagement vers la voie d'une solution aux problèmes fondamentaux de la philosophie politique : «...the nature of the good society and thus, politically, the construction of an "ethical" state and a society in which personal development, rational reflection, open debate, democratic empowerment and economic and social liberation can become more widely attainable»(Stephen GILL, «Epistemology, Ontology, and the Italian School», p. 25).

¹¹⁵opcit., p. 247.

généralisations limitées et d'un vocabulaire conditionnel¹¹⁶. Il n'existe pas de symétrie entre les sciences sociales et les sciences naturelles en ce qui concerne la formulation conceptuelle, la logique de recherche et explicative. Contrairement au monde physique, le monde social est pré-ordonné logiquement par ses participants, il ne peut être la fonction d'une théorie¹¹⁷. Le moins que l'on puisse dire dans ce cas, c'est qu'il ne peut donc pas y avoir qu'un seul langage scientifique (*id est*, le positivisme). Les sciences sociales peuvent être autre chose qu'une entreprise visant à expliquer le social par la découverte de lois universelles et intemporelles. Au contraire, l'entreprise peut constituer une interaction continuelle entre la "réalité" changeante, son fondement, et ses constructions scientifiques¹¹⁸. Nier ce besoin, c'est nier l'histoire. Nier l'histoire, c'est nier qu'il y est inévitablement un élément idéologique dans toute oeuvre scientifique (*id est*, choix du sujet et du type d'analyse), et ce, qu'il soit révolutionnaire, subversif, réformiste, conservateur, ou réactionnaire. Nier l'histoire, c'est aussi nier les transformations structurelles affectant la réalité, ses prémisses

¹¹⁶ Stephen GILL, «Epistemology, Ontology and the "Italian School"», p. 21.

¹¹⁷ La différence entre les sciences naturelles et sociales sont d'autant plus évidentes si l'interaction entre le processus intellectuel et le processus historique est invoqué. Il est peu probable que la théorie de la relativité ait agi sur un phénomène comme les relations entre particules subatomiques... Toutefois, la variante dialectique du réalisme scientifique chez Gramsci «...identifies the intellectual process as a creative, practical, yet open-ended and continuous engagement to explain an apparently intractable social reality. This process is, like the processes of change within a given necessity, a dialectical one, and is thus a part of the historical process; it does not stand outside it» (*Ibid.*, p. 23).

¹¹⁸ J. G. GUNNELL dans Stephen GILL, *Ibid.*, p. 21.

et la façon dont on les perçoit. Nier l'histoire, c'est finalement croire à un fétichisme des régularités ou des périodes de stabilité historique pour en déduire une compréhension faussement scientifique.

...both human nature and the structures of human interaction change, if only slowly. History is the process of their changing. One cannot therefore speak of "laws" in any generally valid sense transcending historical eras, nor of structures as outside of or prior to history. Regularities in human activities may indeed be observed within defined historical limits, though not with the universal pretensions it aspires to¹¹⁹.

C. Base ontologique et méthodologique

Soit, ce projet épistémologique réunissant la *praxis* et la théorie permet en principe d'aborder l'interrogation théorique élargie sans préjugés en faveur d'un ordre historique établi quelconque (au contraire, la remise en question, donc le questionnement a pour seules limites sa pertinence pour l'action politique orientée vers le changement social fondamental). Mais comment savoir s'il peut s'inscrire concrètement dans notre quête d'une interprétation contextualisée de l'impact de l'ajustement structurel sur le rôle économique de l'État périphérique? Comment démontrer que Cox s'avère en mesure de nous donner les instruments nécessaires à l'explication de la complexité du changement

¹¹⁹ Robert W. COX, «Social Forces, States and World Orders...», p. 243-244.

historique qu'implique notre problématique? Comment peut-on savoir si cette explication reste encrée clairement au niveau paradigmatique?

Les prérequis épistémologiques de la réflexivité et d'une entreprise théorique critique sont importants. Toutefois, leur présentation à elle seule ne démontre pas leur concrétisation ontologique et méthodologique. Or, sans la démonstration de celle-ci, notre postulat central demeure intouché. En effet, à quoi sert une volonté d'aborder la réalité changeante du social d'une façon contextualisée si sa perception et son analyse ne permettent point une telle application? Heureusement, cette partie du texte révèle toute la signification de cette interrogation en abordant la nature et la méthode de la perception du réel chez Cox. En effet, après celle-ci l'ensemble de l'optique métathéorique coxienne apparaît pertinente à l'étude englobante et contextuelle des mutations du rôle économique de l'État.

Biersteker nous laisse une division ontologique entre l'État et son contexte, ayant comme conséquence un biais étatiste dans l'explication de la sphère politique. Pour sa part, Cox nie les divisions entre les différentes zones du social (*id est*, politique, économique, culturel, idéologique, etc...). Si elles peuvent constituer des catégories analytiques artificiellement séparées, la réalité s'avère beaucoup plus complexe. Son explication devrait donc tendre vers cette complexité globale. Or, chercher à mettre

dans son contexte un phénomène comme l'ajustement structurel en matière d'interventionnisme étatique périphérique peut s'avérer une entreprise intellectuelle grandement assistée par un mode explicatif globalisant. Le globalisme académique coxien est donc utile à notre projet.

Au-delà de cet avantage pratique, du point de vue académique, l'historicisme non téléologique et non essentialiste établit les fondements ontologiques d'un structuralisme historique dont la concrétisation théorique chez Cox sera présentée à la section suivante. Ce qui doit être retenu ici, c'est l'importance que revêtent ces fondements pour une sortie de la logique fonctionnaliste du comment et une sortie d'un raisonnement coupé de son contexte afin d'aborder les autres interrogations s'adressant aux changements dans le rôle économique de l'État périphérique.

Sans ancrage dans une perception explicite du réel, le questionnement du changement historique n'aurait toutefois aucun attachement paradigmatique. L'éclectisme ambigu à la Biersteker, où le rôle économique de l'État est défini à la fois en termes libéraux et marxistes, pourrait refaire surface. Le matérialisme historique flexible et ouvert de Cox vient éclaircir ces choses tout en répondant aux pourfendeurs du déterminisme économique ou du structuralisme althusserien, et ce en demeurant fidèle aux prémisses post-positivistes.

1. Globalisme académique

L'approche critique n'a pas à se préoccuper des divisions disciplinaires qui fragmentent les sciences sociales autant que la perspective résolutive. Le paradigme critique arrive ainsi plus souvent à une compréhension globale d'un problème¹²⁰. Ce rejet du compartimentage de la réalité provient de la critique gramscienne de l'individualisme et du réductionnisme méthodologique. Pour Gramsci, l'ensemble des relations sociales mises en contexte dans des structures constitue l'objet d'étude¹²¹.

Ce même rejet des divisions académiques peut également s'expliquer par l'absence d'attaches politico-normatives avec la "situation" prévalant à une époque. En effet, lorsqu'un tout fait l'objet d'une acceptation implicite, comme c'est le cas dans l'approche résolutive, l'étude de ses différentes parties a intérêt à être compartimentée. L'union ou la synthèse des différents types d'étude favoriserait une perspective qui ferait le lien entre les différentes problématiques (sociales, politiques, idéologiques, économiques, criminologiques, psychologiques, etc...). De là, ignorer les sources structurelles communes ou l'essence profonde généralisable de phénomènes serait intenable, car l'ordre établi resterait difficilement à l'écart de la problématique théorique. C'est justement ce que l'approche critique ne craint pas, laissant

¹²⁰ Robert W. COX, «Social Forces, States and World Orders....», p. 208-209.

¹²¹ Stephen GILL, «Epistemology, Ontology and the "Italian School"», p. 24.

ainsi à son utilisateur la liberté de mouvement interdisciplinaire. Cette liberté à son corollaire post-positiviste en matière ontologique et méthodologique.

2. Approche historique-structurelle

L'historicisme qu'utilise Cox en fait un auteur qui s'avère en mesure d'expliquer la complexité des changements historiques sans tomber dans le piège de l'essentialisme néo-réaliste ou du téléologisme fonctionnaliste ou structuraliste¹²². S'inspirant de Giambattista Vico, du marxisme historiciste, d'Eric Hobsbawm, et d'Antonio Gramsci, cette approche conçoit la nature humaine et ces institutions, non pas comme des substances éternelles desquelles découlent des lois généralisables, mais bien comme des formes en perpétuelle création ou modification. Une véritable perspective historique-fonctionnelle résulte de ce postulat ontologique.

A proper study of human affairs should be able to reveal the coherence of minds, [material conditions] and institutions characteristic of different ages, and the process whereby one such coherent pattern --which we can call a historical structure-- succeeds another¹²³.

Ces structures constituent non pas les déterminants, mais bien le contexte des habitudes humaines, des pressions, des attentes et

¹²² Ces deux optiques sont autant myopes l'une que l'autre face à la compréhension des changements historiques, car elles reposent sur la séparation positiviste du sujet et de l'objet, ou la dichotomie structure-agent. Cette séparation a pour conséquence une ignorance de l'élément d'incertitude inhérent dans l'interprétation historique dialectique de l'école historiciste, une conception où le sujet et l'objet ne font qu'un, et où l'histoire et les changements constituent des processus continus, non répétitifs et inconstants qui s'appliquent aux structures comme à la conjoncture (Robert COX, «Social Forces, States and World Orders...», p. 247-248. Stephen GILL, «Epistemology, Ontology, and the Italian School», p. 22-23).

¹²³ Stephen GILL, «Epistemology, Ontology and the "Italian School"», p. 213-214.

des contraintes affectant l'action des forces sociales. Toutefois, elles sont aussi le produit de l'action de ces mêmes forces sociales, un produit en constante évolution historique¹²⁴.

3. Matérialisme méthodologique

En termes métathéoriques, ce structuralisme-historique "transpire" méthodologiquement par un matérialisme dialectique, bi-dimensionnel, et non déterministe¹²⁵.

La dialectique, chez Cox, signifie, d'une part, la quête d'une logique théorique viable par l'exploration perpétuelle des contradictions conceptuelles¹²⁶, et, d'autre part, l'explication du changement continu des structures historiques par l'étude des conflits présents en leur sein. D'ailleurs, cette explication doit s'effectuer du bas vers le haut, ou de l'extérieur vers l'intérieur afin d'éviter d'être obnubilée par les mécanismes d'équilibre et de reproduction systémique.

La bi-dimensionnalité du matérialisme historique s'explique par la double dimension (horizontale et verticale) avec laquelle les relations "internationales" (donc le contexte externe de l'État) sont abordées. Ainsi, les rivalités géopolitiques, les

¹²⁴Stephen GILL, «Epistemology, Ontology and the "Italian School"..., p. 23.

¹²⁵Robert W. COX, «Social Forces, States and World Orders..., p. 215-217.

¹²⁶Cette méthode a pour conséquence, d'une part, un ajustement conceptuel sans fin de cadres théoriques interprétant une ou des réalités historiques en mouvement, et, d'autre part, une reconnaissance que tout postulat renferme son contraire, chacun possédant une portion de vérité. C'est ainsi qu'à l'instar de Gramsci, les concepts qu'utilise Cox sont élastiques et souples. Ils ne se précisent, ne se définissent, et ne révèlent leur potentiel qu'au fur et à mesure qu'ils rentrent en contact avec des situations historiques particulières (Robert W. COX, «Gramsci, Hegemony and International Relations: an Essay in Method», dans Gramsci, Historical Materialism..., p. 50).

rapports de force inter-étatiques, mais également la hiérarchisation mondiale, la subordination et la dominance structurelle-historique au niveau planétaire sont considérées.

Pour sa part, le non-déterminisme provient du sens gramscien d'une relation de réciprocité non déterminée en dernière instance. Ce non-déterminisme est présent, d'une part, entre l'infrastructure (relations économiques) et la superstructure (la sphère éthique-politique) qui caractérise les relations entre l'État et la société civile, et, d'autre part, entre le processus productif et l'ensemble socio-étatique (nous reviendrons sur ces concepts). Voyons maintenant comment cette méthode se concrétise au niveau théorique.

D. Cadre théorique

Le survol métathéorique des deux dernières sections a pu nous confirmer l'importance de la réflexivité dans l'élaboration d'une ontologie et d'une méthodologie qui se prêtent à l'étude contextualisée du changement. Ce qu'il n'a toutefois pas pu nous démontrer c'est comment ce potentiel réflexif peut participer à la construction de notre cadre interprétatif élargi des mutations du rôle économique de l'État périphérique après l'ajustement structurel. Autrement-dit, comment le contraste entre le manque de réflexivité chez Biersteker et sa présence chez Cox se concrétise théoriquement? Nous savons déjà que la logique d'investigation et

le cadre conceptuel fermé de Biersteker ne pouvaient servir de guides théoriques en raison notamment d'une coupure entre sa conceptualisation de l'État et de son environnement interne, d'un éclectisme ambigu caractérisant ses fonctions, et des limites conceptuelles de son contexte externe. Ce qu'il s'agit de déterminer dans cette section c'est la façon dont nous pouvons se servir du cadre conceptuel coxien et de son utilisation théorique pour analyser le changement historique tout en brisant l'éprouvette dans laquelle Biersteker a placé les principaux éléments du thème.

Robert Cox ne se penche pas sur le thème de cette dissertation aussi précisément que ne le fait Thomas Biersteker. Cependant, l'interprétation de son approche théorique générale en fonction de nos propres besoins de recherche démontre sa pertinence pour notre objet d'étude. Le but de cette section n'est pas seulement de présenter le cadre théorique et contextuel de Cox, mais également de démontrer sa pertinence vis-à-vis notre propre cadre conceptuel développé au premier chapitre.

Rappelons que selon ce cadre l'ajustement structurel doit être perçu comme un point de référence conjoncturel qui participe de façon importante aux mutations des structures de l'ordre mondial. Le rôle économique de l'État doit se comprendre, pour sa part, en trois stratégies (*id est*, extravertie, introvertie, autocentrée). Celles-ci comportent différents instruments (*id est*, indirects, directs) d'intervention étatique qui répondent dans la nature de

leur déploiement à des logiques historiques internes et externes. Enfin, l'État périphérique, conçu comme une condensation de forces institutionnelles, idéologiques, et sociales, se situant à l'intersection agent-structure, doit être placé dans un cadre dynamique incluant l'État-nation, l'économie, et l'ordre mondial. Bref, pour permettre une mise en contexte historique, les éléments de notre cadre conceptuel doivent être reliés, dans leur forme comme dans leur contenu, à un environnement en changement.

Or, la méthode des structures historiques de Cox appliquée à son ensemble analytique et couplée de sa théorisation du changement historique est en mesure d'encadrer une conceptualisation de l'État périphérique, de son rôle, et de son contexte qui, non seulement s'accorde à notre cadre conceptuel, mais aussi qui le complète en le rendant opérationnel pour notre construction interprétative.

1. Méthode des structures historiques

Cox apprivoise le matérialisme historique de Gramsci théoriquement par une méthode s'inscrivant dans un structuralisme historiciste. Cette méthode met l'emphase sur la notion des structures historiques. Celles-ci constituent une configuration de forces qui exercent des pressions et des contraintes sur les individus et groupes. Ces acteurs sociaux peuvent soit s'inscrire dans le courant de ces pressions, soit y résister ou soit s'y

opposer et réussir à les transformer, si possible¹²⁷. Il y a donc rien d'inconditionnel ou d'inévitable dans ce structuralisme historique.

Cette configuration de forces est constituée de trois catégories heuristiques inter-reliées : les forces idéologiques, les forces matérielles, et les forces institutionnelles. Les forces matérielles constituent le potentiel productif et destructif sous sa forme dynamique et accumulée¹²⁸. Les forces idéologiques comprennent les significations inter-subjectives et les images collectives de l'ordre social. Les forces institutionnelles incarnent les moyens par lesquels un ordre structurel particulier peut se voir perpétué et consolidé. Cependant, elles rassemblent aussi les forces et contradictions qui peuvent également servir à influencer ou changer cet ordre.

Cet ensemble configurationnel peut servir à définir l'essence de la matière avec laquelle nous désirons effectuer la contextualisation des mutations du rôle étatique après l'ajustement structurel, autrement-dit ce que nous désignons comme l'environnement. En effet, il comprend un éventail assez large de réalités. De plus, il est soumis mais participe également au changement. Enfin, son étude ne peut relever du positivisme car il se définit et se redéfinit constamment de façon historique. Non

¹²⁷ Robert W. COX, «Social Forces, States and World Orders...», p. 217-218.

¹²⁸ Ibid., p. 218-219.

seulement en ce qui a trait à son fonctionnement, mais également en ce qui concerne sa forme.

En effet, les rapports entre les forces configurationnelles peuvent être conçus comme réciproques et sans hiérarchisation prédéterminée (voir figure 2). Toutefois, l'étude de situations historiques concrètes révèle le sens ou la direction des liens explicatifs dominants. Nous voyons ici comment le matérialisme non déterministe gramscien laisse sa trace dans l'appareil théorique de Cox.

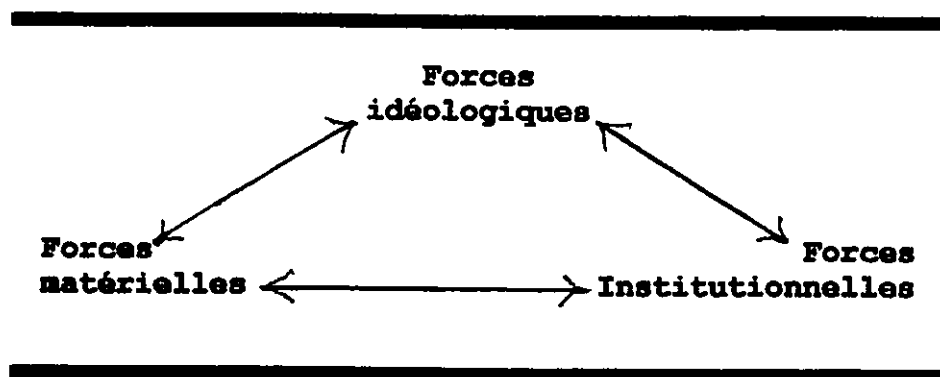


Figure 2
STRUCTURES HISTORIQUES (traduction libre)

Source : Robert W. COX, «Social Forces, States and World Orders: Beyond International Relations Theory», dans *Neorealism and Its Critics*, sous la dir. de Robert O. KEOHANE, New York, Columbia University Press, 1986, p. 218.

Qu'un ordre structurel soit hégémonique ou non constitue sa principale caractéristique¹²⁹. L'hégémonie est présente lorsque les forces historiques configurationnelles s'avèrent imbriquées de

¹²⁹ Robert W. COX, «Gramsci, Hegemony and International Relations...», p. 49-52.

telle sorte que les conflits, l'injustice, l'exploitation, les contradictions, la violence, et l'instabilité qui menacent les bases des structures sont minimisés, sont cooptés, sont apprivoisés, ou simplement transformés en phénomènes inoffensifs pour la reproduction des fondements de l'ordre structurel. Que cela soit aux niveaux idéologique, matériel, ou institutionnel, l'hégémonisme vise le maintien du statut-quo en minimisant la coercition brute et apparente vers le conformisme. L'absence d'hégémonie signifie donc l'absence de légitimité, de consensus élémentaire. Un ordre non hégémonique est un ordre où ceux qui ont intérêt à ce qu'il se perpétue se voient forcés de dominer (au sens stricte du terme) les phénomènes déstabilisateurs, non pas par le compromis politique, non pas par le raisonnement idéologique, non pas par les bénéfices matériels, mais bien par les menaces de représailles, la violence militaro-policière, l'exclusion, l'isolement.

2. Ensemble analytique structurel coxien

La méthode des structures historiques juxtapose et relie des configurations de forces présentes dans trois sphères qui sont inter-reliées : les forces sociales engendrées par le processus productif, la forme étatique dérivée de l'étude des ensembles socio-étatiques, et l'ordre mondial défini non seulement par la problématique politico-économique/inter-étatique, mais également transnationale, et même supranationale (voir figure 3).

L'État, comme entité analytique, fait apparition ici dans un contexte bi-dimensionnel (*id est*, interne/externe). À l'externe, l'ordre mondial, dont il sera question plus loin, est relié au processus productif et à l'État qui, comme nous pourrons le constater, peuvent être tous deux internationalisés. À l'interne, l'État s'avère lié à son contexte dans son essence même (dont il sera question plus loin) et par ses relations avec le processus productif.

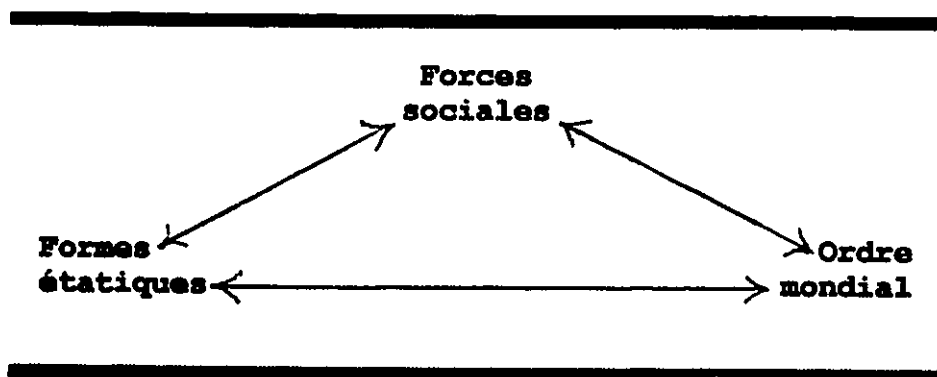


Figure 3
PROCESSUS HISTORIQUE GLOBAL (traduction libre)

Source : Robert, W. COX, «Social Forces, States and World Orders: Beyond International Relations Theory», dans Neorealism and Its Critics, sous la dir. de Robert O. KEOHANE, New York, Columbia University Press, 1986, p. 221.

Séparées, les forces sociales, l'État, et l'ordre mondial constituent des représentations de ce que Cox appelle trois totalités limitées, trois sphères particulières d'activité humaine plus ou moins hégémoniques selon les circonstances historiques. Conçues en types idéaux, celles-ci offrent une interprétation cohérente, logique, mais simplifiée de réalités complexes.

Dans leurs relations réciproques, se profile une dialectique dérivée de l'étude situationnelle historique et de l'appréhension intellectuelle de structures historiques alternatives en émergence. Ensemble, les trois sphères expliquent donc les tendances de l'heure affectant le processus historique global. Leur compréhension théorique reste toutefois nécessairement limitée dans le temps et l'espace¹³⁰.

Ces faits sont éclaircis davantage dans les sections suivantes, mais nous commençons déjà à constater comment l'État périphérique, son rôle économique, et l'ajustement structurel peuvent s'interpénétrer mutuellement, comment les contextes internes et externes interagissent et sont omniprésents dans chacune des composantes du thème. En outre, nous voyons comment la nature de notre mise en contexte se précise davantage.

3. Changement historique

Cox qualifie ce système configurationnel de forces comme en étant un qui reste ouvert au changement. Certes, les forces et mécanismes de maintien du statut-quo sont bel et bien présents. Ils peuvent agir en coordination pour démobiliser, éliminer ou assimiler les autres forces ou sphères qui mettent en péril la reproduction du tout. Toutefois, cette habilité de reproduction est, elle aussi, historique et non abstraite. Sa présence, son

¹³⁰ Robert W. COX, «Social Forces, States and World Orders...», p. 220-221.

efficacité n'est pas intemporelle et universelle. Les changements structurels sont donc possibles et se produisent effectivement, d'où l'importance de la praxis révolutionnaire de l'approche gramscienne pour les anticiper, les encourager, et les influencer.

Change can occur at all levels (...). Most likely, where change does occur, it will be through mutually sustaining relationships at all of these levels. The main purpose of this enquiry is not to depict an inexorably self-reinforcing system of power, but to pinpoint the places within the system where conditions are most propitious for change --to undertake the preliminaries necessary for a strategy of social and political transformation¹³¹.

L'explication des origines, du développement, et du déclin affectant les configurations des différentes structures historiques s'effectue en terme d'inter-relations tripolaires (*id est*, Production, État et Ordre mondial). Au point de vue théorique, toutefois, Cox semble privilégier un cadre explicatif s'inscrivant dans le domaine des forces sociales façonnées par les relations de production¹³². Ces forces de changement sont présentes et actives au sein de la production, de l'État, et même de l'ordre mondial. Dans cette perspective, l'ordre structurel, ses forces, son pouvoir émergent de processus sociaux et non pas des capacités matérielles

¹³¹ Robert W. COX, *Production, Power, and World Order --Social Forces in the Making of History*, New York, Columbia University Press, 1987, p. 8.

¹³² Les relations de production chez Cox sont sociales, en ce sens qu'elles intègrent un ensemble historique de trois dimensions sociales reliées dialectiquement : 1) les relations de pouvoir déterminant la production (*id est*, le pouvoir social accumulé qui détermine la nature de la production ou la structure du pouvoir social), 2) l'organisation technologique et humaine du processus productif (*id est*, la structure d'autorité que suppose la dynamique interne du processus de production ou la division du travail, ou même encore, la complémentarité des rôles), 3) les conséquences distributives de cette structure (*id est*, les mécanismes et la nature de la distribution du surplus économique) (Robert W. COX, *Ibid.*, p. 11-12).

accumulées¹³³. Toutefois, ces processus sociaux émergent à leur tour dans un ordre matériel, idéologique et institutionnel aux niveaux étatique et mondial, ce qui n'exclut donc pas des changements historiques globaux provenant de la sphère étatique ou mondiale.

La complexité du phénomène que supposent les mutations du rôle économique de l'État périphérique révèle toute sa pertinence ici. En effet, les changements que postulent Biersteker viennent de l'ajustement structurel. Mais l'avènement de celui-ci relève également d'un changement, qui lui-même peut être compris comme une modification d'un ordre quelconque, ainsi de suite jusqu'à ce que l'on arrive au fond de l'affaire, jusqu'à ce que l'esprit inquisiteur soit satisfait (d'où l'importance d'une pratique révolutionnaire). Plus encore, ce que Cox nous enseigne ici c'est que l'origine du changement dans le rôle étatique n'est pas à sens unique. Effectivement, qui dit que l'avènement de l'ajustement structurel ne tient pas également de modification affectant l'État périphérique? Des modifications qui à leur tour s'inscrivent dans de nouvelles structures historiques internes comme externes aux formations sociales.

¹³³ Robert W. COX, «Social Forces, States and World Orders...», p. 225.

4. État comme sphère socio-politique historique

Contrairement à Biersteker, Cox adhère à une conception élargie de l'État, une conception qui lie sa forme et son action à son contexte, non seulement de façon stratégique, mais également historique.

L'État chez Cox remonte à Gramsci. Selon celui-ci, l'État constitue non seulement les rouages coercitifs, ou le monopole de l'utilisation légitime de la force sur un territoire donné. L'État ne se réduit pas aux structures légales, aux mécanismes législatifs et politiques, à l'application de la loi, ou à l'administration. L'État englobe aussi les mécanismes d'organisation du consentement social, les institutions de formation idéologique, les instances de propagation culturelles-normatives. Par conséquent, l'État comporte le réel non étatique qui peut consolider et stabiliser un certain ordre structurel (ex. partis politiques, médias, religion, manifestations culturelles, etc...).

La nature de l'État est définie par la structure de classe¹³⁴ sur laquelle le pouvoir étatique s'assit. Ce contenu, cette nature étatique, Gramsci le transmet par la notion de bloc historique. Le bloc historique désigne la configuration particulière des classes sociales et des forces idéologiques qui accordent leur consentement

¹³⁴ Les fondements de cette structure sont à leur tour établis par les structures de production. Cependant, l'organisation de la production ne lègue que le potentiel des structures de classe. L'émergence des classes dépend de facteurs affectant leur niveau de conscientisation. Le niveau de développement de l'organisation politique et sa forme au sein des classes s'avèrent deux des principaux facteurs qui influencent la conscientisation. Les partis politiques et les classes sont des réseaux d'affrontement et de rencontre entre la production et l'État. Ils expliquent la nature des rapports de force, s'ils sont dominés par les forces sociales provenant du processus de production ou de l'État (Robert W. COX, Production, Power, and World Order..., p. 6).

à une forme historique d'État. L'État et son contexte ne font donc qu'un. Toutefois, alors que le militant communiste italien limitait le concept de bloc historique au contexte interne de l'État, Cox l'étend à l'ordre mondial. Il peut donc constituer le contexte interne et externe de l'État.

Les changements dans la forme étatique ou dans la nature de l'État peuvent être compris en termes de consolidation, de stabilisation et de décomposition de blocs historiques. Les mutations étatiques proviennent donc de changements fondamentaux dans les structures des sociétés, dans l'ensemble des relations de classes.

Les actions étatiques sont balisées par la connaissance qu'ont les agents étatiques de ce que le bloc historique permet, et de ce qu'il interdit. *«This complex of social class relations, with its hierarchies of dominance, sets the practical limits for feasible goals and methods of exercising power¹³⁵.»* Cette structure qui définit les tâches et limites de l'action de l'État fait elle-même partie de l'État en période d'hégémonie.

One can say that during periods of relative stability characterized by an identifiable raison d'Etat, this social substratum has been absorbed tacitly and unconsciously into the state. In these periods it is so much taken for granted in the framing and discussion of

¹³⁵ Robert W. COX, *Production, Power, and World Order...*, p. 410. Ceci signifie que la logique de l'État capitaliste peut très bien s'écarter des exigences des classes dominantes ou de l'accumulation. Toutefois, la viabilité de cet écart sera nécessairement remise en question à un moment ou un autre.

*political action as to be virtually forgotten*¹³⁶.

Cet ordre rentre en crise toutefois lorsque les rapports de force entre classes sociales sont en mutation. Durant ces périodes non hégémoniques, les classes, les idéologies et leur cadre institutionnel forment des blocs historiques rivaux remettant en question la nature même de l'État. Si un bloc historique atteint le statut hégémonique, un nouvel État et une nouvelle logique d'action étatique apparaissent¹³⁷.

La succession historique de méthodes et d'objectifs divergents utilisés ou invoqués par des États particuliers pour exercer leur pouvoir est révélatrice du cortège d'autant de formes étatiques différentes. Cette révélation indique également les configurations sociales particulières auxquelles se conforment les diverses raisons d'État et l'idéologie à travers laquelle la compatibilité entre le pouvoir social et l'autorité politique est exprimée.

Les similarités structurelles caractérisant les États particuliers peuvent servir à définir des catégories ou types qui transcendent leur caractère national. Donc, les formes étatiques deviennent des concepts généralisables, chacune incarnant des conditions, des structures et des contradictions qui mènent éventuellement à leur changement¹³⁸.

¹³⁶ Robert W. COX, Production, Power, and World Order..., p. 410.

¹³⁷ Ibid., p. 410.

¹³⁸ Ibid., p. 410.

Nous constatons ici combien limitée s'avère une perspective qui s'attarderait au changement du rôle étatique sans s'attarder au changement de l'État lui-même. La forme étatique n'est pas qu'institutionnelle, et elle n'est sûrement pas détachée de l'histoire. Elle bouge avec celle-ci, et surtout, elle y participe aussi. Non pas, comme l'affirme les Étatistes, de façon autonome, mais plutôt comme composante historique multivariée, intrinsèque, et interpénétrée. Les mutations de son rôle économique à la suite de l'ajustement structurel ne peuvent donc qu'être expliquées qu'à l'aide d'une modification de sa forme historique. Celle-ci peut aider à répondre au pourquoi et pour qui de notre triade interrogative, car elle suppose une nouvelle configuration de forces multiples qui lui sont internes comme externes.

5. État périphérique et révolution passive

La forme de l'État, comprenant sa nature socio-étatique et son action encadrée par un bloc historique dans un contexte hégémonique, telle que présentée jusqu'à présent s'avère problématique lorsqu'elle est appliquée sans retenus au tiers monde. Le postulat gramscien d'une coexistence structurelle solide de l'État et de la société, ainsi que de leur inter-pénétration sont loin d'être généralisable en périphérie, bien qu'il soit applicable en partie dans certains pays nouvellement industrialisés. Or, sans cette réalité il ne peut y avoir de bloc historique hégémonique, donc il ne peut y avoir d'hégémonisme

étatique. Il s'agit donc de trouver un cadre théorique particulier pour situer l'État périphérique. Contrairement à la conception étatiste que se fait Biersteker de l'État, l'État gramscien force donc à le repenser selon son contexte. Ainsi notre préoccupation de l'État périphérique, comme une réalité toujours en formation, est rejointe par Cox.

A l'instar de Gramsci, Cox utilise le concept de révolution passive afin de décrire les conditions des formations sociales structurellement¹³⁹ non hégémoniques. Celles-ci n'ont pas connu de profondes révolutions sociales comme la France ou l'Angleterre de la révolution industrielle. Elles n'ont donc pu en tirer les conséquences en termes de relations sociales et de mode de production. Elles ont plutôt importé ou se sont établies à la remorque des nouveaux modèles socio-économiques créés et développés au centre, sans bouleverser ou remplacer l'ordre interne précédant. Bloquées dans une logique dialectique de révolution-restauration où, ni les forces réactionnaires, ni les forces du changement peuvent triompher, ces sociétés n'ont pu permettre à la bourgeoisie industrielle de devenir hégémonique. Cette impasse, impliquant les classes traditionnelles, est propice à la révolution passive, c'est-à-dire à l'introduction de changements qui ne mettent pas en jeu des éveils ou des soulèvements populaires. Cette introduction

¹³⁹ J'utilise le terme "structurellement" ici pour désigner un état fondamentalement non hégémonique et non en crise d'hégémonie.

s'effectue sous les égides du "césarisme". Celui-ci constitue l'étouffement temporaire, par un "homme" fort ou une instance autoritaire (réactionnaire ou progressive), de l'impasse non hégémonique entre les forces sociales équivalentes en puissance mais fondamentalement opposées¹⁴⁰. Nous reviendrons sur ces concepts plus tard dans la présentation.

6. Fonctions de l'État

Le pouvoir présent dans les structures historiques de l'État façonne la production. Toutefois, celle-ci crée les bases du pouvoir de l'État. C'est ainsi que Cox perçoit l'essence de l'action étatique. C'est aussi ainsi qu'il est possible de mettre en contexte la nature de son interventionnisme économique. En effet, la reformulation et le recalibrage des outils d'intervention qu'observe Biersteker prend sa signification chez Cox par l'avènement d'une nouvelle structure d'accumulation. Celle-ci à son tour suppose, non seulement une nouvelle stratégie de développement, mais également une nouvelle hiérarchisation sociale, d'où l'intérêt pour notre conceptualisation ouverte du rôle économique de l'État.

Les structures historiques possèdent leurs propres formes de pouvoir. Ces rapports de force trouvent leur origine dans l'organisation du travail caractérisée par un ensemble de

¹⁴⁰Robert W. COX, «Gramsci, Hegemony and International Relations...», p. 54.

structures de relations de production interdépendantes. Chacune possède ses relations de pouvoir respectives. Certaines sont plus oppressives, d'autres sont plus équitables. Créatrices de rapports de force, la production contribue également à leur transformation par la création de ressources servant à des formes de pouvoir alternatives¹⁴¹.

La production n'a toutefois aucune préséance historique chez Cox. En effet, les principales structures de production sont, soit créées, encouragées ou soutenues par l'État. En fait, celui-ci consacre une des multiples relations de production qui compose chaque société comme étant la forme dominante, la plus légitime, la forme hégémonique. Il structure également les relations entre les différentes formes coexistantes par rapport à celles qui dominent. La hiérarchie ainsi créée entre ces différents types de relations de production interdépendants constitue ce que Cox appelle une structure d'accumulation. Celle-ci extrait le surplus économique des niveaux subordonnés ou plus faibles de la production pour les allouer aux plus forts. L'explication des mécanismes d'accumulation au sein de ces structures et les crises auxquelles elles doivent faire face délimite la physiologie du pouvoir¹⁴².

¹⁴¹Robert W. COX, Production, Power, and World Order..., p. 5.

¹⁴²Ibid., p. 5-6.

7. Contexte externe de l'État

Pour Cox, l'ensemble des relations de production, des classes et des blocs historiques est lié à l'ordre mondial. L'ordre mondial les affecte directement ou indirectement par l'intermédiaire des États nationaux. Cette conceptualisation de l'ordre mondial nous laisse apprécier la complexité du contexte externe de l'État périphérique. Une complexité telle que du moment quelle suppose une forme mondialisée de l'État et de son action, ses relations inter-étatiques ne peuvent à elles seules expliquer le tout.

A l'époque moderne, il y a d'importantes différences structurelles et qualitatives entre les ordres mondiaux successifs. Les différences qualitatives font référence à la nature et l'incidence des guerres, les façons de résoudre les disputes, la création et la distribution de la richesse et de la pauvreté. Ces éléments sont façonnés par la forme de l'État et de la production. Une fois stabilisées, les structures de l'ordre mondial peuvent inversement léguer un cadre favorisant une certaine forme d'État et de production¹⁴³.

L'hégémonisme ou le non-hégémonisme constitue également la principale caractéristique d'un ordre mondial. L'hégémonisme est établi lorsqu'un État dominant, où l'hégémonie interne a été atteint, crée un ordre idéologique basé sur un large consensus

¹⁴³Robert W. COX, Production, Power, and World Order..., p. 7.

d'assurer la continuation de la suprématie de ou des États dominants et des classes sociales puissantes. Mais en même temps, ces mêmes principes offrent une certaine source de satisfaction aux moins puissants. Ce qui n'empêche qu'en périphérie de l'ordre mondial, là où la dépendance, l'exploitation et l'injustice sont moins faciles à camoufler, l'hégémonisme perd sa capacité consensuelle, mettant ainsi son côté coercitif plus à l'évidence¹⁴⁴.

Dans un ordre hégémonique, la production d'un pays est reliée à l'économie mondiale, à son système de production. Cox parle alors d'internationalisation de la production. Les blocs historiques étayant les différents États sont reliés à travers les intérêts communs, les perspectives idéologiques des classes sociales nationales. Les classes mondiales peuvent aussi prendre forme. Une société mondiale naissante peut même être en formation autour du système inter-étatique. Par conséquent, les États également deviennent internationalisés lorsque leurs mécanismes et politiques sont ajustés aux rythmes de l'ordre mondial.

Ces tendances sont bouleversées lorsque l'ordre est en crise. Historiquement note Cox, les classes sociales et l'organisation de la production ont gravité plus exclusivement autour des États nationaux en période de crise hégémonique. Les États ont fait la promotion et ont protégé les intérêts nationaux des classes

¹⁴⁴ Robert W. COX, Production, Power, and World Order..., p. 150.

sociales et de l'organisation productive¹⁴⁵. Toutefois, comme semble indiquer la montée de la mondialisation en cette période de crise de l'hégémonie pro-américaine, une crise d'hégémonie peut aussi avoir un effet accélérateur sur l'internationalisation.

8. Utilité du cadre coxien

L'objectif de notre cadre conceptuel est de dire que l'État périphérique, son rôle économique, et l'ajustement structurel non seulement interagissent, mais aussi s'interpénètrent. En ce sens que leur forme, leur essence même est inter-reliée. Cette interpénétration, pour être contextualisée, doit également s'effectuer entre ces principaux concepts et leur environnement. Celui-ci doit pouvoir encadrer de façon globale et historique leur forme et action tout en étant lui-même un produit historique. Or, le cadre théorique coxien permet d'inscrire historiquement et de manière interactive le site étatique, sa stratégie économique, et les PAS au sein d'un ensemble structurel qui lui aussi s'avère dynamique. En effet, l'État, ses fonctions, l'économie, et l'ordre mondial chez Cox sont définis de telle sorte que leurs contextes institutionnels, matériels, et idéologiques sont interpénétrables et recouvrent une vaste gamme de réalités dialectiques.

Afin de démontrer l'utilité de ce cadre, il faut d'abord le simplifier pour l'ajuster à la problématique spécifique de cette

¹⁴⁵ Robert W. COX, Production, Power, and World Order..., p. 8.

dissertation (voir figure 4).

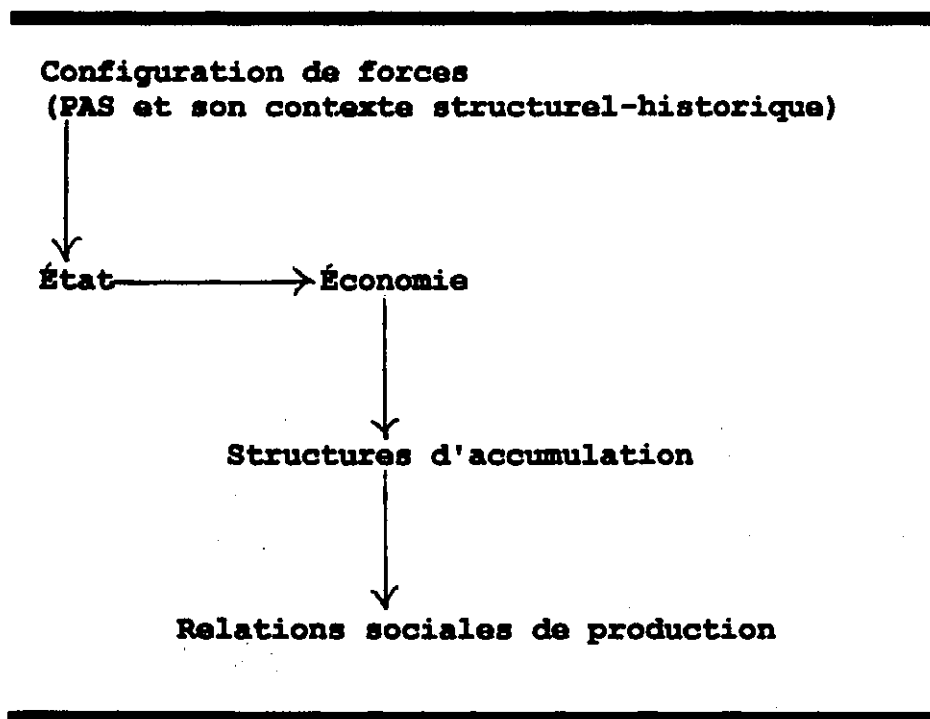


Figure 4

MODÈLE CONTEXTUALISÉ DU RÔLE ÉCONOMIQUE DE L'ÉTAT
PÉRIPHÉRIQUE AFFECTÉ PAR L'AJUSTEMENT STRUCTUREL

Bien que non hégémonique en principe¹⁴⁶, la forme de l'État périphérique, ses fonctions et ses actions s'inscrivent toujours dans le cadre d'une configuration de forces institutionnelles, idéologiques, et matérielles. Les aspects internes (forces productives, ensemble socio-étatique) et externes (ordre mondial) de cette configuration s'interpénètrent de telle sorte qu'une mise en contexte du rôle économique de l'État et de l'ajustement

¹⁴⁶ Seulement en principe, car la méthode de développement conceptuel gramscienne nous enseigne que le bien fondé d'un cadre théorique provient de sa capacité d'expliquer les situations historiques concrètes. Autrement-dit, il faut prendre pour acquis qu'il y a des exceptions à ce postulat.

structurel devient possible. Cette contextualisation s'établit obligatoirement au sein d'un ensemble de structures en mutation dialectique, c'est-à-dire les structures historiques au sein desquelles l'impact des PAS sur l'État se fait sentir. Plus particulièrement, la réflexion élargie portant sur les changements du rôle économique doit porter sur la reconfiguration de la structure d'accumulation et ses conséquences sur la physiologie du pouvoir au sein des relations sociales de production endogènes et exogènes à l'État-nation.

Le contexte historique du rôle économique de l'État périphérique encadre donc sa configuration idéologique, institutionnelle et matérielle. La forme étatique périphérique répond également d'elle-même à cet ensemble de forces historiques. L'interventionnisme étatique en périphérie évolue dans un environnement non hégémonique au niveau national. Les forces sociales découlant du processus productif, leurs luttes et les contradictions qui les animent sont les principaux facteurs internes qui affectent l'action étatique. Les péripéties de l'hégémonisme mondial déterminées par l'évolution structurelle des puissants États, ainsi que par les forces socio-économiques internationales et transnationales, constituent l'entourage externe de l'État périphérique. L'ajustement structurel s'inscrit donc dans les structures historiques de l'ordre mondial et des ordres nationaux.

Les programmes d'ajustement structurel peuvent aussi être conceptualisés en leurs propres termes structurels. En ce qui concerne les forces idéologiques, la promotion du monétarisme en matière de politique économique fait rage. Appuyé matériellement par le rééchelonnement des dettes du tiers monde et l'injection de devises fortes dans des économies nationales en crise de liquidités et d'approvisionnement, l'ajustement structurel trouve son support institutionnel dans des organismes multilatéraux au service des intérêts des puissances industrielles qui les contrôlent.

Le bloc historique mondial, de même que les crises historiques qui l'activent, ainsi que la configuration des forces structurelles nationales renferment les réponses potentielles aux questionnements marginalisés dans le cadre conceptuel de Biersteker. En se modifiant, la logique d'intervention étatique-périphérique s'inscrit dans et participe à une reconfiguration de forces multiples. Mettant en scène des groupes sociaux, des programmes idéo-politiques et des institutions, cette reconfiguration se prête à un questionnement qui vise à identifier ses gagnants et ses perdants relatifs.

La logique explicative fonctionnelle du comment n'est point exclue du questionnement critique élargi que l'appareil théorique de Cox permet. En fait, c'est en se demandant comment le tout se déroule qu'il devient possible de répondre aux autres questions. En effet, les mutations affectant les liens entre l'économie

périphérique et l'État sont observables à travers une reformulation de la structure d'accumulation. Celle-ci met en oeuvre une nouvelle hiérarchisation des relations sociales de production. Or, les mécanismes fonctionnels de cette restructuration mettent en jeu de nouveaux rapports de forces entre classes et modes d'appropriation du surplus économique, d'où la pertinence du pourquoi et pour qui par le comment.

E. Observations sur l'État périphérique après l'ajustement structurel

Nous sommes donc en mesure d'affirmer que le cadre théorique coxien peut offrir les outils conceptuels et méthodologiques nécessaires à une mise en contexte des mutations affectant le rôle économique de l'État périphérique après l'ajustement structurel. Par contre, cela ne répond en rien à notre interrogation élargie qui doit guider cette mise en perspective globo-historique. Pouvoir se demander pour qui, pourquoi, et comment s'effectue un phénomène est important. Pouvoir concrétiser théoriquement ce questionnement est également essentiel. L'intérêt de répondre effectivement à ces questions ne doit pas être oublié. Ceci sert à concrétiser, pour les besoins de notre interprétation du thème, tout l'appareil réflexif présenté depuis le début de ce chapitre, voir depuis le début de la dissertation.

L'exercice de cette section est donc de faire la synthèse des

observations de Cox sur les mutations affectant l'État périphérique, sa forme, son rôle, et l'environnement contextuel dans lequel l'ajustement structurel est confiné. L'objectif est donc d'entreprendre, à l'aide de ces observations, l'esquisse d'une réponse à notre questionnement élargi. Contrairement au deuxième chapitre, l'auteur examiné ne s'attarde pas directement au sujet et donc ne répond pas de lui même à notre problématique. Il s'agit donc d'extrapoler de ses propos une réponse plausible. Le but, il faut le répéter, n'est pas d'arriver à une série d'hypothèses empiriques pouvant faire l'objet d'une vérification. La raison d'être d'une telle entreprise est strictement spéculative et sert plutôt à constater jusqu'où le cadre conceptuel contextualisable chez Cox peut nous amener.

Les observations de Robert W. Cox sur l'État périphérique reflètent sa conception globalisante de l'État. En périphérie d'après guerre, l'instance qui s'avère soutenue de façon cohérente par des forces sociales internes, et qui peut contrôler efficacement les influences externes est désignée par Cox comme l'État néomercantiliste-développementaliste¹⁴⁷. Celui-ci correspond typiquement aux États des nouveaux pays industrialisés d'Amérique Latine dont le développement se fonde principalement sur les marchés nationaux. Il préside une société non hégémonique à l'aide du corporatisme. Ses origines "césariennes" en font une entité

¹⁴⁷ Robert W. COX, Production, Power, and World Order..., p. 230-244.

dont la forme oscille entre l'État-cartel ou le populisme, et l'autoritarisme-bureaucratique dans une quête révolutionnaire passive, c'est-à-dire une émulation d'un modèle de société de consommation importé des États-Unis.

Cet État périphérique et sa stratégie de développement autonome voient leur viabilité sérieusement remise en question depuis la crise de la dette et l'ajustement structurel. Il semble que l'ajustement aux exigences de l'accumulation mondiale sous les auspices d'une démocratisation partielle couplée d'une stratégie de développement extraverti a pris le dessus sur les besoins de développement interne dans la forme, dans les fonctions, et dans le contexte du pouvoir étatique.

Ce contexte chez Cox se définit surtout à l'externe au sein de la crise mondiale de l'accumulation fordiste. L'ajustement structurel en périphérie y apparaît comme la conséquence de l'aboutissement des contradictions du keynésianisme au centre. Cependant, la crise de l'hégémonie néolibérale d'après guerre semble constituer la véritable toile de fond externe de toutes ces manifestations. Les exigences qu'exercent la finance mondiale sur le tiers monde participe à une quête d'un ordre post-hégémonique. Tout l'éclairage du contexte structuro-historique interne des formations périphériques semble toutefois sous-exploité par Cox.

1. L'État néomercantiliste-développementaliste

Ayant pour fonction de favoriser le développement industriel

national dans le cadre d'une économie mondiale néolibérale en croissance, l'État périphérique d'après guerre s'appuie sur une coalition d'élites nationalistes urbaines et sur un corporatisme visant à coopter une partie stratégique du Prolétariat.

a) fonctions étatiques et paramètres

L'État néomercantiliste-développementaliste a d'abord pour but le développement économique national par l'industrialisation introvertie ou substitutive aux importations. Le néomercantilisme de l'État périphérique à l'époque de l'internationalisme libéral s'actualise, selon Cox, par une volonté de contrôler les instruments qui peuvent servir à façonner l'économie nationale (*id est*, l'accès interne au capital étranger, l'appropriation des surplus générés par l'activité économique, la direction et l'ampleur de l'investissement, la nature de la production et des producteurs)¹⁴⁸. Le développementalisme étatique caractérise, pour sa part, le désir d'utiliser ces instruments afin d'obtenir une croissance économique nationale soutenue et des changements structurels qui puissent transformer la dépendance classique en un développement dépendant¹⁴⁹.

Le rôle économique de l'État périphérique capitaliste n'est pas sans limites. Les options développementalistes de cet État non

¹⁴⁸ Robert W. COX, Production, Power, and World Order..., p. 231-232.

¹⁴⁹ Ibid., p. 232.

socialiste ne peuvent rentrer fondamentalement en contradiction avec l'ordre mondial hégémonique néolibéral américain qui prévaut alors. Le développement introverti reste dépendant vis-à-vis le monde externe, notamment par un besoin en crédits internationaux, en investissements, en technologies et en débouchés pour les exportations primaires. L'accumulation mercantiliste périphérique est liée à l'accumulation mondiale par l'intermédiaire du rapatriement des profits sur l'investissement étranger, par le service de la dette, et par le paiement des intrants servant à l'industrialisation nationale. Au risque de subir des conséquences négatives pouvant compromettre leur industrialisation, croissance économique ou même stabilité politique, la fonction étatique en économie périphérique doit s'inscrire dans et non pas contre l'internationalisation de la production et de l'État¹⁵⁰.

Il existe néanmoins bel et bien une marge de manoeuvre pour l'action étatique au Sud, qui est d'ailleurs "surexploitée" à plusieurs reprises. Au sortir du colonialisme, à l'époque des "grands frères" soviétiques et chinois, au moment où l'OPEP brille, nombreux sont les pays sous-développés qui osent agir à l'encontre de l'ordre établi, à leurs risques et périls d'ailleurs. Le tiers monde est effectivement la scène de révoltes, d'affronts, de défiances ouvertes et actives contre la *Pax Americana*¹⁵¹. Ceux-ci

¹⁵⁰ Robert W. COX, Production, Power, and World Order..., p. 249, 261, 265.

¹⁵¹ Ibid., p.266-267.

prennent forme à travers des mouvements contre-hégémoniques s'appuyant, entre autres, sur des forces sociales périphériques¹⁵².

b) configuration des forces internes et corporatisme d'État

Certes, toute hégémonie perd de sa force au fur et à mesure qu'elle s'éloigne de son centre¹⁵³. À sa périphérie, elle s'avère plus vulnérable. Elle doit recourir davantage à la coercition pour se faire respecter. Ainsi, elle révèle ses contradictions et les luttes sociales qui les accompagnent davantage qu'à son centre. Mais, ce postulat gramscien que Cox applique à l'ordre mondial d'après guerre est aussi utile pour interpréter le mode des relations sociales et la configuration des forces internes de l'État périphérique. C'est sur eux que l'État néomercantiliste-développementaliste s'appuie pour consolider sa forme et exercer ses fonctions économiques, notamment. En effet, bien que participant à l'hégémonisme mondial, l'État néomercantiliste-développementaliste et les élites des sociétés périphériques s'inscrivent dans une forme de césarisme qui se substitue à l'absence d'hégémonie sociale interne¹⁵⁴.

Le manque d'autonomie des individus et des organisations sociales périphériques, dû aux conditions sociales de

¹⁵² Comme il en sera question plus loin, ces dépassements peuvent nous faire réfléchir sur les motifs politiques de l'imposition de l'ajustement structurel dans un tiers monde qui refusait de rentrer dans les rangs de l'hégémonie américaine de plus en plus en difficulté.

¹⁵³ Robert W. COX, Production, Power, and World Order..., p. 150.

¹⁵⁴ Ibid., p. 266.

l'urbanisation et de l'industrialisation tardive, permet à l'État d'essayer d'incorporer dans sa sphère, sous son influence ou son contrôle, les éléments sociaux nationaux¹⁵⁵. Cette incorporation s'effectue, d'une part, par la mobilisation étatique de travailleurs industriels et de populations rurales désorganisées qui peuvent servir d'une base d'appui populaire, ou, d'autre part, par leur démobilisation lorsqu'ils sont déjà constitués en forces potentiellement déstabilisatrices pour l'ordre établi. Ce corporatisme d'État en périphérie s'avère structurellement favorisé par le dualisme qui caractérise l'organisation de la production industrielle nationale. Héritage de la pénétration du capital étranger, cette économie à deux vitesses engendre un corporatisme d'entreprise dans son secteur dynamique que l'État s'empresse de coopter. Les pratiques du Bureau international du travail contribuent à cette réappropriation du corporatisme au profit des objectifs de l'État en faisant la promotion de la légalisation des relations de travail¹⁵⁶.

Pour comprendre davantage les motifs du corporatisme d'État en périphérie, il faut savoir que l'État y constitue la seule base pouvant être à l'origine d'un projet de développement national autonome¹⁵⁷. Certes, le pouvoir politique s'appuie sur un ensemble

¹⁵⁵ Robert W. COX, Production, Power, and World Order..., p. 233.

¹⁵⁶ Ibid., p. 234.

¹⁵⁷ Ibid., p. 236.

de groupes sociaux ayant le potentiel de former une coalition nationaliste. Ceux-ci réagissent à l'impact de la pénétration étrangère économique et à l'intégration graduelle de leur pays à l'économie capitaliste mondiale. Ils réagissent en exigeant une plus grande part du surplus qui découle des deux phénomènes transnationaux¹⁵⁸. Composée d'un ensemble hétéroclite, regroupant les bureaucrates, les militaires haut gradés, le clergé, les cols blancs des multinationales étrangères, et la communauté d'affaire nationale, cette "bourgeoisie" urbaine constitue la classe pouvant mobiliser le plus de forces politiques au sein de la coalition nationaliste. Cependant, elle n'est pas hégémonique et dépend du pouvoir étatique, et de sa classe bureaucratique. Ce pouvoir, de son côté, a besoin de l'appui de cette coalition et des groupes d'ouvriers urbains adhérents aux notions de relations de travail calquées sur celles du centre. Le corporatisme d'État a donc pour but de consolider l'influence des gestionnaires étatiques sur ce dernier groupe afin de contrôler les syndicats, de limiter les conflits, et de négocier avec le capital étranger à partir d'une position de force¹⁵⁹.

¹⁵⁸ Robert W. COX, Production, Power, and World Order..., p. 235.

¹⁵⁹ Ibid., p. 236.

2. Changements structurels de l'État périphérique

Avant d'arriver aux mutations qui font l'objet de cette dissertation, l'État néomercantiliste-développementaliste connaît deux phases qui sont analogues à une transition de l'État-cartel ou du populisme à l'État autoritaire¹⁶⁰. L'analyse gramscienne du césarisme s'applique aux deux, de dire Cox¹⁶¹. L'État-cartel qui correspond au populisme périphérique est caractérisé par le césarisme sans césar (*id est*, assemblage de factions au sein d'un État, chacune cherchant à influencer et à contrôler les instruments du pouvoir étatique, chacune cultivant des relations avec des clientèles étatiques et civiles). L'État autoritaire qui prend forme en périphérie avec l'avènement des régimes militaro-bureaucratiques¹⁶² a la propriété d'un césarisme avec césar, soit sous forme progressiste-transformatrice ou répressive-réactionnaire (*id est*, État médiateur et arbitre entre les groupes sociaux tentant d'étouffer et non pas de résoudre les conflits et contradictions socio-économiques engendrés par l'importation passive des idées et techniques du processus de développement qui ne font point consensus).

L'échec du populisme et son remplacement temporaire par un régime plus autoritaire, avant que celui-ci voit également sa

¹⁶⁰ Robert W. COX, Production, Power, and World Order..., p. 237.

¹⁶¹ Ibid., p. 237-238.

¹⁶² Voir William L. CANAK, «The Peripheral State Debate: State Capitalism and Bureaucratic Authoritarian Regimes in Latin America», Latin American Research Review, 19(1), 1984, p. 3-39.

viabilité remise en question, reflète la chronologie des mutations affectant la forme et les fonctions de l'État néomercantiliste-développementaliste. Cette chronologie traduit l'impasse du césarisme s'imposant au non-hégémonisme de la périphérie. *«Caesarism produces order, but it freezes conflict without resolving the issue between the antagonistic social forces.»*¹⁶³ Toutefois, malgré la présence d'un début de réflexion sur une nouvelle forme démocratique-retranchée que pourrait revêtir l'État périphérique, le résultat de la dialectique historique affectant le néomercantilisme-développementalisme n'offre que des contours vagues chez Cox.

a) crise du populisme

Au sortir de la deuxième guerre mondiale, jusqu'aux années soixante, le populisme incarne le développement néomercantiliste. Ce type de régime fonde sa légitimité sur, d'une part, l'apport en bénéfices économiques aux groupes sociaux influents (*id est*, classes moyennes urbaines, forces armées, travailleurs incorporés), et, d'autre part, la remise de dividendes au capital étranger et domestique¹⁶⁴. Industrialisation par substitution aux importations, sécurité d'emploi dans les secteurs corporatistes, subventions à la consommation de biens et services essentiels en milieux urbains,

¹⁶³ Robert W. COX, Production, Power, and World Order..., p. 192.

¹⁶⁴ Ibid., p. 236.

tels sont les bénéfices d'un développement financé par l'exportation primaire, le crédit et l'investissement étranger¹⁶⁵. En raison de la fragilité caractérisant la mobilisation politique interne en sa faveur, d'une dépendance externe vis-à-vis l'économie mondiale qui le finance, et des échecs subis par les tentatives de moderniser l'économie rurale, le populisme enregistre un déclin à partir du début de la décennie soixante¹⁶⁶.

Au prise avec les failles du développement industriel introverti et le radicalisme montant d'un populisme acculé à la faillite, l'État néomercantiliste-développementaliste prend un virage autoritaire. Les régimes militaro-bureaucratiques établissent leur légitimité sur le maintien de l'ordre et de la paix civile au sein des populations urbaines. Celles-ci sont d'ailleurs en explosion à cause de l'exode rural et de l'absorption insuffisante du surplus de main-d'oeuvre¹⁶⁷.

La stratégie de substitution aux importations perd alors progressivement son importance vis-à-vis la promotion, et même dans certains cas la substitution, aux exportations¹⁶⁸. Une nouvelle configuration de forces se forme entre le capital étranger, la

¹⁶⁵ Robert W. COX, Production, Power, and World Order..., p. 236-237.

¹⁶⁶ Ibid., p. 237-239.

¹⁶⁷ Ibid., p. 237.

¹⁶⁸ A ce titre, les théories résolutive en "politique comparée" qui se penchent sur cette question pullulent. Celles-ci tentent d'expliquer, d'une part, qu'est-ce qui fait que l'Amérique Latine n'a pas suivi la même "voie" que l'Asie de l'Est, alors qu'ils faisaient face tous les deux à la faillite de l'intériorisation, et, d'autre part, qui a suivi "la bonne" stratégie (voir Gary GEREFFI et Donald L. WYMAN (sous la dir. de), Manufacturing Miracles -- Paths of Industrialization in Latin America and East Asia, Princeton, Princeton University Press, 1990). Ces questions sont toutefois peu propices à la réflexion critique et globale.

bourgeoisie nationale et l'État. L'État périphérique devient plus autonome, plus autoritaire, mais aussi plus dépendant des relations avec l'économie mondiale en offrant plus de garanties, de sécurités au capital étranger. Toutefois, la tendance néomercantiliste d'un développement se voulant d'abord national n'est toujours point abandonnée. Ce tournant autoritaire permet simplement à l'État de présider plus efficacement à l'enlèvement des obstacles se trouvant sur le chemin de l'accumulation capitaliste.

Military-bureaucratic states expanded the state sectors of national economies; they bargained with multinational corporations and persuaded them to undertake more innovative and developmental activities in the country; they channelled foreign borrowing from transnational private banks into national (public and private) investment projects; and they facilitated the displacement of traditional agriculture, both intensive small-holder farming and wasteful extensive latifundia farming, by indigenous green-revolution commercial farming and foreign-controlled agribusiness¹⁶⁹.

b) crise de l'autoritarisme bureaucratique

Malgré son dynamisme, cette forme étatique n'a rien d'inévitable et de permanente. Stimulé par l'augmentation de l'offre du crédit international et la délocalisation industrielle du centre, le développement dépendant sous l'égide des régimes militaro-bureaucratiques connaît ses succès durant les années soixante-dix. Les taux de croissance du Mexique, du Brésil, de Taïwan et de la Corée du Sud sont là pour en témoigner. Toutefois,

¹⁶⁹ Robert W. COX, Production, Power, and World Order..., p. 239.

ce développement génère des tensions sociales dans certains pays¹⁷⁰. Il accélère, dans la plupart des cas, la paupérisation et la concentration des revenus. La différence entre les taux de profit favorisant les firmes liées à l'économie mondiale au détriment des entreprises liées au marché interne augmente également. La force de travail intégrée au marché de l'emploi non incorporé (donc précaire) ou en chômage voit ses rangs grossir au même moment où son niveau de protection, de sécurité, et de rémunération baisse relativement à la classe ouvrière incorporée. La commercialisation de l'agriculture attise cette tendance explosive en favorisant la concentration de la propriété foncière rurale, en réduisant la demande de main-d'oeuvre à la campagne, et ainsi en encourageant l'exode vers le marché de l'emploi urbain non incorporé. L'inflation galopante de cette phase expansionniste contribue également à attiser les tensions entre, d'une part, les groupes privilégiés et incorporés qui peuvent, bien qu'avec de plus en plus de peine, suivre les exigences d'un coût de la vie en ascension, et, d'autre part, la foule grandissante d'exclus qui fait face à des difficultés de loin supérieures.

Lorsque le crédit international se resserre, la crise de la dette et les exigences de l'ajustement structurel rentrent petit à petit en scène durant les années quatre-vingt. Au prise avec une crise de sa balance des paiements, l'État périphérique demande

¹⁷⁰ Robert W. COX, Production, Power, and World Order... p. 240.

alors des sacrifices à sa population qui exacerbent les contradictions déjà en place; à tel point que la viabilité du régime et de sa base historique prévalant à l'époque se voient, à nouveau, remises en cause¹⁷¹.

c) avènement de la démocratie retranchée dans une périphérie extravertie

Cette remise en cause engendre plusieurs possibilités quant aux orientations futures des régimes périphériques. Cox en nomme trois, bien qu'une quatrième, plus probable, soit aussi discernable dans son oeuvre. L'État périphérique peut d'abord s'enfoncer davantage dans l'autoritarisme¹⁷². Il peut également suivre une voie populiste révolutionnaire par rapport à l'ordre mondial. Celle-ci lui permettrait de poursuivre une stratégie de développement autocentré privilégiant les besoins humains nationaux¹⁷³. Ou encore, il est possible que l'autoritarisme bureaucratique revienne à une forme d'État-cartel, sous les auspices d'un gouvernement civil¹⁷⁴. Dans *Production, Power, and World Order*, l'auteur hésite à se prononcer sur les probabilités de succès qu'offre chaque option, tant sont nombreuses les contradictions qui les animent et les contraintes qu'elles doivent

¹⁷¹ Robert W. COX, Production, Power, and World Order..., p. 241.

¹⁷² Ibid., p. 241.

¹⁷³ Ibid., p. 241-243.

¹⁷⁴ Ibid., p. 243-244.

affronter¹⁷⁵. Dans ses écrits ultérieurs, toutefois, Cox semble privilégier un amalgame de la première et troisième option. Celle-ci constitue la démocratie limitée ou retranchée du capitalisme périphérique libéral¹⁷⁶.

Le régime démocratique retranché s'avère le produit d'un compromis entre les deux formes de césarisme dont il a été question auparavant (*id est*, l'État-cartel et l'État autoritaire). C'est que l'accroissement de la répression pour mettre au pas le mécontentement social engendré par la crise du développement néomercantiliste ne suffit pas à contenter les classes privilégiées et leurs alliés. Le développement dépendant doit également donner l'impression qu'il fonctionne matériellement pour qu'un régime s'y appuie. Obtenant en stabilité politique, légitimité nationale et appuis internationaux ce qu'il perd en capacité répressive et directive, l'État périphérique autoritaire peut se convertir au régime électoral¹⁷⁷. Toutefois, il est aussi nécessaire d'éviter la corruption, l'incohérence des politiques économiques, et les luttes internes de l'État-cartel (qui soit-dit en passant ne peut offrir un exemple d'efficacité dans la gestion de la crise de la dette compte tenu son populisme)¹⁷⁸. Par conséquent, la démocratisation

¹⁷⁵ Robert W. COX, Production, Power, and World Order..., p. 307-308.

¹⁷⁶ Robert W. COX, «Global Perestroika», dans Socialist Register 1992, sous la dir. de Ralph MILLWARD et Leo PANITCH, London, The Merlin Press, 1992, p. 33.

¹⁷⁷ Robert W. COX, «Global Perestroika», p. 31.

¹⁷⁸ Voir Graciela DUCATZENZELER, Philippe FAUCHER et Julián CASTRO REA, «Amérique Latine : les échecs du libéral-populisme», Canadian Journal of Development Studies, 24(2), 1993, p. 175-195.

doit s'assurer d'un degré d'isolement face aux pressions populaires dans l'application de l'ajustement structurel. Les aspects stratégiques de la gestion économique doivent être "protégés" de la "politique"¹⁷⁹. C'est ainsi qu'autoritarisme en matière de politique économique, et démocratie en matière de légitimité politique deviennent interdépendants.

Face à une crise dans sa balance des paiements et un manque de liquidité, la nouvelle forme d'État périphérique adopte-t-elle une stratégie de développement qui fait rupture avec la tradition néomercantiliste décrite précédemment? Autrement-dit, quel sont les changements dans l'orientation de la fonction étatique en périphérie capitaliste? Bien qu'il soit peu locasse à ce sujet, l'évolution de la pensée de Cox, de même que son cadre théorique, nous laisse penser que, pour la plupart, les pays du tiers monde sont obligés, par la finance internationale et leurs PAS, d'adopter des politiques internes conçues pour ouvrir leurs économies nationales aux forces extérieures de l'économie mondiale¹⁸⁰. Dans

¹⁷⁹ Robert W. COX, «Global Perestroika», p. 31-33.

¹⁸⁰ Dans *Production, Power, and World Order*, la voie à suivre par l'État périphérique, à partir du début des années quatre-vingt, semble être tracée par les circonstances : «...retaining and expanding foreign markets, maintaining a flow of foreign credit, and continuing the growth of export industries» (Robert W. COX, *Production, Power, and World Order...*, p. 241). Il existe deux véhicules pour emprunter cette voie : l'hyperlibéralisme ou le capitalisme d'État (*Ibid.*, p. 285-298). Sous l'hyperlibéralisme, l'État s'engage à ajuster ses politiques aux exigences de la globalisation (id est, libre mouvement des capitaux, compétitivité internationale des entreprises en vol national, flexibilité dans la gestion de la main-d'œuvre). Le capitalisme d'État, de son côté, voit l'État comme partenaire du capital national engagé dans la lutte concurrentielle de l'économie mondiale, mais sans abandonner son rôle social vis-à-vis les laissés pour compte de la globalisation. Bien que certains pays du tiers monde (ex. Corée du Sud et Brésil) semblent être mieux équipés pour le capitalisme d'État, compte tenu de l'engagement historique important de leur gouvernement en matière économique, la vaste majorité doit emprunter l'hyperlibéralisme en raison de l'ampleur des pressions externes provenant de la crise de la dette. D'ailleurs, après plus d'une décennie d'ajustement structurel, il semble qu'à l'exception de quelques cas est-asiatiques, l'ensemble du tiers monde s'engage fermement dans l'option hyperlibéraliste. En effet, dans *Structural Issues of Global Governance* écrit en 1993, Cox ne prend plus pour exemple des pays sous-développés comme formations sociales ayant le potentiel d'un capitalisme d'État (Robert W. COX «Structural Issues of Global Governance: Implications for Europe», dans Gramsci, *Historical Materialism...*, p. 270). Malheureusement, compte tenu la structure d'accumulation et le mode de relations sociales de production caractéristiques des pays du centre dans lesquels l'hyperlibéralisme s'inscrit (ex. États-Unis et Royaume Uni), Cox n'applique pas cette stratégie aux formations sociales périphériques. L'auteur

ce contexte, l'ajustement structurel a pour effets de hausser le prix des produits de première nécessité, d'augmenter le chômage et la précarité des plus démunis, d'où la nécessité d'un autoritarisme démocratique pour maintenir le cap sur l'ajustement aux pressions externes¹⁸¹.

L'équilibre théorique entre les priorités d'un développement national et les exigences de la dépendance externe maintenu en principe par l'État néomercantiliste-développementaliste semble donc être abandonné au profit d'une tendance franchement extravertie. L'ampleur de cette transition et de ses impacts sur les fonctions étatiques sont évidemment proportionnels au degré d'introversion d'avant la crise de l'endettement. Toutefois, à part ces quelques observations, ici s'arrête l'éclairage théorique coxien sur le contexte interne des mutations dans le rôle étatique en périphérie.

3. Contexte externe de l'État périphérique : Pax Americana

De 1946 à 1967 approximativement, l'État périphérique se situe dans un contexte hégémonique en formation. Cox l'appelle la *Pax Americana*, car elle est établie sous le leadership et pour le bénéfice de la puissance américaine et de ses partenaires

nous laisse ainsi peu d'observations concrètes sur les changements dans le rôle économique de l'État périphérique.

¹⁸¹ Robert W. COX, «Dialectique de l'économie-monde en fin de siècle», Revue Études Internationales, 21(4), Décembre 1990, p. 697.

privilégiés¹⁸². L'institution du Plan Marshall, la construction de l'ordre multilatéral de Bretton Woods (BIRD, FMI, GATT), l'intégration des pays d'Europe de l'Ouest, la coopération entre puissances industrielles (OCDE), l'expansion mondiale du capital et de la structure d'accumulation fordiste, de même que de l'influence militaire américaine (OTAN, NORAD), tous contribuent à ce projet hégémonique¹⁸³.

Ce projet vise, notamment, à créer un environnement économique mondial non discriminatoire, où le rôle protecteur de l'État vis-à-vis sa société nationale est balisé par les exigences de l'accumulation mondiale et les intérêts géostratégiques américains¹⁸⁴. Contraintes, menaces, représailles, mais surtout incitatifs et bénéfiques, sont les outils de promotion de cette hégémonie.

Autrement-dit, ce système cherche un compromis entre les exigences de l'économie libérale internationale et les responsabilités domestiques de l'État¹⁸⁵. Celui-ci doit répondre à des engagements multilatéraux sous formes de libéralisation de ses échanges, de convertibilité et de stabilité de sa devise. Toutefois, l'État peut utiliser les moyens qu'il juge appropriés pour promouvoir son économie nationale et protéger le bien-être de

¹⁸²Robert W. COX, Production, Power, and World Order..., p. 211-212.

¹⁸³Ibid., p. 214-216.

¹⁸⁴Ibid., p. 215.

¹⁸⁵Robert W. COX, «Global Perestroika», p. 27.

sa population face aux menaces de l'environnement externe.

Il va sans dire que ce compromis révèle ses contradictions et s'avère transgressé à plusieurs reprises par le néomercantilisme-développementalisme. Ces transgressions sont toutefois anti-libérales et vont dans le sens d'une plus grande autonomie pour les pays sous-développés.

La crise de cet ordre hégémonique semble bouleverser cet état de chose au profit de son abolition. Dans ce contexte, la vague de l'ajustement structurel qui s'abat sur la périphérie constitue le culminement des conséquences de l'impasse de la structure d'accumulation fordiste au centre de l'économie mondiale.

a) crise de l'hégémonie

Montrant des signes de faiblesse dès 1968 qui vont en s'accroissant au centre après 1973 pour enfin culminer en périphérie avec la crise de la dette en 1982, l'impasse de l'ordre hégémonique se manifeste surtout par une inflation galopante et une croissance incontrôlable des dettes publiques¹⁸⁶. Bien que trouvant sa source à différents endroits dans la division internationale du travail, cette crise est véritablement mondiale. Au centre, ces manifestations se concrétisent par une crise de la fiscalité comme symptôme de la faillite du consensus fordiste-keynesien : productivité = profit = salaire = croissance de la demande =

¹⁸⁶ Robert W. COX, Production, Power, and World Order..., p. 275.

investissement = plein emploi = État providence¹⁸⁷. En périphérie, les indices de la crise prennent forme dans des balances de paiements de plus en plus déficitaires¹⁸⁸.

Ce phénomène devient intolérable pour l'accumulation mondiale lorsque l'offre internationale de crédit et les cours mondiaux des matières premières s'effondrent au début de la décennie quatre-vingt. L'État périphérique est entraîné alors dans cet effondrement, car, fidèle au césarisme, ses recettes avaient contribué à geler plutôt qu'à résoudre les contradictions et l'absence de consensus qui caractérisaient sa configuration structurelle-historique interne non hégémonique.

Au niveau mondial, les déficits accumulés dans la balance des paiements des États-Unis (produit de l'incapacité d'assumer à l'interne les coûts de son hégémonisme externe, et du statut privilégié du dollar) internationalisent ce qui aurait pu être une série d'inflations nationales autonomes¹⁸⁹. Les passifs américains, deviennent ainsi les passifs du monde entier. La montée des prix des matières premières, la croissance libre du marché des eurodollars, et le mécanisme des taux de change flexibles effectuent cette mondialisation inflationniste.

¹⁸⁷ Robert W. COX, Production, Power, and World Order..., p. 275-276.

¹⁸⁸ Ibid., p. 276-277.

¹⁸⁹ Ibid., p. 277-278.

b) réévaluation globale du rôle étatique au niveau mondial

L'étendue de la crise de l'hégémonie est perceptible du moment où on commence à réévaluer mondialement les priorités économiques et les fondements du rôle de l'État dans l'économie capitaliste. Cette réévaluation a pour effet de remplacer les objectifs de la croissance et du plein emploi par ceux de l'inflation zéro, de l'encouragement à l'investissement, et de l'augmentation des marges de profit¹⁹⁰. Contrôle serré de la masse monétaire, restrictions dans les dépenses publiques, abaissement de l'augmentation du salaire réel, gestion prolongée du chômage et du sous-emploi structurel, telles sont les nouvelles méthodes préconisées. Ce revirement met ainsi l'accent sur le rôle étatique de support indirect et détaché à l'accumulation au détriment de son rôle de légitimation sociale, de redistribution, et de protection qui l'accompagnait auparavant¹⁹¹.

Cette redéfinition prend part à l'écroulement du bloc historique néolibéral dans les pays développés. Elle s'inscrit dans le cadre d'une crise de l'investissement engendrée par une baisse des profits des firmes actives sur la scène mondiale, une crise aggravée par la présence de plus en plus envahissante de l'État endetté sur les marchés du crédit¹⁹². Cette désintégration

¹⁹⁰Robert W. COX, Production, Power, and World Order..., p. 279.

¹⁹¹Ibid., p. 281-282.

¹⁹²Ibid., p. 279-281.

est également encouragée par un effort collectif de révision idéologique mené par diverses agences officielles et officieuses de l'ordre mondial (ex. Commission trilatérale, les conférences de Bilderberg, le Club de Rome, l'OCDE, etc...) ¹⁹³.

Bien que ses conséquences sur le rôle étatique au tiers monde se ressemblent, les facteurs explicatifs et la mécanique de la remise en question du *modus vivendi* néolibéral au centre ne s'appliquent toutefois pas complètement à la périphérie. À ce titre, le silence de Cox sur la situation périphérique dans l'ordre mondial suit de près sa contextualisation interne. Toutefois, la substance ou la signification de cette réévaluation au centre précède le rejet du développement néomercantiliste et lui est lié. En effet, elle entraîne les modifications des politiques monétaires des puissances industrielles qui, tout en s'inspirant de celles-ci, préparent l'avènement de l'ajustement structurel en périphérie ¹⁹⁴. C'est pour cette raison que la discussion du déclin hégémonique au centre de l'ordre mondial garde toute sa pertinence. Après tout, n'est-il pas question ici de l'impact du contexte historique externe?

Selon le cadre théorique de Cox, les mutations dans la forme de l'État sont tributaires des changements affectant la structure

¹⁹³ Robert W. COX, Production, Power, and World Order..., p. 282.

¹⁹⁴ Malgré le fait que Cox ne s'attarde pas à une étude de l'effondrement des structures historiques internes néomercantilistes, on voit ici comment son analyse du phénomène au centre sert d'indice quant à la nature de son avènement périphérique.

de l'ordre mondial. Au tournant de la décennie soixante-dix, les modifications structurelles de l'économie politique mondiale¹⁹⁵ ont pour conséquence de rendre l'environnement externe de l'État plus incertain, plus compétitif, moins pardonnable pour ceux qui tentent de s'exclure de sa logique. Fortement encouragée par les réseaux financiers transnationaux servant de facteur coercitif dans un monde en crise d'hégémonie, la forme étatique doit réagir à ce contexte en adoptant une attitude uniforme de survie, une attitude offensive (et non défensive) d'ouverture de son économie nationale¹⁹⁶. Évidemment, ce pronostique s'applique aussi à l'État périphérique.

La forme de l'État doit également s'ajuster aux transformations de la structure sociale d'accumulation. Parmi les pays développés, les mutations de cette structure se résument à l'abandon progressif du fordisme comme forme dominante d'organisation de la production et l'avènement du post-fordisme. Périphérisation et segmentation de la force de travail, flexibilité et décentralisation de l'appareil productif sont les mots clés de cette restructuration¹⁹⁷.

¹⁹⁵ Cox résume celles-ci à trois : "... (1) a virtual abandonment of the central regulatory functions of the world economy entrusted under the Pax Americana to the institutions of global hegemony [virtual abandonment, car après avoir été négligés pendant la vague des pétrodollars, le FMI et la BM reprirent de l'autorité tout en restant soumis aux rapports entre puissances industrielles et banques multinationales], accompanied by a weakening of central authority and increasing reliance by states and corporations on their political-economic bargaining power; (2) (...) relative loss of control by the superpowers outside their homelands and loss of credibility in their leadership and confidence in their sense of priorities (...); (3) a heightening of competitive pressures, (in) (...) world markets for raw materials, capital equipment, and manufactured goods, which tends to encourage an emulative uniformity in the way problems are confronted and solved rather than withdrawal into isolated spheres within which distinctive solutions can be attempted" (Robert W. COX, *Production, Power, and World Order*..., p. 298).

¹⁹⁶ *Ibid.*, p. 298-308.

¹⁹⁷ *Ibid.*, p. 318-343.

Au tiers monde, ces changements sont moins évidents pour Cox qui ne s'y attarde que très peu. L'auteur estime bien que le centre et la périphérie désignent des réalités de moins en moins géographiques, des échelles de grandeur, ou des types de production. Il s'agit plutôt de concepts servant davantage à caractériser des positions dans les relations sociales de production, selon qu'elles soient avantageuses ou non pour les travailleurs, et selon qu'elles mettent en oeuvre ou non une haute intensité technologique et une complexité du processus productif¹⁹⁸. Toutefois, Cox omet d'en tirer toutes les conclusions en ce qui a trait à la structure d'accumulation des formations géographiques en périphérie. S'inspirant du livre, *The New International Division of Labour*, de Folker Fröbel, Jürgen Heinrichs et Otto Kreye, l'auteur affirme simplement que le fordisme est évacué du centre pour s'installer en périphérie, cohabitant ainsi avec des méthodes plus archaïques de production. Alors que ce transfert s'effectue surtout vers l'industrie des services de base gamme dans les pays développés, le fordisme s'installe au sein du tiers monde dans les secteurs de la production à technologie standardisée de biens de consommation courants pour l'exportation ou pour les marchés locaux.

Le fordisme se voit ainsi introduit par révolution passive au

¹⁹⁸ Robert W. COX, Production, Power, and World Order..., p. 328.

sein des structures du corporatisme d'État périphérique¹⁹⁹. On voit mal toutefois comment l'analyse gramscienne de l'introduction hégémonique du fordisme centriste reste pertinente dans le contexte actuel des pays sous-développés au prise avec les coûts sociaux de l'ajustement structurel. L'auteur ne nous laisse d'autre alternative que de chercher ailleurs pour éclairer cette question tant son aperçu des mutations de la structure d'accumulation fordiste néglige la réalité de l'État périphérique.

c) intensification de l'internationalisation de l'État

Entre temps, cependant, fort est à constater l'ampleur des résultats des changements structurels internes et externes présentés jusqu'à présent. Cox les résume en invoquant le phénomène de la globalisation. Celle-ci accélère l'internationalisation de la production et l'internationalisation de l'État. Ces processus sont présents au sortir de la deuxième guerre mondiale, mais ils s'avèrent à la fois encouragés et restreints par le compromis de l'ordre hégémonique américain, ce qui n'est plus le cas.

The crisis of [the] post-war order can be traced to the years 1968-75. During this period, the balanced compromise of Bretton Woods shifted towards subordination of domestic economies to the perceived exigencies of a global economy. States willy nilly became more effectively accountable to a nébuleuse personified as the

¹⁹⁹ Robert W. COX, Production, Power, and World Order, p. 345.

*global economy...*²⁰⁰

La crise hégémonique augmente l'étendue et la profondeur de l'économie mondiale, celle-ci prenant progressivement la place de l'économie internationale "classique" caractérisée par les échanges inter-étatiques. Cox désigne l'économie mondiale ou globale sous forme productive et financière.

*The two principal aspects of globalization are (1) global organizations of production (complex transnational networks of production which source the various components of the product in places offering the most advantage on costs, markets, taxes, and access to suitable labor, and also the advantages of political security and predictability; and (2) global finance (a very largely unregulated system of transactions in money, credit, and equities)*²⁰¹.

Eu égard à l'absence de contraintes qui caractérisent les marchés financiers et la rapidité de même que l'étendue illimitée avec laquelle ils effectuent leurs opérations (surtout depuis l'abandon des parités fixes, la vague de déréglementation touchant les institutions bancaires et les progrès de l'informatique), l'instabilité financière contredit les besoins de stabilité de la production globale. Dépourvue de structures politiques mondiales pouvant mettre un frein à cette instabilité, l'accumulation globale se contente d'un processus de formation consensuel au sein des

²⁰⁰ Robert W. COX, «Global Perestroika», p. 27.

²⁰¹ Robert W. COX, «Structural Issues of Global Governance...», p. 259-260.

gestionnaires du nouvel ordre en crise d'hégémonie²⁰². Cette "nébuleuse" représentée par des organisations (BM, FMI, OCDE, la Banque des règlements internationaux) et des forums ou simplement des rencontres multilatérales (G7, Club de Paris, Commission Trilatérale) fait la promotion d'une idéologie au service de la mondialisation. En pénétrant les sphères de pouvoir au sein des gouvernements nationaux et des firmes transnationales, elle vise à favoriser un discours commun, une perspective uniforme des problèmes et de leurs solutions. Cette perspective encourage l'accumulation mondiale et les réseaux transnationaux qui lient la formulation des politiques nationales.

L'impact de ces tendances a pour effet de transformer l'État, d'une agence protectrice et promotrice du développement, en courroie de transmission des exigences de l'économie mondiale²⁰³. Ce pronostic s'applique particulièrement aux nouveaux pays industrialisés au prise avec un endettement endémique. Faible face à l'extérieur, l'État périphérique doit toutefois demeurer suffisamment puissant pour imposer les mesures punitives de l'ajustement structurel, d'où la nécessité de la démocratie limitée. Le pouvoir au sein de l'État passe des agences chargées de la clientèle politique internes (ex. ministères de l'industrie, ministères de la main-d'oeuvre), aux agences en osmose avec

²⁰²Robert W. COX, «Global Perestroika», p. 30.

²⁰³Ibid., p. 30-31.

l'économie globale (ex. cabinets du premier ministre, administrations présidentielles, ministères des finances, banques centrales).

4. Synthèse préliminaire

Afin de faire la synthèse des observations de Cox s'appliquant à l'État périphérique, son rôle, et l'ajustement structurel, il suffit de reprendre son cadre théorique et de l'appliquer à cette problématique. Autrement-dit, il faut s'attarder aux changements dans la forme de l'État périphérique, aux développements de la configuration interne et externe des forces historiques-structurelles (*id est*, institutionnelles, matérielles, idéologiques), et à la place de l'ajustement structurel dans cet appareil interprétatif.

Biersteker donne un aperçu du changement dans le rôle de l'État périphérique provoqué par l'ajustement structurel. Il démontre logiquement la modification dans l'utilisation étatique des divers outils d'intervention (ex. influence, médiation, contrainte). Pour sa part, Cox offre des indices qui peuvent élucider la signification profonde de ces mutations. En effet, le retrait partiel et le redéploiement de l'interventionnisme étatique en périphérie visent à abandonner le néomercantilisme pour le remplacer par une stratégie d'ouverture à l'extérieur. Ce que Biersteker désigne comme un glissement du capitalisme d'État vers un État minimal, trouve sa signification chez Cox dans une

élimination progressive de l'essence développementaliste de l'État périphérique et sa transformation en courroie de transmission des exigences de l'économie-mondiale. Au point de vue institutionnel, cela a pour conséquence de favoriser les instances bureaucratiques qui sont en osmose avec le contexte mondial. Au point de vue des forces matérielles dynamiques, cela provoque une présence grandissante de processus productifs extraverties calqués sur un fordisme périphérique. Malheureusement, les contours de celui-ci, son impact sur les forces sociales périphériques, et surtout, sur le rôle étatique dans le contexte tiers-mondiste ne sont pas traités suffisamment par Cox. Au point de vue politico-idéologique enfin, l'absence d'hégémonie et la persistance du césarisme, sous les nouveaux auspices d'une démocratie limitée, préside à l'étouffement des contradictions sociales périphériques attisées par l'ajustement structurel.

Celui-ci s'inscrit d'ailleurs comme une conséquence de la redéfinition monétariste du rôle étatique au centre d'une économie mondiale post-fordiste. En outre, la crise de la structure d'accumulation fordiste au centre se voit liée à la crise de la dette du tiers monde. La reformulation ou le redéploiement hiérarchique des relations sociales de production au centre n'est point déconnecté des événements menant à l'imposition des PAS au tiers monde. D'ailleurs, celle-ci participe à la crise de l'hégémonie américaine d'après guerre. Bien qu'il laisse de

nombreux indices concordants, Cox ne s'attarde pas à cette question spécifique. Cependant, l'insécurité, la concurrence accrue, la dominance intensifiée et plus visible des puissants, accompagnant tout ordre mondial en perte d'hégémonie, servent bien de toile de fond pour cet épisode historique²⁰⁴.

F. Conclusion et synthèse critique

Pour qui et pourquoi la production de biens et services, ainsi que la planification économique sont-elles délaissées par l'État à la suite de l'ajustement structurel? Pour qui et pourquoi l'action gouvernementale en économie se définit-elle davantage en terme d'intervention indirecte? Pour qui et pourquoi, même au sein de cette catégorie de fonctions étatiques, celles qui exigent le moins d'ingérence sont davantage favorisées que celles qui en impliquent plus. Alors que les fonctions étatiques d'influence et de médiation sont réaménagées (à la hausse dans le premier cas), pour qui et pourquoi les fonctions de contrainte et de distribution sont réaménagées à la baisse? Quelle est la signification des mécanismes de réduction du rôle étatique? Quelle est la nature des nouveaux rapports entre l'État d'une part, et le contexte socio-

²⁰⁴ Dans *America's Quest for Supremacy and the Third World*, Enrico Augelli et Craig Murphy développent une analyse gramscienne de cette configuration historique. D'après leur cadre interprétatif, il faudrait inscrire l'ajustement structurel périphérique dans une sorte d'effort visant la reconstruction de l'hégémonisme Américain. Après une décennie de déclin, de perte de légitimité et de contrôle (ex. défaite au Vietnam, crise du pétrole, montée en puissance du mouvement des non-alignés et de leur nouvel ordre économique mondial), la puissance Américaine viendrait à restreindre, à nouveau, les options de développement du tiers monde par la force indirecte des mécanismes de l'économie mondiale et directement par le multilatéralisme financier (Enrico AUGELLI et Craig MURPHY, *America's Quest for Supremacy and the Third World -- A Gramscian Analysis*, London, Pinter Publishers, 1988, p. 198).

économique national ainsi que mondial, d'autre part? Quel est la nouvelle forme de l'État? Enfin, à qui et à quoi répondent les nouvelles stratégies étatiques en matière économique? L'approche théorique de Cox contribue à répondre à plusieurs des questions soulevées par les observations de Biersteker sur l'impact de l'ajustement structurel. Ce qui permet à Cox de nous aider à poursuivre le cadre interprétatif sous exploité de Biersteker s'avère un ensemble métathéorique permettant une théorisation élargie, contextualisée, et réflexive.

Cox rejette radicalement la séparation épistémologique de l'objet et du sujet. Ils sont inter-dépendants et s'affectent mutuellement. Ceci n'empêche pas l'objet d'exister et le sujet de vouloir le comprendre et l'expliquer de façon scientifique ou du mieux possible. Se faisant toutefois, il (le sujet) doit être conscient de l'impact qu'il exerce sur la signification de l'objet, de la nature de cette impact, et de son contenu politico-normatif. Ceci étant dit, et c'est ce qui distingue Cox de Biersteker, le paradigme critique intègre ce projet normatif à l'effort de théorisation de telle sorte qu'il devient, pour ainsi dire, un critère d'évaluation inter-paradigmatique face aux besoins d'une *praxis* du changement structurel (ou organique pour s'exprimer en termes gramsciens). Cette union de la théorie et de la *praxis* en vue du changement fondamental permet à Cox de pouvoir s'interroger sans ambages sur des questions marginalisées par ceux qui

n'adhèrent point à ce cadre épistémologique.

Cox aide à briser l'éprouvette conceptuelle dans laquelle Biersteker avait placé les outils de son exploration théorique concernant l'impact de l'ajustement structurel. Les prémisses ontologiques et méthodologiques du paradigme critique (*id est*, l'interdisciplinarité, le structuralisme historique, et le matérialisme véritablement dialectique) accordent à l'écoulement du contenu conceptuel, ainsi libéré, toute la latitude pour recouvrir de son éclairage un champ de réflexion intellectuelle critique. Toute la signification de la contextualisation historique et englobante du thème qui peut ainsi s'effectuer se concrétise au sein du cadre théorique de Cox. En effet, l'État périphérique, son rôle, et l'ajustement structurel prennent forme et s'activent historiquement de telle façon qu'il est difficile de les distinguer de leur contexte en mutation, un contexte se défessant au-dedans, et au-dehors de ceux-ci. Le tout offre donc des pistes interprétatives pouvant répondre à notre réflexion élargie.

En se conformant à l'ajustement structurel, l'État périphérique s'accorde aux exigences, non seulement des milieux financiers internationaux, mais également des mutations affectant la structure d'accumulation du centre et des forces sociales profitant de la périphérisation du travail au sein de la production post-fordiste. En obéissant à l'ajustement structurel, l'État périphérique se plie aux demandes d'une reconstruction d'un ordre

mondial en crise d'hégémonie depuis la fin des années soixante-dix, une reconstruction promue par un leadership américain de plus en plus arbitraire, dominateur, et contesté, une reconstruction faite aux dépens du nouvel ordre économique mondial. En se soumettant à l'ajustement structurel, l'État périphérique participe à la révision idéologique mondiale du néo-libéralisme d'après guerre, et à son remplacement par l'idéologie de la mondialisation des marchés et de la production. La haute finance, le capital transnational ou transnationalisé, les classes internationalisées du centre (géographique ou productif) actives dans les secteurs liés au contexte externe, voici les gagnants du nouvel ordre mondial où l'ajustement structurel périphérique joue un rôle important. Quant aux perdants, se sont ceux (groupes, classes, instances institutionnelles, idéologies, modes de relations de production) qui ne peuvent s'adapter à leur profit à l'internationalisation de l'État, à l'abandon du néomercantilisme-développementalisme.

Ces "réponses de Cox", constituent des extrapolations de son cadre théorique. Toutefois, là réside justement l'utilité de la démarche critique en économie politique mondiale. Effectivement, elle permet métathéoriquement de s'interroger de façon élargie sur le thème de cette dissertation. Les réponses à cette interrogation, produit d'une mise en contexte du thème, ne peuvent que révéler un caractère abstrait et vague au niveau théorique. L'étude de situations particulières, l'entreprise historique-

empirique gramscienne est en mesure de les rendre plus concrètes, et sûrement de modifier leurs prémisses conceptuelles. Cependant, cela ne constitue point l'objectif de ce travail. Celui-ci vise simplement à développer un cadre interprétatif qui puisse être guider par trois questions. Jusqu'à présent les observations de Biersteker et de Cox proviennent d'approches théoriques qui, à condition d'être chapeautées par le paradigme critique, offrent une avenue vers la découverte de réponses spécifiques.

Toutefois, bien que Cox sert à contextualiser les propos de Biersteker et à offrir une interprétation élargie des mutations du rôle économique de l'État périphérique, il faut dire que le niveau d'abstraction atteint et surtout l'emphase sur une contextualisation externe-centriste sont tels que ses réponses à notre problématique élargie sont insuffisamment reliées théoriquement au contexte interne périphérique.

L'utilité de Cox reste cependant évidente. Contrairement à la problématique du deuxième chapitre où le cadre conceptuel et métathéorique de Biersteker l'empêchait à sortir de sa logique du comment, Cox possède les outils qui pourraient servir à concrétiser davantage ses observations sur l'État périphérique après l'ajustement structurel. Nous n'avons qu'à penser au contenu méthodologique de son structuralisme historique, qui s'avère facilement applicable en périphérie, pour répondre au questionnement élargi, ainsi qu'à l'interdisciplinarité de son

ontologie (ex. politique comparée, relations internationales, économie politique, etc...).

Dans le même esprit métathéorique qui anime l'approche néo-gramscienne, il faut donc pouvoir compléter les observations de Cox sur l'État périphérique en s'attardant à des compléments théoriques qui se penchent sur les dimensions traitées insuffisamment. C'est la tâche à laquelle le dernier chapitre s'attelle. En se faisant, il est important de ne pas contaminer ou diluer les fondements métathéoriques et normatifs critiques. La situation étant ainsi définie, la question est donc de savoir comment compléter le cadre structurel-historique de Cox par des approches qui lui sont suffisamment compatibles pour réussir à finaliser la construction d'un cadre interprétatif élargi. Un cadre qui soit capable de traiter directement du thème de ce travail.

CHAPITRE IV

RETOUCHE CONCEPTUELLE

A. Introduction

Parti d'une indice accordée par les observations de Biersteker sur les changements dans le rôle de l'État périphérique, nous avons estimé que ceux-ci n'impliquent pas seulement un simple mouvement vers un régime d'intervention étatique moins entreprenant. La reconfiguration des outils avec lesquels l'État exerce son rôle économique suppose implicitement une nouvelle stratégie. Celle-ci, à son tour, doit nécessairement s'inscrire dans un contexte, non seulement économique, mais également social, politique, institutionnel, et idéologique. À défaut de pouvoir nous éclairer sur cette signification profonde de l'impact de l'ajustement structurel, Biersteker nous indique, par son manque de réflexivité, la route à éviter si nous désirons travailler avec un cadre conceptuel contextualisable.

Figurant à titre d'option paradigmatique alternative, les travaux de Robert Cox sur le néomercantilisme-développementalisme démontrent l'importance du potentiel réflexif dans l'élaboration de notre cadre interprétatif élargi. L'assistance théorique et conceptuelle que peut nous offrir Cox dans notre quête interrogative à trois volets (*id est*, comment, pourquoi, pour qui) s'avère substantielle. En fait, elle rend possible une véritable mise en perspective historique de notre propre appareil conceptuel. Chez Cox, cependant, la concrétisation de cette contextualisation impliquant l'impact de l'ajustement structurel s'effectue surtout

dans un cadre externe aux formations sociales périphériques.

C'est sur cette dernière constatation que se fonde l'utilité du troisième et dernier chapitre. En effet, pour achever notre interprétation élargie des mutations affectant le rôle économique de l'État périphérique après l'ajustement structurel, il faut pouvoir fournir davantage de réponses théoriques à notre triade interrogative concernant le contexte interne périphérique.

A prime abord, la solution au degré d'abstraction trop élevé avec lequel Cox traite le changement dans le rôle de l'État périphérique semble simple. Il suffit de dénicher une série d'auteurs qui s'attardent directement au thème, et résumer leurs observations. Agir ainsi, cependant, serait courir le danger de commettre une erreur dénoncée au premier chapitre, c'est-à-dire réadmettre un éclectisme non défini au point de vue paradigmatique par la porte d'en-arrière.

Ce dont on a besoin, c'est certes un éclairage théorique du thème qui va plus en détail que ne le fait celui de Cox. Mais, il faut également que cet éclairage soit guidé par un cadre métathéorique et conceptuel qui soit compatible avec le paradigme critique présenté au deuxième chapitre. Autrement-dit, les concepts utilisés pour compléter le cadre coxien doivent, non seulement contenir la substance requise, mais aussi se prêter à un exercice théorique guidé par des généralisations limitées, un vocabulaire conditionnel, et une approche inter-disciplinaire

permettant une réflexion élargie et critique. D'autre part, ils doivent également pouvoir s'insérer dans une approche qui fait la synthèse historique-fonctionnelle entre les structures et ses agents de façon non déterministe.

Dans son article, *Mexico's Long Crisis --Toward New Regimes of Accumulation and Domination*²⁰⁵, Edward J. McCaughan offre des pistes théoriques qui peuvent s'avérer susceptibles de compléter l'apport de Robert W. Cox. S'inspirant d'Alain Lipietz et des régulationnistes français, l'auteur tente de définir les contours et le contenu d'un nouveau régime d'accumulation et d'un nouveau mode de régulation semi-périphérique²⁰⁶. Bien qu'appartenant à une approche différente de celle utilisée par Cox, ces concepts peuvent être adaptés au cadre théorique et métathéorique présenté au troisième chapitre. Cette compatibilité entre l'école de la régulation, d'où proviennent ces concepts, et l'école néo-gramscienne est grandement facilitée par le fait que McCaughan lie la notion de bloc historique à son utilisation de certains concepts régulationnistes. Par ailleurs, l'emploi de l'article de McCaughan est également rendu possible par le fait que celle-ci s'avère guidée par la même réflexion élargie et critique qui inspire ce travail. En fait, la démarche de l'auteur contextualise la crise du développement périphérique d'après guerre au sein de la

²⁰⁵ Edward J. McCAUGHAN, «Mexico's Long Crisis --Toward New Regimes of Accumulation and Domination», *Latin American Perspectives*, 20(3), Été 1993, p. 6-31.

²⁰⁶ Nous avons déjà convenu de l'utilisation de ce terme en introduction.

restructuration post-fordiste de l'économie mondiale. Ensuite, il situe sa conjoncture et ses aspects structurels au niveau du bloc historique national, ce qui complète la contextualisation surtout externe de Cox. Finalement, il définit les composantes sociales, économiques, politiques, et idéologiques dans ce qu'il appelle un nouveau régime périphérique d'accumulation et de domination, ce qui lui donne une optique inter-disciplinaire.

Se référant au cas du Mexique, les propos de McCaughan comportent une utilité certaine pour notre entreprise de généralisation interprétative limitée. D'abord, ils peuvent s'inscrire dans la méthode de développement conceptuel gramscienne. L'étude d'une situation historique particulière permet ainsi d'enrichir la reconstruction du cadre interprétatif élargi. De plus, elle aide à concrétiser, à comprendre davantage, et même à évaluer sa compatibilité avec les indices qu'a laissés Cox au chapitre précédent sur l'État néomercantiliste. En outre, l'étude à partir d'un cas national lègue un point d'ancrage théorique interne susceptible de compenser la priorisation externe de Cox. Enfin, la trajectoire historique du Mexique, du moins dans le contexte des pays nouvellement industrialisés d'Amérique Latine et du tiers monde en général où le néomercantilisme-développementalisme introverti était institué, suit bien le parcours des causes et conséquences des mutations du rôle étatique en périphérie, une problématique où l'ajustement structurel joue un

rôle de moment décisif. *"The case of Mexico demonstrates clearly the contradictions of emerging national models of accumulation and regulation in the semiperiphery of a now almost thoroughly transnationalized, post-Fordist economy"*²⁰⁷.

L'introduction d'une étude portant sur un cas concret peut toutefois causer un malentendu quant à son rôle dans notre construction théorique. Il faut donc renouveler la clarification faite en introduction générale. À savoir, qu'il ne s'agit pas ici d'évaluer empiriquement le schème théorique construit jusqu'à présent. Il est probable que le cadre théorique dans lequel nous avons incorporé les observations de Biersteker et les conclusions que nous avons extrait de l'analyse coxienne représentent des limites par rapport à la réalité. Le contraire serait surprenant. Mais là n'est pas notre préoccupation. Nous ne visons ici qu'à se servir de l'application de concepts régulationnistes susceptibles de remplir le vide laissé par la mise en contexte du chapitre précédent. Ainsi, le Mexique n'est pas là pour évaluer notre construction théorique, mais plutôt pour participer à celle-ci. Il n'est pas là pour nous rappeler les failles de Cox ou de Biersteker, mais plutôt pour donner vie à une approche théorique qui, à condition d'être compatible au paradigme critique, peut servir à l'achèvement de ce travail.

Ces distinctions sont capitales, car si le Mexique jouait un

²⁰⁷ Edward J. McCAUGHAN, *«Mexico's Long Crisis...»*, p. 10.

rôle de "test" empirique dans cette dissertation, son traitement à lui seul devrait faire l'objet d'un chapitre à part. Son étude devrait s'inspirer de sources bibliographiques beaucoup plus extensives. Son analyse serait aussi organisé en fonction de postulats bien délimités. Or, comme notre problématique n'a pas été conçue pour accueillir une telle entreprise, qui à elle seule pourrait constituer une dissertation, l'exploration théorique de McCaughan nous suffit comme référence principale. D'autant plus qu'elle démontre une troisième fois l'importance de la réflexivité dans notre projet d'arriver à une interprétation critique et contextualisée du thème. Cette fois-ci, la réflexivité sert de guide pour justifier l'inclusion du cadre régulationniste dans notre construction, car elle démontre sa compatibilité avec l'approche coxienne.

La présentation de ce dernier chapitre n'est pas calquée sur celle du troisième. Il faut d'abord introduire l'école de la régulation et ses concepts afin de pouvoir les situer par rapport à Cox. En effet, avant de s'engager dans l'exploration de la compatibilité de ceux-ci et de leur contribution à la compréhension du thème, il est préférable d'évaluer les chances de succès d'une telle entreprise. Il sera ensuite question du cadre métathéorique et théorique d'où McCaughan prend ses concepts. Il faudra clarifier et définir la perception du cadre régulationniste afin de démontrer sa compatibilité aux niveaux ontologique, méthodologique,

et épistémologique avec l'approche gramscienne²⁰⁹. Il s'agit ici moins de présenter ou d'utiliser les apports théoriques de l'école de la régulation sur le thème de cette dissertation que de savoir si ses concepts clés (ex. régime d'accumulation et mode de régulation), et leur utilisation, sont compatibles avec l'approche de Cox au point de vue substantiel et métathéorique, et ainsi d'être en mesure de les utiliser pour compléter le troisième chapitre. Enfin, les observations laissées par les concepts régulationnistes sur une possible mise en contexte de l'ajustement structurel, et donc sur l'établissement d'une réflexion élargie, feront l'objet d'une explication critique par rapport aux acquis théoriques laissés par Cox. Ainsi, la majeure partie de ce chapitre portera sur l'école régulationniste dont le texte de McCaughan servira d'exemple qui peut s'avérer utile à notre entreprise.

B. Paysage théorique et conceptuel de la régulation

Avant d'examiner l'apport des concepts régulationnistes appliqués au cas du Mexique, il faudrait avoir une idée de ce qui est entendu par "l'école de la régulation" et ses concepts qui nous sont utiles. L'utilité d'une telle démarche est fort simple. Elle

²⁰⁹ Bien que celle-ci n'est pas absente de la sous-section (1) à la section (B), l'épistémologie vient en dernier dans l'analyse métathéorique des régulationnistes, car, d'une part, le cadre dans lequel les concepts se situent est davantage relié à l'ontologie, et, d'autre part, elle nous dit peu sur la compatibilité entre le paradigme critique et l'école de la régulation.

sert d'abord à situer au sein de la théorie de la régulation le cadre paradigmatique dans lequel notre interprétation élargie s'est constituée jusqu'à maintenant. Autrement-dit, Cox est-il étranger au paradigme régulationniste; ou au contraire, peut-on le considérer comme voisin? Cette question est d'autant plus pertinente vu la diversité des écoles appartenant à ce mouvement théorique. En effet, s'il n'existe pas une mais plusieurs théories de la régulation, laquelle ou lesquelles sont plus proches du cadre coxien? Si elles sont différentes de l'école dont s'inspire McCaughan, comment les relier?

L'école de la régulation est certes loin de constituer une seule branche théorique d'économie politique, et ce même au sein de sa sous-branche parisienne. Même aux origines de ses développements théoriques, les différents auteurs se penchant sur la "régulation"²⁰⁹, divergent sur les formes structurelles, les sites et les problèmes reliés à la régulation, de même que sur le poids relatif à accorder aux concepts marxistes, keynésiens, kaldoriens, ou kaleckiens²¹⁰. Les théoriciens régulationnistes forment une famille écartelée. Une famille qui, somme toute, n'est pas étrangère à celle de Cox.

En effet, les objectifs d'une réflexion théorique englobante

²⁰⁹ La régulation est définie par une «...conjonction de mécanismes concourant à la reproduction d'ensemble compte tenu des structures économiques et des formes sociales en vigueur» (Robert BOYER dans Alain GÉLÉDAN, «Des hétérodoxies fécondes», dans *Histoire des pensées économiques - ère contemporaine*, sous la dir. de Maurice Baslé et al., Paris, Éditions Sirey, 1988, p. 491).

²¹⁰ Bob JESSOP, «Regulation Theories in retrospect and prospect», *Economy and Society*, 19(2), Mai 1990, p. 173-174.

et respectueuse de la complexité et de l'imprévu des phénomènes sociaux se trouvent derrière la répudiation par les régulationnistes des prémisses métathéoriques du néo-classicisme en science économique. Ceci constitue un rapprochement évident avec le projet de recherche du paradigme critique en économie politique mondiale, qui lui rejette la simplicité d'esprit des néo-réalistes en relations internationales. Il n'est donc pas surprenant que certains "régulationnistes", tel que Kees van der Pijl peuvent participer au côté de Cox à l'élaboration d'une nouvelle économie politique rejetant l'approche résolutive ou *problem-solving* des sciences politiques et des sciences économiques²¹¹.

Que l'approche régulationniste à laquelle McCaughan se réfère par l'intermédiaire d'Alain Lipietz (*id est*, l'école de Paris) est comme point d'intérêt principal (mais non exclusif comme en témoigne sinon le développement du moins le potentiel d'une véritable théorie régulationniste de l'État²¹²) les phénomènes économiques aux dépens d'une optique foncièrement globo-sociale est un fait. Nous prenons acte également du fait que cette même approche utilise des cadres théoriques dépassés (du point vue critique) afin d'interpréter le contexte externe de l'État-nation au profit d'une optique dont le point d'ancrage reste au niveau des

²¹¹ Voir Björn HETTNE (sous la dir. de), International Political Economy--Understanding Global Disorder, Halifax, Fernwood Publishing, 1995.

²¹² Voir Robert DELORME, «L'État relationnel intégré complexe (ERIC)», et Bruno THÉRET, «État, finance publique et régulation», dans Théorie de la régulation..., p. 189-208.

formations sociales. Il ne faut toutefois pas considérer ces faiblesses comme des handicaps en ce qui concerne l'objet de ce travail. En effet, l'emphase sur l'interne et le processus productif au sens large peut constituer un atout, surtout lorsqu'elle est concrétisée théoriquement dans les formations périphériques. Rappelons que l'objectif de ce chapitre est de compléter le cadre abstrait et insuffisamment défini que nous lègue Cox à cet égard afin d'achever notre interprétation élargie des mutations du rôle étatique.

Si le projet théorique général de la régulation n'est point incompatible à la démarche de Cox et à la notre par extension, ce chapitre a comme deuxième objectif de déterminer la compatibilité et l'utilité du cadre conceptuel régulationniste susceptible de servir à l'éclairage théorique interne manquant au deuxième chapitre. Les deux concepts régulationnistes qui sont en mesure de compléter Cox et avec lesquels travail McCaughan sont le régime d'accumulation et le mode de régulation. En effet, leur substance combinée recouvre le champ de la configuration des forces structurelles (*id est*, idée, matériel, institutionnel) que Cox emprunte afin d'expliquer l'État, l'ordre mondial, et la production. En outre, leur utilisation de même que leur périodisation s'avère également compatible au paradigme critique comme en témoigne l'usage qu'en fait l'école régulationniste ouest-allemande en les reliant au concept de structures hégémoniques

provenant de Gramsci et de Poulantzas²¹³.

1. L'école régulationniste

A priori, il semble bizarre d'utiliser ce terme au singulier. En effet, cette approche est loin de constituer un corps unique et contenu d'auteurs régulationnistes adoptant plus ou moins le même raisonnement théorique. Au contraire, et ce selon les premiers intéressés, l'école de la régulation constitue plutôt une "galaxie" d'approches, de disciplines, de centres d'intérêt théoriques, de méthodes, etc...²¹⁴ C'est aussi l'opinion de Bob Jessop qui n'envisage point la théorie de la régulation comme un système théorique monolithique établi. Il la perçoit plutôt comme un programme de recherche en formation perpétuelle²¹⁵. C'est ce qui lui permet d'élargir la portée d'une analyse de "la" théorie de la régulation, qui s'avère trop souvent limitée aux écrits de quelques économistes français. Son étude porte plutôt sur un programme de recherche carburé par sept approches s'attardant à la régulation de façons diverses : l'école de Grenoble, l'école de Paris, l'école du capitalisme monopoliste d'État, l'école d'Amsterdam, les

²¹³ Bob JESSOP, «Regulation Theories...», p. 179.

²¹⁴ Robert BOYER, «Aux origines de la théorie de la régulation», dans Théorie de la régulation -- L'état des savoirs, sous la dir. de Robert BOYER et Yves SAILLARD, Paris, Éditions La Découverte, 1995, p. 21-30.

²¹⁵ A ce titre, la construction et l'évolution de l'école de la régulation suivent le même parcours que le paradigme critique en relations internationales qui lui est considéré comme un mandat de recherche post-hégémonique, plutôt qu'une théorie (Voir Stephen GILL, «Gramsci and Global Politics: Towards a Post-Hegemonic research agenda», dans Gramsci, Historical Materialism and International Relations, sous la dir. de Stephen GILL, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, p. 1-20).

régulationnistes d'Allemagne de l'Ouest²¹⁶, le group "Nordic models", et les radicaux américains (*Social Structure of Accumulation*)²¹⁷.

Bien que distinctes les unes des autres, ces sept "soeurs" tiennent leurs liens de parenté au partage d'un projet de recherche commun qui rejoint celui de la nouvelle économie politique internationale à laquelle appartiennent les néogramsciens²¹⁸. Celui-ci vise d'abord à rejeter les piliers de l'orthodoxie en science économique : le principe de rationalité universel et intemporel propre à un *homo oeconomicus*, le concept d'équilibre général, l'individualisme méthodologique, la minoration des éléments collectifs de la vie économique, le rejet de l'histoire et des transformations structurelles, la clôture de l'économie pure²¹⁹.

L'objectif de cette répudiation est d'en arriver à une capacité d'analyser le mouvement économique dans le temps, vécu par les sujets, d'en arriver aussi à une capacité d'exprimer le contenu social des relations économiques et, donc, à traduire le pouvoir et les conflits dont l'économie est l'enjeu²²⁰. Le but visé est la construction d'explications scientifiques alternatives au dogme

²¹⁶ L'auteur la désigne ainsi, car elle se situait à Frankfort et à Berlin avant la disparition de la République Démocratique d'Allemagne.

²¹⁷ Bob JESSOP, «Regulation Theories...», p. 154.

²¹⁸ Voir Björn HETTNE (sous la dir. de), *International Political Economy...*, Craig MURPHY et Roger TOOZE (sous la dir. de), *The new International Political Economy*, Boulder, Lynne Rienner, 1991.

²¹⁹ Robert BOYER et Yves SAILLARD, «Avant-propos», dans *Théorie de la régulation...*, p. 9, 11.

²²⁰ CALMMANN-LÉVY dans Alain GÉLÉDAN, «Des hétérodoxies fécondes», p. 480.

néo-classique, une théorisation innovatrice, «...plus respectueuse des limites de la rationalité, de l'enchâssement des phénomènes économiques dans des sociétés riches d'autres relations sociales, immergées dans les transformations qui n'ont cessé de marquer l'essor et les crises du capitalisme»²²¹.

De ces sept écoles "régulationnistes", Cox se rapproche surtout de l'école d'Amsterdam, de l'école de l'Allemagne de l'Ouest et des radicaux américains. Les travaux de van der Pijl notamment, qui se situent dans la première tendance, offrent une analyse gramscienne de projets hégémoniques situés dans des stratégies d'accumulation affectant les différentes factions de classes hiérarchisées. Un parallèle peut également être établi entre les écrits de Cox et de Hirsch. Appartenant à l'école de l'Allemagne de l'Ouest, ce dernier explore la régulation du processus d'accumulation au niveau des sociétés capitalistes en termes multidimensionnelles, et non seulement économiques. Cette étude de l'accumulation s'effectue au sein de modes d'intégration de masse et de la formation de blocs historiques qui unifient l'infrastructure et la superstructure. Enfin, le concept de structure d'accumulation chez Cox vient probablement de l'approche du même nom utilisée par Bowles, Edwards, Gintis, Gordon, Reich, Rosenberg, Schor, Weisskopf²²². Ceux-ci l'utilisent afin

²²¹Robert BOYER et Yves SAILLARD, «Avant-Propos...», p. 11.

²²²Bob JESSOP, «Regulation Theories...», p. 157-159.

d'expliquer les rapports entre les crises conjoncturelles capitalistes de long cycle, la stagflation, les changements dans les structures des marchés du travail, la transformation du processus productif, la fréquence des luttes ouvrières, de même que les mutations dans les relations entre l'État et l'économie²²³.

Il faut dire toutefois que cet ensemble de théoriciens qui possède des affinités avec l'oeuvre de Cox se distingue des travaux des régulationnistes français, et surtout de ceux parmi ceux-ci qui appartiennent à l'école parisienne, celle à laquelle McCaughan emprunte certains concepts. En effet, les Aglietta, Boyer, Lipietz, Coriat, Noël et compagnie, soit ceux qui portent le plus souvent l'étiquette traditionnelle de la régulation, ont comme centre principal d'intérêt les mécanismes économiques. Pour leur part, l'école d'Amsterdam, l'approche des structures d'accumulation et l'école de l'Allemagne de l'Ouest adoptent une optique plus englobante²²⁴. En outre, la dimension internationale de la régulation et/ou la forme et l'étendue de la complémentarité des différentes régulations nationales ne sont point abordées par tous les auteurs. Le fait, toutefois, que certains régulationnistes français, dont Lipietz et Aglietta, possèdent une optique non limitée au national est encourageant. Cela rapproche l'approche

²²³ Bob JESSOP, «Regulation Theories...», p. 181.

²²⁴ «Such studies are concerned with: a) the development and dynamic of modes of regulation extending beyond the economic sphere; and/or b) the historic blocs which encadre relatively stable modes of growth and regulation and help to consolidate them. This approach gives particular attention to the state and hegemony as central elements in societal regulation but also other social forms and institutions.» (*Ibid.*, p. 161-162).

gramscienne à celle des régulationnistes français d'où proviennent les concepts clés utilisés par McCaughan. Cela permet leur contextualisation transnationale.

Mais même là, les différences méthodologiques et théoriques sont substantielles entre les régulationnistes, d'une part, et entre ces derniers qui s'inspirent en partie de la théorie américaine des régimes tout en restant fidèles à la primauté de l'État-nation²²⁵, et l'approche néogramscienne d'autre part²²⁶. Toutefois, il reste que l'analyse néogramscienne accapare la substance des dimensions économiques et internationales théorisées par les régulationnistes français. Elle peut donc être complétée par ceux-ci, à condition quelle ne modifie point son spectre méthodologique bien à elle. Autrement-dit, Lipietz peut aider Cox, à condition que Cox demeure Cox²²⁷.

2. Régimes d'accumulation et modes de régulation

Le temps est maintenant venu de présenter les concepts régulationnistes que McCaughan utilise et de voir s'ils s'accordent

²²⁵ Jean-François VIDAL, «Les régimes internationaux», dans *Théorie de la régulation...*, p. 171-179.

²²⁶ Par exemple, Aglietta se concentre sur la dynamique des proportionnalités et des complémentarités changeantes des économies du centre au sein d'un ordre international, ainsi que sur les propriétés *sui generis* de l'économie internationale. Alors que de son côté Lipietz examine comment la nature de l'accumulation (semi-)périphérique a pu être influencée par des facteurs internes de même que par les modalités changeantes de leur insertion au sein de la division internationale du travail et/ou de la hiérarchie des espaces économiques nationales. En outre, l'école "italienne" des relations internationales se distingue des régulationnistes dans leur mise en contexte externe des formations sociales. En effet, la définition que donne Cox de l'ordre mondial et son utilisation théorique, de même que la nature de ses relations avec l'ensemble socio-étatique gramscien, est loin de se limiter à un quelconque régime d'accumulation international illustré par une hiérarchie de mode de développement national. Cox n'examine pas non plus les modes de développement nationaux seulement en terme de leur possibilité d'adhésion ou d'exclusion par rapport à un ordre économique internationale et de l'interaction entre des tendances nationales, transnationales et internationales (Bob JESSOP, «Regulation Theories...», p. 160-161).

²²⁷ Dans *Multilateralism and World Order*, Cox nous donne un exemple d'une telle cooptation critique du réalisme, de l'institutionnalisme, et du structuralisme par le paradigme néo-gramscien pour ce qui est de l'étude du multilatéralisme (Robert W. COX, «Multilateralism and World Order», *Review of International Studies*, 18, 1992, p. 161-180).

au cadre coxien.

Un régime d'accumulation constitue un concept utilisé par certains régulationnistes afin de décrire une matrice particulière de production et de consommation qui peut être considérée à partir d'espaces de régulation multiples (entreprise, local, national, régional, international, etc...) ²²⁸. Un régime d'accumulation est en fait une structure sociale qui lie les décisions des producteurs (au sens bourgeois du terme) individuels à la demande sociale effective à laquelle ils doivent se conformer. Autrement-dit, c'est un mode de distribution et de réallocation systématique du produit social réalisant, sur une longue période, une correspondance entre la transformation des conditions de production (*id est*, quantité du capital engagé, sa distribution dans les secteurs, et les normes de production) et la transformation des conditions de la consommation finale (*id est*, normes de consommation des classes sociales, dépenses collectives) ²²⁹.

Cette structure ou ce mode renferme et hiérarchise deux des trois composantes des relations sociales de productions analysées par Cox, soit : l'organisation technique de la production et la distribution du surplus, (la troisième composante, *id est* les relations de pouvoir, fait partie des modes de régulation dont il sera question plus loin). Elle détermine également le degré

²²⁸ Voir «Les nouveaux espaces de la régulation», dans Théorie de la régulation..., p. 285-368.

²²⁹ Alain NOEL, «Accumulation, Regulation, and Social Change: an Essay on French Political Economy», International Organization, 41(2), Printemps 1987, p. 311.

d'introversion ou d'extraversion des espaces économiques²³⁰. Pour des raisons épistémologiques qui restent à présenter, le concept de régime d'accumulation n'a toutefois pas la même portée que celui de structure d'accumulation utilisé par Cox. En effet, il projette, d'une part, les relations entre des arrangements institutionnels et la croissance d'une économie sur le plan purement macro-économique, et, d'autre part, il se trouve au coeur de l'explication des rapports entre le progrès technique et la distribution des revenus. Le concept de structure d'accumulation chez Cox s'avère beaucoup moins formalisé que ceci. Peu importe car ce qui reste important c'est de savoir si le contenu substantiel du concept régulationniste peut servir à préciser l'éclairage théorique de Cox, et c'est effectivement le cas.

Les régimes d'accumulation et les modes de régulation sont reliés en ce sens que les régimes ont besoins de formes plus concrètes pour se reproduire (*id est*, forces coercitives, incitations normatives et institutionnelles ou autres). C'est ainsi que chaque régime est associé à un mode de régulation qui constitue un ensemble de formes institutionnelles, de réseaux normatifs explicites et implicites. Cet ensemble s'assure de la compatibilité du comportement social au sein du cadre d'un régime d'accumulation, en conformité avec l'état des relations sociales, au-delà et en dépit de leur caractère conflictuel en société

²³⁰ Michel JUILLARD, «Régime d'accumulation», dans Théorie de la régulation..., p. 225-233.

capitaliste²³¹. Autrement-dit, on pourrait affirmer sans trop étirer le concept, que le mode de régulation articule ou concrétise aux niveaux institutionnel et normatif (donc sûrement aussi au niveau matériel) la reproduction à long-terme du mode de production capitaliste²³². Ainsi retrouve-t-on l'essence tripolaire des structures historiques coxiennes au sein du concept de mode de régulation.

Historiquement, jusqu'à la crise du fordisme du moins, les régimes d'accumulation ont varié de l'extensivité²³³ à l'intensivité²³⁴ alors que les modes de régulation sont passés du compétitif²³⁵ au monopolistique²³⁶. Bien que subdivisée différemment et davantage limitée à l'économie, la périodisation régulationniste du capitalisme n'est pas incompatible avec celle de Cox qui s'avère plus englobante. Dans les deux cas, la période de crise marquant un profond changement dans les structures socio-économiques des

²³¹ Alain NOËL, «Accumulation, Regulation, and Social Change...», p. 312. Il faut dire ici que le rôle de l'état chez les régulationnistes s'inscrit dans cette même production des régularités nécessaires à la stabilité des régimes d'accumulation (Alain GÉLÉDAN, «Les hétérodoxies fécondes», p. 501).

²³² Bob JESSOP, «Regulation Theories...», p. 174.

²³³ L'accumulation extensive, aux dires d'Alain Noël (citant certains régulationnistes) «...meant the addition of productive factors to the capitalist circuit. Growth was possible because capitalism was expanding into new sectors, new areas, and new countries. For the individual capitalist, the problem was less to sell than to meet an expanding demand from previously noncapitalist sectors, capital formation, and the growing consumption of the middle classes. Wages were simply costs» (MAZIER, BASLE, VIDAL dans Alain NOËL, «Accumulation, Regulation, and Social Change...», p. 311-312).

²³⁴ De dire les régulationnistes, selon Noël, l'accumulation intensive est caractérisée par «...a continuous increase in the outputs generated by given inputs and by the rapid development of mass consumption; because high productivity gains outpaced sheer expansion, a dynamic consumer goods sector became necessary. No longer merely a cost, wages became a central component of demand; for capitalists, the central problem thereafter was to sell rather than to produce» (*Ibid.*, p. 311-312).

²³⁵ La régulation compétitive s'avère caractérisée par «...wages negotiated on an individual basis and submitted to market fluctuations, by production dominated by price-takers, by tight money formation, and by a noninterventionist state» (Alain LIPIETZ dans *Ibid.*, p. 312).

²³⁶ «In this case, real wages are collectively negotiated, rigidly patterned and implicitly indexed to the growth of productivity; price-setters dominate the economy; the money supply is more uncontrolled; and the state is more active.» (*Ibid.*, p. 312).

formations capitalistes constitue l'entre-deux guerre, ce qui n'exclut pas le débordement de cette transformation avant et après la période clé. Dans les deux cas, le changement du mode de développement (au sens régulationniste) ou du bloc historique (au sens gramscien) s'oriente vers le keynésiennisme-fordisme ou le "néo-libéralisme" américain (au sens coxien). Dans les deux cas, la transition suppose une augmentation du rôle étatique dans l'économie et c'est ce qu'il faut retenir²³⁷.

C. Cadre métathéorique régulationniste : ontologie, méthodologie et épistémologie

Ce dont nous pouvons être affirmatif jusqu'à présent, c'est qu'une entreprise intellectuelle visant à compléter notre interprétation coxienne des mutations du rôle étatique en périphérique à l'aide d'un cadre théorique régulationniste relève du possible. En effet, le but théorique ou l'agenda général caractérisant l'essence unissant, malgré leur diversité, la panoplie des écoles de la régulation n'est point étranger aux caractéristiques sommaires du paradigme critique en économie politique mondiale. En outre, le champ théorique couvert par les concepts régulationnistes, pertinent à notre analyse, recoupe les principaux concepts néogramsciens définissant le contexte périphérique externe mais surtout interne.

²³⁷ Alain NOEL, «Accumulation, Regulation, and Social Change...», p. 311-312.

Ce dont nous ignorons encore c'est comment cette compatibilité entre les deux approches peut être concrétisée sous les auspices de nos propres besoins théoriques. Autrement-dit, comment affirmer que l'application du cadre conceptuel régulationniste peut assister à une réflexion élargie sur un thème en partant d'une mise en contexte historique de ses principaux éléments? Comment postuler que cette mise en perspective peut être carburée par une interrogation critique par rapport à l'ordre existant? Il reste donc à savoir si le cadre conceptuel régulationniste a été conçu dans des paramètres métathéoriques compatibles à ceux qui encadrent la construction interprétative élaborée jusqu'ici.

Savoir si un ensemble conceptuel contient la substance nécessaire à un type d'exploration théorique particulier est une chose. Savoir si ses origines permettent qu'on l'utilise à certaines fins en est une autre. Autrement-dit, les concepts de régimes d'accumulation et de mode de régulation peuvent-ils se prêter au type d'exercice auquel Robert Cox nous convie? Poser cette question c'est se demander si le cadre métathéorique des deux concepts, à défaut d'être identiques, est suffisamment compatible avec le paradigme critique et son structuralisme-historique. Sans cette certitude, l'éclectisme flottant et dilueur de l'interrogation intellectuelle critique ne peut que refaire surface.

Au point de vue théorique, l'école de la régulation, d'où

proviennent les concepts utilisés ici, trouve ses antécédents dans l'institutionnalisme américain²³⁸, et dans l'école des Annales²³⁹. Mais c'est le projet marxien non orthodoxe qui constitue l'influence majeure²⁴⁰. Le même constat s'applique au cadre métathéorique régulationniste. En effet, à ses origines le programme de recherche régulationniste a comme fondations une ontologie et méthodologie marxisantes. Les fondements originels marxisants de l'école de la régulation s'expriment par une ontologie réaliste, une méthode articulatoire de construction théorique, un intérêt dans l'économie politique, une attention portée sur l'anatomie de la société capitaliste, une préoccupation vis-à-vis les formes de même que les mécanismes qui assurent ainsi que consolident de façon dialectique la reproduction élargie du capital et qui engendrent ses transformations.

Que cet héritage critique s'est dilué avec les années et qu'une méthodologie vantant les mérites de la causalité pour "tester" les postulats théoriques fait son chemin, restent indéniables. Toutefois, il s'avère évident que les prémisses marxisantes et anti-behavioristes originelles marquent encore

²³⁸ Aux dires de Maurice Baslé, les Institutionnalistes sont la source de la méthode, des thèmes et des innovations futurs de l'école française de la régulation. Ils préparent certains des enrichissements postérieurs de la micro-économie hétérodoxe, de l'économie industrielle, de l'économie du travail et de l'économie de l'action collective publique (Voir Maurice BASLÉ, «Antécédents institutionnalistes méconnus ou connus de la théorie de la régulation», dans Théorie de la régulation..., p. 31-39).

²³⁹ Les premiers travaux régulationnistes retrouvaient les interrogations des historiens qui, dans les années trente, se retrouvaient autour des Annales (Voir F. DOSSE dans Jean CLIO, «Régulation et histoire : je t'aime, moi non plus», dans Théorie de la régulation... p. 49).

²⁴⁰ Selon Henri NADEL, «[l]a régulation a su (...) se dégager d'un rapport dogmatique au marxisme tout en développant un programme de travail dont, pour l'essentiel, le lien au projet marxien est évident. (...) [Ce lien s'est établi dans] la manière dont les travaux de la régulation ont traité les questions de la valeur et de la monnaie, l'accumulation et la crise, les institutions et l'État, trois moments décisifs du programme de l'auteur du Capital» (Henri NADEL, «La régulation et Marx», dans Théorie de la régulation..., p. 40-41).

profondément la méthode et les travaux des auteurs de l'approche régulationniste²⁴¹. En fait, certains régulationnistes, et ce même parmi l'école parisienne (la moins marxisante peut-être), restent foncièrement attachés au cadre épistémologique original²⁴², d'où sa pertinence persistante dans l'évaluation du degré de compatibilité avec l'approche métathéorique qu'emploie Cox. En outre, malgré une épistémologie positiviste en surface, les régulationnistes semblent reconnaître le lien intrinsèque entre le théorique et le normatif, de même qu'entre les explications causales et leurs places contingentes au sein des structures historiques.

1. Théorisation et conceptualisation

Le réalisme ontologique marxiste²⁴³ est commun à Cox²⁴⁴ et aux régulationnistes. En effet, l'économie, le social, l'idéologique, le culturel existent indépendamment des conceptions et des perceptions que peuvent en avoir ses auteurs. Le réel est bien présent et consiste en une synthèse complexe de la dialectique de

²⁴¹ Henri NADEL, «La régulation et Marx», p. 40.

²⁴² En effet, alors qu'il continue à effectuer ses recherches économiques dans la tradition marxiste de la théorie de la valeur, ses collègues de l'école de Paris s'inscrivent davantage dans les courants de la théorie des prix présents chez Kaldor, Keynes et Kalecki (Bob JESSOP, «Regulation Theories...», p. 173). Lipietz se distingue également des autres régulationnistes parisiens par son traitement étendu de l'État capitaliste (*Ibid.*, p. 180).

²⁴³ Bob Jessop en donne une excellente définition. «The Marxian ontology implies that the real world is a world of contingently realized natural necessities. This world is triply complex: it is divided into different domains, each having its own causal powers and liabilities (analyzed in terms of tendencies and counter tendencies); these domains are involved in tangled hierarchies, with some domains emergent from others but reacting on them; and each domain is itself stratified, comprising not only a level of real causal mechanisms and liabilities but also the levels on which such powers are actualized and/or can be empirically examined.» (*Ibid.*, p. 162-163)

²⁴⁴ Dans «Critical Political Economy», Cox réaffirme son attachement au réalisme ontologique en affirmant que bien qu'il n'y a «...no clean separation between objectivity (out there) and subjectivity (in the mind), [...] (...) intersubjectively constituted entities have been created by collective human response to the material conditions of human existence...» (Robert W. COX dans «Critical Political Economy», dans *International Political Economy...*, p. 33-34).

multiples déterminations. La tâche de la théorisation consiste donc à l'appropriier en lui donnant une signification guidée par une "perspective" de la praxis²⁴⁵.

Cette attribution ne peut toutefois qu'être partielle, car le réel étant au-delà de la pensée, celle-ci ne peut le comprendre complètement. La théorie et le mouvement du simple au complexe, de l'abstrait au concret, qu'implique la théorisation²⁴⁶ ne peuvent donc que demeurer ouverts et changeants²⁴⁷. Cette nécessité se reflète forcément au niveau de la construction conceptuelle empruntée par les régulationnistes, qui n'est pas sans rappeler la dialectique conceptuelle gramscienne utilisée par Cox.

As the spiral of scientific enquiry continues, the elements of the real concrete are defined with increasing complexity and concreteness. This means that concepts are never introduced once and for all at a single level of abstraction but are continually redefined in the movement from abstract to concrete --acquiring new forms and transcending the limits of their previous formulation (Aglietta 1979: 15-16). There is always a dialectical interplay of abstract and concrete which moves in spiral fashion as the introduction of lower level concepts entails modifications in higher order concepts (Benassy et al. 1977; Gerstein 1987). In this sense The objective is the development of concepts and not the verification of a finish theory (Aglietta 1979: 66, cf. 15)²⁴⁸.

²⁴⁵ Bob JESSOP, «Regulation Theories....», p. 163.

²⁴⁶ Citant Marx, Jessop illustre cet élan comme ceci : «...the movement from real-concrete to concrete in thought is a movement from a simple and superficial category to an account which is complex (synthesizing multiple determinations) and also has ontological depth (identifying the underlying real mechanisms and connecting them to actual and empirical aspects of the real-concrete)» (*Ibid.*, p. 163-164).

²⁴⁷ Jessop illustre cette nécessité ainsi. «As Aglietta stated in his thesis: regulation theory would not be a closed theory describing the functioning of an economic model; this is the theory of equilibrated growth in its many forms. It must be open, i.e., susceptible to continued elaboration; which means not only additions and refinements, but ruptures in the theory which must be made possible by the problematic adopted.» (AGLIETTA dans *Ibid.*, p. 166)

²⁴⁸ *Ibid.*, p. 164.

2. Sensibilité au changement "organique"

A l'origine, l'école parisienne se penchait sur des questions posées au sein de la problématique marxiste critique de l'économie politique. Le structuralisme d'Althusser constituait un point de référence important. Les régulationnistes français acceptaient certaines de ses prétentions générales dont la spécificité de la dialectique marxiste comme guide dans la construction conceptuelle, la nécessité d'analyser l'articulation des modes de production, et l'utilité de concepts comme la structure de dominance, les formations sociales, l'interpellation, l'appareil, et la surdétermination. Toutefois, et c'est ce qui les rapproche de l'analyse gramscienne du changement, les régulationnistes ont toujours rejeté la lecture althusserienne de *Das Capital*. En effet, les parisiens nient la supposition que les structures du mode de production capitaliste se maintiennent d'une façon ou d'une autre quasi-automatiquement, indépendamment des forces sociales et sans transformations fondamentales²⁴⁹.

Ce mariage de raison des régulationnistes avec le structuralisme ahistorique se reflète dans la nature même du corps théorique et de ses objectifs²⁵⁰. Ayant comme point focal la concrétisation de la reproduction²⁵¹ des structures socio-

²⁴⁹ Bob JESSOP, «Regulation Theories...», p. 170.

²⁵⁰ Ibid., p. 170-173.

²⁵¹ Une reproduction qu'Althusser situait seulement au niveau abstrait.

économiques par l'intermédiaire de l'encadrement institutionnaliste et normatif des agents sociaux, les régulationnistes s'empresment néanmoins pour insister sur la fragilité de celle-ci. En fait, la régulation constitue une étude du capitalisme qui isole les conditions et rythmes de sa cohésion, mais également les formes que prennent ses crises et les transformations sociales engendrées par l'effet perturbateur et irréductible des luttes sociales. Ce double caractère fonctionnel-dialectique²⁵² de l'analyse régulationniste la rend consciente de l'histoire et la prépare à l'explication du changement structurel.

Cette sensibilisation méthodologie au changement structurel, ce rejet du fonctionnalisme structuraliste est également présent dans la dialectique qui caractérise la perception régulationniste des rapports entre le contexte et l'action sociale. Celle-ci témoigne d'une compréhension de la complexité des changements structurels, et par extension d'un rapprochement avec le cadre métathéorique néogramscien. En effet, la régulation est perçue ni en terme de modèle structuraliste de la reproduction, ni en terme de modèle volontariste d'actions intentionnelles. «The

²⁵² Celui-ci est particulièrement bien exprimé dans la préface à la seconde édition de «Régulation et crise du capitalisme : l'expérience des États-Unis». «...Aglietta argued that capitalist social relations (...) divide individuals and social groups and inevitably generates social rivalries and antagonisms; social institutions (or structural forms) give a contingent, material expression to the resulting conflicts by mediating and normalizing them. This is accomplished by transforming antagonisms into simple differences. Yet this requires that such social institutions maintain contact with the sources of conflict and they must therefore continually reproduce rather than transcend the conflicts. It follows that crisis tendencies are always present in regulation: in stable regimes of growth, however, it is the normalizing effects of institutions which predominate. These tendencies crystallize into a major crisis when emergent rigidities and new social conflicts escape normalization and so create zones of instability (...) and bases of rupture (where strains have become so intense that institutions function perversely, transmitting rather than absorbing tensions). Thus regulation always operates in an ambivalent manner» (Bob JESSOP, «Regulation Theories...», p. 172-173).

*reproduction of capitalist societies is neither a fateful necessity nor a wilful contingency*²⁵³." Ceci ne signifie pas qu'il y est séparation entre les deux²⁵⁴, mais tout simplement qu'il ne peut y avoir de correspondance parfaite entre les structures et les stratégies des agents historiques²⁵⁵, que bien qu'il existe une possibilité d'action de classe dans la dialectique structure-agence, celle-ci ne peut être totalement libre. Ainsi nous retrouvons chez les régulationnistes le sens de la "structuration de l'action par la structure constituée des forces sociales" présent chez Cox. *"Structures are only prior to struggle in the sense that struggles always occur in specific conjunctures: but these conjunctures are themselves the product of past struggles"*²⁵⁶.

Par ailleurs, le rejet de l'individualisme méthodologique par les régulationnistes s'inscrit dans cette vision historique des structures²⁵⁷. Il a pour résultat de ne pas prendre les structures pour acquises. Celles-ci ne sont pas perçues seulement comme le résultat de l'interaction d'individus se situant au sein de structures antérieures. Les structures précèdent les relations

²⁵³ Bob JESSOP, «Regulation Theories...» p. 194.

²⁵⁴ En ce sens, les régulationnistes rejoignent Cox lorsque qu'il affirme qu'il n'y a *"...no absolute distinction between actors and structures"* (Robert W. COX, «Critical Political Economy», p. 33).

²⁵⁵ Ceci signifie qu'en réalité, les objets et modes de la régulation sont constitués seulement partiellement dans et à travers des procédures régulationnistes variées, et leur stabilité et identité sont toujours fragiles. L'histoire, l'émergence et la disparition de régimes d'accumulation et de modes de régulation sont donc foncièrement imprévisibles et non intentionnelles. *"There is no global subject to plan accumulation strategies, regulatory mechanisms, or hegemonic projects and to guarantee their successful implementation."* (op. cit., p. 196)

²⁵⁶ *Ibid.*, p. 169.

²⁵⁷ Alain NOEL, «Accumulation, Regulation, and Social Change...», p. 309.

entre individus. Elles ont une dynamique propre, une dynamique que le paradigme néo-classique ne peut prendre en considération puisqu'il les considère comme des paramètres statiques de l'action sociale.

3. Possibilité d'une mise en contexte

Au point de vue de leur perception de la position des objets (ex, la marchandise, le profit, le salaire, l'État, la formation sociale, l'ordre mondial, etc...) vis à vis la régulation, de leur constitution, de leurs rapports, les régulationnistes évitent les failles du téléologisme et du fonctionnalisme comme Cox, tout en offrant une approche qui se prête à la réflexion élargie contextualisée. Bien qu'aucune primauté ne peut être accordée à un ou à l'autre, *a priori*, les objets de la régulation ne peuvent exister préalablement à la régulation dans leur identité historiquement complétée²⁵⁸. Toutefois, les deux (objets et régulation) s'avèrent associés structurellement. Ils évoluent ensemble historiquement de façon contingente, non pas selon une logique capitaliste prédéterminée, mais bien à travers les luttes sociales²⁵⁹. Les objets sont ainsi constitués dans et par

²⁵⁸ Ceci est extrêmement important, aux dires de Jessop car «...[i]f these objects are held to pre-exist regulation, one risks analysing regulation in functionalist terms (...). Either the specific form and content of a mode of regulation is explained in terms of its adequacy to the needs of regulating this particular object of regulation. (...) Or (...) an object of regulation could be said to exist because an adequate mode of regulation has developed to secure its continued reproduction in its original and essentially invariant form». (Bob JESSOP, «Regulation Theories...», p. 185)

²⁵⁹ Cette mise en perspective historique des concepts provient du double caractère tendanciel du capitalisme : «...the tendencies and counter-tendencies of capitalism are doubly tendential. First, (...) because the real causal mechanisms which produce them are only actualized in specific conditions which both activate the tendencies and limit the effects of any counter-tendencies. Second, (...) [because] their underlying causal mechanisms (...) are discursively constituted and never achieve complete closure (...), they ((underlying causal mechanisms)) are themselves tendential, provisional, and unstable» (Ibid., p. 188). Ainsi,

l'intermédiaire de la régulation²⁶⁰. Ils acquièrent leur forme également par leur articulation avec d'autres objets²⁶¹. Leurs relations réciproques, de même que leurs rapports avec les modes de régulation auxquels ils sont associés, peuvent être conceptualisés en terme de différents sites spaciaux-sociaux de régulation plus ou moins étendus, plus ou moins délimités. Toutefois, la distinction entre les niveaux macros et micros n'implique point de différences ontologiques absolues incarnées dans les relations sociales. Il s'agit plutôt de constructions théoriques dont les rapports de grandeur sont relatifs, dont l'interdépendance peut abstraitement s'avérer réciproque²⁶².

...Capital accumulation is never automatic but depends on a continuing struggle to prevent the disarticulation of the capital relation and a resulting loss of formal and/or substantive unity» (Ibid.,). C'est justement le rôle des Régulationnistes d'expliquer comment cette unité instable du point de vue historique n'avère accomplie. Ce faisant, toutefois, ils ne s'écartent pas du matérialisme historique gramscien. «Something more than a succession of capitalist victories in the class struggle is required to secure capital accumulation; their outcomes must also be congruent with the changing technical and material conditions for capital accumulation. As Gramsci stressed on several occasions, there is a decisive economic nucleus to hegemony. This means that an adequate account of class domination must be as concerned with its material (but by no means wholly quantitative) preconditions as an adequate account of capital accumulation must be concerned with its social preconditions in the balance of class forces. It seems to me at least that the regulation approach provides the means to reconcile these two aspects of capitalist reproduction.» (Ibid., p. 191)

²⁶⁰ Cette formation s'effectue par leur stabilisation historique temporaire. «Once integrated into a specific mode of regulation, however, they are transformed into moments within that mode and thereby acquire a relative fixity.» (Bob JESSOP, «Regulation Theories...», p. 187) Toutefois, l'instabilité d'un mode de régulation demeure car «...the same elements have points of articulation with alternative modes of regulation and can never be fully fixed within any one mode of regulation.» (Ibid., p. 188)

²⁶¹ Ibid., p. 190.

²⁶² En fait, il existe dans la littérature régulationniste des auteurs (Lipietz en particulier) qui privilégient les niveaux micros afin de donner un récit de l'émergence des ordres macros, partant du bas vers le haut. D'autres procèdent de façon inverse. Ce qu'il faut retenir c'est que l'approche régulationniste, au sens large, ne peut prendre position d'un côté ou de l'autre car le micro et le macro s'interpénètrent de la même façon que les différents objets de la régulation se modèlent inter-activement. «Thus we would define a global regulation strategy as a strategy which attempts to subvert and articulate a number of smaller sites of regulation (...) within its orbit. In this way a global strategy attempts to structure the possible field and scope of action on the smaller sites. These smaller sites non the less continue to have an independent existence and constitute potential sites of structural recalcitrance and/or social resistance to the global strategy. Different global strategies will seek to articulate smaller sites so that the global sites on which these strategies will operate will also differ. In this context the notion of global must be understood relatively, that is, a strategy is global only in relation to its own smaller sites. A global strategy may itself constitute a smaller site for an even more ambitious strategy.» (Ibid., p. 193)

4. Note épistémologique

La parité ontologique marxisante entre Cox et les régulationnistes français est un fait. Épistémologiquement, toutefois, il semble que les régulationnistes ne suivent pas les mêmes préceptes historicistes que Cox. En effet, l'école française de la régulation reste fondamentalement attachée à la stricte causalité et aux lois causales comme principales formes valables d'explication théorique, ce qui l'amène à se distancer des radicaux américains et de l'école d'Amsterdam²⁶³. Dans sa quête d'une compréhension théoriquement informée des mutations historiques, le but demeure donc la découverte de "modèles" causaux-explicatifs dont toutes les variables doivent être évaluables empiriquement.

*The regulation approach also gives more importance to systematic causal relations than do the segmented labor market theories. Whereas the American approach offers fairly loose explanations for the development of capitalism, the French approach insists on precision: for Aglietta, the "analysis should produce general laws that are socially determinate, precisely specifying the historical conditions of their validity"*²⁶⁴.

Heureusement, par égard au degré de compatibilité réflexive entre le cadre régulationniste et celui des structures historiques, cet attachement épistémologique aux lois causales est tempéré notamment par une conscientisation du côté normatif de toute

²⁶³ Alain NOEL, «Accumulation, Regulation, and Social Change...», p. 311-314.

²⁶⁴ *Ibid.*, p. 313.

théorisation, des dangers de l'économisme, et de l'ahistoricité d'un positivisme vulgaire : «[t]his claim [to causality] is often qualified by arguments stressing the necessity of including social and political projects in the explanation or the danger of deducing too much from a few economic laws²⁶⁵.» En outre, si lois causales il y a, celles-ci ne peuvent être séparées de leur contexte. «According to the regulation approach, (...) laws are changing historical products that impose varying constraints on the individuals, who exist and choose within evolving institutional frameworks²⁶⁶.» Ainsi en rejetant l'importance accordée à l'empirisme causal et les prétentions à l'objectivité que font les positivistes en science économique, les régulationnistes se rapprochent des post-positivistes.

D. Éclairage théorique mexicain

Au début de ce chapitre, il a été écrit que les concepts régulationnistes de régime d'accumulation et de mode de régulation utilisés pour compléter le cadre coxien devaient se prêter à un exercice théorique guidé par des généralisations limitées, un vocabulaire scientifique conditionnel, et une approche interdisciplinaire permettant une réflexion élargie et critique. D'autre part, ils devaient également pouvoir s'insérer dans une

²⁶⁵Alain NOEL, «Accumulation, Regulation, and Social Change...», p. 314.

²⁶⁶Ibid., p. 313.

approche qui fait la synthèse historique-fonctionnelle entre les structures et les agents de façon non déterministe.

Après ce survol métathéorique de l'école parisienne de la régulation, il appert que ces concepts peuvent se prêter à un tel exercice, et que par conséquent, ils peuvent être incorporés au cadre théorique développé au troisième chapitre. Compatibles au paradigme critique sont les régulationnistes, parce qu'ils adhèrent à une vision semblable des limites, objectifs, et du caractère politique et interminable de la théorisation et de la construction conceptuelle dialectique. Conciliables avec les néogramsciens sont les régulationnistes, car leur vision du monde existant, et même leur projet épistémologique causal, restent sensibles aux changements structurels de longue durée. Harmonisables sont les régulationnistes, car leur sensibilité à la dialectique historique imprévisible d'avance caractérisant la problématique structure-agent s'accorde à une interpénétration des objets et des espaces de théorisation, et donc à la possibilité de leur contextualisation.

Comment alors est-ce que le cadre conceptuel du régime d'accumulation et du mode de régulation peut-il être utile? Comment peut-il palier au manque de traitement concret qu'offre Robert Cox au cas du changement interne dans le rôle de l'État périphérique? Aide t-il à répondre aux interrogations concernant l'impact de l'ajustement structurel que Biersteker ignore et que Cox n'arrive pas à répondre de manière suffisamment claire? Ces

questions sont les dernières de cette dissertation, car leur traitement achève la réflexion qui a débuté au premier chapitre. C'est à partir du résultat qui sortira de leur application à une situation concrète (*id est*, le Mexique d'après guerre jusqu'à aujourd'hui) que le succès ou l'échec de cette modeste contribution à la réflexion théorique se mesurera en conclusion.

Afin de savoir si l'auteur choisi pour répondre aux lacunes observées chez Cox au dernier chapitre est sur la même longueur d'onde que ce dernier, quant à sa compréhension du contexte entourant le thème de cette dissertation, cette partie du chapitre s'attardera en premier lieu au cadre explicatif dans lequel McCaughan se situe pour interpréter la crise de la *Pax Americana* et de l'ensemble socio-étatique néomercantiliste-développementaliste. Si c'est effectivement le cas, l'exposé pourra effectuer une mise en contexte du changement dans le rôle économique de l'État mexicain après l'ajustement structurel.

1. Contextualisation générale

Se référant à David Harvey et Rhys Jenkins, McCaughan peint un tableau semblable à celui de Cox lorsque ce dernier relate les mutations affectant l'ordre mondial depuis la seconde "grande" guerre, surtout en ce qui concerne les changements de l'économie politique au centre et de son bloc historique. Ceux-ci constituent la toile de fond de la crise de ce que l'auteur désigne comme le fordisme périphérique sous les régimes successifs du populisme

corporatif et de l'autoritarisme. Notons que ce diagnostic ressemble beaucoup à la crise du néomercantilisme-développementalisme sous l'égide du populisme et de l'autoritarisme bureaucratique corporatiste.

a) crise mondiale du fordisme

Depuis plus de vingt-cinq ans, note McCaughan en 1993, l'économie capitaliste mondiale a subi une restructuration affectant le mode d'accumulation, les relations entre le capital et le travail, et le rôle de l'État. Au centre, nous assistons à la substitution du fordisme keynésien par un régime d'accumulation post-fordiste et flexible²⁶⁷. La flexibilité du post-fordisme, en ce qui concerne la gestion de la main-d'oeuvre et l'organisation industrielle mondiale, offre au capital de meilleures opportunités afin de profiter des conditions hétérogènes des travailleurs à l'échelle planétaire. Elle donne aussi plus d'autonomie au secteur financier par rapport à la production industrielle et aux États. Le mode de régulation dans ce contexte s'élabore aux dépens des travailleurs.

If mass consumption by the core working class and a capital-(core) labor pact were at the heart of the old Fordist-Keynesian model, the emerging mode of regulation relies primarily on the reduction of labor's power to challenge or resist capital's strategy and an authoritarian, postmodern political culture of "thousand points of light" individualism and entrepreneurialism

²⁶⁷ Edward J. MCCAUGHAN, «Mexico's Long Crisis...», p. 7-8.

*characterized by profoundly disrupted and reconstructed collective identities*²⁶⁸.

Les concepts de l'internationalisation de la production, de l'internationalisation de l'État, et de la modification de l'ordre mondial utilisés par Cox sont synthétisés par McCaughan à l'aide du concept de l'internationalisation du capital²⁶⁹. Celle-ci relate l'intensification et l'expansion des circuits internationaux et transnationaux (*id est*, mouvements de capitaux financiers, productifs, et échanges de biens et services). Elle a pour conséquence l'intégration progressive de la périphérie à l'économie mondiale et l'inter-relation des modes de régulation entre celle-ci et le centre. Il n'est donc pas surprenant que la crise économique de l'ordre fordiste depuis la fin des années soixante a amené un changement des modes d'accumulation capitaliste et de régulation, non seulement au centre mais également à la semi-périphérie.

b) crise du régime d'accumulation fordiste périphérique

Jusqu'à l'effondrement du début des années quatre-vingt, l'intensification de la crise mondiale provoque, comme l'observe Cox, un ajout au développement introverti. Ceci correspond aux dires de McCaughan²⁷⁰. En effet, la promotion des exportations manufacturières prend de plus en plus de place, sans toutefois

²⁶⁸ Edward J. McCAUGHAN, «Mexico's Long Crisis...» p. 8.

²⁶⁹ *Ibid.*, p. 8-9.

²⁷⁰ *Ibid.*, p. 9.

modifier l'orientation générale visant la substitution aux importations dans le cas latino-américain. Celle-ci, d'ailleurs, s'intensifie dans certains pays. Cette nouvelle donne vise à recréer un modèle fordiste-intensif d'expansion économique à l'aide d'une augmentation de l'intensité capitaliste du processus d'industrialisation, et le développement d'un marché national par un contrat social inclusif. Cet ordre est toutefois fondamentalement bouleversé lors du revirement monétariste des politiques économiques des puissances industrielles, à commencer par la puissance dominante américaine. La crise de la dette qui en résulte en partie, et l'ajustement structurel qui vient après, embarquent le tiers monde industrialisé dans une toute autre galère.

Ce constat pousse l'auteur à s'inscrire en faux par rapport à Alain Lipietz²⁷¹. Celui-ci applique le concept de fordisme périphérique à la période post-ajustement structurel²⁷², alors que McCaughan estime qu'il explique davantage la période antécédente. Le fordisme périphérique conserve toutefois sa définition originelle. Il devient simplement une sorte de description du développement dépendant en phase finale pour ce qui est de sa forme néomercantiliste.

²⁷¹ Ceci constitue une des raisons qui nous pousse à mettre l'accent sur l'utilisation de concepts régulationnistes plutôt que sur leur cadre théorique.

²⁷² Alain LIPIETZ, Mirages et miracles -- Problèmes de l'industrialisation dans le tiers monde, Paris, Édition La Découverte, 1986, p. 65-100.

It is Fordism (...) "in that it involves both mechanization and a combination of intensive accumulation and a growing market for consumer durables," but "it remains peripheral in that, in terms of the world circuits of productive branches, jobs and production processes corresponding to the skilled manufacturing and engineering levels are still mainly located outside these countries. Its markets represent a specific combination of consumption by the local middle classes, consumer durables, and exports of cheap manufactures to the center"...²⁷³

La transition observée par McCaughan du corporatisme populiste (ex. le *cardenismo* mexicain, le *varguismo* brésilien ou le *peronismo* argentin) à l'autoritarisme au tournant des années soixante, correspond en gros au passage du césarisme populiste (État-cartel) au césarisme autoritaire (autoritarisme bureaucratique) décrit par Cox²⁷⁴. Ainsi, les péripéties de la configuration structurelle historique du néomercantilisme-développementalisme suivent de près la dialectique des modes de régulation semi-périphériques que McCaughan aborde en termes de crise d'accumulation et de domination²⁷⁵ corporatiste. Toutefois, son étude du cas mexicain permet de clarifier davantage que ne le fait Cox la préparation de l'avènement d'un nouveau rôle pour l'État périphérique.

²⁷³ Alain LIPIETZ dans Edward J. McCAUGHAN, *Mexico's Long Crisis...*, p. 9.

²⁷⁴ *Ibid.*, p. 10.

²⁷⁵ L'auteur utilise-t-il ce terme pour souligner l'absence d'hégémonie qu'implique la régulation périphérique? Il ne faut pas exclure une telle possibilité.

2. Le cas du Mexique

Ce nouveau rôle s'inscrit dans la transition d'un régime d'accumulation et d'un mode de régulation introvertis, expansifs et corporatifs, à un régime extraverti intensif et flexible. Cette transition correspond au démantèlement du "bloc" historique national²⁷⁶ et son remplacement par une nouvelle configuration structurelle-historique. Le rôle de l'ajustement structurel dans ce contexte agit comme facteur de cohérence, d'agent accélérateur, un phénomène qui précise la signification élargie du contenu des mutations dans le rôle économique de l'État.

a) néomercantilisme-développementalisme à la mexicaine

Sous l'ancien modèle institué par Lázaro Cárdenas durant les années trente, l'État mexicain combine le contrôle d'industries stratégiques, le soutien et la protection à l'entreprise privée, certaines politiques redistributives (ex. réforme agraire, subvention des prix des denrées alimentaires), une mobilisation populiste-corporatiste par l'intermédiaire du parti unique (PRI), la cooptation de l'intelligentsia, de l'élite prolétarienne et paysanne, la répression sélective des groupes non cooptables, et enfin l'hégémonisme révolutionnaire de 1910 pour ce qui est de la légitimité présidentielle²⁷⁷.

²⁷⁶ Ici le terme bloc est entre guillemets, car il s'agit d'une société non hégémonique au niveau des forces sociales. Ce bloc possède néanmoins un système politique (au sens étendu et traditionnel du terme) relativement développé et guidé par un discours idéologique de légitimation assez intériorisé.

²⁷⁷ Nora HAMILTON et Judith Adler HELLMAN dans Edward J. McCAUGHAN, «Mexico's Long Crisis...», p. 11.

Ce mode de régulation, à la base de la stratégie de développement introverti, rentre en crise dès les années soixante et entame alors une période de transition où des nouveaux secteurs d'une accumulation intensive (*id est*, basée sur l'augmentation de la plus-value relative, sur la baisse des coûts de production dans les secteurs des biens capitaux et des biens de consommation durables) coexistent de plus en plus avec un processus extensif (*id est*, absorption/élimination de la production paysanne ou domestique, et prolétarianisation) en essoufflement, mais néanmoins persistant²⁷⁸.

Cette longue crise mexicaine se manifeste d'abord par une chute des taux de profit engendrée par une surproduction et une saturation du marché interne²⁷⁹. L'inefficacité des entreprises mexicaines sur les marchés externes et le peu de demande solvable, dans un pays où l'inégalité des revenus empire, sont les principaux facteurs explicatifs de ces phénomènes. En raison du potentiel d'investissement épuisé dans le secteur privé par le secteur public, de la stagnation de la production agricole produite par une politique de maintien des prix bas, et du déficit fédéral carburé par une balance commerciale de plus en plus négative, les industries de l'État de même que les *ejidos* ne peuvent plus insuffler une relance économique. Ils sont maintenant des

²⁷⁸ Miguel Angel RIVERA RIOS dans Edward J. McCAUGHAN, «Mexico's Long Crisis...», p. 10.

²⁷⁹ *Ibid.*, p. 11-12.

obstacles à l'accumulation. La crise est donc structurelle.

Toutefois, la crise est aussi sociale²⁸⁰. En effet, le régime d'accumulation s'avère sérieusement handicapé par de sérieuses failles dans le mode de régulation. Entre la répression sanglante du mouvement de protestation étudiant en 1968 et la fuite de capitaux accompagnée d'une baisse de la production en 1976, l'État voit sa capacité de contenir les conflits de classes remise en question. L'accroissement des grèves, des mouvements d'opposition, et des forces sociales (paysannes, ouvrières, et bourgeoises) revendicatrices d'une révision du contrôle corporatiste corrompu de l'État, de la main mise du PRI sur la bureaucratie, et du monopole de légitimité révolutionnaire de la classe politique traditionnelle, contribuent à la crise et en résultent.

b) contexte mexicain de la "crise" et de l'ajustement structurel

Ces contradictions sociales et structurelles mexicaines culminent avec la crise financière qui devient, à partir du début des années quatre-vingt, le principal déterminant de l'économie du Mexique. Comment expliquer son avènement?

La dette étrangère et les déficits gouvernementaux sont l'expression différenciée, d'une part, de la crise des finances publiques, et, d'autre part, de la prédominance grandissante des

²⁸⁰ Edward J. McCaughan, «Mexico's Long Crisis...», p. 12-13.

profits financiers sur les profits productifs²⁸¹. La pétrolisation intensive de l'économie mexicaine à partir de 1975 et l'influx de capitaux étrangers qu'elle requiert viennent empirer les choses lorsque à la suite d'une récession mondiale, orchestrée en partie par les politiques financières américaines, les prix du brut chutent et l'offre de crédit se contracte. Avec une dette de 63,7 milliards en 1981 (elle se chiffrait seulement à 4,2 milliards en 1970), le contexte était déjà mûr pour l'ajustement structurel²⁸². Toutefois, la manne pétrolière amortissait la crise²⁸³. La chute des cours mondiaux met une fin à ce répit temporaire.

When the price of oil plummeted in 1982, Mexico's revenues dropped by 50 percent in one month. By then the foreign debt had reached \$80 billion, while capital flight estimated at \$51 billion between 1975 and 1981 drained the country of vital resources (...). It was in this context that President José López Portillo (1976-1982) announced in August 1982 that Mexico could not even pay the interest on its debt²⁸⁴.

Dans ce contexte de crise financière, l'ajustement structurel ne doit pas être conçu seulement comme une stratégie étatique visant à rétablir le paiement des intérêts aux financiers

²⁸¹ Voyons comment McCaughan illustre ses propos «Several factors specific to Mexico's postrevolutionary import-substitution industrialization/corporatist model contributed to the crisis of public finances: increased state spending aimed at resolving both economic and sociopolitical crises, subsidization of inefficient state enterprises, efforts to service the ejido sector, massive official corruption, tax evasion and capital flight, and servicing the foreign debt which had mushroomed from \$4.2 billion in 1970 to nearly \$30 billion by 1977...» (BAIRD et McCAUGHAN dans Edward J. McCAUGHAN, «Mexico's Long Crisis...», p. 13).

²⁸² *Ibid.*, p. 14.

²⁸³ Voir George W. GRAYSON, «Mexico: the Oil Glut and Structural Reform», *Washington Quarterly*, 19(3), Été 1986, p. 153-164.

²⁸⁴ *Op. cit.*, p. 14.

internationaux. Les propos de McCaughan laissent entrevoir une conception davantage contextualisée de cet épisode. En effet, il situe l'ajustement structurel dans le réaménagement des forces structurelles historiques au sein de l'État mexicain, selon sa signification gramscienne élargie. En clair, cela signifie que les fondements de l'État mexicain se sont modifiés, et que, par conséquent, le néomercantilisme-développementalisme ne correspond plus aux marges acceptables du pouvoir étatique mexicain. Dans ce nouveau contexte, l'ajustement aide à définir les nouvelles balises du rôle étatique de même que son contenu²⁸⁵.

Pour illustrer ses propos, McCaughan relate la signification des tentatives infructueuses déployées par les présidents Echeverría (politiques distributives) et Portillo (nationalisation des banques). Alors que dans le premier cas, ces politiques visent à calmer les tensions sociales engendrées par l'épuisement du modèle de développement introverti, à maîtriser le secteur industriel monopoliste et l'agribusiness, la nationalisation des banques nationales tente, pour sa part, de discipliner la bourgeoisie financière durant les débuts de la crise de la dette. Dans les deux cas, les objectifs ne sont point atteints et la fuite des capitaux, de même que la crise de légitimité du PRI continuent leur ascension.

Or, ces stratégies auraient dû contenter la vieille

²⁸⁵ Edward J. McCaughan, «Mexico's Long Crisis...», p. 14-17.

configuration des forces sociales à la base du régime post-révolutionnaire, soit la coalition nationaliste dont parle Cox composée, entre autres, de la petite bourgeoisie industrielle dépendante de l'accumulation nationale et de la classe ouvrière incorporée. Elles auraient dû rétablir la stabilité du régime, comme elles l'avaient fait auparavant. Le fait qu'elles échouent justement dans cette tentative signifie que la configuration des forces à la base de l'État s'est effectivement modifiée, de dire l'auteur. Pourquoi alors le projet hégémonique post-révolutionnaire du *cardenismo* n'est plus?

c) extraversion et "démocratisation"²⁸⁶

Se fiant aux analyses de Judith Hellman et d'Alejandro Alvarez, McCaughan estime que l'endettement croissant du Mexique durant la décennie soixante-dix mène à une concentration et une centralisation du capital financier qui devient de plus en plus autonome face au secteur productif. Ce mouvement interne correspondait à, est encouragé par, et résulte de la position de plus en plus dominante du capital financier transnational dans l'ordre mondial et de la faillite de l'introversion. Cette autonomisation du financier sur le productif a pour conséquence, au fur et à mesure que la crise financière mexicaine s'approfondit, de remodeler la marge de manoeuvre de l'État, de repositionner les

²⁸⁶ Voir Andrew REDING, «Mexico Under Salinas: a Façade of Reform», *World Policy Journal*, 6(4), Automne 1989, p. 685-729.

forces au sein même de cet État.

L'arrivée de Miguel de la Madrid et de son ministre des finances Carlos Salinas de Gortari, qui le succédera éventuellement, illustre l'ampleur du changement. La "grande famille" révolutionnaire du PRI voit alors sa représentativité sérieusement redéfinie politiquement et idéologiquement par l'arrivée de technocrates au service d'intérêts plus délimités, soit ceux surtout de la bourgeoisie financière liée au capital transnational²⁸⁷. Incapable d'inspirer la loyauté et d'exercer la discipline sur la structure de classe héritée du néomercantilisme-développementalisme, inapte aussi à se réclamer représentant légitime de l'intérêt de la nation, l'hégémonisme du PRI et de son régime présidentiel s'éteint. Le Mexique se prépare ainsi à l'austérité d'une stratégie de développement (*id est*, privatisation, libéralisation, déréglementation, rationalisation, etc...) qui s'élabore aux dépens des classes populaires, de l'aristocratie ouvrière, de l'élite bureaucratique traditionnelle, et de la bourgeoisie nationale détachée des réseaux transnationaux.

Ce "nouveau" régime d'accumulation flexible extraverti, comme l'appel McCaughan, n'est pas réellement inédit. Il fait sentir sa présence dès l'administration d'Echeverría avec le début de la fin de l'introversion. La prétrolisation de l'économie et l'offre

²⁸⁷ Voir Howard WARD, «Mexico: the Unravelling of a Corporatist Regime?», Journal of Interamerican Studies and World Affairs, 30(4), Hiver 1988-1989, p. 1-28.

abondante de crédit international viennent toutefois brouiller les cartes²⁸⁸. Ce régime est neuf seulement en ce sens que la crise de la dette en 1982 provoque en partie son émergence en tant que modèle cohérent appuyé par un nouveau mode de régulation en formation. Elle facilite son adoption en tant que stratégie étatique visant clairement un développement extraverti sous le leadership du capital financier transnational qui fait sentir sa poigne par le réchelonnement de la dette.

Le rôle de l'État dans ce nouvel environnement se définit, aux dires de McCaughan, en quatre objectifs²⁸⁹. Premièrement, l'État vise à rehausser la profitabilité du secteur privé, à réduire les coûts de la main-d'oeuvre, à augmenter sa productivité et à rendre la gestion des relations industrielles plus flexible. Deuxièmement, il tente d'encourager la diversification des exportations, de promouvoir la modernisation de l'industrie, et l'intégration avec l'économie mondiale. Troisièmement, l'État cherche à obtenir la confiance et l'implication des investisseurs et créanciers étrangers dans le développement de son économie. Quatrièmement, une démocratisation "contrôlée" ainsi qu'une

²⁸⁸ Bien que ces facteurs ont joué un rôle important dans l'abandon progressif et lent du néomercantilisme-développementalisme à la mexicaine, leur mise en contexte permet de faire comprendre leur signification généralisable. Ils sont les indicateurs d'une crise de structures historiques applicables aux autres formations sociales du tiers monde faisant face à une problématique semblable à celle du Mexique. «That it has taken nearly 20 years to formulate a new strategy reflects (1) ongoing struggles within the capitalist class internationally to articulate new alternatives to Fordism and Keynesianism (...); (2) struggles within the Mexican bourgeoisie specifically over the relative hegemony of transnational finance capital and its local partners over national industrial capital; and (3) national class struggle and the weakening of the PRI and its associated institutions relative to their once undisputed power as the cornerstones of the old corporatist model of domination and regulation.» (Edward J. McCaughan, «Mexico's Long Crisis...», p. 17)

²⁸⁹ *Ibid.*, p. 17-21.

"modernisation" de l'appareil politique et bureaucratique du PRI constituent les derniers objectifs de l'État mexicain.

Les implications que suppose la poursuite de ces objectifs sont considérables²⁹⁰. Dans le cas de la main-d'oeuvre, cette nouvelle stratégie s'est instituée à leurs dépens : perte en importance de la consommation de masse interne, augmentation des conditions de travail précaires et de la cadence de la production, perte du pouvoir et de la reconnaissance des syndicats, paupérisation accrue, stratification plus élevée dans les conditions d'exploitation particulièrement défavorables pour les femmes et les enfants, réémergence d'une économie de survie informelle et des relations de production primitives, élargissement et facilitation des possibilités de tirer profit du travail pour le Capital. Pour ce qui est du deuxième objectif (*id est*, exportation, modernisation), il signifie l'augmentation des subventions à l'exportation, l'importance grandissante du secteur agricole monopoliste exportateur, l'abandon des protections à l'industrie nationale (ex. baisse des tarifs douaniers²⁹¹, allègement des lois sur l'investissement étranger), la dépendance économique, technologique, politique accrue envers les États-Unis (ALENA), et l'intensification de l'exploitation des ressources naturelles et environnementales. Privatisations massives,

²⁹⁰ Edward J. McCAUGHAN, «Mexico's Long Crisis...», p. 17-21.

²⁹¹ Voir Diane E. DAVIS, «Mexico's New Politics: Changing Perspectives on Free Trade», World Policy Journal, 9(4), Automne-Hiver 1992, p. 655-671.

diminution du secteur public dans le processus de production national, négligence de la petite industrie agricole produisant pour le marché interne, abandon du système coopératif agricole *ejido*, intensification de la capitalisation de l'agriculture à des fins d'exportation, accentuation de la répression militaro-policière en campagne, telles sont les implications du troisième objectif. Enfin, derrière une prétendue lutte à la corruption et une démocratisation se cache la démolition de l'ancien système politique et représentatif des intérêts corporatifs (*id est*, dépolitisation des organisations paysannes et ouvrières, destruction et cooptation de l'opposition récalcitrante, désagrégation du mouvement ouvrier et remplacement de son contrôle corporatiste via la *Confederación de Trabajadores Mexicanos* et le *Congreso de Trabajo* par des syndicats industriels ou d'entreprise).

3. Conclusions préliminaires

Partant d'une compréhension compatible des mutations affectant l'économie politique mondiale de la crise du fordisme et de son impact sur la forme étatique périphérique, Cox et McCaughan se complètent de façon satisfaisante. L'application de l'optique régulationniste qu'offrent les concepts de régime d'accumulation et de mode de régulation au cas mexicain sert à concrétiser davantage les observations de Cox sur la mise en contexte de l'ajustement structurel au sein de la problématique de l'épuisement du néomercantilisme-développementalisme.

Pour résumer l'apport du Mexique à notre compréhension théorique nous pouvons dire que l'ensemble socio-étatique en périphérie subit, à partir des années soixante, une crise structurelle et sociale qui redéfinit son bloc historique en fonction d'un développement qui se précise au profit des forces sociales extraverties et aux dépens de ceux qui gravitent surtout au niveau de l'ancienne configuration stratégique introvertie. Cette réalité est introduite chez Cox sans détail. L'étude du Mexique nous permet d'envisager concrètement de quoi peut avoir l'air ce délogement politique et économique de la coalition nationaliste du néomercantilisme par une alliance transnationaliste.

La crise financière des années quatre-vingt marque le point culminant de ce changement historique en contribuant fortement à la spécification, par l'ajustement structurel, des nouvelles balises du rôle économique de l'État. Un rôle qui s'inscrit dans une nouvelle configuration structurelle-historique nationale et mondiale. Ce nouveau rôle se situe dans la transition d'un régime d'accumulation et d'un mode de régulation introvertis, expansifs et corporatifs, à un régime extraverti intensif et flexible. Le remplacement du néomercantilisme-développementalisme, à peine esquissé par Cox, prend chez McCaughan une forme claire et révèle ses conséquences socio-économiques.

E. Conclusion et synthèse critique

Ce dernier chapitre a visé à vérifier si le cadre conceptuel régulationniste peut venir en aide à l'éclairage théorique coxien du thème de cette dissertation. Il a fallu, premièrement, vérifier si ce cadre contenait la substance théorique nécessaire pour effectuer le complément. Ensuite, il a fallu établir le degré et la nature de la compatibilité du milieu dans lequel les régulationnistes l'utilisent afin de déterminer si sa transposition dans l'approche coxienne est faisable. Enfin, la dernière étape a consisté à recueillir les résultats de son éclairage dans le cas d'une situation concrète. Voici ce que l'on peut déduire de cet exercice.

La nature des concepts que nous font découvrir les régulationnistes par l'intermédiaire de McCaughan, tels que les régimes d'accumulation périphérique et les modes de régulation non hégémoniques, attestent de leur pertinence à l'étude néogramscienne portant sur l'impact de l'ajustement structurel en ce qui concerne le rôle de l'État périphérique. Ils peuvent ne pas s'appliquer théoriquement de la même façon que la panoplie conceptuelle coxienne; il demeure que leur champ d'investigation recouvre à peu près les mêmes réalités. Et, ce qui est important, ils participent, en gros, à la même entreprise scientifique. Ils sont donc cooptables à nos fins.

En effet, le projet de recherche de l'école de la régulation

est loin d'être étranger au projet critique de l'approche de Cox. Rejetant les prémisses métathéoriques des sciences sociales orthodoxes, et de la science économique en particulier, son but est de comprendre l'économie politique de la reproduction et du changement historique des structures encadrant les sociétés capitalistes dans toute leur complexité. Il n'est donc pas surprenant de retrouver des auteurs "régulationnistes" dans le camp du paradigme critique participant au troisième débat en relations internationales²⁹² au côté de Cox et Gill.

Même si on s'en tient à une définition restrictive de la théorie de la régulation (*id est*, l'école parisienne), les ponts avec l'optique néogramscienne sont toujours là. L'ontologie marxisante, l'épistémologie consciente des limites historiques de la causalité, ainsi que la méthodologie permettant une mise en contexte élargie des phénomènes et des objets sujets à la théorisation régulationniste en témoignent.

Ceci nous amène donc à l'apport que nous lègue le cadre conceptuel régulationniste. Pour ne pas répéter ce qui vient juste d'être dit à la dernière section, il suffit d'affirmer que ce dernier chapitre a permis de compléter les pistes de réflexion défrichées par Cox. L'application de deux concepts (*id est*, régime d'accumulation, mode de régulation) régulationnistes au cas d'une

²⁹² Voir Yosef LAPID, «The Third Debate --On the Prospects of International Theory in a Post-Positivist Era», International Studies Quarterly, 28(3), Juin 1984, p. 143-254.

formation "semi-périphérique" nous a autorisé à éclaircir davantage l'abandon du néomercantilisme-développementalisme, et donc à concrétiser le cadre théorique critique du changement dans le rôle économique de l'État périphérique à la suite de l'ajustement structurel. La signification interne-élargie de l'impact des PAS observé par Biersteker, soit ce à quoi Cox n'apportait que des indications vagues, trouve enfin son port d'attache dans l'apport théorique de McCaughan, un apport dont la légitimité et la pertinence proviennent de sa compatibilité métathéorique avec l'approche néogramscienne au niveau du potentiel réflexif et critique.

CONCLUSION

Le temps est maintenant au bilan. L'entreprise de construction interprétative (ou théorique pour employer un mot fort) a-t-elle voulu la peine pour qu'on lui consacre cet ouvrage? Nous croyons que oui car elle nous a aidé à trouver une voie théorique susceptible de formuler et d'accorder une signification approfondie aux changements dans le rôle de l'État périphérique après l'imposition de l'ajustement structurel. De plus, elle nous a démontré la validité de nos postulats sur la nécessité d'une réflexion contextualisée et élargie pour un projet théorique critique visant à répondre au comment, au pour qui, et au pourquoi d'un problème. Inversement, elle a contribué à mettre en lumière l'importance d'une *praxis* critique du changement afin d'arriver à une liberté de réflexion qui est essentielle à une véritable contextualisation globale de notre problématique. En outre, la dissertation s'est efforcée à expliquer toute la centralité d'un potentiel réflexif post-positiviste dans l'élaboration de cette argumentation. Notre démarche, c'est-à-dire la déconstruction métathéorique de l'éclectisme libéral de Biersteker, son remplacement par le structuralisme historique de Cox couplé de l'éclairage conceptuel régulationniste de McCaughan, nous a non seulement servis de tremplin à la démonstration de nos arguments, mais elle a légué une interprétation théorique du thème pouvant

servir à sa compréhension et à l'action politique visant la conscientisation face aux conséquences des changements structurels de l'ordre mondial.

A. Réflexion élargie

Moins une entreprise de réflexion théorique se préoccupe de la préservation et du bon fonctionnement des agencements qui encadrent l'ordre établi, plus étendu est son champ observatoire. Plus étendu est le potentiel réflexif d'un paradigme, plus son comment, son pour qui, et son pourquoi des mutations du rôle économique de l'État périphérique après l'ajustement structurel participent à éclairer un champ élargi d'investigation théorique. Plus ce questionnement intellectuel s'inscrit dans un cadre conceptuel permettant une mise en contexte de ses éléments, plus l'interprétation théorique qui en découle est valable pour une entreprise critique comme la nôtre. Voici en quelques phrases l'ensemble des "leçons" tirées de cette dissertation.

Celle-ci a tenté de construire un cadre interprétatif susceptible de fournir un sens à l'impact de l'ajustement structurel sur l'État périphérique, une signification qui puisse servir à éclairer ce thème dans toute sa globalité. Guidée par une analyse métathéorique, cette construction a démontré l'utilité de la cohérence inter-paradigmatique dans l'éclectisme, l'importance des options normatives dans l'entreprise scientifique et

interrogative, le bien fondé d'une épistémologie post-positiviste dans le cadre d'une *praxis* du changement organique, la valeur d'une ontologie qui tient compte de l'interpénétration des objets et de leur contextualité, et finalement d'une méthodologie historico-matérialiste se situant à l'intersection de la matrice structuro-fonctionnel et de ses agents.

Nous nous sommes servis de trois approches pour construire le cadre interprétatif élargi. La première vient de Thomas Biersteker. Elle fut choisie en raison du degré élevé de précision quant au traitement de l'objet d'étude et de l'interrogation élargie qu'elle introduit sans utiliser son potentiel critique. Celui-ci est exploité par la deuxième approche. Les structures historiques de Robert Cox nous permettent effectivement de contextualiser notre cadre conceptuel de façon élargie, à tel point que le niveau de couverture touchant l'État périphérique manque de concrétude. Celle-ci est fournie par l'éclairage théorique de l'approche régulationniste appliquée par Edward McCaughan au cas mexicain.

B. Interprétation élargie

Le résultat peut se résumer à une interprétation possédant deux niveaux. Le premier isole l'effet direct des PAS sur le rôle étatique. Le deuxième le contextualise dans l'environnement périphérique et historique de la crise hégémonique d'après guerre.

1. Premier niveau d'interprétation

L'impact de l'ajustement structurel sur le rôle économique de l'État périphérique peut d'abord être interprété logiquement à circuit fermé. Un tel exercice a pour avantage d'isoler un phénomène avant de le mettre en contexte et, donc, de le situer dans son environnement élargi. Cette exploration d'un type idéal se justifie par le fait que l'imposition des mesures de stabilisation ou des programmes d'ajustement structurel (PAS) par le FMI et la BM durant la dernière décennie s'est attaquée directement à la nature du rôle économique des États en situation d'insolvabilité. Bien qu'en n'étant point sa cause ultime, cet événement a marqué profondément la mutation du rôle étatique, à tel point qu'il peut être considéré comme un point historique de non-retour.

Le cadre interprétatif à ce stade n'a pas besoin d'être complexe. Il suffit de considérer la modification du rôle étatique par l'intermédiaire des politiques économiques que supposent les prescriptions du FMI et de la BM. L'impact des PAS suppose une modification du rôle étatique qui prend la forme d'une augmentation, d'une diminution, d'un réaménagement, ou au contraire, qui n'implique aucune altération. Ces mutations s'observent au niveau de six outils ou moyens qui peuvent être utilisés par l'État pour intervenir dans l'économie : l'influence, la contrainte, la médiation, la distribution, la production, la

planification. Elles sont provoquées par un revirement de l'action étatique dans quatre grands domaines inter-reliés d'intervention : politique monétaire et du taux de change; gestion de la demande et de l'offre macro-économiques; place accordée aux mécanismes du marché aux niveaux interne et externe (en matière de production, de mise en marché, et de vente); et enfin, gestion de la force de travail.

L'optique dans laquelle cette première réflexion limitée sur le thème peut s'effectuer possède certains avantages. Premièrement, elle permet d'identifier concrètement les mécanismes fonctionnels du changement. Deuxièmement, elle isole l'effet direct de l'ajustement structurel. Troisièmement, elle définit le rôle étatique de telle sorte qu'il tient compte de notre catégorisation ouverte des stratégies de développement élaborée au premier chapitre. En effet, l'utilisation des outils d'intervention comme guide interprétatif permet de transcender les problèmes qu'occasionnent, d'une part, une définition rigide des trois voies possibles (*id est*, extravertie, introvertie, et auto-centrée) de l'interventionnisme étatique, et, d'autre part, une vision trop centrée sur l'action strictement économique de l'État. Quatrièmement, les politiques affectées par l'ajustement structurel et d'où provient l'impact sur l'État intègrent non seulement la logique de la stabilisation et de l'ajustement, mais également l'aspect indirect, direct, et planificateur du rôle étatique.

Quel genre d'éclairage peut-il ressortir d'un premier niveau d'interprétation? La libéralisation des taux de change et des relations avec l'économie mondiale, les mesures anti-inflationnistes et de contraction, la restauration des mécanismes du marché, la déréglementation, la privatisation de l'économie, le rôle de moins en moins protecteur et planificateur mais de plus en plus incitatif de l'interventionnisme, tous peuvent être logiquement provoqués par l'ajustement structurel. Ils peuvent avoir pour effet d'inciter un rôle économique davantage indirect que direct. En effet, le mouvement général semble être vers un État moins impliqué dans la planification économique et/ou la production de biens et services. Certaines fonctions économiques peuvent toutefois se voir maintenues ou même renforcées (ex. influence et médiation) mais elles impliquent une place plus discrète pour l'État par rapport au marché.

Cependant, le fait que d'autres fonctions puissent se voir réaménagées sans perdre leur pertinence (ex. régulation, médiation et distribution) est significatif. Une mutation où la diminution du rôle est certes présente, mais ne constituerait point le phénomène ayant le plus de potentiel explicatif peut émerger d'une telle observation. En effet, le retrait étatique de l'activité économique n'apparaît que partiel et même contradictoire dans certains cas (en ce sens qu'il augmente dans certaines fonctions). Il relève donc une signification stratégique par rapport à son

contexte.

2. Deuxième niveau d'interprétation

Or, comment définir ce contexte? Celui-ci peut constituer un ensemble de configurations historiques et dynamiques de forces structuro-sociales. Celles-ci agissent et interagissent aux niveaux idéologique, institutionnel et économique de façon réciproque et sans hiérarchisations prédéterminées. Elles font partie intégrante, non seulement de l'État, mais également de l'environnement aux niveaux intranational, national, international, transnational, et supranational dans lequel il situe son action affectée par l'ajustement structurel. Dans cette optique, l'avènement des PAS et le changement du rôle économique de l'État périphérique s'inscrivent et participent à une mutation importante de cet ordre configurationnel.

Ce deuxième ordre de réflexion est plus complexe que le premier. C'est lui qui accorde le caractère élargi à l'interprétation du thème. Il en est ainsi car il accorde une signification stratégique et contextualisée, non seulement aux mutations du rôle étatique, mais à l'ajustement structurel dans lequel elles se situent. Il apporte ainsi les outils de la conscientisation en donnant un visage et un contenu normatif aux intérêts et options développementales servis par ces changements prétendument inévitables. L'ajustement structurel y est conçu comme une épisode importante se situant dans une problématique

historique complexe. Le rôle étatique y est perçu dans son environnement interne et externe. Même l'État périphérique doit être contextualisable en incarnant une condensation de forces structuro-sociales et un site de multiples déterminations internes et externes.

Cette optique contextualisée nous permet d'interpréter l'ajustement structurel comme un stimuli important à l'avènement d'un régime extraverti et flexible d'accumulation périphérique. Celui-ci implique une nouvelle structure d'accumulation, c'est-à-dire une nouvelle hiérarchisation des relations sociales de production. Cette physionomie du pouvoir et d'exploitation (extraction socio-inégale du surplus) profite surtout aux forces sociales, institutionnelles et idéologiques de la mondialisation, aux forces structuro-historiques s'inscrivant dans le courant historique actuel de l'accélération de l'internationalisation de l'État et de la production²⁹³.

L'État périphérique voit son intervention économique s'inscrire dans un mode de régulation totalement différent de celui qui le caractérisait avant la crise de la dette. Le néomercantilisme-développementalisme introverti chapeauté au niveau des relations sociales de production par le corporatisme étatique est abandonné. L'État devient une courroie de transmission aux

²⁹³ Voir Harry MAGDOFF, «Globalization --To What End?», dans Socialist Register 1992, sous la dir. de Ralph MILIBAND et Leo PANITCH, Londres, The Merlin Press, 1992, p. 44-75.

exigences du capital financier transnational ou transnationalisé, une agence d'ouverture de son économie nationale aux potentialités de la production mondiale post-fordiste, un instrument de compétitivité. Bien que le césarisme et la révolution passive puissent encore caractériser l'ajustement étatique aux exigences de la mondialisation, ils ne relèvent plus du même bloc historique. Destruction des réseaux politiques traditionnels de l'État-cartel populiste ou militaro-bureaucratique, lutte à la "corruption" du mouvement ouvrier, démocratisation formelle du processus électoral, légitimation judicio-constitutionnelle du système étatique et non plus développementale ou révolutionnaire, isolement politique des instances étatiques internationalisées et responsables de l'ajustement, tels sont les nouveaux contours d'un bloc historique périphérique en émergence.

En émergence car comme c'est souvent le cas en périphérie la crise hégémonique reste endémique. L'État a beau pouvoir se servir du discours libéral des instances hégémoniques mondiales, il a beau pouvoir justifier son retrait stratégique de l'économie en arguant une soumission obligée aux exigences du FMI pour l'allègement de la dette, il peut bien aussi s'appuyer davantage sur la faction financière du capital national, ou sur les puissances géopolitiques promouvant le nouveau régionalisme et ses critères de participation, le fondement du contenu et de la nature caractérisant l'ensemble socio-étatique reste contestable. En

effet, les potentialités de nouvelles forces contre-hégémoniques apparaissent. L'histoire est loin d'être arrivée à sa fin.

Le prolétariat national jadis incorporé à la production introverti et participant au fordisme périphérique par sa demande solvable et son pouvoir politique se voit maintenant placé aux limites supportables de sa reproduction sociale. S'il n'est pas tout simplement exclu de l'appareil productif en extraversion et ainsi forcé de rejoindre la périphérie de la structure d'accumulation (avec ce que cela signifie), son importance se voit de toute façon calculée maintenant en termes de productivité et de marge de profit pour le centre productif en osmose avec les forces extraverties. "L'aristocratie" ouvrière des classes moyennes urbaines périphériques est donc foncièrement rétrécie. Son adhésion à la raison d'État historique est structurellement remise en question.

Le capital productif national qui n'a pu ou n'a pas su s'adapter à l'adoption du nouveau régime d'accumulation est lui aussi exclu des bénéfices de l'extraversion. Force jadis importante au sein de la coalition nationaliste sur laquelle l'État développementaliste se basait, la bourgeoisie industrielle nationale se voit maintenant supplantée par le capital financier mondialisé. La coalition nationale n'est plus. La coalition transnationalisée la remplace. L'autonomie relative de l'État capitaliste périphérique se redéfinit en fonction d'une nouvelle

sélectivité stratégique. Celle-ci s'exprime en matière institutionnelle par le remodelage des réseaux d'influence qui marginalisent les forces basées sur l'interne.

En campagne, la situation est loin de s'améliorer pour les masses paysannes. Habitée qu'elle était à assurer à bon marché la reproduction de la force de travail urbaine et le financement de l'industrialisation, son rôle fondamental est peu changé sauf qu'il sert maintenant plus directement les marchés de consommation mondiaux. Les exigences de ce marché tant en ce qui concerne la productivité, la qualité des produits, et l'échelle des opérations impliquent un accroissement de la concentration et une centralisation des moyens de production. La répression policière, les mouvements violents de désobéissances civiles (Zapatisme) et les motifs politiques se trouvant à leurs origines ne sont qu'un indicateur des conséquences de l'ajustement (au sens large) en campagne périphérique.

Puisqu'il est question d'ajustement structurel au sens large, il serait bien temps d'interpréter l'ajustement structurel de façon contextualisée. Son rôle dans l'adoption par l'État périphérique d'une nouvelle optique d'intervention ne s'effectue point dans un vide contextuel. Il n'est pas dans nos intentions d'affirmer qu'à eux seuls le FMI et la BM sont à l'origine des changements décrits dans les paragraphes précédents. Il s'avère plus réaliste d'affirmer que l'on peut interpréter l'action de ces forces

institutionnelles comme s'inscrivant dans une tentative (parmi d'autres) de reconstruction d'un ordre mondial en crise d'hégémonie.

Cette crise possède de multiples dimensions. Elles peuvent être économiques, politiques, sociales, et idéologiques. L'important c'est de savoir qu'elles sont interdépendantes et que l'ajustement structurel y joue un rôle certain. Il y joue un rôle en stabilisant le système financier international, en assurant l'accumulation financière transnationale, en facilitant la transition à la structure d'accumulation post-fordiste au centre, en mettant une fin aux aventures contre-hégémoniques des modèles de développement périphériques, en donnant à l'État périphérique le prétexte pour détruire les mouvements syndicaux politisés, en contribuant à l'uniformisation des perspectives idéologiques de l'élite périphérique. Afin de mieux situer l'ajustement structurel dans la crise hégémonique, il serait bon d'en résumer les différentes dimensions.

L'accent peut d'abord être mis sur l'aspect économique. Ainsi le régime d'accumulation fordiste d'après guerre serait rentré en crise dès la fin des années soixante. Ses contradictions inhérentes aux niveaux de la productivité de l'offre et de la gestion keynésienne de la demande auraient éclaté d'abord au centre avec une stagflation et une crise fisco-monnaire. Cette crise centriste aurait ensuite débordé en périphérie par une crise des

balances de paiement qui aurait été à l'origine de la crise de la dette et éventuellement la récession mondiale des années quatre-vingt.

Une signification politique de la crise peut aussi servir à l'expliquer. Ainsi l'incapacité américaine à assumer la légitimité de sa dominance parmi les puissances capitalistes et la montée de la dissidence après la décolonisation et la reconstruction européenne auraient sonné le glas de la *Pax Americana*. L'incertitude mondiale des années soixante-dix et sa crise de leadership qui aurait permis au tiers monde de s'affirmer en tant que force internationale aurait laissé la place, au tournant de la décennie, à l'imposition d'une dominance non hégémonique ne pouvant s'affirmer en périphérie que par une force de plus en plus arbitraire.

Nous pouvons insister pour dire que la crise hégémonique mondiale prend son origine également dans des facteurs sociaux. Ainsi, le pouvoir grandissant de la classe laborieuse au centre (favorisé par l'accumulation basée sur la consommation de masse, l'organisation du travail fordiste, et les stratégies des forces syndicales) aurait mis en péril la reproduction du mode de production capitaliste à long terme. Un nouveau mode de régulation basé sur un régime d'accumulation moins inclusif allait naître par conséquent.

Enfin, les explications mettant l'accent sur l'idéologie ne

peuvent être absentes. Elles mettent en lumière la façon dont l'idéologie de la mondialisation s'est servie des difficultés des modèles de développement visant le développement autonome (ex. étatismes keynésien, économie de commande, substitution aux importations, stratégie auto-centrée) afin de promouvoir chez les élites bureaucratiques et politiques la pensée de Milton Friedman. Ces explications envisagent les moyens employés par la pensée dominante pour interpréter les "*success stories*" asiatiques comme des preuves du bien fondé de l'État minimal-extraverti.



Ainsi se termine cette entreprise de réflexion élargie traitant de l'impact de l'ajustement structurel sur le rôle étatique en périphérie. Celle-ci s'est voulue une contribution à la compréhension théorique contextualisée du phénomène, à son explication critique. Elle a servi à amalgamer de façon cohérente, du point de vue métathéorique, un appareil conceptuel diversifié autour d'un questionnement englobant.

Toutefois, ce cadre interprétatif est loin d'être terminé. En effet, nous doutons qu'il puisse être utile universellement. L'étude empirique de formations sociales périphériques, tel que le

Mexique, subissant les conséquences de l'ajustement structurel et ayant une histoire riche en matière d'interventionnisme étatique s'impose donc. Nous sommes convaincus que l'analyse empirique de situations historiques concrètes (ex. la Turquie, le Brésil, l'Argentine et le Nigéria) se situant en périphérie industrialisée (ou en semi-périphérie diraient les structuralistes) ne peuvent qu'améliorer notre compréhension théorique du thème. Il s'agit par conséquent d'y consacrer nos futurs efforts.

BIBLIOGRAPHIE

ADDI, Lahouri, «La notion d'autorité politique et l'idéologie étatique», Cahiers internationaux de sociologie, Juin 1993-Janvier 1994, p. 145-160.

AGLIETTA, M., Theory of Capitalist Regulation, Londres, NLB, 1979.

AGLIETTA, M., «World Capitalism in the Eighties», New Left Review, 136, Novembre-Décembre 1982, p. 25-35.

AGNEW, John A., «Sociologizing the Geographical Imagination: Spatial Concepts in the World-System Perspective», Political Geography Quarterly, 1(2), Avril 1982, p. 152-166.

ALARCON, Diana et MC KINLEY, Terry, «Beyond Import Substitution: the Restructuring Projects of Brazil and Mexico», Latin American Perspectives, 19(2), Printemps 1992, p. 72-87.

ALTVATER, Elmar et HÜBNER, Kurt et LORENTZEN, Jochen et ROJAS, Raúl, The Poverty of Nations, Londres et New Jersey, Zed Books Ltd, 1991.

AMIN, Samir, Le développement inégal --essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique, Paris, Éditions de minuit, 1973.

AUGELLI, Enrico et MURPHY, Craig, America's Quest for Supremacy and the Third World --A Gramscian Analysis, Londres, Pinter Publishers, 1988.

AUROI, Claude (sous la dir. de), The Role of the State in Development Processes, Londres, Frank Cass, 1992.

BÉJAR, Alejandro Alvarez et PICHARDO, Gabriel Mendoza, «Mexico 1988-1991 -a Successful Economic Adjustment Program?», Latin American Perspectives, 20(3), Été 1993, p. 32-45.

«Amériques latines à la une», Esprit, X, Octobre 1983, p. 3-252.

ANGLADE, Christian et FORTIN, Carlos (sous la dir. de), The State and Capital Accumulation in Latin America, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1990.

AUROI, Claude, The Role of the State in Development Processes, Londres, Cass, 1992.

BAER, Werner, «Privatisation in Latin America», World Economy,

17(4), Juillet 1994, p. 509-528.

BASLÉ, Maurice, «Antécédents institutionnalistes méconnus ou connus de la théorie de la régulation», dans Théorie de la régulation -- L'état des savoirs, sous la dir. de Robert BOYER et Yves SAILLARD, Paris, Éditions La Découverte, 1995, p. 31-39.

BANQUE MONDIALE, Rapport sur le développement dans le monde 1991, New York, Oxford University Press, 1991.

BEAUD, Michel, «Economic Reform and the Transformation of the Role of the State», dans The Role of the State in Development Processes, sous la dir. de Claude AUROI, Londres, Frank CASS, 1992, p. 93-108.

BECKER, David G., «Development, Democracy and Dependency in Latin America: a Postimperialist View», Third World Quarterly, 4(2), Avril 1984, p. 411-431.

BELLO, Walden, Brave New Third World? Strategies for Survival in the Global Economy, Londres, Earthscan, 1990.

BENACHENHOU, Abdellatif, «State and Civil Society: Prospects for the Theme», dans The Role of the State in Development Process, sous la dir. de Claude AUROI, Londres, Frank Cass, 1992, p. 7-14.

BENDANA, Alejandro, «Latin America After the Gulf War», Alternatives, 16(3), Été 1991, p. 245-251.

BERBEROGLU, Berch, The Internationalization of Capital -Imperialism and Capitalist Development on a World Scale, New York, Praeger, 1987.

BERTHÉLEMY, Jean-Claude et VOURE'H, Ann, Allégement de la dette et croissance, Paris, Études du centre de développement, OCDE, 1994.

BERTRAMSEN, René Brugge, State, Economy and Society, Londres, Anwin Hyman, 1990.

BEYME, Klaus von, «The Role of the State and the Growth of Government», International Political Science Review, 6(1), 1985, p. 11-34.

BHAGWATI, Jagdish N., «Nation-State in an International Framework: an Economist's Perspective», Alternatives, 14(2), Avril 1989, p. 231-244.

BIENEFELD, Manfred, «Capitalism and the Nation State in the Dog Days of the Twentieth Century», The Socialist Register, 1994, p.

94-124.

BIERSTEKER, Thomas J., Distortion or Development? Contending Perspectives on the Multinational Corporation, Cambridge, Massachusetts, The MIT Press, 1978.

BIERSTEKER, Thomas J., et ALKER, Hayward R., «The Dialectics of World Order: Notes for a Futur Archaeologist of International Savoir Faire», International Studies Quarterly, 28(2), Juin 1984, p. 121-142.

BIERSTEKER, Thomas J., Multinationals, the State, and Control of the Nigerian Economy, Princeton, Princeton University Press, 1987, p. 3-51, p. 284-299.

BIERSTEKER, Thomas J., «Critical Reflections On Post-Positivism in International Relations», International Studies Quarterly, 33(3), September 1989, p. 263-267.

BIERSTEKER, Thomas J., «Reducing the Role of the State in the Economy: A Conceptual Exploration of IMF and World Bank Prescriptions», International Studies Quarterly, 34(4), December 1990, p. 477-492.

BIERSTEKER, Thomas J., «Evolving Perspectives on International Political Economy: Twentieth-Century Contexts and Discontinuities», International Political Science Review, 14(1), hiver 1993, p. 7-33.

BIRD, Graham, «Changing Partners: Perspectives and Policies of the Bretton Woods Institutions», Third World Quarterly, 15(3), Septembre 1994, p. 483-503.

BLOCK, Fred, «Political Choice and the Multiple "Logics" of Capital», Theory and Society, 15(1-2), 1986, p. 175-192.

BOYER, Robert, «Aux origines de la théorie de la régulation», dans Théorie de la régulation --L'état des savoirs, sous la dir. de Robert BOYER et Yves SAILLARD, Paris, Éditions La Découverte, 1995, p. 21-30.

BOYER, Robert et SAILLARD, Yves, «Avant-propos», dans Théorie de la régulation --L'état des savoirs, sous la dir. de Robert BOYER et Yves SAILLARD, Paris, Éditions La Découverte, 1995, p. 9-20.

BOYLE, Chris, «Imagining the World Market : IPE [International Political Economy] and the Task of Social Theory», Millennium, 23(2), Été 1994, p. 351-363.

BRACE, Paul, «The Changing Context of State Political Economy», Journal of Politics, 53(2), Mai 1991, p. 297-317.

BRACHET, Marquez, SHERRADEN, Viviane et SHERRARD, Margaret, «Political Change and the Welfare State: the Case of Health and Food Policies in Mexico (1970-1993)», World Development, 22(9), Septembre 1994, p. 1295-1312.

BRAILLARD, Philippe, Philosophie et relations internationales, Genève, Institut Universitaire de Hautes Études Internationales, 1974.

BRETON, Gilles, «Mondialisation et science politique : la fin d'un imaginaire théorique?», Études internationales, 24(3), Septembre 1993, p. 533-548.

BRITTON, Andrew, «Economic Policies in the 1990s -the New Agenda», Political Quarterly, 62(2), Avril-Juin 1991, p. 155-166.

BRUNETTI, Aymo et WEDER, Beatrice, «Political Sources of Growth: a Critical Note on Measurement», Public Choice, 52(1-2), Janvier 1995, p. 125-134.

BRYAN, Richard, «The State and the Internationalisation of Capital: an Approach to Analysis», Journal of Contemporary Asia, 17(3), 1987, p. 253-275.

BRYSK, Alison, «International Monetary Fund Lending and Third World Sovereignty», Current World Leaders, 35(6), Décembre 1992, p. 1031-1052.

BURNHAM, Peter, «Neo-Gramscian Hegemony and the International Order», Capitalism and Class, 45, Automne 1991, p. 73-94.

CALVO, Guillermo A. et DIAZ-ALEJANDRO, Carlos F. (sous la dir. de), Debt, Stabilization and Development -Essays in Memory of Carlos Diaz-Alejandro, Oxford, Basil Blackwell, 1988.

CAMMACK, Paul, «Bringing the State Back in?», British Journal of Political Science, 19(2), Avril 1989, p. 261-290.

CAMP, Roderic Ai, Politics in Mexico, New York, Oxford University Press, 1993.

CAMPANELLA, Miriam L., «Globalization and the New World Order», Gouvernement and Opposition, 27(4), Automne 1992, p. 523.

CAMPANELLA, Miriam L., «The Effects of Globalization and Turbulence

on Policy-Making Processes», Government and Opposition, 28(2), Printemps 1993, p. 190-205.

CAMPBELL, Bonnie K., Political Dimensions of the International Debt Crisis, Londres, Macmillan, 1989.

CANAK, William L., «The Peripheral State Debate: State Capitalism and Bureaucratic Authoritarian Regimes in Latin America», Latin American Research Review, 19(1), 1984, p. 3-36.

CANTORI, Louis J. et ZIEGLER, Andrew H. (sous la dir. de), Comparative Politics in the Post-Behavioral Era, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1988.

CAPORASO, James A. (sous la dir. de), A Changing International Division of Labor, Boulder, Colorado, Rienner, 1987.

CARNOY, Martin, The State & Political Theory, Princeton, Princeton University Press, 1984.

CASTAÑEDA, Jorge G., «Mexico at the Brink», Foreign Affairs, 64(2), 1985, p. 287-303.

CENTRE INTERNATIONAL DE SOLIDARITÉ OUVRIÈRE, S'affranchir de la dette pour le développement, Montréal, Colloque international sur la dette extérieure des pays du tiers-monde, 1990.

CHANDHRY, Kiren Aziz, «The Myths of the Market and the Common History of Late Developers», Politics and Society, 21(3), Septembre 1993, p. 245-274.

CHASE-DUNN, Christopher et HALL, Thomas D., «The Historical Evolution of World-Systems», Sociological Inquiry, 64(3), Été 1994, p. 257-280.

CHESNAIS, François, La mondialisation du capital, Paris, Syros, 1994.

CLINE, William R., «Debt, Macro Policy, and the State Intervention: the Next Phase for Latin America», Journal of Interamerican Studies and World Affairs, 27(4), Hiver 1985-86, p. 155.

CLIO, Jean, «Régulation et histoire : je t'aime, moi non plus», dans Théorie de la régulation --L'état des savoirs, sous la dir. de Robert BOYER et Yves SAILLARD, Paris, Éditions La Découverte, 1995, p. 49-57.

COHEN, Benjamin J., «Toward a Mosaic Economy: Economic Relations in

Post-Cold War Era», The Fletcher Forum of World Affairs, 15(2), Été 1991, p. 39-54.

COMISSO, Ellen, «State Structures and Political Processes Outside the CMEA: a Comparison», International Organization, 40(2), Printemps 1986, p. 577-598.

CORNELIUS, Wayne A., The Mexican Political System in Transition, San Diego, Centre for US-Mexican Studies, University of California, 1991.

COUSSY, Jean, «Les représentations économiques de l'insertion du Sud dans les relations cardinales», Revue française de science politique, 36(6), Décembre 1986, p. 767-786.

COX, Robert W., «Production and Hegemony: Toward a political Economy of World Order», dans The Emerging International Economic Order: Dynamic Processes, Constraints and Opportunities, sous la dir. de H. K. JACOBSEN et D. SIDJANSKI, Beverly Hills, Sage Publications, 1982.

COX, Robert W., «Social Forces, State and World Orders: Beyond International Relations Theory», dans Neorealism and its Critics, sous la dir. de Robert O. KEOHANE, New York, Columbia University Press, 1986, p. 204-254.

COX, Robert W., Production, Power, and World Order, New York, Columbia University Press, 1987.

COX, Robert W., «Production, the State, and change in World Order», Global Changes and Theoretical Challenges, sous la dir. de Ernst-Otto CZEMPIEL et James N. ROSENAU, Toronto, Lexington Books, 1989, p. 36-50.

COX, Robert W., «Dialectique de l'économie-monde en fin de siècle», Revue Études internationales, 21(4), Décembre 1990, p. 693-703.

COX, Robert W., «Multilateralism and World Order», Review of International Studies, 18(2), 1992, p. 161-180.

COX, Robert W., «Global Perestroïka», Socialist Register, 1992, p. 26-43.

COX, Robert W., «Structural Issues of Global Governance: Implications for Europe», dans Gramsci, Historical Materialism and International Relations, sous la dir. de Stephen GILL, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, p. 259-289.

COX, Robert W., «Critical Political Economy», dans International Political Economy --Understanding Global Disorder, sous la dir. de Björn HETTNE, Halifax, Ferwood Publishing, 1995, p. 31-45.

CYPHER, James M., State and Capital in Mexico's Development Policy Since 1940, Boulder, Westview Press, 1990.

DANAHER, Kevin et YUNUS, Muhammad (sous la dir. de), 50 Years is Enough. The Case Against The World Bank and the International Monetary Fund, Boston, South End Press, 1994.

DAVIS, Diane E., «Mexico's New Politics: Changing Perspectives on Free Trade», World Policy Journal, 9(4), Automne-Hiver 1992, p. 655-671.

DAVIS, Diane E., «The Dialectic of Autonomy -State, Class, and Economic Crisis in Mexico, 1958-1982», Latin American Perspectives, 20(3), Été 1993, p. 46-75.

DEANE, Phyllis, The State and the Economic System -an Introduction to the History of Political Economy, Oxford, Oxford University Press, 1988.

DELL, Edmund, The Politics of Economic Interdependence, Basingstoke, Macmillan, 1987.

DELORME, Robert, «L'État relationnel intégré complexe (ERIC)», dans Théorie de la régulation --L'état des savoirs, sous la dir. de Robert BOYER et Yves SAILLARD, Paris, Éditions La Découverte, 1995, p. 180-188.

DEYO, Frederic C. (sous la dir. de), The Political Economy of the New Asian Industrialism, Ithaca, Cornell University Press, 1987.

DEUTSCH, Karl W., «State Functions and the Future of the State», International Political Science Review, 6(2), 1986, p. 190-208.

DIWAN, Ishac et VERDIER, Thierry, «L'ajustement de la dette externe et conflits domestiques», dans Surendettement des pays en voie de développement et stratégies d'ajustement, sous la dir. de J.-CL. BENTHÉLEMY et E. GIRARDIN, Paris, Éditions Sirey, 1991.

DOBSON, Alan, «Approaches to the Economy and the State: Post-War Concepts of Political Economy», Talking Politics, 5(3), Été 1993, p. 179.

DOGAN, Mattei et PELASSY, Dominique, How to Compare Nations, Chatham, Chatham House Publishers Inc., 1990.

DRUCKER, Peter F., «The Changed World Economy», Foreign Affairs, 64(4), Printemps 1986, p. 768-791.

DUCATENZEILER, Graciela, FAUCHER, Philippe et CASTRO REA, Julián, «Amérique latine : les échecs du libéral-populisme», Canadian Journal of Development Studies, 14(2), 1993, p. 175-195.

DUNLEAVY, Patrick et O'LEARY, Brendan, Theories of the State, Londres, Macmillan, 1992.

DURAN, E. (sous la dir. de), Latin America and the World Recession, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

DURAN, E., «Mexico: Economic Realism and Political Efficiency», World Today, 41(5), Mai 1985, p. 96.

EMMERIJ, Louis (sous la dir. de), Development Policies and the Crisis of the 1980s, Paris, OECD, 1987.

ENGBERG-PEDERSON, Poul, «The Periphery in the Institutionalization of a New International Order», Fernand Braudel Centre, 9(1), 1985, p. 112-138.

EVANS, Peter B., «Transnational Linkages and the Economic Role of the State: An Analysis of Developing and Industrialized Nations in the Post-World War II Period», dans Bringing the State Back in, sous la dir. de Theda SKOCPOL et al., Cambridge, Cambridge University Press, 1985, p. 192-226.

EVANS, Peter B., «The State as Problem and Solution: Predation, Embedded Autonomy, and Structural Change», dans The Politics of Economic Adjustment, sous la dir. de Stephan HAGGARD et Robert KAUFMAN, Princeton, Princeton University Press, 1992, p. 41-89.

FALCOFF, Mark, «The World: the Transformation of Mexico», American Enterprise, 4(1), Janvier-Février 1993, p. 14.

FALK, Richard, «From Geopolitics to Governance: WOMP [World Order Models Project] and Contemporary Political Discourse», Alternatives, 19(2), Printemps 1994, p. 145-154.

FERNANDEZ JILBERTO, Alex E. et MOMMEN, André, «The Political Economy of Global Néo-Liberalism, Some Theoretical and Historical Considerations», International Journal of Political Economy, 23(1), Printemps 1993, p. 3-12.

FOXLEY, Alejandro, «The Foreign Debt Problem: the View From Latin America», International Journal of Political Economy, 17(1),

Printemps 1987, p. 88-116.

FREY, Bruno S. et EICHENBERGER, Reiner, «The Political Economy of Stabilization Programmes in Developing Countries», European Journal of Political Economy, 10(1), Mai 1994, p. 169-190.

FRIEDEN, Jeff, «Classes, Sectors, and Foreign Debt in Latin America», Comparative Politics, 21(1), Octobre 1988, p. 1-20.

GARCIA MÉNDEZ, Emilio, «La teoría del estado en América Latina : modela para armar», Sistema, 61, Juin 1984, p. 21-36.

GARDNER, Richard, «The Comeback of Liberal Internationalism», International Affairs, 7, 1990, p. 20.

GASOIROWSKI, Mark J., «The Structure of Third World Economic Interdependence», International Organization, 29(2), Printemps 1985, p. 331.

GAVETT, Geoffrey et LANGE, Peter, «Political Responses to Interdependence: What's "left" for the left?», International Organization, 45(4), Automne 1991, p. 539-564.

GÉLÉDAN, Alain, «Des hétérodoxies fécondes», dans Histoire des pensées économiques --les contemporains, sous la dir. de Maurice Baslé et al., Paris, Éditions Sirey, 1988, p. 450-526.

GÉNÉREUX, Jacques, Introduction à la politique économique, Paris, Éditions du Seuil, 1993.

GEORGE, Susan, Jusqu'au cou, Paris, La découverte, 1989.

GERCHURROFF, Pablo, et TORRE, Juan Carlos, «Le débat sur la réforme de l'État en Amérique latine», Problèmes d'Amérique latine, 1, Avril-Juin 1991, p. 99-108.

GEREFFI, Gary, «Development Strategies and the Global Factory», Annals of the Academy of American Political and Social Science, 355, Mars 1989, p. 92-104.

GEREFFI, Gary et WYMAN, Donald L. (sous la dir. de), Manufacturing Miracles, Princeton, Princeton University Press, 1990.

GHAÏ, Dharam et HEWITT de ALCANTARA, Cynthia, The Crisis of the 1980s in Africa, Latin America and the Caribbean -Economic Impact, Social Change and Political Implications, Geneva, United Nations Research Institute for Social Development, 1989.

GILL, Stephen R. et LAW, David, «Global Hegemony and the Structural Power of Capital», International Studies Quarterly, 33(4), Décembre 1989, p. 475-499.

GILL, Stephen R., «Two Concepts of International Political Economy», Review of International Studies, 16(4), Octobre 1990, p. 369-381.

GILL, Stephen R. (sous la dir. de), Gramsci, Historical Materialism and International Relations, Cambridge, Cambridge Studies in International Relations, 1993.

GILL, Stephen, «Epistemology, Ontology and the Italian School», dans Gramsci, Historical Materialism and International Relations, sous la dir. de Stephen GILL, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, p. 21-48.

GILLY, Adolfo, «The Mexican Regime in its Dilemma», Journal of International Affairs, 43(2), Hiver 1990, p. 273-290.

GILLS, B. K., «Historical Materialism and International Relations Theory», Millennium, 16(2), Été 1987, p. 265-272.

GLADE, William P.jr., «Latin America: Options and Nonoptions in Contemporary Development Strategy», AEI Foreign Policy and Defense Review, 5(3), Hiver 1985, p. 5-14.

GOLUB, Stephen S., «The Political Economy of the Latin American Debt Crisis», Latin American Research Review, 26(1), 1991, p. 175-215.

GRAYSON, George W., «Mexico: the Oil Glut and Structural Reform», Washington Quarterly, 19(3), Été 1986, p. 153-164.

GULALP, Haldun, «Capital Accumulation, Classes, and the Relative Autonomy of the State», Science and Society, 51(3), Automne 1987, p. 287.

HAGGARD, Stephan, «The Newly Industrializing Countries in the International System», World Politics, 38(2), Janvier 1986, p. 341-370.

HAGGARD, Stephan, Pathways from the Periphery, Ithaca, Cornell University Press, 1990.

HAGGARD, Stephan et KAUFMAN, Robert (sous la dir. de), The Politics of Economic Adjustment, Princeton, Princeton University Press, 1992.

HAGGARD, Stephan et KAUFMAN, Robert, «Institutions and Economic Adjustment» dans The Politics of Economic Adjustment, sous la dir. de Stephan HAGGARD et Robert KAUFMAN, Princeton, Princeton University Press, 1992, p. 3-40.

HAMILTON, Nora, «State-Class Alliances and Conflicts: Issues and Actors in the Mexican Economic Crisis», Latin American Perspectives, 11(4), Automne 1984, p. 6-33.

HAMILTON, Nora et KIM, Eun Mee, «Economic and Political Liberalisation in South Korea and Mexico», Third World Quarterly, 14(1), 1993, p. 129-136.

HELD, David et MC GREW, Anthony, «Globalization and the Liberal Democratic State», Government and Opposition, 28(2), Printemps 1993, p. 261-288.

HENSTCH, Thierry, HOLLY, Daniel et SOUCY Pierre-Yves (sous la dir. de), Le système mondial, Montréal, Nouvelle Optique, 1983.

HENTSCH, Thierry et HERVOUET, Gérard, «Fin de siècle : points de repère et premier cadrage», Études internationales, 21(4), Décembre 1990, p. 679-692.

HETTNE, Björn (sous la dir. de), International Political Economy -- Understanding Global Disorder, Halifax, Fernwood Publishing, 1995.

HOFFMAN, Mark, «Critical Theory and the Inter-Paradigm Debate», Millennium, 16(2), Été 1987, p. 231-249.

HOFFMAN, Mark, «Restructuring, Reconstruction, Reinscription, Rearticulation: Four Voices in Critical International Theory», Millennium, 20(2), Été 1991, p. 169-185.

HOJMAN, David E., «The Political Economy of Recent Conversions to Market Economics in Latin America», Journal of Latin American Studies, 26(1), Février 1994, p. 191.

HOLMAN, Otto, «Internationalization and Democratization: Southern Europe, Latin America and the World economic Crisis», dans Gramsci, Historical Materialism and International Relations, sous la dir. de Stephen GILL, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, p. 213-258.

HORMAN, Chris, «The State and Capitalism Today», International Socialism, 51, Été 1991, p. 3-56.

HOZMAN, David E., «The Political Economy of Recent Conversions to Market Economics in Latin America», Journal of Latin American Studies, 26(1), Février 1994, p. 191-219.

IKENBERRY, G. John, «The State and Strategies of International Adjustment», World Politics, 39(1), Octobre 1986, p. 53-77.

IKONICOFF, Moïses, «Théorie et stratégie du développement : le rôle de l'État», Revue Tiers Monde, 99, Janvier-Mars 1983, p. 9-33.

INTERNATIONAL MONETARY FUND, External Relations Department, Ten Common Misconceptions About the IMF, Washington, D.C., External Relations Department Publications, Revised copy, 1992.

JARVIS, Anthony, «Societies, State and Geopolitics, Challenges from Historical Sociology», Review of International Studies, 15(3), Juillet 1989, p. 281-293.

JENKINS, Rhys, «The Political Economy of industrialization», Development and Change, 22(2), Avril 1991, p. 197-225.

JESSOP, Bob, «Regulation Theories in retrospect and prospect», Economy and Society, 19(2), Mai 1990, p. 153-215.

JESSOP, Bob, State Theory. Putting Capitalist State in their Place, Cambridge, Polity Press, 1990.

JUILLARD, Michel, «Régime d'accumulation», dans Théorie de la régulation --L'état des savoirs, sous la dir. de Robert BOYER et Yves SAILLARD, Paris, Éditions La Découverte, 1995, p. 225-235.

KAHLER, Miles, «External Influence, Conditionality, and the Politics of Adjustment», dans The Politics of Economic Adjustment, sous la dir. de Stephan HAGGARD et Robert KAUFMAN, Princeton, Princeton University Press, 1992, p. 41-89.

KAPLAN, Marcos, «Recent Trends of the Nation-State in Contemporary Latin America», International Political Science Review, 6(1), 1985, p. 81-103.

KAUFMAN, Robert R., «Democratic and Authoritarian Responses to the Debt Issue: Argentina, Brazil, Mexico», International Organization, 39(3), Été 1985, p. 473-503.

KAUFMAN, Robert R., «The Politics of Economic Adjustment Policy in Argentina, Brazil, and Mexico: Experiences in the 1980s and Challenges for the Futur», Policy Sciences, 22(3-4), Novembre 1989, p. 395-413.

KAZANCIGIL, Ali, «Paradigmes de la formation de l'État moderne dans la périphérie», dans Analyse des relations internationales, sous la dir. de Bahgat KORANY et al., Montréal, Gaëtan Morin, 1987, p. 189-209.

KEYMAN, Fuat E., «Problematizing the State in International Relations Theory», dans Beyond Positivism --Critical Reflections on International Relations, sous la dir. de Claire TURENNE-SJOLANDER et Wayne S. COX, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1994, p. 153-181.

KILLICK, Tony et COMMANDER, Simon, «State Divestiture as a Policy Instrument in Developing Countries», World Development, 16(12), Décembre 1988, p. 1465.

KLIKSBERT, Bernado, «The "Necessary State" : a Strategic Agenda for Discussion», International Review of Administrative Sciences, 42(2), Juin 1994, p. 183-196.

KOHLI, Atul, «The Political Economy of Development Strategies: Comparative Perspectives on the Role of the State», Comparative Politics, 19(2), Janvier 1987, p. 233.

KOO, Hagen, «World System, Class, and the State in Third World Development, Toward an Integrative Framework of Political Economy», Sociological Perspectives, 27(1), Janvier 1984, p. 33-52.

KUMAR, Ashutosh, «An Analysis of Class and State in the Post-Colonial Societies», Punjab Journal of Politics, 15(1-2), 1991, p. 29-48.

LAÏDI, Zaki, Enquête sur la Banque Mondiale, Paris, Fayard, 1989.

LAKE, David A., «Beneath the Commerce of Nations: a Theory of International Economic Structures», International Studies Quarterly, 28(2), Juin 1984, p. 143-170.

LAPID, Yosef, «The Third Debate -On the Prospects of International Theory in a Post-Positivist Era», International Studies Quarterly, 33(3), Septembre 1989, p. 235-254.

LE BOT, Yvon, «Développement, acteurs sociaux et acteurs politiques, Le mode de développement latino-américain», Année sociologique, 42, 1992, p. 193-206.

LEFTWICH, Adrian, «States of Underdevelopment: the Third World State in Theoretical Perspective», Journal of Theoretical Politics, 6(1), Janvier 1994, p. 55-74.

«Le Mexique», Problèmes d'Amérique Latine, 69(23), Septembre 1983.

«Le Mexique à l'aube d'un nouveau sexennat», Problèmes d'Amérique latine, 92, 1989.

LENAIN, Patrick, Le FMI, Paris, Éditions La Découverte, 1993.

LIEBERMAN, Ira W., «Privatisation in Latin America and Eastern Europe in the Context of Political and Economic Reform», World Economy, 17(4), Juillet 1994, p. 551-575.

LINKLATER, Andrew, Beyond Realism and Marxism -Critical Theory and International Relations, Basingstoke, Macmillan, 1989.

LINKLATER, Andrew, «The Question of the Next Stage in International Relations Theory: a Critical-Theoretical Point of View», Millennium, 21(1), Printemps 1992, p. 77-98.

LIPIETZ, Alain, «Toward Global Fordism?», New Left Review, 132, 1983, p. 22-47.

LIPIETZ, Alain, «Behind the Crisis: the Exhaustion of a Regime of Accumulation. A "Regulation School" Perspective on Some French Empirical Works», Review of Radical Political Economics, 18(1-2), 1986, p. 13-33.

LIPIETZ, Alain, Mirages et miracles --Problèmes de l'industrialisation dans le tiers monde, Paris, Édition La Découverte, 1986.

LIPIETZ, Alain, Choisir l'audace: Toward a New Economic Order - Post-Fordism, Ecology, and Democracy, Oxford, Polity Press, 1992.

LIPPIT, Victor D., «Class Structure, Modes of Production and Economic Development», Review of Radical Political Economy, 20(2), Été-Automne 1988, p. 18-24.

MACESICH, George, World Debt and Stability, New York, Praeger, 1991.

MACLEAN, John, «Marxism and International Relations: a Strange Case of Mutual Neglect», Millennium, 17(2), Été 1988, p. 295-319.

MAGDOFF, Harry, «Globalization -to What End?», Socialist Register, 1992, p. 4475.

MAHMUD, Sakah, «Indigenization, Development and Dependence in Nigeria», Africa Today, 33(4), Troisième trimestre 1986, p. 79-80.

MAMDANI, Mahmood, «Conceptualising State and Civil Society Relations: Towards a Methodological Critique of Contemporary Africanism», dans The Role of the State in Development Processes, sous la dir. de Claude AUROI, Londres, Frank CASS, 1992, p. 15-24.

MANCK, Ronaldo, «Workers, Strutural Adjustment, and Concertación Social in Latin America», Latin American Perspectives, 21(3), Été 1994, p. 90-103.

MANICAS, Peter T., «The Legitimation of the Modern State: a Historical and Structural Account», Political Anthropology, 6, 1986, p. 173-197.

MARES, David R., «Explaining Choice of Development Strategies: Suggestions from Mexico 1970-1882», International Organization, 38(4), Automne 1985, p. 667-697.

MARTIN, Patrice et SAVIDAN, Patrick, La culture de la dette, Montréal, Boréal, 1994.

McCAUGHAN, Edward J., «Mexico's Long Crisis -Toward New Regimes of Accumulation and Domination», Latin American Perspective, 20(3), Été 1993, p. 6-31.

McGREW, Anthony, LEWIS, Paul G. et al., Global Politics - Globalization and the Nation-State, Cambridge, England, Polity Press, 1992.

MÉNDEZ, José Luis, «Mexico Under Salinas: Toward a New Record for One Party's Domination?», Governance, 7(2), Avril 1994, p. 182-207.

«Mexico: Political Economy, Social Movements, and Migration», Latin American Perspective, 20(3), Été 1993, p. 3-129.

MICHALET, Charles-Albert, Le capitalisme mondial, Paris, Presses Universitaires de France, Paris, 1985.

MIDDLEBROOK, Kevin, «Dilemmas of Change in Mexican Politics», World Politics, 41(1), Octobre 1988, p. 120.

MILIBAND, R. et PANITCH, L. (sous la dir. de), The New World Order, Londres, Merlin Press, 1992.

MILJAN, Toivo, The Political Economy of North-South Relations, Peterborough, Broadview Press, 1987.

MITTELMAN, James H., «World Order Studies and International Political Economy», Alternatives, 9(3), Hiver 1983-84, p. 325-349.

MITTELMAN, James H., «The Globalization Challenge: Surviving at the Margins», Third World Quarterly, 25(3), Septembre 1994, p. 427-443.

MORICI, Peter et al., «Mexico», Current History, 2, 1993, p. 49-88.

MUNCK, Ronaldo, Politics and Dependency in the Third World: the Case of Latin America, Jordanstown, Newtonabley, Antrim, Ulster Polytechnic, Totowa, New Jersey, 1984.

MUÑOZ, Herald, «The Dominant Themes in the Study of Latin America's Foreign Relations», World Affairs, 150(2), Automne 1987, p. 129-146.

MURPHY, Craig et TOOZE, Roger (sous la dir. de), The new International Political Economy, Boulder, Lynne Rienner, 1991.

MURPHY, Craig et TOOZE, Roger, «Getting Beyond the "Common Sense" of the IPE Orthodoxy», dans The new International Political Economy, sous la dir. de Craig MURPHY et Roger TOOZE, Boulder, Lynne Rienner, 1991, p. 11-32.

NADEL, Henri, «La régulation et Marx», dans Théorie de la régulation --L'état des savoirs, sous la dir. de Robert BOYER et Yves SAILLARD, Paris, Éditions La Découverte, 1995, p. 40-48.

NAIM, Moïses, «Latin America: Post-Adjustment Blues», Foreign Policy, 92, Automne 1993, p. 133-150.

NAIM, Moïses, «Latin America: the Second Stage of Reform», Journal of Democracy, 5(4), Octobre 1994, p. 32-48.

NANDY, Ashis, «Shamans, Savages and the Wilderness: on the Audibility of Dissent and the Futur of Civilizations», Alternatives, 14(3), Juillet 1989, p. 263-277.

NOEL, Alain, «Accumulation, Regulation, and Social Change: an Essay on French Political Economy», International Organization, 41(2), Printemps 1987, p. 303-343.

NOLAN, Patrick D., «Status in the World Economy and National Structure and Development: an Examination of Developmentalist and Dependency Theories», International Journal of Comparative Sociology, 24(1-2), Janvier-Avril 1983, p. 109.

O'CLEIREACAIN, Seamus, Third World Debt and International Public Policy, New York, Praeger, 1990.

OLIVERI, Ernest J., Latin America Debt and the Politics of

International Finance, Westport, Praeger, 1992.

OLSON, Wayne, «Crisis and Social Change in Mexico's Political Economy», Latin American Perspectives, 12(3), Été 1985, p. 7-28.

OLUGBADE, Kola, «State of State in the Third World», The Round Table, 309, Janvier 1989, p. 16-32.

OLUKOSHI, Adebayo, «Book Reviews», Change and Development, (2), Avril 1989, p. 323-326.

OMINAMI, Carlos, Le tiers monde dans la crise, Paris, Éditions La Découverte, 1986.

PACKENHAM, Robert A., «Freedom and Development in Latin America», World Affairs, 155(1), Été 1992, p. 3-12.

PANITCH, Leo, «Globalization and the State», The Socialist Register, 1994, p. 60-93.

PAQUET, Gilles, «Les mutations de notre économie-monde : des révolutions sans miracles», Études internationales, 14(3), Septembre 1983, p. 413-431.

PARKINSON, F., «Latin America, Her Newly Industrializing Countries and the New International Economic Order», Journal of Latin American Studies, 16(1), Mai 1984, p. 127.

PASTOR, Manuel et WISE, Carol, «The Origins and Sustainability of Mexico's Free Trade Policy», International Organization, 48(3), Été 1994, p. 459-489.

PASTOR, Robert A., «Post-Revolutionary Mexico: the Salinas Opening», Journal of Interamerican Studies and World Affairs, 32(3), Automne 1990, p. 1-22.

PETERSON, Erik R., «Looming Collision of Capitalism?», Washington Quarterly, 17(2), Printemps 1994, p. 65-75.

PETRAS, James et BRILL, Howard, «The IMF, Austerity and the State in Latin America», Third World Quarterly, 8(2), Avril 1986, p. 425-448.

PFISTER, Ulrich et SUTER, Christian, «International Financial Relations as Part of the World-System», International Studies Quarterly, 31(3), Septembre 1987, p. 239-272.

PICCIOTTO, Sol, «The Internationalization of the State», Capitalism

and Class, 43, Printemps 1991, p. 43-64.

PIREC, Dusan, «Réflexions sur la crise mondiale, le nouvel ordre économique international et le non-alignement», Questions actuelles du Socialisme, 35(1), 1985, p. 74-96.

POITRAS, Guy et ROBERTSON, Raymond, «The Politics of NAFTA in Mexico», Journal of Interamerican Studies and World Affairs, 36(1), Printemps 1994, p. 1-34.

POPKE, E. Jeffrey, «Recasting Geopolitics: the Discursive Scripting of the International Monetary Fund», Political Geography, 13(3), Mai 1994, p. 255-269.

PURCELL, Susan Kaufman, «Crisis But No Collapse», Orbis, 32(1), Hiver 1988, p. 57-61.

RAFFINOT, Marc, Dette extérieure et ajustement structurel, Vanves, EDICEF, 1991.

RAFFINOT, Marc, La dette des tiers mondes, Paris, La Découverte, 1993.

RAY, James Lee, «The "World System" and the Global Political System: a Crucial Relationship?», Sage International Yearbook of Foreign Policy Studies, 8, 1983, p. 13-34.

REDING, Andrew, «Mexico Under Salinas: a Façade of Reform», World Policy Journal, 6(4), Automne 1989, p. 685-729.

RENGGER, N. J., «Going Critical? A Response to Hoffman», Millennium, 17(1), Printemps 1988, p. 81-89.

ROCKMAN, Bert A. «Minding the State -or a Stated of Mind? Issues in the Comparative Conceptualization of the State», Comparative Political Studies, 23(1), Avril 1990, p. 25-55.

ROSENAU, James N. «The State in an Era of Cascading Politics. Wavering Concept, Widening Competence, Withering Colossus, or Weathering Change?», Comparative Political Studies, 21(1), Avril 1988, p. 13-44.

ROSOW, Stephen J., «On the Political Theory of Political Economy: Conceptual Ambiguity and the Global Economy», Review of International Political Economy, 1(3), Automne 1994, p. 465-488.

RUPERT, Mark, «Alienation, Capitalism and the Inter-State System: Toward a Marxian/Gramscian Critique», dans Gramsci, Historical

Materialism and International Relations, sous la dir. de Stephen GILL, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, p. 67-92.

RUSTIN, Michael, «The Politics of Post-Fordism: or, the Trouble with "New Times"», New Left Review, 175, Mai-Juin 1989, p. 54-77.

SALAMA, Pierre, La dollarisation, Paris, Éditions La Découverte, 1989.

SALAMA, Pierre et VALIER, Jacques, «Le retrait de l'État en Amérique latine», Cahiers des Amériques latines, 12, 1991, p. 25-42.

SAMUELS, Warren J., Fundamentals of the Economic Role of Government, New York, Greenwood, 1989.

SANDBROOK, Richard, «Evaluating Conflicting Perspectives on the Multinational Corporation», Africa Today, 27(4), Troisième trimestre 1980, p. 45-46.

SANG-MPAM, S. N., «The State-Society Relationship in Peripheral Countries: Critical Notes on the Dominant Paradigms», Review of Politics, 48(4), Automne 1986, p. 596-619.

SAULNIERS, Alfred H. (sous la dir. de), Economic and Political Roles of the State in Latin America, Austin, Office for Public Sector Studies, Institute of Latin American Studies, University of Texas, 1983.

SHAW, Martin et BANK, Michael (sous la dir. de), State and Society in International Relations, Londres, Harvester Wheatsheaf, 1991.

SHEAHAN, John, Conflict and Change in Mexican Economic Strategy: Implications for Mexico and Latin America, La Jolla, Californie, Center for U.S.-Mexican Studies, University of California, San Diego, 1991.

SHIRLEY, Mary M., «Privatisation in Latin America: Lessons for Transitional Europe», World Development, 22(9), Septembre 1994, p. 13131-1323.

SIVANANDON, A., «New Circuits of Imperialism», Race and Class, 30(4), Avril-Juin 1989, p. 1-19.

SJOLANDER, Claire Turenne et COX, Wayne S. (sous la dir. de), Beyond Positivism, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1994.

SKOCPOL, Theda (sous la dir. de), Bringing the State back in,

Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

SLATER, Robert O., SCHUTZ, Barry M. et DORR, Steven R. (sous la dir. de), Global Transformation and the Third World, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1993.

SLOAN, John W., «The Mexican Variant of Corporatism», Inter-American Economic Affairs, 38(4), Printemps 1985, p. 3.

SMITH, Peter H. et al., «Mexico», Current History, 76(518), Mars 1987.

SMITH, Phillip, «Mexico Heads for the Millennium», New Politics, 5(1), Été 1994, p. 61-76.

SMITH, W. Rand, «International Economy and State Strategies -Recent Work in Comparative Political Economy», Comparative Politics, 25(3), Avril 1993, p. 351.

SMOUTS, Marie-Claude, «Some Thoughts on International Organizations and Theories of Regulation», International Social Science Journal, 138, Novembre 1993, p. 443-452.

SPERO, Joan E., «Guiding Global Finance», Foreign Policy, 73, Hiver 1988-89, p. 114-134.

STALLINGS, Barbara, «International Influence on Economic Policy: Debt, Stabilization, and Structural Reform», dans The Politics of Economic Adjustment, sous la dir. de Stephan HAGGARD et Robert KAUFMAN, Princeton, Princeton University Press, 1992, p. 41-89.

STIGLITZ, Joseph E. et HEERTJE, Arnold, The Economic Role of the State, Oxford, Basil Blackwell, 1989.

STRANGE, Susan, «The Global Political Economy, 1959-1984», International Journal, 39(2), Printemps 1984, p. 267-283.

STRANGE, Susan, «Who Governs? Networks of Power in World Society», Hitotsubashi Journal of Law and Politics, (édition spéciale), Juin 1994, p. 5-17.

STRANGE, Susan, «Wake up, Krasner! The World has Changed», Review of International Political Economy, 1(2), Été 1994, p. 209-219.

SYLVESTER, Christina, «World Order and International Political Economy: Issues of World System Change», Alternatives, 9(3), Hiver 1983-84, p. 373-392.

SZOSTAK, Mieczyslaw, «Le secteur public dans les pays du tiers monde : sa formation, son expansion», Revue Tiers Monde, 24(93), Janvier-Mars 1983, p. 53-74.

TANDOM, Tash, «Recolonization of Subject Peoples», Alternatives, 19(2), Printemps 1994, p. 173-183.

TEICHMAN, Judith, «The Mexican State and the Political Implications of Economic Restructuring», Latin American Perspectives, 19(2), Printemps 1992, p. 88-104.

THÉRET, Bruno, «État, finance publique et régulation», dans Théorie de la régulation --L'état des savoirs, sous la dir. de Robert BOYER et Yves SAILLARD, Paris, Éditions La Découverte, 1995, p. 189-197.

THE WORLD BANK, Governance, the World Bank's Experience, Washington D.C., The International Bank for Reconstruction and Development, 1994.

THOMAS, Graham P., Gouvernement and Economy Today, Manchester, Manchester University Press, 1992.

THOMPSON, William R., «Uneven Economic Growth, Systemic Challenges, and Global Wars», International Studies Quarterly, 27(3), Septembre 1983, p. 341-355.

THOMPSON, William R. «The World-Economy, the Long Cycle, and the Question of World-System Time», Sage International Yearbook of Foreign Policy Studies, 8, 1983, p. 35-62.

TOOZE, Roger, «Understanding the Global Political Economy: Applying Gramsci», Millennium, 19(2), Été 1990, p. 273-280.

TONES, Carlos A., «The Mexican State and Democracy: the Ambiguities of Corporation», International Journal of Politics, Culture and Society, 2(4), Été 1989, p. 563-586.

TOOZE, Roger, «The Unwritten Preface: "International Political Economy" and Epistemology», Millennium, 17(2), Été 1988, p. 285-293.

VELTMEYER, Henry, «Liberalisation and Structural Adjustment in Latin America: in Search of an Alternative», Economic and Political Weekly, 28(39), Septembre 1993, p. 2080-2087.

VERGOPOULOS, Kostas, «L'État dans le capitalisme périphérique», Revue Tiers Monde, 24(93), Janvier-Mars 1983, p. 35-52.

VIDAL, Jean-François, «Les régimes internationaux», dans Théorie de la régulation --L'état des savoirs, sous la dir. de Robert BOYER et Yves SAILLARD, Paris, Éditions La Découverte, 1995, p. 171-179.

WALLERSTEIN, Immanuel, The Capitalist World-Economy, Cambridge, Cambridge University Press, 1979.

WALLERSTEIN, Immanuel, «Notes théoriques sur l'économie-monde capitaliste, son émergence et ses conditions», dans Le système mondial --Rapports internationaux et relations internationales, sous la dir. de Thierry HENSTCH, Daniel HOLLY et Pierre-Yves SOUCY, Montréal, Nouvelle optique, 1983, p. 117-131.

WALLERSTEIN, Immanuel, «Tendances et perspectives d'avenir de l'économie-monde», Études internationales, 15(4), Décembre 1984, p. 789-801.

WALLERSTEIN, Immanuel, «The World-System After the Cold War», Journal of Peace Research, 30(1), Février 1993, p. 1-6.

WARIAVWALLA, Bharat, «Interdependence and Domestic Political Regimes: the Case of the NIC», Alternatives, 13(2), Avril 1988, p. 235.

WEINTRAUB, Sidney et BAER, M. Delal, «The Interplay Between Economic and Political Opening: the Sequence in Mexico», Washington Quarterly, 15(2), Printemps 1992, p. 187-201.

WENDT, Alexander E., «The Agent-Structure Problem in International Relations Theory», International Organization, 41(3), Été 1987, p. 335-370.

WHITE, Russel, «Postwar Mexican Development Policy: State and Class Contradictions», Latin American Perspectives, 20(3), Été 1993, p. 76.

WHITEHEAD, Laurence, «Political Explanations of Macroeconomic Management: a Survey», World Development, 18(8), Août 1990, p. 1133-1146.

WIARDA, Howard J., «Mexico: the Unravelling of a Corporatist Regime?», Journal of Interamerican Studies and World Affairs, 30(4), Hiver 1988-89, p. 1-28.

ZANTMAN, A., Le Tiers-Monde, Paris, Hatier, 1990.

ZHAO, Ding-Xin et HALL, John A., «State Power and Patterns of Late Development: Resolving the Crisis of the Sociology of Development»,

Sociology, 28(1), Février 1994, p. 211-229.

ZIRKER, Daniel et al., «Dependency: a Critical Analysis and Reformulation», Indian Political Science Review, 18(2), Juillet 1984, p. 138-164.

ZUBEK, Voytek et GENTLEMAN, Judith, «Economic Crisis and the Movement Toward Pluralism in Poland and Mexico», Political Science Quarterly, 109(2), Été 1994, p. 335-359.